

Comité Scientifique international :

Mme Johanne LEBRUN (Université de Sherbrooke - Canada)
Mme Lucile RABEARI MANANA (Université d'Antananarivo - Madagascar)
M. François AUDIGIER, (Université de Genève - Suisse)
M. Balveer ARORA (Jawaharlal Nehru University, New Delhi - India)
M. Dominique BARJOT (Université Paris-Sorbonne - Paris IV)
M. Yvan COMBEAU (Université de La Réunion)
M. Jean Michel DEWAILLY (professeur honoraire des Universités)
M. Prosper EVE (Université de La Réunion)
M. Jean Michel JAUZE (Université de La Réunion)
M. Eric JENNINGS (University of Toronto - Canada)
M. Eric MORIER-GENOUD (Queen's University Belfast - Royaume-Uni)
M. Michel PETIT (Université Paris XII - Créteil)
M. Claude PRUDHOMME (Université Lyon 2 - Lumière)
M. Thierry SIMON (Université de La Réunion)

Comité de Lecture :

Mme Evelyne COMBEAU-MARI (Université de La Réunion)
Mme Catherine FOURNET-GUERIN (Université de Reims)
Mme Bénédicte GASTINEAU (Démographie IRD - Cotonou - Bénin)
Mme Marie Annick LAMY-GINER
Mme Claire MESTRE (Médecin, anthropologue - Université Bordeaux II)
Mme Faranirina RAJAONAH (Université Paris VII - Diderot)
M. Didier BENJAMIN (Professeur en CPGE - La Réunion)
M. Fabien BRIAL (Université de La Réunion)
M. Fabrice FOLIO (Université de La Réunion)
M. Jean FREMIGACCI (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)
M. Jérôme FROGER (Université de La Réunion)
M. Jean-François GERAUD (Université de La Réunion)
M. Christian GEMANAZ (Université de La Réunion)
M. Christophe GIUDICE (Université de Toamasina - Madagascar)
M. Jean-François KLEIN (Université de Nantes)
M. Tovonirina RAKOTONDRA BE (Université de Toamasina - Madagascar)
M. Jean-Roland RANDRIAMARO (Université de Toamasina - Madagascar)
M. Olivier ROUX (Université de La Réunion)
M. Vincent SCHWEITZER (Académie Nancy-Metz)

Directeur de Publication

Frédéric GARAN
(Université de La Réunion)

Secrétaire de Rédaction

Pierre-Eric FAGEOL
(Université de La Réunion)

Contact pour le courrier des lecteurs ou proposition d'article
Adresse électronique : garan.frederic@yahoo.fr

Photos de couverture et de 4^{ème}

Au cœur du cirque de Mafate, une vue des remparts : au centre de l'image, le col du Taïbit (passage vers Cilaos), sur la droite le rempart du Grand Benare. Au pied du Taïbit : l'îlet de Marla. Noter les formes d'érosion intense des terrains très instables. (Photo Th. Simon 2011).

Le hameau et le grand baobab de Mangaraharabo, presqu'île d'Antrema, novembre 2012. Article de Claire Harpet : « Entre deux eaux » (Photo C. Harpet)

Centre de recherches OIES
« Océan Indien, Espaces et Sociétés »
Université de La Réunion

Numéro 17

TSINGY



Dans un gîte du cœur de Mafate, un « boucan » familial (Photo Th. Simon, 2011)

Le présent ouvrage est imprimé en 500 exemplaires.
Sa reproduction partielle ou totale est protégée par les droits d'auteurs
et ne peut être réalisée sans l'approbation de l'éditeur.

(1^{er} semestre 2014 Editions ProMedia)

SOMMAIRE

•Editorial	4
------------------	---

I. Dossiers :

•Fabrice FOLIO, <i>Retour distancié sur Mwanza : les enseignements du docufiction « Le cauchemar de Darwin » de H. Sauper</i>	9
•Thierry SIMON, <i>Dynamiques actuelles de développement dans le cirque de Mafate (La Réunion)</i>	21
•Claire HARPET, <i>Entre deux eaux : Imaginaires des eaux saumâtres des rivages de mangrove en océan Indien</i>	33
•Gwyn CAMPBELL <i>Robert Lyall : from Scottish Radical to Imperial British Agent at the Court of Imerina</i>	49
•Sarah FEE, Noël J. GUEUNIER <i>A forgotten « hybrid » art: The carved bed panels of nineteenth-century Imerina</i>	67
•Éric T. JENNINGS, <i>Entre droit communal, anthropologie physique et archéologie : le parcours de l'administrateur Robert David à Madagascar</i>	79

II. Connaissance de l'océan Indien

•Pierre BREST, <i>Raymond Decugis, Compagnon de la Libération</i>	93
•Tovonirina RAKOTONDRAIBE, <i>Les insurgés face aux militaires dans le district d'Andevoranto/Brickaville à Madagascar (1947-1948)</i>	115

III. L'enseignement scolaire dans l'océan Indien

•Vincent SCHWEITZER, <i>Un PMA dans la mondialisation : Madagascar. Une adaptation pour les programmes de quatrième.</i>	133
---	-----

ÉDITO

Pour franchir une nouvelle marche...

Ce numéro 17 de TSINGY marque une nouvelle étape dans la vie de la revue. Une nouvelle marche est en effet franchie, car la revue est désormais publiée sous l'égide du laboratoire « Océan Indien, Espaces et Sociétés » (OIES¹), structure qui fédère les deux équipes d'historiens (CRESOI²) et de géographes (CREGUR³) de l'université de La Réunion.

Le contenu de ce numéro illustre fort bien une volonté, qui mérite d'être sans cesse réaffirmée et surtout prouvée sans relâche : celle de regards communs, de confrontations de points de vues, d'approches croisées qui animent historiens et géographes, unis dans l'analyse des faits sociétaux d'un riche et vaste espace india-océanique, notre bien commun et partagé. TSINGY a vocation à matérialiser ces rapprochements disciplinaires, à établir ces passerelles fructueuses, à stimuler les réflexions transdisciplinaires novatrices, conduites à des échelles changeantes et sur des pas temporels variés.

Sur cet espace india-océanique ouvert, historiens du CRESOI et géographes du CREGUR partagent, de longue date, l'idée d'une indispensable ouverture à des collaborations issues de collègues d'autres champs disciplinaires des sciences humaines. TSINGY s'avère, à cet égard, une excellente plate-forme d'échanges d'idées, aussi solide et efficace que tout « réseau social » qui se respecte. Ce numéro le montre bien et d'autant qu'une version « en ligne » est en train d'être mise en place, sans bien évidemment remettre en cause l'existence de la version imprimée qui gardera toute sa place.

Ce riche numéro *varia* permet au lecteur de se transporter de Madagascar, à La Réunion et en Tanzanie, avec des contributions dont les angles d'approche diffèrent considérablement. Ces travaux participent tous, d'une certaine manière et à leur façon propre, à ce que Pierre Rosanvallon, très récemment, a dénommé « *les voies plurielles de la connaissance du monde* »⁴.

Trois articles s'attachent ainsi à retracer, à travers l'analyse d'itinéraires individuels, des périodes et des faits marquants, bien que souvent mal connus, voire ignorés, de l'histoire malgache et réunionnaise. Avec Gwyn Campbell, on découvre ainsi l'itinéraire aventureux d'un Ecossais « radical » et ambitieux : au début d'un XIX^{ème} siècle, les circonstances propulsent Robert Lyall comme « agent » britannique à la cour merina. Cette brève trajectoire, digne d'un roman conradien, montre indirectement le jeu des rapports de force qui se tissent alors entre puissances européennes à Madagascar, comme un reflet

¹ Océan Indien, espaces et sociétés : oies.univ-reunion.fr

² Centre de Recherches et d'Etudes des Sociétés de l'Océan Indien : cresoi.fr

³ Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion : oies.univ-reunion.fr/cregur/

⁴ Pierre ROSANVALLON, 2014. *Le parlement des invisibles*. Paris, Le Seuil, 69 p.

parfait de la rivalité coloniale franco-britannique. Autre enjeu colonial, et non des moindres, que celui posé par l'organisation et l'administration des collectivités malgaches par les autorités françaises, durant une période fort délicate, entre 1934 et 1954... Éric T. Jennings s'est penché sur les archives laissées par un administrateur des colonies, Robert David. Il fut en poste durant deux décennies entières à Madagascar, acteur de ces réformes territoriales stratégiques pour le contrôle colonial de l'espace malgache, mais aussi, du fait de son « immersion » dans ces territoires, il fut anthropologue racial de circonstance et ... « inventeur » des inscriptions rupestres de la région de Fianarantsoa. Il y a là un itinéraire (une trace aussi), comme on peut en croiser de très nombreux durant cette période en Afrique subsaharienne : celui de cadres coloniaux parfaitement « formés » qui, au-delà de leur mission administrative (souvent conduite contre vents et marées : ici, durant le régime de Vichy...), finissent par nourrir une passion dévorante pour « leur » espace administré, passion qui se développe tous azimuts et qui s'avère souvent productive, pour ces territoires et ces sociétés dont ils ont la « charge ». Autre personnage, et non des moindres puisqu'il fut élevé à la dignité de « Compagnon de la libération », Raymond Decugis, dont nous découvrons l'itinéraire avec Pierre Brest. Decugis fut en effet haut fonctionnaire à La Réunion, là encore sous le régime de Vichy : il fut, le 28 novembre 1942, la seule victime, tuée dans des circonstances assez peu connues (comme, par ailleurs, son engagement politique lui-même), éclaircies par cette contribution, lors du ralliement de La Réunion à la France libre.

Avec comme fil conducteur la problématique, très sensible mais toujours assez peu clairement cernée, du « développement durable », trois contributions abordent, avec des approches et à des niveaux d'échelle variés, des thématiques territoriales originales. Claire Harpet développe une approche anthropologique des usages et des imaginaires de l'eau à Madagascar. Plus précisément, c'est du problème des eaux lagunaires saumâtres qu'il est question dans cet article. Les littoraux malgaches, notamment ceux de la côte orientale, abritent de vastes zones humides (notamment des mangroves remarquables) dont l'intérêt écologique se conjugue à un intérêt sociétal très fort, car ces milieux font l'objet d'une perception, d'une mise en valeur et d'un usage raisonné par certaines sociétés littorales, alors que ces milieux ont souvent été considérés comme insalubres et, de ce fait, inhospitaliers. Cette contradiction apparente, ce retournement de perspective, est également au cœur d'une analyse (Thierry Simon) produite sur le cirque réunionnais de Mafate, territoire aux paysages spectaculaires, uniques au monde, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce territoire particulier a très longtemps été perçu de manière négative : marges intérieures, espaces de misère économique et sociale. Le mode de vie et de production actuellement adopté et développé par les Mafatais joue efficacement sur divers registres (aides financières diverses, polyculture et petit élevage dans le « défriché vivrier »), mais il ne suffit plus à satisfaire les besoins croissants de habitants et des touristes visiteurs qui, sans cesse plus nombreux, arpencent et animent l'économie de ce territoire intérieur. Fabrice

Folio apporte un regard de géographe averti sur un documentaire controversé : « Le cauchemar de Darwin », d'Hubert Sauper (2004). Ce film qui se déroule dans la localité de Mwanza, en Tanzanie, sur les berges du lac Victoria, dénonce les ravages (supposés, amplifiés ou réels ?) du « libéralisme » dans les pays fragiles et ses corollaires en termes d'exploitation excessive des milieux naturels et, surtout, de déséquilibres et déstructuration des sociétés. Ce film serait également un témoin du positionnement ambivalent du public, des médias et des critiques français à l'égard des films relatifs à l'Afrique subsaharienne.

Dans ce numéro, on trouvera aussi deux articles consacrés à deux aspects forts différents de l'histoire de Madagascar. Un travail original de Sarah Fee et Noël J. Gueunier fait un point sur le dernier état des connaissances relatives au travail de sculptures des panneaux ornementaux mobiliers, datant du XIX^{ème} siècle, en Imerina. Sur un autre sujet, bien plus tragique, Tovonirina Rakotondrabe analyse la situation de conflits qui a régné dans la région d'Andevoranto/Brickaville entre 1947 et 1948, lors de l'insurrection qui continue à marquer l'inconscient collectif malgache : des questions, qui font écho aux travaux déjà engagés par Jean Fremigacci dans cette même revue⁵. Le numéro 17 de TSINGY se clôut enfin sur un dossier à vocation pédagogique, consacré à Madagascar, par Vincent Schweitzer, dans lequel il est beaucoup question, là aussi, des problématiques du développement. Ce dossier présente et commente des documents qui font une large place à ce qu'on pourrait dénommer le « paradoxe malgache », celui d'un vaste et riche territoire, en hommes comme en ressources, et qui reste désespérément englué, au regard de tous les habituels indicateurs de développement, dans une situation générale de grande difficulté et de pauvreté.

Le numéro 17 de TSINGY est donc riche de toutes ces contributions, mais aussi des espoirs que nous pouvons continuer à mettre dans cette revue qui, au fil des ans, constitue une ressource essentielle, précieuse, pour celles et ceux qui s'intéressent aux espaces et aux sociétés india-océaniques.

Thierry SIMON
Directeur du Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie
de l'Université de La Réunion (CREGUR)

⁵ Voir *Tsingy* n°8, 12, 13 et 14.

I. Dossiers

« Les hommes et la nature »

Avec des articles de Claire Harpet, Fabrice Folio et Thierry Simon

Séminaire « Madagascar workshop, Toronto-Montreal »¹ 2013 Montréal - Université McGill

Avec des articles de Sarah Fee / Noel J. Gueunier, Gwyn Campbell et Eric Jennings

¹ Le Madagascar Workshop en est actuellement à sa neuvième année. De vocation interdisciplinaire, il alterne entre Montréal et Toronto (Mc Gill University et University of Toronto)

LE CAUCHEMAR DE DARWIN



UN FILM DE HUBERT SAUPER

Figure 1 : l'affiche du film « Le cauchemar de Darwin »

RETOUR DISTANCIÉ SUR MWANZA : LES ENSEIGNEMENTS DU DOCUFCTION, « LE CAUCHEMAR DE DARWIN » DE H. SAUPER (2004)

Fabrice FOLIO

Maître de conférences en géographie

CREGUR-OIES

Université de La Réunion

Résumé : Le documentaire « Le cauchemar de Darwin », fruit du réalisateur Hubert Sauper (2004), s'inscrit dans la veine des « docufictions » engagés récents, dénonçant les dérives d'une mondialisation libérale inique et débridée. Des commentaires passionnés et des positionnements divergents ont suivi la sortie de ce film coup de poing, lequel se déroule dans la localité de Mwanza en Tanzanie sur les berges du lac Victoria. Ils interpellent tout autant que l'œuvre elle-même. Trois domaines au moins nous paraissent passionnants à décrypter avec du recul : la mondialisation et ses corollaires, à travers le commerce de la perche du Nil ; le cinéma de docufiction critique mais subjectif ; le regard de la société civile et des experts français sur l'Afrique subsaharienne. Ce que le film sous-tend de « global » ou d'universel, à travers la dénonciation (suivie des contre argumentations) du libéralisme dans les pays en développement, serait également un témoin du positionnement ambivalent du public, des médias et des critiques français à l'égard des films relatifs à l'Afrique subsaharienne.

Mots-clés : Afrique, Tanzanie, Mwanza, cinéma, mondialisation, développement, environnement, acteurs, Nord/Sud, trafic.

Abstract : The "Darwin's Nightmare" documentary, from director Hubert Sauper (2004), is one of today's well known astounding "docufiction" genre that denounces the excesses of the unbridled liberal globalization. Impassioned debates and divergent positions follow the release of this movie, which takes place in the town of Mwanza in Tanzania on the shores of the Lake Victoria. They are probably as much as interesting to study and comment than the movie itself. At least three aspects need to be deciphered: the globalization and its consequences, through the trade of the Nile perch; the docufiction movie genre, which is engaged and subjective; the gaze of the civil society and French experts on developing countries. If the "Darwin's Nightmare" documentary underlies some "global" or universal points, it seems that it is also a witness of the ambivalent position of the public, media and French critics related to sub-Saharan African countries.

Keywords : Africa, Tanzania, Mwanza, cinema, globalisation, development, environment, stakeholders, North/South, traffic.

Une certaine difficulté affleure encore lorsqu'il s'agit de rendre compte, d'un point de vue académique et scientifique, du message que délivre le documentaire *Le cauchemar de Darwin* fruit du réalisateur Hubert Sauper (2004). En effet, sitôt (re)visionné, celui-ci ne laisse guère le spectateur indifférent. Il s'inscrit de la sorte dans la veine des documentaires « coup de poing » récents, dénonçant sans ambages, sous couvert d'une trame scénaristique truffée de documents audio ou vidéo « réels », les dérives d'une mondialisation libérale débridée : les thèmes tournent en effet autour de l'uniformisation culturelle (via le vin dans *Mondovino* de J. Nossiter, 2004), de la crise financière mondiale (*Inside Job* de C.H. Ferguson, 2010), des méfaits de l'industrie agro-alimentaire (*Food Inc.* de R. Kenner, 2008) ou encore du lobby militaro industriel américain (*Bowling for Columbine* de M. Moore, 2002). Et pour cause, le « docufiction », pour reprendre un terme à la mode, fonctionne sur le registre de l'émotion pure et de l'indignation, là où nous nous livrerons, dans le présent article, à un exercice analytique visant à décortiquer la teneur des débats qui l'ont environné. Des commentaires passionnés et des positionnements divergents ont suivi la sortie de ce film. N'interpellent-ils pas tout autant que l'œuvre elle-même ?



Figure 2 : la localité de Mwanza dans le nord de la Tanzanie

Nous tenterons d'intervenir à trois niveaux, sur la forme comme sur le fond. Il sera d'abord procédé à une analyse filmique du film sous l'angle géographique. À travers les jeux d'échelle et la lecture spatiale, nous tenterons d'expliquer la méthode et les choix opérés (ou contraints) du réalisateur pour nous délivrer un message au contenu engagé. Par la suite, nous nous pencherons sur la limite, très fine, que H. Sauper a (in)volontairement placé entre sa volonté de montrer et de raconter et un certain voyeurisme voire un malaise inhérent, ce qui soulève un coin sur l'éthique du cinéma dit utile. Enfin, à travers l'importante polémique qui a

prolongé ce documentaire, nous proposerons une lecture critique sur les contours exacts de son propos. Ce qu'il sous-tend de « global » ou d'universel, à travers la dénonciation (suivie des contre argumentations) de la mondialisation, ne serait pas aussi un témoin du positionnement ambivalent du public français à l'égard des films relatifs à l'Afrique ?

I) UNE MONDIALISATION UTILITAIRE ET INJUSTE : LE REGARD GÉOGRAPHIQUE

Le Cauchemar de Darwin (2004) est sortie en mars 2005 en France et est l'œuvre du réalisateur autrichien Hubert Sauper. Après avoir fait état dans *Kisangani Diary's* (1998) du périple de réfugiés rwandais au Congo, il propose ici son travail le plus long et sans doute le plus abouti, au message limpide : la mondialisation économique affiche des conséquences aberrantes, où une partie de l'humanité en tire profit, au détriment d'une autre dominée et/ou marginalisée. En cela, nous pouvons avancer le terme de « mondialisation utilitaire » pour caractériser ce que veux démontrer le réalisateur.

Le cadre qu'il a choisi se situe en Tanzanie, en Afrique orientale, sur les rives du lac Victoria, berceau de l'humanité (**Figure 2**). Un poisson d'exportation, la perche du Nil, introduit dans les années 50-60, a ravagé la biodiversité du lac. Sa production, de nature industrielle, est exportée en Europe et fait office de monnaie d'échange contre ce que H. Sauper subodore être un trafic d'armes, alimenté par une archaïque flotte aérienne ukrainienne.

Mwanza sert de décor à cette implacable allégorie d'une mondialisation injuste : il concentre à lui seul tous les maux (sociaux, sociétaux et économiques) rattachés à ce commerce : l'exode rural et les camps d'habitat précaire érigés autour du lac ; la déstructuration familiale et la désagrégation du tissu social traditionnel ; les enfants des rues, la délinquance et la drogue ; l'essor de la prostitution et la propagation du sida... Tout y passe dans un retour violent à l'Afrique du « cœur des ténèbres » de Joseph Conrad (1902)¹ ou dans une confirmation éclatante du message prophétique de René Dumont asséné dès 1962² : « l'Afrique noire est mal partie ».

Cette argumentation se trouve résumée dans l'affiche même du film (**Figure 1**). La perche y est déclinée en trois phases : le poisson qui est la clé de voûte de l'histoire, ressource dont découle tout le reste (phase 1) ; la carcasse de ce même poisson (phase 2), qui reste au pays après effilage et qui sera la partie consommée par la population locale (dans un pays où les épisodes de famine perdurent) ; enfin la mutation de ce poisson en arme à feu, en l'occurrence la traditionnelle AK-47 ou Kalachnikov bien connue des conflits dits africains, et dont H. Sauper soutient qu'elle sert d'instrument de rentabilisation voire d'optimisation à l'aller, du voyage « retour » avec les filets de poissons vers l'Union européenne (phase 3).

Ainsi les mêmes avions nourrissent le Nord et donnent au Sud les moyens de s'entretuer : la boucle est bouclée. Toute l'ironie morbide et inique de notre époque est ici traduite et mise en scène dans un microcosme révélateur.

¹ Joseph CONRAD, rééd. 1993, *Au cœur des ténèbres*, Série: Garnier Flammarion / Littérature étrangère.

² René DUMONT, 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, rééd. Seuil, 2012.

On peut, à ce stade, donner un éclairage au titre du film car celui-ci a participé à son succès. Il s'inspire évidemment du « Darwinisme » qui désigne la théorie de l'évolution des espèces (élaborée par le naturaliste anglais Charles Darwin en 1859). On associe souvent à ce terme la seule sélection naturelle (d'où l'expression de la lutte pour la vie ou de survie du plus apte). C'est ce message qui est ici détourné symboliquement pour le pire (d'où « Le cauchemar ») : d'une part, la perche du Nil (**Figure 3**), formidable prédateur, plus adapté et plus fort, mène à une disparition des autres espèces du lac, à un appauvrissement du biotope et finalement à sa stérilité. D'autre part, H. Sauper montre aussi que c'est le meilleur système économique qui l'a emporté sur la planète, celui aussi qui régit notre quotidien : il s'agit bien entendu du capitalisme, fait d'ordre social consumériste, profitant à ceux bien insérés au détriment des « exploités ».

Figure 3 : la perche du Nil dans les rues de Mwanza (capture d'écran)



Pour le géographe, la démonstration du film est éclatante et ce, grâce à une galerie de personnages hauts en couleur, dont on peut remarquer les emboitements scalaires. Les « acteurs » donnent toute leur force au film et se lisent sur trois plans : ils sont résidents de Mwanza (prostituées tanzaniennes, ex-militaire veilleur de nuit, artiste-peintre, enfants des rues, pêcheurs, journaliste) ou résidents-étrangers (aviateurs ukrainiens, industriels locaux d'origine indienne) ; ils sont ensuite « locaux » (dans le sens rattachés à cette ville : tous ceux cités précédemment) ou « nationaux » (les responsables politiques de Dodoma) ; enfin, ils vivent et connaissent bien l'Afrique (tous ceux cités précédemment) ou sont exogènes (les membres de l'Union européenne).

De la même manière, la géographie des lieux permet d'illustrer cette articulation.

- À un premier niveau d'échelle, le premier acteur/site est le lac Victoria lui-même (le plus étendu d'Afrique avec 68 000 km²), à l'interface de nombreux pays en guerre ou instables. Deuxième plus grand lac d'eau douce au monde

(après le lac Supérieur), il est bordé par l'Ouganda, le Kenya et assure la subsistance de 10 millions d'Africains. En compagnie de ce lac, d'où l'on pêche la perche du Nil, trois autres lieux complètent la géographie de Mwanza : la ville, cité-dortoir, l'usine de traitement et l'aéroport, exutoire et voie d'entrée des « marchandises ».

- À un deuxième niveau d'échelle géographique, on peut distinguer ce « local » de ce qui est débattu au plan national (à travers notamment le fameux congrès écologique dans la capitale). Une focale centre/périmétrie, expression de priorités différentes et d'une distanciation par rapport aux problèmes locaux, se fait sentir.
- Enfin, le troisième niveau d'échelle s'inscrit dans une dynamique Nord/Sud : citons à cet égard les norias d'Iliouchine ou d'Antonov de l'ex-URSS, légalement affrétés par des compagnies européennes ; les usines de conditionnement du poisson subventionnées par la Commission Européenne ; enfin, les milliers de tonnes de filets qui trouvent preneur dans les supermarchés et les restaurants... européens (ils y sont forts appréciés, leur chair étant tendre et sans arêtes).

II) ANALYSE FILMIQUE : DE LA RÉFLEXION ÉTHIQUE SUR LA « NÉCESSITÉ » DE MONTRER...

La qualité narrative dont fait preuve H. Sauper a assurément contribué au succès du *Cauchemar de Darwin*. Il s'agit avant tout d'une méthodologie fondée sur la participation et le raisonnement intellectuel du spectateur (participation qui est certes assez largement orientée...). C'est bien là la force du film : rien n'est dit (il n'y a pas de voix *off*, seuls quelques commentaires écrits laconiques sont présents), mais tout est suggéré. Nous ne nous situons pas dans l'explication mais davantage dans la révélation. Toutefois, il revient au spectateur d'emboîter les scènes et les discours. C'est à lui de comprendre les liens de causalité parmi tout ce qu'il voit et d'arriver ainsi à une conclusion, qui était le postulat de départ du réalisateur. N'étant pas journaliste, H. Sauper ne décortique pas le travail. Cinéaste, il crée, fait réfléchir et infléchir.

Le film détient, dès lors, une qualité esthétique indéniable. Et cela, paradoxalement au caractère cru, parfois à la limite du supportable, de certaines scènes ! Cette qualité est d'autant plus remarquable quand on songe aux conditions dans lesquelles il fut tourné : la réalisation s'est faite avec une poignée de personnes, dans une clandestinité absolue, étalée sur 4 ans (avec six séjours sur place) très probablement nourrie en pots-de-vin. Les protagonistes ont dû en effet cacher leur identité et leur activité aux autorités tanzaniennes, se faisant tantôt passer pour des missionnaires, tantôt pour des hommes d'affaires étrangers ou encore pour des touristes. Sur place, ils ont filmé en super 8, en général en caméra à l'épaule, avec quelques travellings présents mais bien souvent en caméra cachée.

Une autre des caractéristiques du film se situe dans l'intensité des scènes en plan séquence, emplies d'humanité. Elles illustrent le rapport d'intimité que H. Sauper est parvenu à nouer avec « ses » personnages. Extraits de leur anonymat, ces individus lambda sont devenus « acteurs » du film (**Figure 4**). En pratique, il faut imaginer qu'un œil du cinéaste, placé derrière sa caméra, avait un rôle purement technique et cinématographique, tandis que l'autre interpellait et discutait dans le même temps avec la personne filmée. On peut alors mesurer ce qu'il a dû falloir de confiance, de temps et

aussi de degré d'empathie pour amener certains à se livrer de la sorte. Au demeurant, H. Sauper s'immisce avec lenteur et arrive progressivement à faire se dévoiler les gens. On pense notamment aux discussions avec les prostituées et surtout avec les aviateurs : ce sont des liens d'estimes noués patiemment (peut être facilités par la condition d'étrangers de l'intéressé...). Le cœur du film, l'impensable finit alors par être avoué au milieu de la nuit dans les effluves d'alcool : le trafic asymétrique entre l'Europe et l'Afrique (matériel, aide humanitaire et armes contre poissons). Cela finit par être acquiescé par Serguey, homme roublard et épuisé, que l'on devine éminemment fataliste et a priori miné par une certaine culpabilité.

Figure 4 : un des personnages du film scrutant un avion survolant le lac et les barques des pêcheurs (capture d'écran)



C'est aussi en cela, et il s'agit du troisième enseignement que l'on peut souligner, que certains pourraient être quelque peu « gênés » par cette œuvre. Elle se révèle par moment troublante dans ce qu'elle filme même. Nous faisons allusion, à ce niveau, à la passivité de la caméra lorsqu'elle se nourrit de séquences intenses et difficiles, dont elle a précisément besoin pour sa rhétorique de choc. D'aucuns pourraient ainsi trouver des plus indécents d'observer et d'attendre des enfants s'effondrer après avoir sniffé de la colle ou encore de les laisser se battre autour d'un bol de riz sans intervenir à un quelconque moment. De la même manière, on pourrait considérer de déplacé, voire d'abusif, le fait de tirer profit d'un long moment d'échanges intimes avec tel ou tel personnage pour ensuite diffuser ses propos *urbi et orbi*. On entre certes à ce moment sur le terrain glissant du jugement de valeur : est-ce de la manipulation voyeuriste, en raison du choix du montage de H. Sauper, ou de l'habileté de l'artiste et du professionnel ?

Dans la narration adoptée, tout finit en effet par faire sens avec un art consommé pour joindre entre eux une pléthore de phénomènes, même si parfois les preuves manquent à l'appel et que certains raisonnements semblent tirés par les cheveux. Ce parti pris quant à l'éthique sert une thèse dont on peut présumer qu'elle est « embrassée » dès l'origine du projet. Pour beaucoup de critiques, il s'agit d'un cinéma

assez radical et outrancier, voyeur sans doute, manipulateur mais un cinéma nécessaire. Finalement, n'est-il pas, en cela, assez révélateur de notre société contemporaine ?

Après la sortie de ce film, à la coproduction autrichienne, française, belge, canadienne, finlandaise et suédoise (appuyée en outre par la chaîne Arte et la WDR : *Westdeutscher Rundfunk* - Radio de l'Allemagne de l'Ouest), le combat altermondialiste se voyait, dans un premier temps, à jamais attesté. La critique fut élogieuse et quasi unanime. Diffusé dans près de 50 pays, le film remportait une belle moisson de prix internationaux : César du Meilleur Premier film, Grand Prix du Meilleur Film au Festival de Copenhague, Prix du Meilleur Documentaire au Festival de Montréal, Prix Europa Cinéma à la Mostra de Venise... Le tout fut accompagné d'un concert de louanges dans les grands médias. Un million de personnes l'auraient vu à travers le monde (on reste cependant loin des productions hollywoodiennes) dont près de 400 000 entrées en France en 2006³. Pour un documentaire, c'est assez remarquable surtout que sa durée de vie se prolonge avec les usages pédagogiques. Le film était par ailleurs en course pour l'Oscar du meilleur film documentaire mais a finalement vu le sacre de *La Marche de l'empereur*. Après cet emballage médiatique initial, viendra le temps du contre-emballage et du cauchemar pour son réalisateur.

III) LA POLÉMIQUE, MÉTAPHORE DU POSITIONNEMENT SUR LA MONDIALISATION ET/OU L'AFRIQUE ?

Tout d'abord, à la suite du succès du film, des citoyens marqués et outrés par ce qu'ils ont vu, se décideront de ne plus seulement s'offusquer mais d'agir, voire de réagir : un appel au boycottage de la perche du Nil prendra un temps effet en France.

Mais tout va réellement débuter avec un article de l'historien et universitaire François Garçon, publié dans la revue *Les Temps modernes*⁴. Ce dernier reproche au cinéaste autrichien d'instruire à charge et de carrément manipuler le spectateur. En effet, des faits seraient déformés dans le film et les preuves manquent à l'appui (Van Schwamen, 2006)⁵. H. Sauper va évidemment s'élever contre ce réquisitoire. Les journaux français (*Libération*, *Le Monde*...) vont à leur tour s'intéresser à cette polémique, qui ne va plus alors qu'enfler.

Trois aspects du film, tout particulièrement, amènent de nouveaux questionnements et une charge de F. Garçon (puis des mêmes médias admirateurs) :

1. Après dépeçage des poissons, les carcasses vues dans le film ne seraient pas destinées à la population, mais aux poulets et aux porcs. D'autres morceaux séchés, plus amères et non montrés par H. Sauper, sont bien consommés localement. Ce point a été démontré par un journaliste du *Monde* dépêché sur place à la suite du début de polémique (J-P. Remy, 2006⁶). Le réalisateur aurait donc « péché » par omission filmique.

³ Yves DESRICHARD, 2006, « Le documentaire au Box-office », *Images Documentaires* N° 57-58, deuxième et troisième trimestre 2006, Paris : Images documentaires, 118 p.

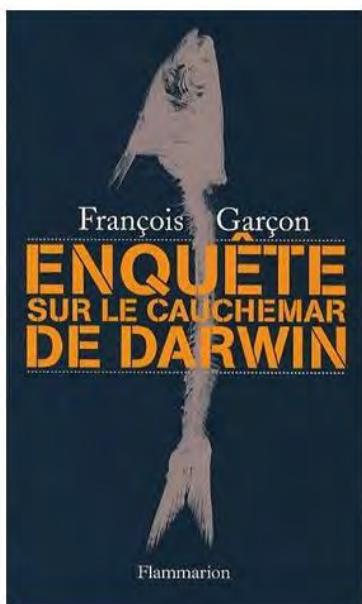
⁴ François GARÇON, 2006, « Le cauchemar de Darwin : allégorie ou mystification ? » in *Les Temps modernes* n°635-636, 2006, pp. 353-379.

⁵ VAN SCHWAMEN, 2006, « Débat houleux autour d'un film saisissant », *Arte TV*, La controverse médiatique, 04/05/06.

⁶ Jean-Philippe REMY, « Contre-enquête sur un cauchemar » in *Le Monde*, 4 mars 2006.

2. Cette activité économique participe au développement de la population locale et non à son appauvrissement. Pour F. Garçon, il est erroné d'affirmer que la majeure partie des prises partent vers l'Europe : selon lui, 74 % de ce qui est attrapé dans le lac Victoria n'est pas exporté et 40 % de ce total est consommé sur place. Localement, les pêcheurs vivraient ainsi mieux que les fonctionnaires... Un développement dans la pauvreté aurait donc pris effet : il faut lire à ce niveau, sur le site *Géoconfluences*, un dossier consacré à la question du secteur de la pêche sur le lac (Carnat et Tabarly, 2005⁷). Tout un pan d'activités informelles s'est également greffé sur l'activité de la perche du Nil. Pour finir, Mwanza n'est pas un agrégat humain boursouflé et décati mais la deuxième localité de Tanzanie : on ne voit pas ou très peu à l'écran les classes moyennes ou l'élite locale, les constructions immobilières, le parc automobile etc.
3. Il n'y a finalement aucune preuve avérée du lien entre le transport du poisson et un éventuel trafic d'armes, alors que ce lien, suggéré dans le film (et le clôturant), figure sur l'affiche et en assure la promotion. Seuls quelques témoignages appuient cela, d'où un manque, selon lui, de rigueur scientifique.

Figure 5 : l'ouvrage critique de F. Garçon faisant suite à son article



On peut ajouter d'autres critiques formulées par F. Garçon. Il précise par exemple que l'introduction de la perche du Nil dans le lac ne s'est pas faite de façon aussi désinvolte, mais bien après un long débat où il y eut consensus pour rendre le lac plus fertile. Quant aux locaux, ils ne goûtent guère de nos jours la perche du Nil mais consomment surtout le *saato* (tilapia). En outre, les enfants abandonnés, la prostitution ou le sida, n'ont pas besoin de la perche du Nil en Afrique ou dans les PMA (Pays les Moins Avancés) pour exister. Pour les enfants des rues, il soutient même, après être finalement allé sur place (soit après la rédaction de l'article), que quelques-uns auraient été payés par H. Sauper pour tourner des scènes, lesquelles auraient été scénarisées voire recommencées (entretien à RFI en 2007). La limite entre documentaire, docufiction et fiction se faisant à ce moment des plus poreuses...

En somme, de l'avis de F. Garçon, chez H. Sauper « la fin justifie les moyens ». Pour sa défense, H. Sauper livre un subtil argument exhibé de nos jours par nombre de documentaristes engagés (on pense à Mickael Moore dans un style

⁷ Jean-Louis CARNAT et Sylviane TABARLY, 2005, « La pêche dans le lac Victoria : un exemple de mal développement », in *Géoconfluences* (Brèves n°3).

différent) : « Mon langage à moi, c'est celui du cinéma ». De son point de vue, il faudrait jauger le film au regard de la subjectivité du cinéaste. En ce qui nous concerne, nous soutenons qu'il a probablement raison d'un point de vue professionnel. Mais sur un plan symbolique, cela reste quand même plus complexe, notamment au regard de l'utilisation que beaucoup ont fait de ce film et contre laquelle il ne s'est pas vraiment élevé au tout départ. On peut alors se demander : si le cinéaste a tourné un film militant (et qu'il l'a plus ou moins assumé en tant que tel initialement), n'est-il pas redévable également d'une analyse critique (sur le fond) et non plus seulement esthétique (sur la forme) ?

Pour H. Sauper, outre le fait d'attaquer ce qui est pour lui un « documentaire de création », il reproche par la suite à F. Garçon de ne pas réellement tout mesurer et contextualiser ce qu'il avance. Il expose ses contre-arguments :

1. Une minorité tire profit du trafic de la perche dans la région du lac Victoria et ce qu'il a filmé sont des images bien réelles ! Le commerce de la perche du Nil n'est qu'une évocation des injustices qui touchent le Sud. Le cinéaste affirme qu'il aurait tout aussi bien pu prendre pour exemple les bananes au Honduras, les diamants en Sierra Leone ou les minerais du Congo. Il est vrai que ce type de miracle économique présente au tout départ des aspects positifs, mais il tend ensuite à asphyxier la diversification économique (cas du « syndrome hollandais ») et à créer des poches de pauvreté où, avec les migrations de population, les camps informels et la prostitution, il favorise *in fine* la diffusion du virus HIV.
2. La Banque mondiale fait état il est vrai de 100 000 emplois environ créés grâce à la pêche dans le lac. Cependant, force est de reconnaître que chacun de ces postes fait disparaître des emplois autres, notamment agricoles ou commerciaux. L'activité ne devient-elle pas une trappe de pauvreté ?
3. Enfin, l'appel au boycott de la perche du Nil doit être appréhendé comme une réaction radicale de la part de personnes qui ne savaient pas/plus quoi faire face au problème dont traite le film. Si l'arrêt pur et simple de la production et de la commercialisation de la perche du Nil ne ferait aujourd'hui qu'empirer les choses localement, le réalisateur estime que cette indignation détient des vertus, tout en ne souhaitant pas qu'on lui attribue la paternité de ce genre d'actes.

Concernant le trafic d'armes (utilisant les mêmes avions que ceux transportant les filets de poisson – cf. **Figure 6**), il faut mentionner que d'autres sources ont approuvé, en partie, la thèse défendue par H. Sauper : il s'agit de données révélant le plus souvent que Mwanza est utilisé soit en tant qu'étape pour les avions déjà déchargés, soit en tant qu'aires « d'éclatement » des armes (en lot plus petits, utilisant ensuite d'autres moyens de transport et ce afin de brouiller les pistes), vers des théâtres d'opérations autres tels que le Rwanda, le Burundi ou l'Est du Congo (Giraut, 2007⁸ citant *Human Right Watch*, 1997 ou encore le « Rapport d'experts sur la République du Congo – le trafic d'armes à destination du Congo – » remis en juillet 2006 au conseil de sécurité de l'ONU).

⁸ Frédéric GIRAUT, 2007, « Révélations et impasses d'une approche radicale de la mondialisation », *Espaces Temps.net*, Dans l'air, 18.07.2007
<http://www.espacestemps.net/articles/revelations-et-impasses-drsquoune-approche-radicale-de-la-mondialisation/>

Dans tous les cas, les réactions parfois disproportionnées et emportées provoquées à la fois par le succès du film, puis par sa critique, ont fait entrer le documentaire de H. Sauper dans l'antre de la suspicion.

Figure 6 : Suspicions et interrogations sur les livraisons des avions (captures d'écran)



À l'origine parabole implacable des dégâts de la mondialisation dans les pays en développement, il est devenu, par un retourment détonnant, le symbole des crédulités altermondialistes du public français et d'un sentiment victimaire (toujours) cultivé. De tribune accusatrice en réponse cinglante, le film d'Hubert Sauper traîne, depuis lors, un bagage d'analyses et de contre-analyses aux positions tranchées. Notons tout de même que hors de France, le débat qui entoure *Le Cauchemar de Darwin* a suscité assez peu d'attention... À tout le moins, cela questionne le regard équivoque et acéré du public français sur le phénomène de mondialisation. Cependant, une question que l'on pourrait aussi se poser est : n'est-il pas plus prosaïquement révélateur du regard, tout aussi ambivalent, de ce même

public sur tout propos lié à la question du développement en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne (Brunel, 2006⁹) ? De façon provocatrice, on pourrait se demander si ce film aurait eu un tel écho, dans les diverses saillies qu'il charrie, s'il avait porté sur une autre zone en développement, « sous influence », en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale ou dans certaines îles du Pacifique ou des Caraïbes ? Ailleurs en Europe, seul le journal autrichien *Der Standard* a mentionné la polémique dont a fait l'objet le cinéaste mais sans porter de jugement. Cette idée exposée, il nous faut l'argumenter et la relativiser. En France, du fait sans doute d'un passé colonial pour le moins ardu à assumer dans la somme de ses manifestations, des mutations contemporaines (flux migratoires, métissage...) qu'embrasse une société relativement anxiuse, d'une certaine perte de repères identitaires alimentée par la hantise du déclassement économique et démographique, il nous semble que les rapports à l'étranger et surtout à la zone « Afrique », généralisée à la fois comme proche, pauvre et instable, en vive croissance économique et géant démographique de demain, demeurent toujours très compliqués. L'afro-pessimisme a encore quelques restes (cf. le sondage réalisé par l'institut CSA les 26 et 27 mai 2010 et narré dans *Jeune Afrique*¹⁰) et il amène fréquemment, comme un mouvement de balancier, nombre d'écrits tendant au contraire à exalter l'afro-optimisme ou à tout le moins de solides motifs d'espoir¹¹. Dans le genre littéraire précisément, les années récentes avaient déjà exprimé ce malaise : on se souvient des débats et des positionnements extrêmes qui avaient suivi la parution du livre choc du journaliste S. Smith « Négrologie »¹², au succès public et critique indéniable, suivi du tollé et du contre-livre de F-X Verschave, O. Tobner et B. Boris Diop, « Nérophobie - Réponse aux négrologues »¹³. Dans tous les cas, l'indifférence et le singularisme (le continent est vu comme Un) sont rarement de mise. Des auteurs sont alors conviés pour tenter de tordre le cou aux idées reçues et étayer un afro-réalisme¹⁴.

Au final, la controverse engendrée par l'article incendiaire de l'historien du cinéma François Garçon, étayée ensuite par un ouvrage du même auteur (intitulé « Enquête sur le Cauchemar de Darwin »¹⁵ - cf. **Figure 5**), a fini par tourner à l'excès voire à la caricature -les deux protagonistes en sont allés jusqu'au procès...¹⁶-, chaque partie campant opiniâtrement sur ses positions :

⁹ Sylvie BRUNEL, 2006, « À propos du Cauchemar de Darwin, L'Afrique (une fois de plus) victimisée », Libre propos, *Bulletin de la Société géographique de Liège*, 48, pp. 7-17.

¹⁰ Pascal AIRAULT, 2010, « Les Français afro-pessimistes », in *Jeune Afrique*, Société, 10/06/2010.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2578p018.xml0/france-afrigue-paix-cultureles-francais-afro-pessimistes.html>

¹¹ Matthias LERIDON, 2010, *L'Afrique va bien*, Nouveaux Débats publics, Neuilly-sur-Seine ; Jean-Michel SEVERINO, Olivier RAY, 2010, *Le temps de l'Afrique*, Odile Jacob, Paris ; Dominique ROUX, 2011, « Le réveil de l'Afrique », in *Les Echos* n° 20964 du 30 Juin 2011, p. 17.

¹² Stephen SMITH, 2003, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Calmann-Lévy, Paris.

¹³ Boubacar Boris DIOP, Odile TOBNER et François-Xavier VERSCHAVE, 2005, *Nérophobie*, Les Arènes.

¹⁴ Georges COURADE, 2006, *L'Afrique des idées reçues*, Editions Belin, Paris ; Vincent Hugeux, 2010, *L'Afrique en face*, Armand Colin, Paris.

¹⁵ François GARÇON, 2006, *Enquête sur le cauchemar de Darwin*, Paris, Flammarion.

¹⁶ Hubert Sauper entame une procédure judiciaire pour diffamation en janvier 2008, contre l'affirmation selon laquelle il aurait payé des enfants pour « jouer et rejouer des scènes ». En première instance, l'historien est condamné et fait appel. La cour d'appel rend son verdict rendu le 11 mars 2009 : elle estime que l'accusation de manipulation des enfants était diffamatoire sans que les exceptions d'établissement de la vérité

- Hubert Sauper serait un manipulateur cynique qui bâtit son pamphlet sur des semi-vérités et/ou des omissions. C'est un cinéaste d'obéissance afro-pessimiste qui surfe sur la mauvaise conscience occidentale à l'égard de l'Afrique (cf. P. Bruckner dans « *Le sanglot de l'homme blanc* », 1983¹⁷).
- François Garçon serait lui un libéral, universitaire mais aussi homme d'affaire qui maîtrise mal le milieu du cinéma et celui de l'Afrique ; il défend une thèse et s'en prend à l'idéologie qu'il y a derrière le film avec une telle hargne, qu'on en vient à douter des intérêts qu'il défend.

Les deux positions semblent irréconciliables mais témoignent finalement assez pertinemment, par les extrêmes, des grandes questions et enjeux (pauvreté, développement, inégalités, mondialisation, (ré) équilibrage mondial...) de notre époque. Au delà des passions, le film *Le cauchemar de Darwin* doit finalement être pris pour ce qu'il est : un cinéma démonstratif de création, art et essai, qui fait réfléchir mais qui n'est qu'une représentation de faits et de territoires par un auteur. Il peut ensuite ouvrir une porte sur des contenus analytiques fouillés, qui nécessitent une approche rationnelle et objective. C'est là son principal atout, toutes critiques à l'égard du réalisateur mises à part : il permet le débat car ne laisse personne insensible. Qui plus est, il aborde (avec ses qualités et ses insuffisances) une grande quantité de thèmes, écologiques, socio-économiques, sanitaires, politiques, liés à « l'antimonde » (Brunet, 2000¹⁸, Cruze, 2009¹⁹, Giraut, 2007)... La boucle « matériau subjectif/analyse critique » se complète efficacement pour décomposer au moins trois domaines qui nous paraissent passionnants : la mondialisation et ses corollaires ; le cinéma de docufiction engagé et partial ; le regard de la société civile et des experts français sur les inégalités de développement et l'Afrique subsaharienne.

des faits allégués et de bonne foi puissent jouer. En somme, François Garçon ne dispose « manifestement pas d'une base factuelle suffisante pour formuler à l'encontre du réalisateur une telle accusation de manipulation des enfants et de tromperie sur la réalité des situations qu'il a filmées ».

¹⁷ Pascal BRUCKNER, 1983, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Éditions du Seuil, coll. « Histoire immédiate », Paris.

¹⁸ Roger BRUNET, 2000, « Géographie des migrations, ou l'antimonde en crue » in *Migrations et errances*, Paris, Grasset.

¹⁹ Romain CRUZE, 2009, *L'antimonde caribéen, entre les Amériques et le monde*, thèse de doctorat de géographie, Arras, Université d'Artois.

DYNAMIQUES ACTUELLES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CIRQUE DE MAFATE (LA RÉUNION)

Thierry SIMON

Maître de conférences HDR en géographie

CREGUR, laboratoire "Océan Indien Espaces et Sociétés" (OIES)

Université de La Réunion

Résumé : La Réunion dispose de vastes espaces montagneux enclavés. Laissés à l'écart, ils furent longtemps perçus de manière négative : marges intérieures, espaces de misère économique et sociale. Ces dernières décennies, le développement des activités de randonnée (*lato sensu*), dans des paysages spectaculaires, uniques au monde, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, parachève une forme d'intégration de ces territoires. Le développement local s'appuie sur un mode de vie et de production jouant sur divers registres : aides financières diverses, polyculture et petit élevage dans le « défriché vivrier » ne suffisent plus à satisfaire les besoins croissants des habitants et des visiteurs. Leur nombre semble s'accroître et, si leur présence contribue fortement à « revitaliser » le cirque, des effets induits et pervers se font jour. Risquent-ils de conduire à des restrictions réglementaires que les Mafatais refusent par avance : les limites de ce développement seraient-elles en voie d'être déjà atteintes ?

Mots-clés : territoire enclavé, développement local, espace perçu, La Réunion, Mafate.

Abstract: *La Réunion Island contains vast enclosed mountainous spaces. Left aside, they were perceived for a long time in a negative way: internal margins, spaces of economic and social poverty. These last decades, the development of the activities of hiking (*lato sensu*), in spectacular, unique landscapes to the world, classified in the UNESCO world heritage, completes a shape of integration of these territories. The local development leans on a mode of life and production playing on many registers: diverse grants, mixed farming and small breeding in "cultivated food-producing" are not any more enough to satisfy the increasing needs of inhabitants and the visitors. Their number seems to increase. Their presence contributes strongly to revitalize Mafate. But, perverse effects are daylight. They risk to lead to statutory limitations which Mafatais refuses in advance.*

Keywords: *enclosed territory, local development, perceived spaces, La Réunion Island, Mafate.*

En matière d'occupation de l'espace et de mise en valeur, La Réunion n'a évidemment pas échappé à cette « règle » immuable, tellement évidente et logique, pragmatique autant qu'éprouvée, et qui est celle du « moindre effort ». Les littoraux et leur frange côtière, parties terminales des planèzes volcaniques, premiers territoires occupés et mis en valeur en tant que « bon pays », ont depuis toujours été considérés comme un espace « utile », le seul au demeurant digne d'intérêt. Le reste de l'espace insulaire, c'est-à-dire l'essentiel du territoire de ce double volcan posé dans l'océan, ce « sommet des montagnes » où l'on perd dans l'imprécision permanente et dans une difficile maîtrise du foncier, ces « Hauts »¹ régulièrement masqués et perdus de vue dans les couverts nuageux, forment des territoires qui furent longtemps perçus comme sinon « inutiles », du moins trop difficiles, voire impossibles à occuper, habiter et à valoriser, notamment sur plan agricole. Et pourtant...

I) UN CONTEXTE CONTAIGNANT, DEVENU VALORISANT ?

Les fortes pentes, la trop grande densité des ravines, des couverts végétaux denses et inextricables, des sols instables ou squelettiques et souvent pauvres, des précipitations jugées excessives par endroits tandis que d'autres s'avèrent arides, des températures hivernales parfois très basses et un ensoleillement insuffisant, ont longtemps constitué des obstacles, des arguments ou des prétextes pour différer, reculer et limiter l'installation des hommes et le développement d'activités rurales durables et rentables. Ces territoires des « Hauts » sont donc restés très longtemps à peu près vides. Au pire, on les a considérés comme des espaces de relégation pour les exclus, au mieux, comme des solutions de replis possibles, à défaut d'être acceptables, pour les plus démunis, permettant aussi de « cacher » ces pauvres, produits des ruines et des dysfonctionnement économiques successifs, ces pauvres qu'on ne saurait voir et dont il est parfois si difficile de supporter la présence...

Toutefois, il semble désormais assez bien établi, mais depuis quelques décennies seulement, qu'un changement drastique se soit réellement produit et soit devenu irréversible : de vastes territoires situés dans les « Hauts » et dont ils sont une sorte de quintessence, ceux des « cirques », ont acquis une dimension nouvelle et plurielle en matière de développement. C'est notamment vrai pour le plus vaste et le plus emblématique de ces cirques, Mafate, « *le plus grand, le plus sec, le plus pauvre* »², où des opportunités de développement ont été habilement saisies, dans ce « cœur habité » du tout nouveau Parc national, qui plus est « labellisé » en 2010 par l'UNESCO, (cf. figure 1).

Cet espace Mafatais, du fait d'un véritable « retournement » d'attractivité, constitue maintenant un atout évident pour l'économie insulaire toute entière, à la recherche de marges de croissance, particulièrement dans le domaine du tourisme. De plus, il y a probablement là un avantage comparatif réel, car cet atout se révèle unique dans l'ensemble insulaire des Mascareignes : ni Maurice, ni Rodrigues ne disposent de tels territoires intérieurs, longtemps restés à l'écart du monde et donc à même de satisfaire l'individu en quête de ce « *désir d'île, (... qui) cherche des refuges, des*

¹ J.-M JAUZE et al., 2011. *Les Hauts de La Réunion, terres de tradition et d'avenir*. Saint-Denis, Océan Éditions, 402 p.

² J. DEFOS DU RAU, 1960. *L'île de la Réunion. Étude de géographie humaine*. Bordeaux, Thèse de doctorat d'État, Institut de Géographie, Faculté des Lettres, 707 p.

identités insulaires fortes, (...). Ainsi se créent de nouveaux paradoxes, mais aussi de nouveaux territoires, espaces fantasmés, réappropriés, reconstruits et réaménagés »³.

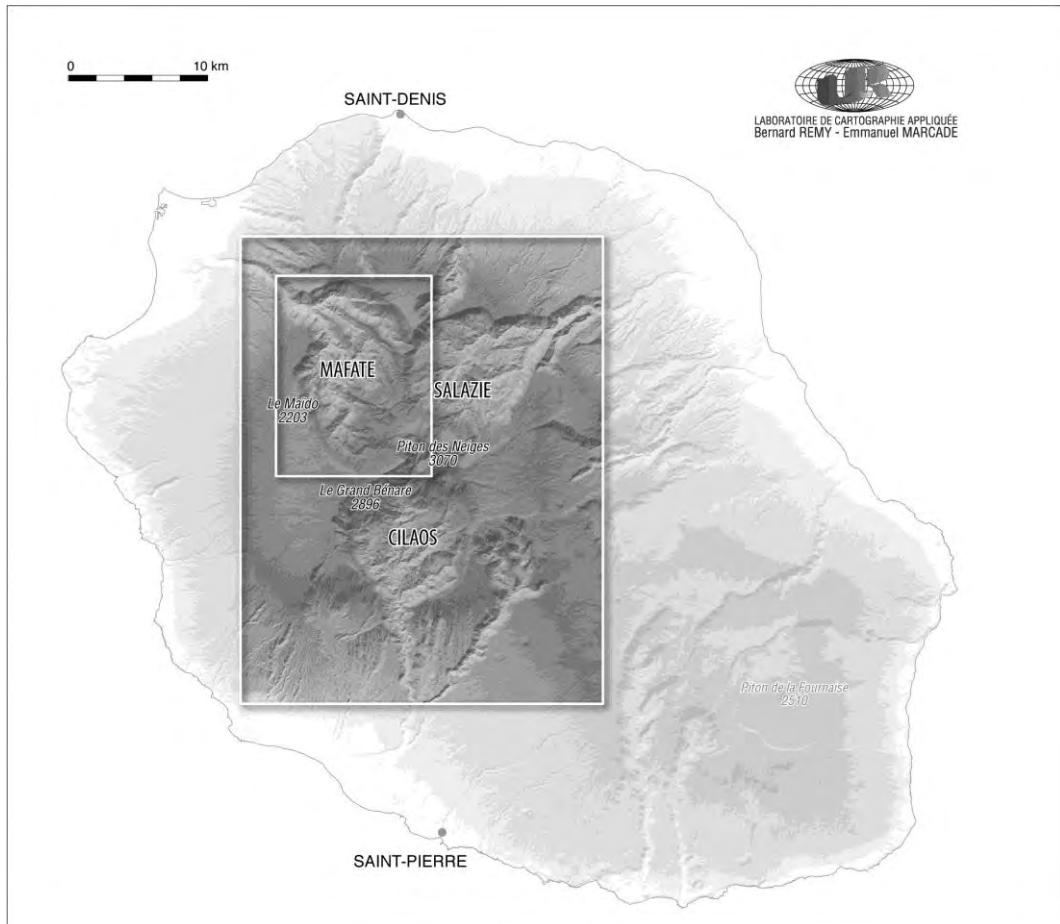


Figure 1 : le cirque de Mafate

II) LES MULTIPLES DIMENSIONS DE « L'ENFERMEMENT » MAFATAIS

Pendant des décennies, enfermé dans ses remparts, sorte de forteresse en creux et inversée, « ouvert » sur le littoral par l'unique et très étroit défilé de la rivière des galets, le cirque de Mafate est largement demeuré à l'écart de la vie insulaire, considéré comme un espace inhospitalier, très difficile d'accès et où il était impossible de circuler sans danger. À l'exception de quelques rares terroirs, dans quelques « îlets » épars⁴, il a très longtemps été perçu comme profondément inadapté à une quelconque colonisation agricole. Durant les premières décennies de colonisation à Bourbon, seuls quelques rares pionniers, considérés comme des excentriques, osèrent s'aventurer dans le cirque

³ J.F. TROIN, 2005. « Iles et oasis : de l'isolat au monde ». *Annales de Géographie*, 644, pp. 339-341.

⁴ Th. SIMON & J.C. NOTTER, 2009. « Les "îlets" : enjeux pour un "archipel" au cœur de La Réunion ». *Cahiers d'Outre-Mer*, 245, pp. 111-122.

pour tenter d'y vivre de manière permanente, mais forcément dans une autarcie à peu près complète et ayant surtout renoncé à écouler d'éventuels produits de leur activité rurale, tant les déplacements vers les côtes sont longs et difficiles.

À l'inverse, cet espace se prêtait par contre fort bien, à des vies aventureuses, pleines de risques et de difficultés, mais imposées à celles et ceux qui choisirent très tôt (peut-être même dès l'installation des premiers habitants à Saint-Paul, car les Malgaches qui vinrent de Fort-Dauphin avec les premiers colons auraient décidé très vite de fuir vers les montagnes...), de « marronner »⁵. Quittant les domaines agricoles de la côte occidentale ou du « bon pays » (terres du Nord et de l'Est) ou les agglomérations littorales naissantes, des hommes et des femmes choisissent de fuir la servitude et de vivre dans une dure liberté sur ces espaces inhospitaliers des « Hauts ». Il est désormais établi que sur les parties élevées de la très vaste planète du Grand Benare (*benare* signifiant : « là où il fait froid » en malgache) des petits groupes vécurent avant de plonger, au-delà du rempart, pour se mettre hors de portée des recherches, mais hors de portée aussi du froid, dans Mafate, empruntant de rares accès vertigineux, qui demeurent encore utilisés de nos jours.

Le long du rempart, immédiatement à son pied, on se trouvait alors un abri relatif dans la « forteresse inversée » : il y avait là un enfermement recherché sur un espace restreint, aux maigres ressources (l'eau ne manque, par contre, jamais : des résurgences nombreuses jalonnent le pied du rempart), mais permettant un accès à l'ensemble du cirque et, surtout de voir venir sans être vu... On a déjà souligné à quel point cette occupation était par essence furtive, ne devant laisser ni de traces trop visibles, ni s'inscrire dans la durée : « *Ces très petits groupes de Marrons – pour les 2/3 des hommes, à 90 % d'origine malgache, comme cela a pu être établi (...), en fuite permanente pendant des années, n'ont trouvé d'issue que dans la discréption et la fugacité. La sédentarité, c'est-à-dire la nécessité de constructions permanentes et de larges défrichages (par brûlis), constituait un piège. Ce n'est qu'après la fin des années de « chasse » aux Marrons⁶, que les administrateurs de l'île se sont finalement résolus, vu le faible nombre de ces Marrons, à les laisser occuper, comme bon leur semblait, ces espaces marginaux des Hauts, largement jugés hostiles, ingrats et de très faible intérêt agricole* »⁷. Cette frange du rempart a pu accueillir les premiers regroupements qui, sur les meilleures terres, ont formé l'embryon des actuels îlets des Lataniers, Orangers, Roche Plate, Trois roches et Marla, sur la rive gauche de la rivière des galets, ces îlets restaient signalés par Defos du Rau (*supra*) comme étant « à peuplement noir, ne (voyant comme visiteurs) que le forestier et le gendarme – deux ennemis » (p.399)... L'histoire de cet espace s'inscrit par conséquent dans une très longue durée qu'il convient, probablement plus que partout ailleurs à La Réunion, de ne surtout pas occulter.

Ces premiers occupants furent rejoints au XIX^{ème} siècle par des groupes familiaux, ayant transité pour nombre d'entre eux par Cilaos et Salazie, issus du prolétariat sucrier, petits exploitants ruinés, ouvriers journaliers ou « manœuvres » qui n'eurent d'autres solutions, lors des crises qui affectèrent durement l'économie

⁵ J.-M. DESPORT, 1989. *De la servitude à la liberté : Bourbon des origines à 1848*. St André de la Réunion, Océan éditions, 119 p.

⁶ Le dernier « détachement » opère dans Mafate en 1765.

⁷ Th. SIMON & J.C. NOTTER, 2009. (*supra*).

sucrière, que de se « replier » vers ces territoires « presque » vides. Le problème, voire le drame, de ces nouveaux « enfermés » (évoqué de manière allusive par Defos du Rau *supra*) fut qu’ils s’installèrent où ils purent, occupèrent et mirent « en valeur » de manière très peu respectueuse des couverts végétaux et des sols, ces espaces sensibles et fragiles. Il est certes assez fréquent de constater que sur des fronts pionniers, les déboisements massifs et les pratiques culturales destructrices (celle du « défriché et du brulis » sans contrôle) provoquent de larges dégâts largement irréversibles. Ceux-ci sont très rapidement constatés par une administration très vite dépassée par les évènements : « *Les pauvres sans expérience dévastent tout pour finalement vivre de peu (...). Lorsque le champ ne produira plus, par épuisement et érosion des sols, on ira défricher ailleurs. La forêt tombe par pans entiers sous la hache et l'incendie. Le Gouverneur Dupré qui est monté au Grand Bénard (Benare) en 1862 et y revient en 1868, est épouvanté du changement : dans Mafate, tout est ravagé... »*⁸. La messe est très vite dite et les quelques courageux agents de l’administration des Eaux et Forêts qui tentent de freiner la ruine sont largement ignorés, impuissants quand ils ne sont pas expulsés, voire brutalisés.

Dans cette notion d’enfermement attachée à cet espace, il y a donc aussi une forte dimension sociale. En effet, il existe fait constitutif majeur et trop largement occulté car bien trop sensible socialement : l’occupation de Mafate est « foncièrement » illégale, car l’intégralité du foncier est sous le régime domanial, non cessible. Les habitants sont depuis toujours, de génération en génération, les occupants illégaux d’un territoire, sans aucun titre de propriété. Leur implantation est *de facto* admise et tolérée, mais pendant très longtemps, aucun intérêt n’a évidemment été porté à cet espace en termes de projets agricoles, d’aménagements, d’infrastructures, même de base.

Une certaine forme de marginalité a donc été induite par la combinaison de ces divers éléments : un peuplement « marron », d’exclus, une population peu nombreuse, éclatée en divers lieux difficilement reliés les uns aux autres. Ce cirque est un véritable archipel intérieur dans le cœur de l’île, ignoré dans sa ruralité et largement laissé à l’écart du développement insulaire, littoral et urbain. Cette situation a évidemment alimenté une perception extrêmement négative et entretenu la marginalité. Ce n’est pas cet espace Mafatais qui est négativement perçu : au contraire, ses paysages transportent d’un enthousiasme mêlé d’effroi, les quelques visiteurs qui rendent compte de leur pérégrination, souvent présentée comme de véritables expéditions au cœur des ténèbres, comme le fait par exemple Rigotard en 1924, dans un texte très révélateur, et de référence en la matière⁹. Ce sont surtout les Mafatais qui subissent des avalanches de jugements les ostracisant ouvertement et largement connotés d’un racisme ouvertement assumé.

Lorsqu’un certain Dr Berg décrit, en 1874, les habitants de la Nouvelle, à l’en croire, il semblerait presque qu’il ait rencontré le « chaînon manquant » : « *Ces hommes ont, à s’y méprendre la marche des singes, surtout chez les sujets de dix à vingt ans qui sont nés et ont été élevés à La Nouvelle... »*¹⁰. Ces perceptions et ces jugements, exposés sous d’autres formes (les tabous de la consanguinité, les ravages

⁸ J. DEFOS DU RAU, 1960. (*supra*).

⁹ M. RIGOTARD, 1924. « Le cirque de Mafate. La Réunion inconnue ». *La Géographie*, juin-déc. 1924, 621-628.

¹⁰ Dr. BERG, 1874. « Sur les habitants de la Nouvelle à la Réunion ». *Bulletin de la Société d’Anthropologie de Paris*, 2^{ème} série, Tome 9, 498-500.

de l'alcoolisme, les violences diverses portées à leur paroxysme,...) resurgiront pendant très longtemps encore, faisant de Mafate un espace social à part, où les « règles » d'une vie socialement normée et réglementée ne peuvent en aucun cas être appliquée. Cette marginalité trouve toujours des échos dans la quotidien contemporain, les populations des îlets ayant d'ailleurs la certitude, non dénuée d'une certaine perspicacité, certitude quelque peu entretenue voire instrumentalisée par certains, d'être d'éternels laissés pour compte, et d'une certaine manière aussi visités comme étant de dignes héritiers de ces « sauvages » des temps obscurs, cheminant « *à quatre pattes sur les hauteurs de La Nouvelle* »¹¹.

III) SUR LES SENTIERS DU DÉVELOPPEMENT ?...

Depuis quelques décennies maintenant, notamment depuis le début des années 70, si l'on se fonde sur les quelques données permettant d'approcher la fréquentation de cet espace, la population Mafataise n'est plus la seule à cheminer sur ces hauteurs. Des visiteurs sans cesse plus nombreux, Réunionnais et touristes confondus, ont pris l'habitude d'emprunter les multiples sentiers du cirque, seuls liens réels entre les îlets (hormis les héliportages de fret et les évacuations sanitaires¹²) et avec le reste du territoire insulaire. Ces sentiers forment un maillage complexe de plus de 250 km, l'île disposant d'un réseau évalué par l'ONF qui en est gestionnaire à 900 km. Ces sentiers sont pour la plupart extrêmement anciens : des itinéraires reprennent ceux ouverts par les premiers habitants du cirque et sont caractérisés par leur « furtivité » dans le paysage. La plupart de ces sentiers sont très difficilement détectables car ils empruntent généralement des bords ou des fonds de ravines, afin de minimiser les efforts à fournir et surtout d'éviter les plus fortes pentes très exposées aux éboulements et, naguère, à la vue... Ce réseau demeure, sauf pour les plus récentes portions, extrêmement discret et ne provoque pas de cicatrices excessives dans des couverts végétaux très envahissants, bien que le piétonnement accentué et croissant marque désormais les traces, voire génère ou accentue localement des phénomènes érosifs.

Ces sentiers constituent un maillage patrimonial de très grande valeur, il convient de le souligner fortement. (Figure 2 : le chevelu du réseau des sentiers à Mafate, hiérarchisé en fonction de sa fréquentation). Ils sont aussi les vecteurs du développement actuel de cet espace. Des esprits peu avisés ont assez régulièrement avancé l'idée saugrenue d'ouvrir le cirque à la circulation automobile ! ... On a longtemps frémît à cette perspective d'une « transmafataise »..., soutenue encore par quelques habitants de La Nouvelle qui se verraiient bien tirer les bénéfices d'une telle incongruité, la création récente du Parc National (2008), puis le classement au Patrimoine mondial de l'UNESCO (2010), ayant définitivement écarté toutefois la menace.

Les études conduites sur la fréquentation de ces sentiers permettent de les hiérarchiser assez nettement. Trois tronçons dominent largement, accueillant sur une année plus de 40 000 passages. Il s'agit des sentiers d'entrée dans le cirque : le tronçon reliant les cols des Bœufs et de la Fourche (accès à Salazie) à La Nouvelle est le plus fréquenté, suivi par le sentier venant du col du Taïbit (accès à Cilaos) et

¹¹ Dr. BERG, 1874. (*supra*).

¹² Le transport héliporté et la dépose de passagers dans les îlets de Mafate est interdite, sauf dérogations accordées par la Préfecture de Région.

allant à Marla, puis par le vertigineux « sentier de la Brèche » (probablement celui que les « marrons » empruntèrent) qui relie la planète du Maïdo aux îlets de la rive gauche de la rivière des Galets, dont Roche Plate. Cette trilogie de sentiers est désormais connue des randonneurs du monde entier, car ils matérialisent les « portes » de Mafate. Au-delà, la hiérarchisation du réseau permet de distinguer de grands axes de traversée du cirque, notamment celui qui est annuellement emprunté, à des variantes près, par les coureurs d'ultra-trail de la célèbre « diagonale des fous »¹³, du Taïbit à la porte de Deux Bras et, enfin, les sentiers permettant aux randonneurs d'opérer des « boucles » entre îlets, sur les traces des habitants qui se déplacent régulièrement, dans le cadre familial, d'un îlet à un autre.

Mais ce qui est nouveau et surtout bien plus révélateur qu'il n'y paraît au premier abord, depuis quelques années, c'est évidemment la réouverture de certains sentiers un temps abandonnés, car victimes d'éboulements, de phénomènes érosifs intenses et l'entretien plus régulier et plus soigneux dont certains sentiers emblématiques bénéficié. C'est le cas notamment de trois tronçons très spectaculaires et parfois même « engagés » pour des marcheurs novices (ou en « petite forme »). La réouverture récente (2010) du sentier « Augustave », après de grands travaux d'équipement et de protection, est à cet égard révélatrice : l'investissement concédé, d'importance, témoigne du rôle économique accru que l'on entend accorder à ce réseau. De même, les soins régulièrement apportés au sentier « Scout », aux passages aériens uniques, la réouverture du redoutable sentier de la « Roche ancrée », montrent que l'on accorde, à juste titre et intelligemment, à ce patrimoine une valeur croissante.

Cette revitalisation du réseau des sentiers, permet de mieux saisir le retournement de situation qui s'est installé à propos de Mafate : d'espace marginal, misérable et dangereux (voire même porteur de crainte, générateur d'angoisse, si on avait à s'y rendre et à y circuler), ce territoire a désormais acquis des valeurs nouvelles qui le rendent non seulement attractif, mais vont même parfois jusqu'à l'ériger en modèle. On sait désormais, de manière très claire et précise, à quel point des retournements historiques de perception ont pu intervenir dans l'appréciation des littoraux ou des montagnes (à travers notamment les travaux d'Alain Corbin) : pour ces dernières, « *appréhender l'espace, se délecter de certains paysages implique de savoir "se vaincre" par l'effort...* »¹⁴. Il en est allé de même concernant Mafate. Cet espace, qu'il faut « vaincre par l'effort » plus que tout autre, est désormais revêtu de valeurs très positives, à tels points quels furent largement et logiquement utilisées lorsqu'il fut récemment question de promouvoir la candidature de La Réunion au patrimoine mondial.

Il pourrait sembler paradoxal que ce « cœur habité » du Parc national, désormais territoire reconnu comme patrimoine mondial, soit le même que celui analysé dans les années 50 par Jean Defos du Rau, où régnait alors en maître un mode de vie misérable, fondée sur « *une civilisation du bricolage et de l'à peu près* » selon la belle expression de Defos du Rau : il n'en est rien. C'est précisément cette approche « informelle » du fonctionnement de cet espace très particulier qui lui a

¹³ Th. SIMON, 2011. « La "diagonale des fous" : une aventure "géographique" annuelle au cœur de l'île », pp. 271-293 in : JAUZE J.-M et al., 2011. *Les Hauts de La Réunion, terres de tradition et d'avenir*. Saint-Denis, Océan Éditions, 402 p.

¹⁴ A. CORBIN, 2001. *L'homme et le paysage. Entretiens avec Jean Lebrun*. Paris, Textuel, 210 p.

permis de s'installer dans la durée et, sans que des encadrements administratifs trop entreprenants ou trop directifs s'y opposent, de désormais pratiquement triompher, bien qu'il ne puisse être évidemment érigé en modèle et « répliquable », comme le voudraient certains un peu vite qualifiés de « décroissants »... Graduellement, d'une autarcie interfamiliale à l'échelle des îlets, basée sur l'ingénieuse production agricole de « case » et un petit élevage « la cour », utilisant au mieux des ressources en eau et en sols limitées et fragiles, on est passé à une diversification des sources de revenus. Les aides (de solidarité nationale) sociales et familiales variées ont généralement été mobilisées à bon escient, puis des financements spécifiques délivrés dans le cadre d'une politique régionale d'aménagement des Hauts (pilotée par un « commissariat ») ont su être captées pour améliorer l'habitat et les infrastructures collectives de base (notamment les écoles), enfin, des fonds nationaux et européens (notamment les fonds FEDER) ont permis de créer des infrastructures d'accueil de qualité acceptable et en nombre croissant.

Quelques données sur les infrastructures et la fréquentation touristique (diverses et pas toujours concordantes, issues des services touristiques régionaux et communaux ou de la structure fédérative de la « maison de la montagne ») et consolidées tant bien que mal permettent de mieux saisir le renversement vécu par cet espace. Les deux cartes (figures 3 & 4) de localisation des gîtes et structures d'accueil à vocation touristiques (bars et petites boutiques associées notamment) montrent assez clairement que le tournant se situe durant la décennie 70. Les infrastructures, jusqu'alors « cantonnées » au sud du cirque dans les îlets les plus rapidement accessibles (La Nouvelle, Marla, Roche Plate), couvrent désormais l'ensemble du cirque : aucun îlet ne reste désormais à l'écart de la « manne touristique » et, contrairement à une idée reçue, La Nouvelle n'est plus le « pôle » touristique essentiel de Mafate. Cette évolution va très certainement conduire certains à Mafatais à franchir une étape supplémentaire et qui pourrait être décisive. De jeunes Mafatais commencent très clairement à évoquer l'idée de réoccuper certains îlets abandonnés, parfois situés dans les sites exceptionnels et très isolés, comme ceci a été déjà évoqué dans un travail récent : « *il ne serait certainement pas inconcevable d'envisager de faire "renaître" certains d'entre eux : la création d'infrastructures touristiques de qualité ("éco-lodges"), complétant l'offre actuelle des gîtes (qu'il conviendrait certainement de renforcer et d'améliorer), mériterait certainement d'être examinée au cas par cas* »¹⁵.

Donc, cet espace perçu naguère comme étant marqué par une profonde misère rurale, s'est désormais mué en un espace attractif sur le plan touristique, aux revenus multiples et sans, pour l'instant, que l'originalité certaine qui lui confère son attractivité fondamentale soit grandement altérée : malgré les hélicoptères bourdonnant du matin et les échos distants de reggae, Mafate demeure pour nombre de visiteurs un espace « hors du temps », une sorte de possibilité de plongée teintée de nostalgie dans un conservatoire patrimonial de La Réunion « lontan ». Il est indéniable que ce territoire, mieux que tout autre à La Réunion et aux Mascareignes, répond aux croissantes exigences mentionnées par J.F. Troin (*supra*), dans le développement d'une économie touristique de niche (la randonnée « exigeante », voire « engagée » ou, mieux encore, le tourisme sportif de pleine nature comme le « trail »¹⁶) en croissance sensible. Sans nul

¹⁵ Th. SIMON & J.C. NOTTER, 2009. (*supra*).

¹⁶ Il est indéniable que la « diagonale des fous » (Grand Raid de La Réunion), de renommée mondiale chez les pratiquants, sans cesse plus nombreux, du trail et de l'ultra-trail, profite à Mafate : non pas tant du fait du

doute les Mafatais ont habilement su saisir, pour nombre d'entre eux (d'autres restent délibérément en marge), les évolutions dont La Réunion est l'objet : la pression exercée sur les quelques portions de littoraux répondant (souvent mal) aux exigences de la tropicalité balnéaire offre aux espaces intérieurs de l'île ces opportunités de développement, dans une inversion chromatique qui mène de plus en plus de visiteurs du « bleu » de l'océan, au « vert » du cœur de l'île.

Mais, dans Mafate, des inquiétudes se font jour et commencent à s'exprimer : ce « développement » ne porterait-il pas en germe sa propre déchéance ? Ne laisserait-il pas des Mafatais, une partie d'entre eux sinon la majorité, encore une fois, au « bord du chemin »... Certains seraient déjà tentés de voir dans Mafate, une « usine à touristes » bénéficiant à quelques familles, organisées ou non en « réseaux ». On déplorerait ouvertement désormais, de plus en plus fréquemment (mais ceci demanderait toutefois une étude spécifique et sérieuse, de nature socio-anthropologique) une forte « perte d'identité », cette notion très subjective et controversée demandant par ailleurs à être largement précisée. Les visiteurs de Mafate seraient-ils, bien plus que les autres touristes, en quête « d'authenticité », à la recherche d'un véritable « ailleurs », de paysages exceptionnels certes, mais aussi d'un accueil chaleureux et personnalisé, d'une cuisine simple et roborative du « terroir » (carris au feu de bois, par exemple, qui « reconstituent » efficacement les forces d'un randonneur !)... Un certain recul est de mise vis-à-vis de ces divers aspects fréquemment et un peu vite qualifiés « d'identitaires » : ne s'agirait-il pas aussi d'une réinterprétation, dans un contexte contemporain, des clichés naguère véhiculés sur Mafate, d'une survalorisation de « l'à peu près », de l'incertain, dans un monde où l'on voudrait bannir l'incertitude pour promouvoir la rigueur, l'efficacité et la sécurité à tout prix. Ces références fondatrices et spécifiquement « mafataises » (mais seraient-elles finalement propres à Mafate ?) se perdraient ou, au mieux, s'étioleraient face à un afflux touristique croissant et qui produirait aussi des nuisances excessives : de fait, la question des déchets reste irrésolue, celle de la dégradation, par surpiétinement, de certaines portions de sentiers, commence à être régulièrement évoquée... En outre, les mesures réglementaires, parfois superposées les unes aux autres, liées aux espaces sensibles et, surtout, à la « patrimonialisation » récente de ces territoires, inquiète très fortement une population Mafataise¹⁷ vivant, par ailleurs, dans une insécurité foncière forcément contraignante et déstabilisante¹⁸. Une seule certitude : ces prochaines années constituent un réel enjeu pour ces espaces originaux et les hommes qui y vivent.

Remerciements : en hommage au Pr Paul Pélissier et en souvenir de nos premiers échanges à Kinshasa (Zaïre), en 1990, et pour toutes les rencontres précieuses qui s'ensuivirent, notamment pour son réconfortant accueil, à Paris, en octobre 1991.

passage direct des coureurs, qu'en raison de l'activité permanente qu'elle génère en cours d'année (reconnaisances de parcours avec utilisation de gîtes), et surtout en termes d'images « positives », diffusées mondialement dans divers supports médiatiques.

¹⁷ Cette population a finalement été la seule à manifester son peu d'enthousiasme face à l'inscription par l'UNESCO d'une large partie de l'île (y compris le cirque de Mafate, il va de soi) au « patrimoine mondial ». La réaction mafataise se résume fort bien ainsi : « *Nou ve pas resemb canar savage dan' parc* » in : « Le Mafatais rejettent le parc national », *Journal de l'île*, 27 mai 2010, p. 13.

¹⁸ Aucun habitant de Mafate n'étant propriétaire foncier (*supra*), ils demeurent des « squatters » !

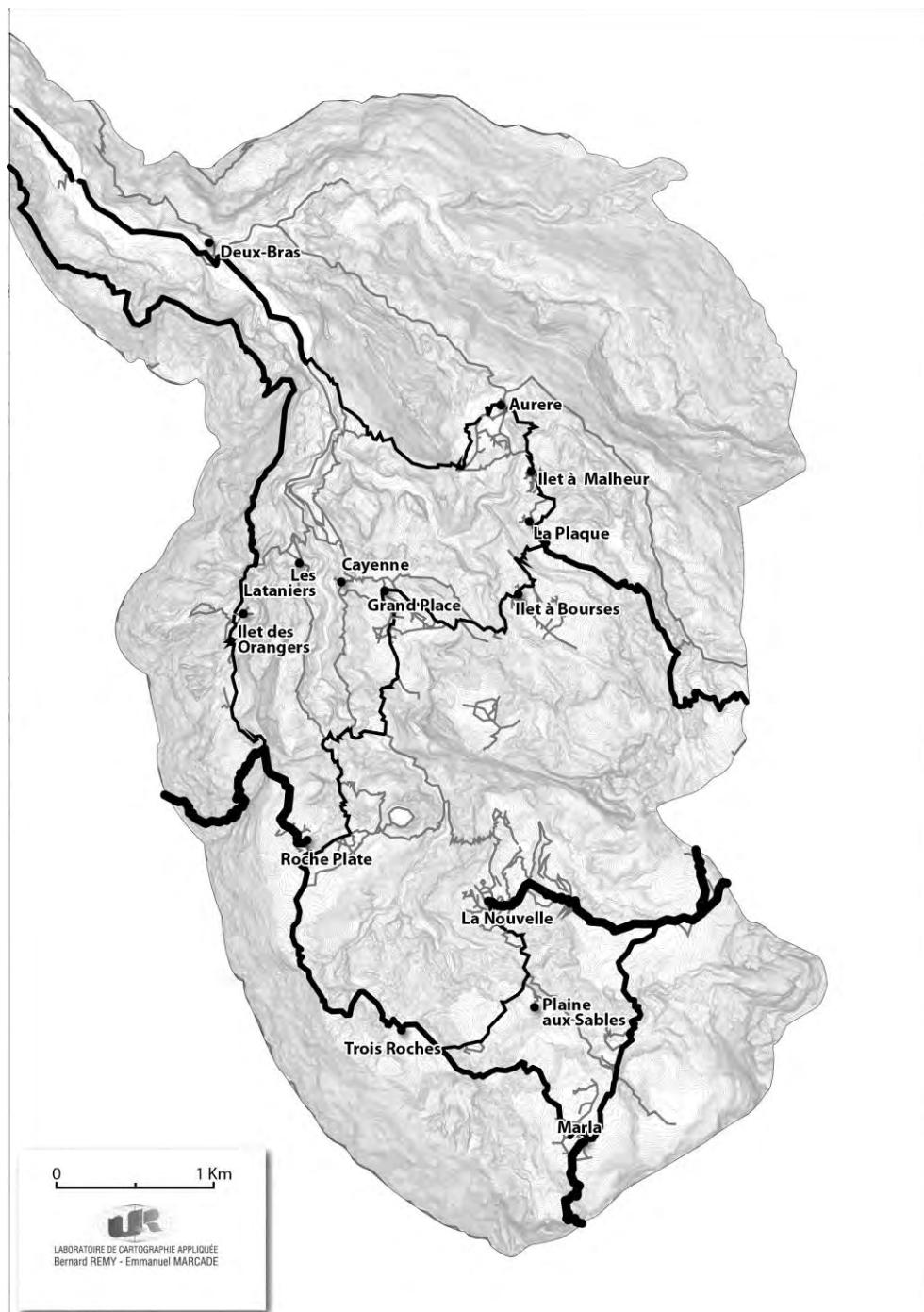


Figure 2 : le réseau des sentiers (en traits épais : les sentiers les plus fréquentés).

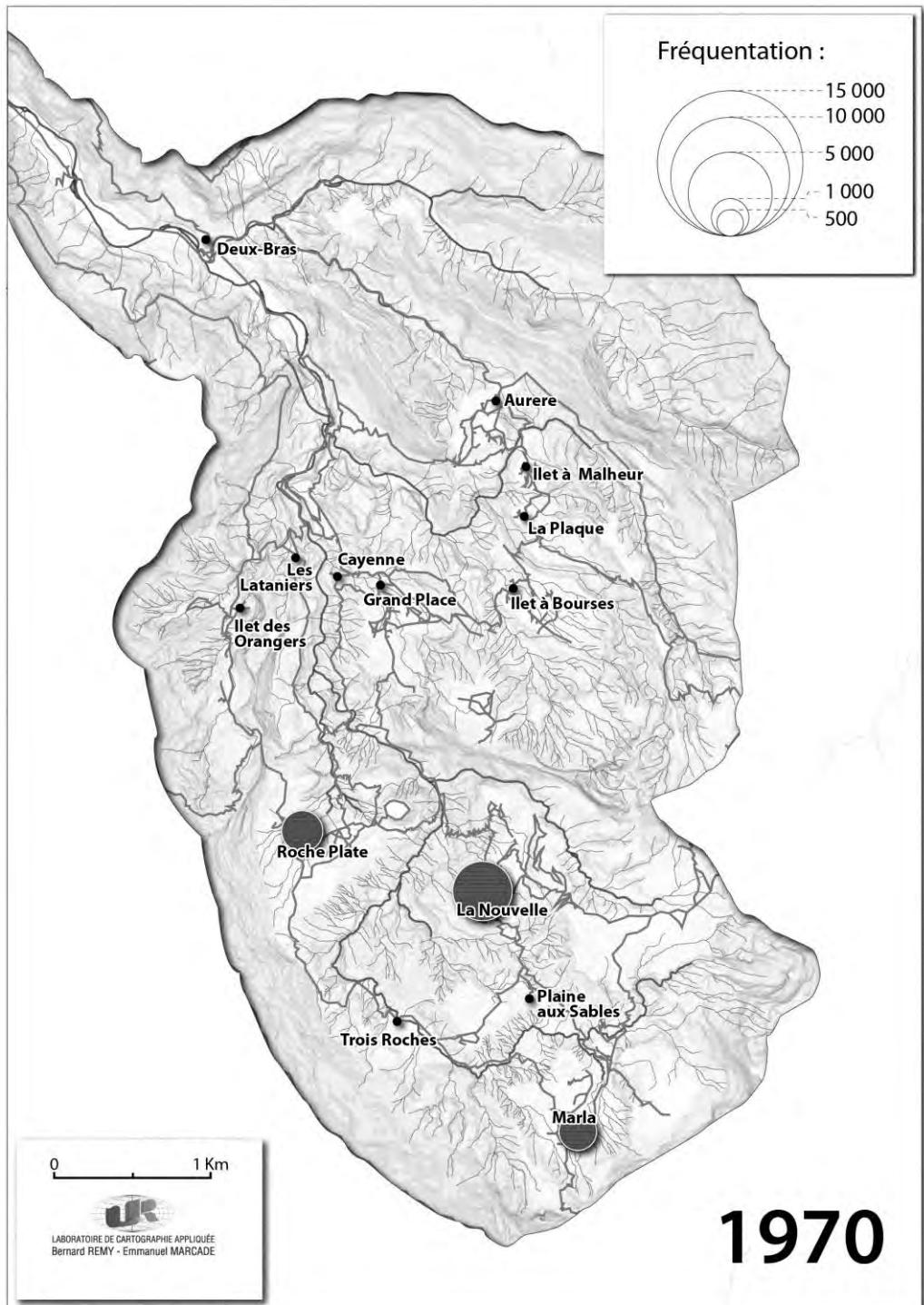


Figure 3 : la fréquentation touristique du cirque en 1970.

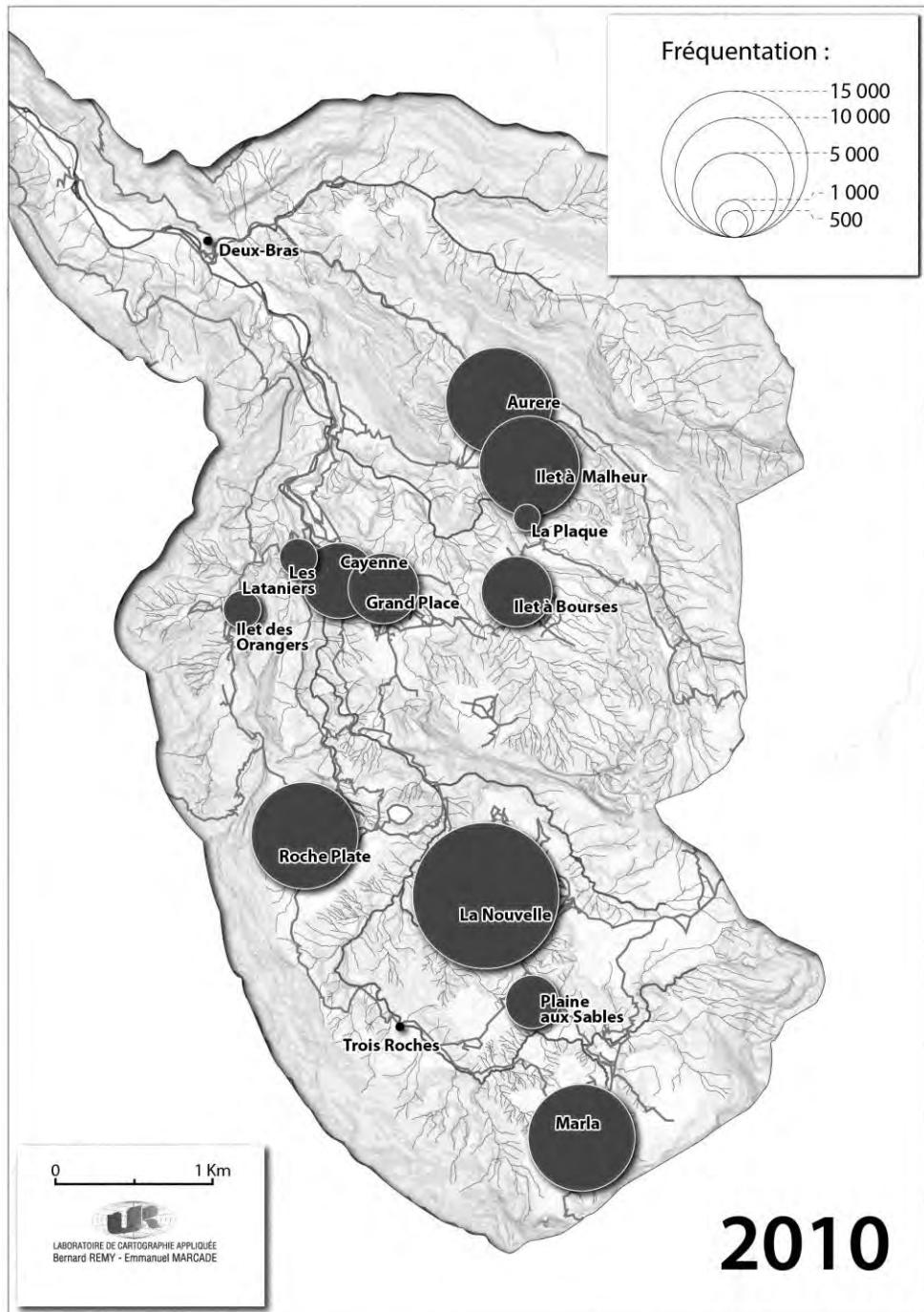


Figure 4 : la fréquentation touristique du cirque en 2010.

ENTRE DEUX EAUX : IMAGINAIRES DES EAUX SAUMÂTRES DES RIVAGES DE MANGROVE EN OCÉAN INDIEN (MADAGASCAR)

Claire HARPET
Chaire industrielle
« Rationalités, usages et imaginaires de l'eau »
Université Lyon 3
Laboratoire « Eco-Anthropologie et Ethnobiologie »
UMR 7206 (CNRS/MNHN)

Résumé : L'eau saumâtre des régions intertropicales est une eau dont on parle peu. Pourtant, elle est à l'origine d'un écosystème unique aujourd'hui reconnu comme un élément fondamental dans le paysage pour préserver les rivages côtiers. Notre article propose de revenir sur les origines de l'émergence d'un déni collectif à l'égard d'une eau et de son milieu, nourri par un argumentaire médical importé d'Europe à l'aube des grandes expansions coloniales, en contradiction avec l'imaginaire des peuples côtiers (de Madagascar en particulier), qui, depuis des siècles, naviguent au cœur des forêts de mangroves, et pour qui l'eau saumâtre est une eau de bienfaits, nécessaire à l'équilibre et à la protection de leur espace de vie.

Mots-clés : Eau saumâtre, zones humides des littoraux intertropicaux, société sakalava, mangrove, représentations, usages, ressources, gestion, conservation.

Abstract : The brackish water found in tropical regions is rarely discussed. Yet it gives rise to a unique ecosystem that is now recognized as fundamental to the preservation of coastal landscapes. This paper proposes to revisit the origins of the emergence of a collective denial about this water and its environment. This denial arose from a medical argument imported from Europe at the dawn of the great colonial expansions, and which is in contradiction with the imaginary of coastal peoples (those from Madagascar in particular) who, for centuries, have navigated the heart of mangrove forests, and who see brackish water as both beneficial and necessary for the balance and protection of their living space.

Keywords : Brackish water, coastal wetlands intertropical, society sakalava, mangrove, representations, practices, resources, management, conservation.

*C'est le soir sur ton Ile et à l'entour, ici et là, partout où
s'arrondit le vase sans défaut de la mer ; c'est le soir couleur de
paupières, sur les chemins tissés du ciel et de la mer.
Tout est salé, tout est visqueux et lourd comme la vie des plasmes.*

Éloge, Saint-John Perse

Lovés entre terre et mer, à l'embouchure des fleuves et des rivières, balancés par le mouvement incessant des marées, il existe des rivages tropicaux où l'eau combine tout à la fois douceur et salinité. À l'origine d'une biodiversité endémique remarquable, encore bien mal connue il y a quelques décennies, l'eau saumâtre est une eau dont on parle peu. Elle porte encore les stigmates d'une « mauvaise et douteuse » réputation que véhiculèrent durant des siècles les explorateurs occidentaux.

L'eau dont il sera question dans notre article est l'eau d'un seul milieu, celui des forêts de mangroves des régions intertropicales de l'océan Indien. Les zones humides de la mangrove dans le canal du Mozambique (Madagascar - Comores) couvrent environ 3 400 km¹, soit les trois-quarts des côtes des îles de l'océan Indien (3 400 km / 4 828 km), et représentent environ 20% des mangroves africaines et 2% des mangroves mondiales. Les forêts de mangrove de Madagascar sont concentrées pour 98% sur la côte Ouest face au canal du Mozambique. Les 2% restant sont situés sur la côte orientale dans les estuaires abrités².

L'eau saumâtre a produit des formes végétales uniques, non transposables. Ce sont principalement les palétuviers qui constituent le couvert forestier de la mangrove. Ces plantes halophiles ont développé des systèmes de filtration qui leur permettent de supporter une forte salinité de l'eau. Elles se développent dans des eaux saumâtres peu profondes, sur un sol limono-argileux à faible teneur en oxygène. À cette végétation sont associées des espèces animales aquatiques et semi-aquatiques tout aussi particulières, telles que le crabe « sémaphore » ou le périophthalme, un poisson spécifique de la mangrove, pourvu de nageoires qui lui permettent de sortir de l'eau et de se déplacer sur terre.

Au cœur de ces zones marécageuses, les populations côtières de Madagascar ont développé un imaginaire qui diffère en tout point de celui diffusé par les voyageurs occidentaux à partir du XV^{ème} siècle et qui domina jusqu'à nos jours. Les témoignages des marins, mais aussi des scientifiques et en particulier des médecins sur les « eaux des marais », ont durablement et redoutablement influencé les politiques d'aménagement

¹ SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY (2004), *Guidelines on Biodiversity and Tourism Development: International guidelines for activities related to sustainable tourism development in vulnerable terrestrial, marine and coastal ecosystems and habitats of major importance for biological diversity and protected areas, including fragile riparian and mountain ecosystems* (CBD Guidelines), UNEP Publications, http://www.unep.org/publications/search/pub_details_s.asp?ID=3511

² Clarah Arison Julie ANDRIAMALALA (2007), *Étude écologique pour la gestion des mangroves à Madagascar. Comparaison d'une mangrove littorale et d'estuaire à l'aide de la télédétection*, thèse de Doctorat, Bazel.

des territoires en océan Indien. Après plusieurs siècles de dénigrement et de tentative d'éradication, ces milieux déconsidérés et méconnus du fait de la méfiance qu'ils suscitaient, sont aujourd'hui en cours de requalification³.



Dessin au crayon, Périophtalme, Claire Harpet

Cet article propose de revenir dans un premier temps sur les origines de l'émergence d'un déni collectif à l'égard d'une eau et de son milieu, nourri par un argumentaire médical importé d'Europe à l'aube des grandes expansions coloniales. Puis, dans un second temps, nous mettrons en tension ce modèle de représentation avec l'imaginaire des peuples côtiers de l'océan Indien (de Madagascar en particulier), qui, depuis des siècles, naviguent au cœur des forêts de mangroves, et pour qui l'eau saumâtre est une eau de bienfaits, nécessaire à l'équilibre et à la protection de leur espace de vie.

I) EAU SAUMÂTRE, EAU NÉFASTE : L'IMAGINAIRE OCCIDENTAL À L'ŒUVRE

A. Une eau insalubre

Une eau saumâtre (du latin *salmaster*) est par définition une eau « qui a un goût amer et salé comme l'eau de mer ». On trouve l'eau saumâtre principalement dans les estuaires maritimes, aux embouchures des cours d'eau. C'est la rencontre des courants d'eau douce avec l'eau de mer qui donne naissance à des lagunes d'eau saumâtre. Le mot est employé pour la première fois dans la langue française en 1298 par Marco Polo. Il est alors orthographié *saumastre*⁴. La définition qui lui est aujourd'hui communément attribuée est celle d'une eau « dont la teneur en sel

³ P. ARNOULD, L. SIMON (2007), *Géographie de l'environnement*, Éd. Belin, Atouts Géographie.

⁴ <http://www.cnrtl.fr>

est sensiblement inférieure à celle de l'eau de mer, avec une concentration totale de sels dissous généralement comprise entre 1 000 et 10 000 mg/l⁵.



Mangrove de Bako, presqu'île d'Antrema, côte nord-ouest de Madagascar, novembre 2012
(Photo Claire Harpet)

Cependant, il arrive encore aujourd'hui que le terme « saumâtre » soit malencontreusement employé pour décrire une eau sale, stagnante et nauséabonde. Cette confusion des genres tire ses racines d'une genèse douloureuse. À l'époque moyenâgeuse et jusqu'au XIX^{ème} siècle, les marais et les étangs des régions tempérées furent progressivement asséchés afin d'éradiquer les fièvres dites « des marais » qui sévissaient en Europe⁶. À la même époque, les explorateurs occidentaux qui découvraient les côtes africaines firent mine de la même aversion à l'égard des zones marécageuses qui bordaient les littoraux tropicaux, difficilement pénétrables et peu hospitaliers. Au XVI^{ème} siècle, les Portugais débarquant sur les côtes malgaches, puis les colons français de la Compagnie des Indes orientales installés à Madagascar (Île Sainte-Marie, baie d'Antongil, baie de Sainte-Lucie, Fort-Dauphin) confirmèrent l'insalubrité des zones marécageuses côtières. Administrateurs coloniaux, voyageurs mais aussi scientifiques décrivent le caractère insalubre des espaces littoraux tropicaux, caractérisés par une forêt dense de palétuviers, adaptés au milieu contraignant et spécifique de sols pauvres en oxygène et riche en sel⁷. On appelle communément « mangrove » cette zone

⁵ G. CASTANY, J. MARGAT (1977). *Dictionnaire français d'hydrogéologie* - Éditions du BRGM

⁶ A. BARRAL (1856), *Drainage, irrigations, engrains liquides*, T.4, 2 éditions, librairie agricole de la Maison rustique, Paris ; Laveran A. (1898), *Traité du paludisme*, Masson, Paris.

⁷ P. AUBRY (1983), « Comment le paludisme décima le corps expéditionnaire français à Madagascar ». *Afrique Histoire*, 7, pp. 32-36.

forestière côtière. Au fil des siècles de découvertes et de colonisation, ce couvert forestier est resté méconnu, considéré comme un milieu néfaste, stérile et dangereux pour la santé⁸. Il fut asséché et défriché à des fins sanitaires mais aussi commerciales⁹. Bien que restant à distances, les colons Européens vont développer et disperser un imaginaire répulsif à l'égard des eaux saumâtres et des milieux marécageux intertropicaux qui les caractérisent. La confusion entre une eau saumâtre et une eau insalubre est dès lors récurrente.

B. Une eau palustre

Durant des siècles, les eaux des marais (littoraux et continentaux) furent associées au développement du paludisme en Europe. Elles étaient accusées d'empoisonner l'air. Le terme « *malaria* », utilisé par les Anglophones pour qualifier les fièvres des marais, vient ainsi de l'italien *mal'aria*, qui signifie « mauvais air ». Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'air d'un lieu était considéré comme un effrayant bouillon dans lequel se développaient les miasmes¹⁰. En français, le synonyme de *malaria* est le terme « *paludisme* » du latin *palus* « marais ». Le lien étymologique est on ne peut plus clair sur les considérations de « cause à effet » entre les zones humides et le paludisme qui sévit en France jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle. Les rapports médicaux décrivent la putréfaction des substances végétales qui recouvrent les eaux stagnantes et desquelles s'élèvent les miasmes. Ils affirment que « la plus puissante des causes des fièvres intermittentes est le voisinage des marais »¹¹. Au XIX^{ème} siècle, tout le territoire français est infesté, du littoral atlantique jusqu'à la Corse, mais aussi à l'intérieur des terres, en Lorraine, dans la Dombes et jusqu'à Paris. Les pertes humaines se comptent en centaines de milliers de personnes. Les fièvres palustres touchent les pauvres comme les puissants. En Europe, les côtes « de l'Italie, de la Sicile, de la Grèce, les rives de la mer Noire, les bords du Pô, de l'Adige, du Tibre et du Danube sont, avec les marais Pontins et les Palus Méotide, les principaux foyers du paludisme »¹². Dans certaines régions de France, comme en Sologne, on compte plus de décès que de naissances¹³. Dans la Brenne, il est écrit que l'on souffre dès sa naissance de fièvres palustres et « durant toute son existence, on conserve la profonde empreinte de l'insalubrité du climat »¹⁴. Devant une telle situation sanitaire, dès la fin du XVIII^{ème} siècle, une convention ordonne l'assèchement de tous les étangs de la République (1793). L'éradication à grande échelle des marais littoraux (eau saumâtre) et continentaux (eau douce), transformés pour l'heure en

⁸ B ROLLET (1981), *Bibliography on mangrove research 1600-1975*, UNESCO, U.K.

⁹ M.C. CORMIER-SALEM (2000a), « Les littoraux à mangrove, des régions fragiles ? », in GILLON Y. (ed.), CHABOUD C. (ed.), BOUTRAIS J. (ed.), MULLON C. (ed.), WEBER J. : *Du bon usage des ressources renouvelables*, IRD (Latitudes 23), pp 75-85, Paris ; M.C. CORMIER-SALEM (2000b), « Des mangroves et des hommes », in *La recherche*, Spécial biodiversité, jn°333.

¹⁰ A. CORBIN (1982), *Le miasme et la jonquille : L'odorat et l'imaginaire social aux XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles*, Flammarion, coll. « Champs », Paris.

¹¹ J. SONIER LABOISSIERE (1840), *Etude de la fièvre intermittente des marais*, imprimé chez Jean Martel, Montpellier.

¹² LAVERAN, 1898, *op. cit.*

¹³ P. BOUREE (1982), « La lutte contre le paludisme en France au cours des siècles », in *XXVII^{ème} Congrès international d'histoire de la médecine : Actes = XXVIIth international Congress for History of Medicine: Proceedings. – 1 éd. – Asnières : Les éditions de médecine pratique*.

¹⁴ J.B. MONFALCON (1826), *Histoire médicale des marais et traité des fièvres intermittentes causées par les émanations des eaux stagnantes*, Ed. BéchetJeune libraire, Paris.

forêts naturelles ou en cultures d'herbes fourragères, entraîne un « assainissement atmosphérique » et une diminution très nette des fièvres palustres¹⁵.

Des territoires d'eau saumâtre des marais impaludés en France, aux territoires hostiles des mangroves en océan indien, Il n'y avait qu'un pas. Des effets négatifs similaires sur la santé furent observés. Les régions côtières intertropicales qui abritent des poches d'eau saumâtre sont décrites par les premiers explorateurs comme des milieux malsains, porteurs des « fièvres épisodiques contre lesquels il faut prendre grandes quantités de quinine ». Telle est la situation sanitaire que nous décrit J.S Leigh dans son journal de bord du 10 avril 1837, à l'île de Sainte-Marie (côte Est de Madagascar) : « Le climat insalubre n'épargne personne » et « la France parle d'abandonner ce territoire insulaire »¹⁶. À la fin du XIX^{ème} siècle, alors que s'étend l'empire colonial, l'expédition française de Madagascar de 1895 subit de lourdes pertes causées en grande partie par les fièvres palustres. On parle de « 5 731 morts de maladie, essentiellement de paludisme »¹⁷.

Au cours du XX^{ème} siècle, les avancées médicales vont bouleverser les hypothèses et diagnostics concernant le paludisme et l'eau saumâtre. Si le moustique Anophèle femelle était identifié dès 1884 comme le vecteur du paludisme (Laveran)¹⁸, de nouvelles recherches démontrent que la plupart des espèces d'Anophèles, et en particulier ceux porteurs des parasites du paludisme les plus dangereux (tels que *Plasmodium falciparum*), ne vivent pas dans les zones humides d'eau salée. Les larves ne peuvent survivre et se développer qu'en eau douce. On dénombre, en effet, un taux de fièvres palustres et de mortalité bien supérieur à l'intérieur des terres sur le continent africain dans le sillon des rivières du Sud¹⁹. « Au début du XIX^{ème} siècle, l'espérance de vie d'un Européen dans les régions de l'intérieur ne semble pas dépasser deux mois (...). Si la côte est malsaine, l'intérieur est bien pire »²⁰. Qui plus est, et comble du paradoxe, les larves (en particulier Anophèle *gambiae*, vecteur de *Plasmodium falciparum*, responsable des formes graves du paludisme) ne peuvent survivre dans les eaux salées²¹, ce qui explique en partie le plus faible taux de paludisme recensé dans les zones urbaines. « Les eaux de surfaces, polluées par des effluents domestiques, deviennent impropre au développement des anophèles »²².

¹⁵ BARRAL, 1856, op. cit. ; F. SCHRADER (dir) (1894). *Nouvelles géographiques*, avec la collaboration de H. JACOTTET, Librairie Hachette et Compagnie, Paris.

¹⁶ C. ALLIBERT (1999), « Le journal de J.S Leigh (1836-1840) à bord du Kite », transcription, traduction et présentation, par Claude Allibert, *Études océan Indien* 27-28, pp. 61-170.

¹⁷ AUBRY, 1983, *op. cit.*

¹⁸ 1884 : Laveran découvre que le paludisme est causé par un parasite hématozoaire.

¹⁹ J. MOUCHET, avec la collaboration de F. DELPEUCH, O. FAYE, P. HAND SCHMACHER et M. WERY (1994), « La santé dans la région des Rivières du Sud », in *Dynamiques et usages de la mangrove dans les pays des rivières du Sud (du Sénégal à la Sierra Léone)*, Orstom, Paris, pp 117-124.

²⁰ *Ibid.*

²¹ J. ANDRIANARISOA RAKOTOSON, M. RANDRETSANA, S. RAKOTONDRAVELO, R.D. RAKOTOARIMANANA, J. RAKOTOMIZAO, P. AUBRY, (2007), Focus Madagascar, la situation sanitaire dans la grande île au début du XX^{ème} siècle, 67 : pp. 19-29.

²² T. A. RABE (2003), *Etude de facteurs bio-écologiques modulant la prémunition contre le paludisme sur les hautes terres de Madagascar*, Thèse de doctorat, spécialité « Interactions Hôtes Parasites », Université Paris XII.

Mais si la source du paludisme est identifiée dès la fin du XIX^{ème} siècle²³, il faudra plus d'un demi-siècle avant que ne soit réellement reconnue cette découverte médicale et qu'une prophylaxie adaptée soit appliquée dans les zones fortement impaludées. Au cours des décennies qui vont suivre, la théorie du « mauvais air » persiste. Encore de nos jours, beaucoup ignorent que le moustique vecteur du paludisme vit et se développe essentiellement en eau douce, dans les rizières, les marécages aménagés ou les surfaces irriguées. Durant la colonisation, d'importants travaux d'irrigation furent réalisés à l'intérieur du pays. Ce développement d'infrastructures hydrauliques fut à l'origine de l'apparition du paludisme dans certaines zones jusque là épargnées et de son accroissement dans des zones encore relativement protégées²⁴.

Ainsi, contrairement aux idées reçues, le paludisme ne serait pas ou peu « un mal » des marais littoraux²⁵. Si les zones humides continentales ont bien constitué un foyer privilégié pour le moustique porteur du paludisme en Europe, tout comme les rivières du sud des régions intertropicales, les zones humides littorales étaient beaucoup moins impaludées. Il apparaît d'autre part que les estuaires d'eau saumâtre aménagés peuvent être plus infestés que les zones humides non-anthropisées, du fait du déboisement et de la stagnation d'eau douce à proximité des zones d'habitation²⁶. On mesure ici toute la force des représentations symboliques : l'eau douce dans les croyances occidentales, est une eau essentielle pour la vie et ne peut par conséquent porter en germe un mal redoutable. En revanche, parce qu'impénétrables, à l'atmosphère moite et désagréable pour l'étranger, les zones humides forestières des littoraux intertropicaux étaient dans l'imaginaire occidental le lieu tout désigné pour contenir et développer les fièvres dites des marais, car il fallait « pour la production de l'émanation du miasme qu'il y ait combinaison de l'influence de la chaleur et de l'humidité »²⁷. Les fièvres qui menaçaient les Occidentaux étaient meurtrières. Jusqu'au XX^{ème} siècle, elles regroupaient sous le même vocable non seulement le paludisme (ou malaria), mais aussi la typhoïde et un grand nombre de maladies infectieuses. Cette qualification négative des zones littorales des marais tropicaux ne fait en aucun cas mention de la santé des populations locales qui, immunisées, réagissent tout autrement au paludisme. Le qualificatif de malsain était « un concept d'Européens concernant la santé des Européens »²⁸.

²³ 1898 : Ross élucide le mode de transmission du paludisme par piqûre de moustique.

²⁴ RABE 2003, *op. cit.*

²⁵ Seul l'*Anophèle merus* se développe en eau saumâtre sur le littoral de l'océan indien, mais il ne tient qu'un rôle secondaire dans la transmission du paludisme à Madagascar. Ce sont *Anophelesfusunestus*, *Anophelesgambiae.l.* et *Anophelesmascarensis*, trois espèces de moustiques dont les gîtes larvaires se développent en eau douce, qui sont les principaux vecteurs du paludisme à Madagascar, *in* L. MARRAMA, S. LAVENTURE, P. RABARISON et J. ROUX (1999), *Anophelesmascarensis* de Meillon, 1947 : vecteur principal du paludisme dans la région de Fort-Dauphin (Sud-est de Madagascar), *Bull Soc PatholExot* 1999 ; 92 : 136-8.

²⁶ MOUCHET & al., 2004, *op. cit.*

²⁷ SONIER LABOISSIERE, 1840, *op. cit.*

²⁸ MOUCHET, 1994, *op. cit.*

II) EAU SAUMÂTRE, EAU SALUTAIRE : L'IMAGINAIRE DES PEUPLES CÔTIERS DE L'OCÉAN INDIEN A L'ÉPREUVE DU TEMPS

Un état salutaire est une situation saine²⁹, utile et profitable³⁰, qui est propre à conserver ou à rétablir la santé du corps³¹. Les ordonnances médicales européennes des siècles passés jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, concernant les caractéristiques de l'eau saumâtre et de son environnement, vont à l'encontre de cette définition et réclament la disparition des zones marécageuses pour précisément trouver ou retrouver un état salutaire nécessaire à la santé des corps. L'eau saumâtre, aux yeux des populations occidentales porte en germe une malignité. Calquée sur les représentations des marais des régions tempérées, elle va être jugée plus sévèrement encore dans les régions tropicales et intertropicales : considérée comme la source de tous les maux, creuset des maladies, refuge des mauvais esprits comme des mauvais hommes³², l'eau saumâtre semble avoir engendré un milieu repoussant et moribond. L'imaginaire occidental a ainsi, plusieurs siècles durant, disqualifié les zones humides intertropicales, entraînant en certains points du globe sa disparition totale.

En parallèle de leur caractère insalubre et inquiétant, les estuaires d'eaux saumâtres et les forêts de mangroves qui les colonisent, vont être perçues comme des zones marginales, vierges de tout peuplement, ou au contraire comme des espaces de refuge pour des populations « primitives restées au stade de la cueillette et de la chasse »³³. L'analogie entre la marginalité des espaces de mangroves et la marginalité des communautés d'hommes qui occupent ces espaces est fréquente. Il s'ensuit une méconnaissance totale des pratiques locales et de leurs usages sur la mangrove, et une volonté d'éradication dans le but de transformer ces zones humides et insalubres en territoire praticable et « civilisé ». Cette représentation des zones de mangroves comme milieu dangereux, marginal, à discipliner prédominera jusque dans les années quatre-vingt (1980). Après la colonisation, les experts internationaux vont poursuivre les mêmes politiques d'aménagements, s'employant au nom du développement, à défricher les marais pour augmenter les espaces de cultures³⁴.

Ce n'est qu'au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle que l'imaginaire des rivages côtiers intertropicaux se transforme sous la poussée des mouvements écologistes et des sciences humaines. La géographie, puis l'ethnologie, vont s'intéresser à ces espaces hybrides entre terre et mer, qui ont généré, au cours de l'histoire de multiples paradoxes. Requalifiant des territoires que l'on croyait jusque là inappropriés pour le genre humain et réduits à une fonction purement utilitariste, un certain nombre de programmes internationaux et interdisciplinaires vont travailler sur la reconnaissance des territoires saumâtres et en particulier sur leur utilité écologique (Convention Internationale de Ramsar, 1971). Des milliers de kilomètres de littoraux intertropicaux, jusque là dénigrés et mis à mal, vont faire l'objet d'une attention écologique spécifique. L'eau saumâtre va devenir dès lors une eau qui répond aux conditions d'existence des forêts de mangrove à préserver.

²⁹ *Ordonnances de l'Échiquier de Normandie*, éd. F. Soudet, p. 213; 1377

³⁰ *Prat. de B. de Gordon*, B. N. 1327, f°12 r°ds Gdf. *Compl.*

³¹ J. MARTIN, trad. VITRUVE, *Archit.*, p. 7 v°, 1567

³² V. JEANNODA et E. ROGER (2008). HONKO, *Recueil d'articles sur les mangroves de Madagascar*, Editeurs scientifiques :Vololoniaina JEANNODA et Edmond ROGER, Département de Biologie et EcologieVégétales, Faculté des Sciences d'Antananarivo.

³³ CORMIER-SALEM, 2000, *op. cit.*

³⁴ *Ibid.*

A. Eau de mangrove

L'eau saumâtre, à Madagascar, n'est pas définie par rapport à sa composition chimique, mais en fonction précisément du milieu qu'elle détermine. On appelle ainsi l'eau des marais intertropicaux, *Ranohonko*, autrement dit « l'eau de la mangrove » (*rano* : « eau » ; *honko* : « mangrove »). L'eau est, de ce fait, dans les représentations et les pratiques locales, inséparable de son écosystème. La description de ce milieu par les populations locales et le vocable qui lui est associé n'a rien de comparable avec les représentations véhiculées par les Occidentaux au cours des siècles passés. Les zones humides des littoraux intertropicaux de Madagascar ont ainsi joué un rôle non négligeable dans la répartition et l'implantation spatiale des populations côtières ainsi que dans leur mode d'existence. La forêt de mangrove des eaux saumâtres, si elle fut pour les uns inhospitalière, constitue, pour les autres, un espace refuge et protecteur³⁵.

La mangrove est une formation forestière qui se développe sur les rivages marins intertropicaux à l'embouchure des cours d'eau et le long des côtes où l'on trouve des résurgences d'eau douce. Elle ne peut se développer que dans les eaux saumâtres, non battues par les vagues et situées dans la zone de balancement des marées³⁶. Ces formations sont aujourd'hui classées parmi les forêts denses humides, et appartiennent également aux zones humides selon la classification de la *Convention de Ramsar*. Les mangroves sont généralement constituées de deux parties : une partie forestière en front de mer, et une partie non boisée ou tanne, située en arrière de la mangrove, pouvant être complètement nue ou colonisée par des plantes herbacées succulentes³⁷. Les larges bandes de forêt qui caractérisent la mangrove le long des littoraux de la côte ouest malgache sont colonisées par de nombreuses espèces de palétuviers, longtemps appelés « mangliers ». Huit espèces ont été recensées, appartenant aux familles des *Rhizophoraceae*, des *Avicenniaceae* et des *Sonneratiaceae*. Les habitants des littoraux distinguent différents types de mangrove en fonction de la prédominance de certaines espèces de palétuviers³⁸. Outre leurs spécificités floristiques, les mangroves malgaches hébergent une faune importante de poissons, de crustacés et de coquillages. « On y trouve aussi quelques espèces d'oiseaux rares, de chauve-souris et même de lémuriens. Les palétuviers peuvent servir de dortoir et de ressource alimentaire pour ces derniers. Les coquillages se développent fixés sur les pneumatophores. Les jeunes crevettes qui ont éclos en pleine mer ne peuvent grandir qu'en venant vivre dans les chenaux de mangrove »³⁹.

Ce n'est que depuis quelques décennies que la mangrove est considérée comme un écosystème à part entière. Les 320 000 hectares de côtes de mangroves à Madagascar sont aujourd'hui reconnus pour jouer un rôle considérable dans la

³⁵ Entretiens novembre 2012

³⁶ Selon toute vraisemblance, le terme français mangrove provient du vocable anglais *mangle* (mangue) et *grove* (bocage). A. KIENER (1972), « Ecologie, Biologie et Possibilités de mise en valeur des mangroves malgaches », *Bulletin de Madagascar* n°308. Publication mensuelle du Service Général de l'Information, pp. 49-84 ; A. KIENER (1966), « Contribution à l'étude écologique et biologique des eaux saumâtres malgaches », *Vie et milieu* 16, 2c : pp. 1013-1149.

³⁷ V. JEANNODA, S. BE TOTOZAFY, et E. ROGER (2008), « Régénération naturelle et dynamique spatiale de la mangrove de Masoarivo », in V. JEANNODA, E. ROGER, (eds). *Honko: Recueil d'articles sur les mangroves de Madagascar*.

³⁸ *Afiafy (avicennia marina)*, *honkovavy (Ceriops tagal)*, *honkolahy (Rhizophora mucronata)*, *tsitraogno (Bruguieragymnorhiza)*, *Lovinjo (Lumnitzeraracemosa)*, *fobo (Xylocarpus granatum)*, *Rogno (Sonneratia alba)* - entretiens, nov 2012, Antrema côte nord-ouest malgache.

³⁹ JEANNODA, 2008, *op. cit.*

préservation des littoraux⁴⁰. Mais elles sont en contrepartie surexploitées car pourvoyeuses de ressources économiques multiples. Les programmes d'assèchement des zones humides qui répondaient à une demande d'urbanisation croissante dans les années cinquante, font place, quarante ans plus tard, à une exploitation massive de l'« or rose » (la crevette de Madagascar), qui est rapidement devenu l'un des trois premiers produits d'exportation de la Grande Ile⁴¹. Des fermes crevettières vont alors voir le jour sur toute la côte Ouest de Madagascar, à la lisière des mangroves. À cette valorisation marchande des forêts de mangroves s'ajoutent les mouvements migratoires de populations de l'arrière pays vers le littoral qui, ne connaissant pas les règles coutumières en vigueur, vont modifier les usages et les prélèvements sur la ressource⁴². Ce brusque changement de représentation et d'usage de la mangrove n'est pas sans conséquence sur l'état de santé du milieu. Après un dénigrement généralisé au cours de la période coloniale associé à une tentative d'éradication, s'ensuit un intérêt économique excessif qui menace tout autant sa pérennité. Dans ce contexte international, qu'en est-il des imaginaires et des usages locaux des zones humides intertropicales ?

Au cours des siècles de découvertes, les observateurs étrangers ont fait peu cas des connaissances et des usages des populations locales à l'égard de leur milieu, ainsi que de leur adaptation à ce dernier. Les représentations occidentales de l'eau saumâtre (et la biodiversité qui lui est associée) constituent un exemple révélateur du peu d'intérêt que portèrent les peuples conquérants à l'égard de la culture autochtone. Au fil des recherches en sciences sociales menées ces dernières décennies⁴³, les zones humides intertropicales ont révélé leurs atouts socio-économiques. Cette mise au jour d'un milieu autrefois prohibé, nous éclaire sur des pratiques anciennes et encore en vigueur, que les populations du littoral de Madagascar ont développées et intégrées au cœur d'un système d'usage multiple.

B. Eau de bienfaits

Contrairement aux représentations véhiculées au cours des siècles précédents par les Occidentaux, les eaux saumâtres essentielles au développement de la forêt de mangrove sont des espaces de vie non seulement pour la faune aquatique, mais aussi pour les populations humaines des littoraux.

Sur la côte Nord-Ouest de Madagascar, en pays sakalava, à hauteur de la ville portuaire de Mahajanga, la presqu'île d'Antrema s'étend vers l'ouest à partir de la rive gauche du vaste estuaire de la Betsiboka. Huit villages et quelques hameaux pour environ 1 000 habitants sont répartis sur une surface d'environ 10 000 ha. Le statut particulier de la presqu'île classée « station forestière à usages multiples » en 2000,

⁴⁰ Dont : « le piégeage des sédiments venant des divers bassins versants et assurent ainsi l'épuration des eaux côtières, permettant en particulier le développement des récifs coralliens, la protection contre l'érosion côtière, l'habitat et le développement de nombreuses espèces animales en servant de zone de nidification ou de pouponnière le piégeage du carbone dans des zones où les forêts de terre ferme ont beaucoup régressé » (JEANNODA, 2008, *op. cit.*)

⁴¹ S. GOEDEFROIT, C. CHABOUD, Y. BRETON (2002), *La ruée vers l'or rose, Regards croisés sur la pêche crevettière traditionnelle à Madagascar*, Ed. IRD, Latitudes 23, Paris.

⁴² CORMIER SALEM, 2000b, *op. cit.*; J. RANAIVOSON, (2001). *Etude du schéma d'aménagement de l'aquaculture de crevettes. Madagascar. Phase I : Cas des zones 1, 4. Madagascar*, Ministère de la pêche et des ressources halieutiques. Union européenne.

⁴³ CORMIER SALEM, 2000, *op. cit.*

favorise la préservation de la biodiversité, tout en autorisant un prélèvement modéré des ressources en bois d'œuvre sous l'autorité du Prince, héritier de la tradition⁴⁴.

La presqu'île est irriguée par de nombreux cours d'eau dont les rivières d'Antsoherimasiba, d'Andranomasabo, d'Ambatolafia qui se jettent dans le canal du Mozambique. Aux embouchures des cours d'eau, des poches d'eau saumâtre abritent des forêts de mangroves qui forment une barrière végétale naturelle contre les fortes marées et les tempêtes. La mangrove est délimitée d'un côté par le front de mer occupé par de longues plages de sable, et de l'autre côté par une forêt sèche plus ou moins dégradée. La plupart des villages de la presqu'île d'Antrema sont implantés dans l'arrière mangrove mais quelques hameaux, tel que celui de Mangaraharabo, se sont installés sur les dunes de sable à la lisière des forêts de palétuviers. Mangaraharabo compte 5 ou 6 habitations au milieu desquelles se dresse un baobab, arbre protecteur et demeure d'un génie des eaux (**Voir photo, 4^{ème} de couverture**). On dit de ce génie aquatique qu'il est le *topontana* (le maître des lieux), car il était le premier habitant à s'installer sur ce territoire.



À l'embouchure de la rivière d'Antsoherimasiba (Photo Claire Harpet)

Le choix de l'emplacement d'un village est révélateur des activités prédominantes que pratiquent ses habitants. Tourné vers la mer, Mangaraharabo est un site de pêcheurs. Quelques enclos de cultures maraîchères jouxtent les maisons à

⁴⁴ C. HARPET, L. NAVARRO, R. RAMANANKIRAHINA (2008), « Rôle et Implications des croyances et des savoir-faire locaux dans les programmes de conservation : Exemple d'un site à lémuriens sacrés au cœur de la Station Forestière à Usages Multiples d'Antrema (pays Sakalava) », pp 289-292, *Terre Vie*, vol.55.

l'ombre des manguiers, mais la pêche constitue la première activité économique du hameau. Les villages de l'arrière mangrove sont d'avantage partagés entre une activité agricole et une activité de pêche. Ainsi, le village d'Antrema (dont la presqu'île porte le nom), implanté au bord d'un cours d'eau qui inonde les champs à la saison des pluies, pratique la riziculture.

L'eau saumâtre est l'eau d'un seul milieu, celui de la mangrove. Ce milieu a donné lieu à des usages spécifiques. Les zones de mangroves sont des espaces fort fréquentés à marée basse comme à marée haute. Elles font l'objet d'attention et de réglementation : Il est ainsi interdit de faire ses besoins dans la mangrove. Des sources d'eau appelées « *boiboika* » se trouvent dans les mangroves et sont « sacrées ».

Au sein des forêts de mangrove, on pratique la cueillette de coquillages et la pêche au crabe (*Scylla serrata*). Dans l'estuaire de la Betsiboka, la pêche de *Scylla serrata* constitue la principale source de revenus monétaires mais aussi de protéines pour les populations sakalava qui pêchent dans ces eaux.⁴⁵ Les usages des ressources de la mangrove sont diversifiés. La coupe de bois de palétuviers est pratiquée pour la construction de l'habitat ou de la pirogue. Ils servent également à la construction des clôtures, aux piliers et aux traverses de la toiture pour la maison. Les bois de palétuviers sont également utilisés dans la fabrication du charbon. Les combustibles ligneux (charbon de bois et bois de chauffe) sont actuellement la seule source d'énergie domestique sur la station forestière d'Antrema. À Mahajanga, 3^{ème} ville de Madagascar, ils représentent 90% des sources d'énergie dont 6% proviennent des mangroves de la Betsiboka.⁴⁶ Les bois de palétuviers sont aussi reconnus pour leurs vertus thérapeutiques. L'espèce de palétuvier *Avicennia marina* est utilisée pour soigner les maux d'estomac, les maux de dents et les crises de paludisme. Les feuilles d'*Avicennia marina*, placées dans le feu, dégagent une fumée qui, dit-on, fait fuir les moustiques⁴⁷. On utilise également le tronc d'*Avicennia* creusé sur pied comme ruche pour les abeilles appelée *rogo*. *Xylocarpus granatum* ou *Antavela* sont également utilisés contre les maux de ventre et les diarrhées.

En 2008, le village d'Antrema a souffert avec d'autres sites de proximité, d'un déplacement de bancs de sable à la suite d'une forte houle qui enclava la mangrove. Privés de leur équilibre hydrologique, les pieds de palétuviers ont pourri. Rapidement, la mangrove, qui n'était plus alimentée que par l'eau douce, a disparu, ne laissant qu'un vaste champ dévasté de troncs d'arbre morts en décomposition (photo). Cette modification de la morphologie du littoral a entraîné parallèlement un engorgement des cours d'eau, provoquant des inondations à l'intérieur des terres avec une perte importante des cultures irriguées.

Pour faire face à ce désastre, le village d'Antrema, a décidé de pratiquer le *fomba* (la coutume), en invoquant l'aide des ancêtres. Un zébu a été sacrifié et des prières ont été prononcées. Il s'avère qu'à la suite des vœux formulés, un autre ouragan s'est abattu sur la presqu'île, modifiant de nouveau la composition des bancs de sables et réouvrant la mangrove aux flux des marées. De jeunes pouces de

⁴⁵ J.M. PIERRE (1994). « Le charbonnier, le zébu et le palétuvier : quelques réflexions sur les perspectives d'une gestion durable des mangroves malgaches. » *Le Flamboyant*, 30 (06:1994): 20-24.

⁴⁶ J.M. PIERRE (1993). *Les mangroves de l'estuaire de la Betsiboka, Madagascar : potentialités en ressources ligneuses et perspectives d'une gestion communautaire*. Mémoire de D.E.S.S. "Gestion des systèmes agro-sylvo-pastoraux en zones tropicales".ORSTOM/Université Paris XII, Créteil.

⁴⁷ Entretiens Novembre 2012, Antrema, côte Ouest de Madagascar.

palétuviers ont été replantées. La mangrove, peu à peu reprend vie. Mais il faudra une dizaine d'années avant qu'elle ne retrouve son couvert forestier véritable.

Cet épisode douloureux met en lumière à la fois la fragilité de l'écosystème mangrove, sensible aux transformations géomorphologiques (d'origine naturelle ou anthropique) et les répercussions sociales, économiques et sanitaires que sa disparition peut entraîner auprès des populations humaines qui décrivent la mangrove à la fois comme une ressource et comme un espace tampon contre les fortes marées et les cyclones.



Mort d'une mangrove (presqu'île d'Antrema, Nord-Ouest de Madagascar, octobre 2012)

CONCLUSION

Mythologues, géographes et historiens ont conté les mers et les océans, territoire du vide, lieu d'effroi, immensité chaotique où se perdent les marins et où se cachent les monstres, creuset des mythes, où les dieux, les hommes et les êtres surnaturels se côtoient⁴⁸. Ces étendues d'eaux salées à perte de vue ont de tout temps alimenté les imaginaires des hommes. La peur des océans (ce qu'ils véhiculent de dramatique et de fantastique) est un sentiment universel. Encore aujourd'hui sur les côtes de l'océan Indien les récits de marins perdus en mer ou sauvés par une créature aquatique sont nombreux. L'océan apporte tout à la fois maux et bienfaits. De l'eau salée provient les ressources marines. Mais de ses entrailles jaillissent aussi les cyclones ravageurs. Le philosophe Gaston Bachelard a rappelé l'« inhumaine » condition de l'eau de mer. L'eau salée est stérile. Elle ignore le besoin fondamental de l'homme. Elle manque à son premier devoir, celui « de le servir »⁴⁹. C'est l'eau douce (celle des sources, des fleuves et des rivières) qui incarne l'eau suprême, l'eau qui désaltère, qui hydrate les êtres vivants et irrigue les cultures. L'eau douce est indispensable à la vie des hommes et aux besoins terrestres. Elle a fait et fait toujours l'objet de nombreux rites de purification. Pourtant, et la problématique du paludisme nous en fournit un exemple caractéristique, l'eau douce peut être le foyer de développement larvaire vecteur de maladies redoutables et difficiles à éradiquer. Sur l'ensemble du globe, « deux milliards d'individus sont exposés au paludisme, qui provoque chaque année 200 à 500 millions de cas cliniques faisant, selon les estimations, entre 1 et 3 millions de morts par an »⁵⁰.

Entre l'eau douce et l'eau de mer, une eau « hybride » s'est constituée et assure l'existence d'une flore et d'une faune unique. Sans l'eau saumâtre, la mangrove ne survit pas. Trait d'union entre le front de mer dominé par de longues plages de sables et la forêt dense sèche plus ou moins dégradée, les forêts de palétuviers forment un rempart contre la houle et les fortes marées. Il apparaît que la représentation négative qui perdura jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle à l'égard des zones humides littorales intertropicales, est étroitement liée, voire consécutive de la mauvaise réputation des zones marécageuses en Occident à l'époque de l'expansion coloniale. Au cours des siècles de découverte et de colonisation, la mangrove a été considérée comme un milieu dangereux à double titre : parce que l'on s'y perd et que l'on y tombe malade. La marée montante peut s'avérer menaçante si l'on ne sait comment s'extirper des enchevêtrements forestiers, et à marée basse, les multiples plantules de palétuviers en formes de pics qui émergent de la vase, ne sont guère plus engageants. De la vase montent des odeurs longtemps considérées comme pestilentielles. La pensée occidentale et coloniale a durablement influencé les esprits au point que dans le langage courant, encore de nos jours, il n'est pas rare d'entendre la confusion entre « eau saumâtre » et « eau insalubre ». Comment se défaire d'un préjugé tenace, touchant la santé et la salubrité publique ?

Les dernières découvertes scientifiques en biologie et en écologie ainsi que l'intérêt des sciences humaines à l'égard de ces milieux et des représentations et

⁴⁸ A. CORBIN (1988), *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Aubier, Paris.

⁴⁹ G. BACHELARD (1941), *L'eau et les rêves : essai sur l'imagination de la matière*, Éditions José Corti, Paris.

⁵⁰ Institut Pasteur (2014), site officiel, <https://www.pasteur.fr/ip/easysite/pasteur/fr/presse/dossiers-de-presse/la-recherche-vaccinale-a-l-institut-pasteur/paludisme>

usages qui leurs sont liés vont, à la fin du XX^{ème} siècle, renverser le processus d'éradication des zones humides des littoraux intertropicaux pour en faire des zones à protéger en mettant en place des programmes de conservation à grande échelle. Il n'est plus question de disparition, mais au contraire de réhabilitation. Après avoir longtemps été négligées dans les programmes de conservation, les mangroves sont aujourd'hui reconnues comme des milieux de résilience écologique parmi les plus efficaces pour faire face au changement climatique (protection naturelle contre l'érosion des sols, rôle tampon contre l'élévation du niveau des mers et des tempêtes tropicales, piégeage du carbone)⁵¹. Jusque là totalement négligée par les instances internationales et environnementales, l'écosystème mangrove se retrouve valorisé par les mêmes pays qui l'avaient condamné. L'eau saumâtre, à laquelle elle est liée, suivra-t-elle la même réhabilitation ?

Il demeure que si les recherches épidémiologiques ont prouvé que l'eau saumâtre n'était pas le milieu privilégié dans lequel se développaient les moustiques porteurs du paludisme, elle ne remplit pas pour autant une fonction d'hydratation et d'alimentation pour les populations humaines. Elle reste non consommable du fait de sa teneur en sel. Des cas sévères de déshydratation et de fortes diarrhées sont observés chez les enfants des populations côtières, en période de grande sécheresse, dus entre autre à l'utilisation de l'eau saumâtre comme eau de boisson. L'eau saumâtre, si elle est indispensable pour le développement et l'équilibre de l'écosystème mangrove, ne peut remplacer l'eau douce qui l'alimente à l'embouchure des estuaires.

Les représentations locales, contrairement à celles importées d'Europe et prédominantes jusqu'à peu de temps encore, considèrent l'eau saumâtre comme une eau appartenant à un milieu, celui des forêts de mangroves, indispensable pour l'existence et le développement de ces dernières. La mangrove ne peut survivre sans l'eau saumâtre. Les habitants des littoraux le savent et maintiennent et entretiennent ces espaces aux nombreuses qualités écologiques. Ce que nos recherches écologiques ont mis des siècles à formaliser, les populations des littoraux intertropicaux l'avaient initialement identifié : La mangrove n'est pas seulement une forêt c'est un écosystème, un véritable lieu de vie nécessaire à l'équilibre des littoraux. Elle est aujourd'hui répertoriée dans les zones humides à protéger.

Les forêts de mangroves ont traditionnellement constitué un milieu de subsistance pour les populations locales des îles de l'océan Indien. Zone de fraie et d'abris pour de nombreuses espèces aquatiques, la pêche traditionnelle y est pratiquée à marée basse comme à marée haute. Riche en palétuviers, la mangrove est un lieu de ressource pour le bois de chauffe et de construction (habitations, pirogues, haies, clôtures). Elle constitue également un lieu de rituels identifié par des sources et des territoires sacrés (*doany*).

Le subtil mélange d'eau de mer et d'eau de rivière a créé un écosystème résistant et résilient, mais qui demeure fragile. Les hommes qui y vivent savent que sans l'eau saumâtre, la végétation hydrophile qui s'y développe ne résisterait ni à une eau trop saline, ni à une eau douce. Les littoraux intertropicaux d'eau saumâtre sont des espaces transitionnels. Leur présence est essentielle pour maintenir un équilibre morphologique et écologique. Cependant, l'accroissement des activités à l'échelle

⁵¹ Ramsar Convention, <http://www.ramsar.org>

industrielle (exploitation forestière, pêche crevettière, extraction de sel), auxquelles s'ajoutent un phénomène d'anthropisation voir d'urbanisation rapide, fragilisent et menacent cet espace forestier dont les services écologiques et vivriers pour les populations locales sont essentiels.

Si l'eau saumâtre a été longtemps et injustement considérée comme une eau insalubre, il est à souhaiter qu'aux yeux des générations futures, d'Occident et d'ailleurs, elle sera perçue à l'avenir comme une eau protectrice du milieu, nécessaire à l'équilibre d'un écosystème terrestre et aquatique.

BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

BA M. et CHABOUD C. (1999), « La transformation du milieu: facteurs et acteurs », in *Rivières du Sud. Sociétés et mangroves ouest-africaines*. Ed. IRD, Cornier-Salem M. C. Tome 1: pp. 270- 315.

BLANC F. (1980), « Histoire des maladies exotiques ». In *Histoire de la Médecine, de la Pharmacie, de l'Art dentaire et de l'Art vétérinaire*, tome VIII, pp. 217-256. Albin Michel, Robert Laffont, Tchou éditeurs, Paris.

CORMIER-SALEM M.C. (1994), « A la découverte des mangroves : regards multiples sur un objet de recherche mouvant », in *Dynamiques et usages de la mangrove dans les pays des rivières du Sud (du Sénégal à la Sierra Léone)*, Orstom, Paris, pp 11-25.

FAO (1994), « Mangrove forest management guidelines ». *FAO Forestry Paper*, 117. Rome. (<http://www.fao.org/docrep>).

FAO (2003), « Status and trends in mangrove area extentworldwide ». In *Forest resources Assessment working Paper*. N°63. Forest Ressources Division, FAO, Roma.

GOEDEFROIT S. (1998), *A l'ouest de Madagascar, les Sakalava du Menabe*, Karthala, ORSTOM, Paris.

GRANDIDIER A. (1872), *Rapport sur une mission à Madagascar (1869-1871)*, Ed. Imprimerie nationale, paris.

RAMIAKAJATO, V. R. (1995). *Etude écologique des mangroves et de l'impact de leur utilisation dans la réserve de Biosphère de Mananara-Nord*. Mémoire de DEA, Ecologie végétale, Faculté des Sciences, Université d'Antananarivo.

SAENGER, P. (2002). *Mangrove ecology, sylviculture and conservation*. Kluvers Academic. The Netherlands.

SECA (Société d'Eco-Aménagement)(1986). Mangrove d'Afrique et de Madagascar, protection et mise en valeur. Centre d'étude de l'environnement. Université de Leyde, Montpellier.

SECA (1992). Suivi de l'évolution et de la gestion des mangroves à Madagascar. The Environmentalist 3, supplément n°3.

WRM (2001). Mangroves: subsistance locale aux profits des entreprises. Bulletin N°51: 68.

ROBERT LYALL: FROM SCOTTISH RADICAL TO IMPERIAL BRITISH AGENT AT THE COURT OFIMERINA

Gwyn CAMPBELL
IOWC
McGill University

Résumé : Cet article expose l'histoire de Robert Lyall avant qu'il devienne en 1827 le deuxième agent politique de la Grande-Bretagne à la cour de la couronne merina à Madagascar. Lyall est né à Paisley en Écosse, un foyer du radicalisme. Comme on pouvait s'y attendre, il est devenu, lui-même, un militant pour la réforme du système parlementaire britannique, une tendance renforcée par ses séjours à Manchester, autre centre radical, et en Russie. En revenant à Londres en 1823, Lyall publie des ouvrages dans lesquels il critique l'absolutisme tsariste, et préconise un programme de réforme politique, ce qui le projette comme symbole du mouvement pour l'élargissement du plébiscite au moment où, en 1826, des élections ont lieu pour le parlement britannique. Si le parti libéral gagne, il est sûr d'obtenir un poste prestigieux et payant. Mais ce sont les Tories, parti de la droite, qui gardent le pouvoir, pour la quatrième fois. Désespéré, Lyall (qui à ce stade n'a aucune chance de trouver une sinécure en Grande-Bretagne) candidate par l'intermédiaire d'amis bien placés au ministère des affaires étrangères pour un poste outre-mer. James Hastie, l'agent britannique auprès de la cour merina à Madagascar vient de mourir, et Lyall est nommé pour lui succéder. De suite, il change ses couleurs politiques, et devient défenseur de la monarchie anglaise et des Tories. Dès qu'il arrive à Tananarive, il essaie sans succès de renforcer son autorité absolue sur les résidents britanniques et de promouvoir les intérêts impériaux britanniques chez le souverain merina qui refuse de reconnaître son titre d'agent britannique et l'expulse de Madagascar.

Mots-clés : Robert Lyall, agent britannique, radicalisme, couronne merina

Abstract: This article examines the little-known background of Robert Lyall, appointed as the second Resident British Agent to the Merina Court. It reveals that he was born in the southern Scottish city of Paisley, a political hotbed of radicalism. Unsurprisingly, he developed into a staunch supporter of political reform, a sentiment strengthened by his time in Manchester (another centre of radicalism) and Russia. When he returned to Britain from Russia in 1823, Lyall published a number of books that criticised Tsarist absolutism and advocated political reform. This projected him to the forefront of the pro-reform movement, and he was hopeful that a Liberal win in the elections of 1826 would guarantee him a prestigious and lucrative government post. His hopes were dashed when the anti-reform Tory party were returned to power with an increased majority. However, well-connected friends petitioned in his favour for an overseas post – and he was appointed to succeed James Hastie, the first British Agent to Madagascar. Thereupon, he performed a political volta-face, became a staunch defender of the English monarchy and Tory government. He further attempted unsuccessfully to enforce rigid authority over all British subjects in Madagascar and to promote British imperial policy upon the Merina crown – which refused to recognize his status and within a year expelled him from Madagascar.

Keywords: Robert Lyall, British Agent, radicalism, Merina crown

On 23 October 1820, the British signed a treaty of alliance with Radama I (r. 1810-28), a prince from Imerina, a province in the highlands of Madagascar. The British recognized that, in return for stopping the export of slaves, Radama should receive an annual “equivalent” in money and goods, to the value of revenue lost because of the ban; and that to be recognized as king of the entire island.¹ However, they also insisted that Radama accept a British resident agent at his court to proffer political and military advice, and British (London Missionary Society - LMS) missionaries who, because their passages from Mauritius to Madagascar were assured by the Mauritian government which also paid them a monthly stipend, were also, in effect, British agents, representing the religious and educational wing of the British political mission to Madagascar. The missionaries thus fell under the British agent’s authority and, like him, were to enjoy extraterritorial judicial status.

Following the death in October 1826 of James Hastie (1786-1826), the first British agent to the Merina court, the British government appointed as his successor Robert Lyall (1789-1831), a doctor, naturalist and published voyager of considerable renown. Lyall and his large family reached Mauritius on 2 October 1827. However, whereas he briefly met Radama at Tamatave, Madagascar’s main port, it was not until the following year that he travelled to Antananarivo, the capital of Imerina, to establish himself at the Merina court. On 1 August 1828, Lyall arrived at the capital only to hear that Radama had died days before. In November 1828, the new sovereign, queen Ranavalona I (r.1828-61), refused to receive Lyall as an agent of the British government, announced the rupture of the 1820 British treaty, and in late

¹ For details of the treaty see BL Add.20131 f.116, *Papers relating to the Abolition of the Slave Trade in the Mauritius : 1817-1820*, vol. 18 (House of Commons, 1821), p. 360.

March 1829, had him arrested, accused of sorcery and expelled.² For a supposedly barbarian country to rupture a treaty with the global power of the time, and to expel its official representative was a major step. Thus William Ellis (1794-1872), Foreign Secretary of the LMS, stated, in his authoritative *History of Madagascar* (1838):

*The treatment he [Lyall] received at the hand of the native government was severely censured by the secretary of state for the colonies at the time, by command of the prince regent; and the authorities in Madagascar were warned against a repetition of their conduct.*³

Although, as LMS missionary Joseph John Freeman (1794-1851) later commented “the English... took no steps to retaliate the insult offered to the British Government in the expulsion of Mr. Lyall,”⁴ the treatment of Lyall was central to British interpretations of events in Madagascar between the death of Radama I in 1828 and the alleged “expulsion” of missionaries in 1835-6. In summary, the reactionary Ranavalona I reversed the policy of her enlightened predecessor, and nullified all the beneficial impact of British political and religious agents, was widely disseminated in Britain. Thus in 1854, the London Quarterly Review noted:

*Mr. Hastie had died before the King, and was succeeded by Dr. Lyall. This gentleman was dismissed with insult; the Missionaries were silenced; and the people commanded, on pain of death, publicly to abjure Christianity.*⁵

Subsequently, the conventional historical interpretation is that Lyall’s expulsion emanated from the xenophobic character of the Merina queen, Ranavalona I (r. 1828-61)⁶ – a view that has only started to undergo revision from the mid-1970s.⁷

This contribution focuses on another, hitherto unresearched aspect of the history of Lyall – his transformation from Scottish radical and critic of the imperial and domestic policies of the Tory government in London to British political agent at the Merina court and staunch defender of Tory rule, British imperialism, and the English crown.

I) LYALL’S EARLY LIFE

Robert Lyall (1789-1831) was born in Paisley, Renfrewshire, Scotland on 26 November 1789 to William Lyall and Janet (maiden name Tassie/Tassin). It is possible that his father was the William Lyall noted in the early 1800s as a “respectable and extensive grocer” in Paisley who took in boarders,⁸ although in this case Robert would have been considerably older than the third son, William, born in 1811, who

² William ELLIS, *History of Madagascar*, vol.2 (London: Fisher, 1838), pp.417-21; Lyons McLeod, *Madagascar and Its People* (London: Longman, Green, Longman, Roberts, & Green, 1865), p.85; Samuel PASFIELD OLIVER, *Madagascar: An Historical and Descriptive Account of the Island and its Former Dependencies*, vol.1 (London: Macmillan, 1886), p. 48.

³ William ELLIS, *History of Madagascar*, op. cit., p. 421

⁴ Joseph John FREEMAN, *A Tour in South Africa with Notices of Natal, Mauritius, Madagascar, Ceylon, Egypt, and Palestine*, London, John Snow, 1851, p. 383.

⁵ “Madagascar”, *London Quarterly Review* (March and June 1854), p. 65.

⁶ See e.g., Hubert DESCHAMPS, *Histoire de Madagascar* (Paris : Berger-Levrault, 1972), pp.161-3.

⁷ Simon AYACHE, “Esquisse pour le portrait d’une reine: Ranavalona Ière”, *Omaly sy Anio*, 1-2 (1975), pp.251-70; Mervyn BROWN, “Ranavalona I and the Missionaries, 1828-40”, *Omaly sy Anio*, 5-6 (1977), pp. 107-39; Gwyn CAMPBELL, “The Adoption of Autarky in Imperial Madagascar, 1820-1835”, *Journal of African History*, 28.3 (1987), pp.395-411.

⁸ James PATERSON, *The Contemporaries of Burns: and the More Recent Poets of Ayrshire, with Selections from their Writings*, (Edinburgh: Hugh Paton, Carver & Gilder, 1840), p.214.

became a Presbyterian minister who emigrated to Canada in 1848 where he became a philosophy professor and author.⁹

Paisley, 11 km West of Glasgow, and 85 km West of Edinburgh, is situated on White Cart River some 5 km upstream from its confluence with the tidal River Clyde, and was the core of an extensive wide manufacturing district in the west central Lowlands of Scotland.¹⁰ It specialized in the artisanal production lawns, silks, muslins, and in the first half of the nineteenth century became a leading producer of shawls (cotton, wool and silk), cotton thread, and starch paste (used to strengthen the warp) and a centre of cotton bleaching and dyeing.¹¹ From the late seventeenth century to the early nineteenth century, weaving was the town's chief occupation, and weaving and associated trades prospered. From 1787, the Cart River was deepened, in 1791 a connecting canal built that enabled boats of 60-80 tons to reach Paisley,¹² and in 1811 a canal was completed linking Paisley and Glasgow.¹³ The population of Paisley increased almost sevenfold between 1750 and 1850, from about 7,000 to near 48,000.¹⁴

However, the advent of mechanized looms in the late eighteenth century caused a crisis for traditional handloom weavers whose incomes fell by 50 percent between 1800 and 1808. By 1814, poverty was widespread, and at the end of the Napoleonic Wars the labour market was flooded with demobbed soldiers, evicted highlanders (a *Gaelic* church had been built as early as 1793 for the use of Highlanders in Paisley and its vicinity¹⁵), and Irish migrants, making it virtually impossible for unemployed weavers to find alternative work.¹⁶ By 1819 many were looking to emigrate, assisted from 1820 by the Paisley Townhead (Emigration) Society. Many left for Canada.¹⁷ The post-war depression ended in 1822, but the cloth industry was hit by further recessions in 1825, 1829, 1831 and 1839.¹⁸

This provided the context in which Paisley quickly earned a reputation as a hotbed of political radicalism. The weavers valued literacy and education and, as a large, independent and cohesive body of skilled artisans who worked to commission who set their own hours of work, they created time to read, and debate. As educated workers they became fully aware of debates over democratic rights, welcomed the

⁹ William B. HAMILTON, "Lyall, William (1811-1890)" in *Dictionary of Canadian Biography Online* - http://www.biographi.ca/EN/009004-119.01-e.php?&id_nbr=5666 (06/04/13).

¹⁰ "Paisley" - <http://en.wikipedia.org/wiki/Paisley> (21/04/13); Samuel LEWIS, *A Topographical Dictionary of Scotland* (1846), 337-51.
<http://www.british-history.ac.uk/report.aspx?compid=43469&strquery=paisley> (10/04/13).

¹¹ Wendy M. GORDON, *Mill Girls and Strangers: Single Women's Independent Migration in England, Scotland, and the United States, 1850-1881*, (Albany: State University of New York Press, 2002), p.103.

¹² "Paisley" in *The Penny Cyclopaedia of the Society for the Diffusion of Useful Knowledge*, vol.17, (London: Charles Knight, 1840), p.147.

¹³ LEWIS, *Topographical Dictionary of Scotland*, pp.337-51.

¹⁴ "Paisley" in *Penny Cyclopaedia*, *op. cit.*, "The Growth of Paisley" -

<http://www.renfrewshire.gov.uk/webcontent/home/services/leisure+and+culture/heritage+and+local+history/els-jh-growthofpaisley> (17/11/13).

¹⁵ LEWIS, *Topographical Dictionary of Scotland*, 337-51.

¹⁶ "Ancestral Roots in Paisley, Scotland" -

<http://www.cccc.org/blogs/john/2011/05/05/ancestral-roots-in-paisley-scotland/> (20/04/13).

¹⁷ Michael E. VANCE, *Imperial Immigrants: Scottish Settlers in the Upper Ottawa Valley, 1815-1840* (Toronto: Dundurn Press, 2012), p. 98; Lucille H. CAMPEY, *The Scottish Pioneers of Upper Canada, 1784-1855: Glengarry and Beyond* (Toronto: Natural Heritage Books, 2005), pp. 54-55; G.R. RIGBY, *A History of Lachute* ([Lachute, Que.?] : Brownsburg-Lachute Rotary Club, 1964), p. 17.

¹⁸ Richard SAVILLE, *Bank of Scotland: A History 1695-1995* (Edinburgh University Press, 1996), p. 484.

American and French Revolutions, and were influenced by Thomas Paine's *The Rights of Man* (1791). In 1792, a meeting of "Delegates for Parliamentary Reform" was organized in Paisley and soon a "Declaration of Rights and An Address to the People, Approved of by a Number of the Friends of Reform in Paisley" was circulating in the town.¹⁹ It was in this political atmosphere that Lyall grew up. The radical leaders were driven underground during the Napoleonic Wars due to government repression.²⁰ The Whig lawyer, Henry Cockburn, later commented of Scotland from 1795-1820 that,

"Nor was the absence of a free press compensated by the freedom of public speech. Public political meetings could not arise, for the elements did not exist... Nothing was viewed with such horror as any political congregation not friendly to the existing power. No one could have taken part in the business without making up his mind to be a doomed man".²¹

However, the authorities failed to stop respectable people such as Robert Burns (1789-1869), uncle of the celebrated poet, who in 1811 was inducted into Laigh Kirk, Paisley, from publicly advocating political reform, the evangelical cause, and relief for poor weavers.²² In 1812, Paisley weavers petitioned for a wage increase that the magistrates granted but the employers denied. A nine-week long strike ensued, supported by the "National Committee of Scottish Union Societies." In response, the authorities established a spy network targeting radicals. In July, 30,000 attended a radical meeting at Meikleriggs Muir, near Paisley; while the August 1819 Peterloo massacre in Manchester sparked a memorial rally in Paisley on 11 September that resulted in a week of rioting. Cavalry were used against some 5,000 workers, the leaders of whom were arrested and transported for trial to Greenock - only for local radicals to spring them from jail.²³ Moreover, the radical sentiment was specifically Scottish. In 1814, a total of 15,000 people marched to Bannockburn (some 10 hours' walk from Paisley) to commemorate the 500th anniversary of the battle; and in 1815, when local trade unions organised a mass rally attended by 10,000 people to celebrate the Covenanters victory in 1666 over the kings troops at Dalry (5-6 hours walk from Paisley), some then marched two miles further to the site of William Wallace's first battle with the English.²⁴

Lyall's father was wealthy enough to give his son a higher education, Lyall stating that "After serving a regular apprenticeship, I was educated in the University of Edinburgh."²⁵ This is less likely to refer to a formal craft apprenticeship (Lyall probably attended Paisley Grammar School -founded 1576-) than early practical engagement either under a physician in a medical practice²⁶, or (as is probably the case with Lyall)

¹⁹ David ROBERTS, "The "Friends of the People", *Renfrewshire Local History Forum Journal* 5 (1993), pp. 1-5.
²⁰ "Radical War" - http://en.wikipedia.org/wiki/Radical_War (20/04/13).

²¹ Quoted in Donnie Fraser, "The 1820 Radical Rebellion" - <http://www.scottishrepublicansocialistmovement.org/Pages/SRSM1820RadicalRebellion.aspx> (20/04/13)

²² Brian J. FRASER, *Church, College, and Clergy: A History of Theological Education at Knox College, Toronto, 1844-1994*, (Montreal: McGill-Queen's University Press, 1995), p.26.

²³ "Radical War"; "The Paisley Radicals" - <http://www.paisley.org.uk/paisley-history/paisley-radicals/> (20/04/13); Fraser, "1820 Radical Rebellion."

²⁴ *Id.*

²⁵ "Dr Lyall's, "Answer to the Quarterly Review," *Edinburgh Magazine and Literary Miscellany*, 16 (Mar. 1825), p.307.

²⁶ Which was the case with James Wylie, Lyall's mentor in Rusia - Yevgenia Glickman, "The Scot who served three tsars" (1995) -

<http://www.friends-partners.org/oldfriends/spbweb/lifestyl/129/scot.html> (15/03/13).

taking courses and encountering patients and their illnesses. In this sense, Lyall's "apprenticeship" started in 1801 at the age of only eleven when he enrolled at the University of Edinburgh (the usual age of entry was 14²⁷). Edinburgh Medical School, established in 1726, was the oldest such institution in Scotland and, according to Lyall, "avowedly the most celebrated medical school in the world."²⁸ There, he studied chemistry and medicine, and leaned on-site accompanying doctors at the Edinburgh Royal Infirmary, a purpose-built teaching hospital founded in 1741.²⁹ The University of Edinburgh Medical School played a central role in the establishment of "Enlightenment Edinburgh."³⁰ It focused on hospital medicine and clinical training that, from the late eighteenth century, was increasingly secularized and subject to rational thought and scientific enquiry - separated from Christian faith and ideas.³¹

In September 1808, Lyall purchased a house in Paisley, but almost immediately travelled to Manchester where from 1808-09, he served as a house-surgeon at Manchester Infirmary (founded in 1752 and from 1830 known as the Manchester Royal Infirmary or MRI),³² a voluntary hospital with twelve beds set up in the city centre for the benefit of the poor.³³ Due in part to its role in the industrial revolution, Manchester was one of the earliest centres of provincial medical education, with expertise in industry-related health issues. It was also a centre of radical politics. This shaped the development of the MRI which, due to radical Whig pressure, developed the first dispensary service in England to be directly associated with the Infirmary. In 1781, a highly successful home patient service started for patients with infectious diseases who could not be admitted to the hospital. In 1793, the Infirmary began offering teaching for medical students, who had usually completed an apprenticeship; and in 1795 John Ferriar, an MRI physician, headed the campaign to establish a Board of Health - thus associating the MRI with a public health service.³⁴

At the MRI, Lyall gained experience in, and quickly acquired a reputation for,

²⁷ W.E. SWINTON, "The remarkable accomplishments of Dr Peter Roget", *Canadian Medical Association Journal*, 123 . 9 (8 Nov. 1980), p. 917.

²⁸ "Dr. Lyall's Answer," 307.

²⁹ S[amuel] P[asfield O[liver], "Robert Lyall" in *Dictionary of National Biography* vol. 34 (London: Smith, Elder, and Co, 1893), p. 304-
http://en.wikisource.org/wiki/Page:Dictionary_of_National_Biography/volume_34.djvu/310 (05/03/13); *Meehan's Monthly: A Magazine of Horticulture, Botany and kindred subjects* vol.4 (1894), p. 79.

³⁰ Helen M. DINGWALL, *A History of Scottish Medicine: Themes and Influences* (Edinburgh: Edinburgh University Press, 2003), p. 109.

³¹ *Ibid*, p. 109.

³² "Senior Medical Residents of the Manchester Infirmary," Appendix B in Edward Mansfield Brockbank, *Sketches of the Lives and Work of the Honorary Medical staff of the Manchester Infirmary from its foundation in 1752 to 1830, when it became the Royal Infirmary* (Manchester: The University Press, 1904), p. 283.

³³ Robert LYALL, "Facts and Observations on Burns" *The Edinburgh Medical and Surgical Journal*, vol.7 (1811), p. 313;
<http://archives.li.man.ac.uk/ead/search?operation=full&rsid=dc.title%20any%2Frelevant%2Fproxinfo%20%22William%20-1984%20Lyall%201936%20Ford%22&firstrec=1&numreq=20&highlight=1&hitposition=16> (08/03/13);

"Hospitals and related institutions in the Manchester area" -
<http://archives.li.man.ac.uk/ead/search?operation=full&rsid=dc.title%20any%2Frelevant%2Fproxinfo%20%22William%20Helm%20d.1930%20Alexander%22&firstrec=981&numreq=20&highlight=1&recid=gb133 mmc3-mmc9> (08/03/13); http://en.wikipedia.org/wiki/Manchester_Royal_Infirmary (28/03/13).

³⁴ The Manchester Royal Infirmary (M.R.I.) -

<http://archives.li.man.ac.uk/ead/search?operation=full&recid=gb133mmc3-mmc9-6> (05/04/13).

the study and treatment of burns.³⁵ He also forged enduring friendships with Peter Roget (1779-1869), founder of Manchester Medical School and author of the *Thesaurus*,³⁶ surgeon Thomas Henry (1734-1816), and chemist and physicist John Dalton (1766-1844) – all prominent members of the Manchester Literary and Philosophical Society to which Lyall was elected a corresponding member in early 1810. While in Manchester, Lyall also started writing: His first publication, “Of the Irritability of Vegetables,” appeared in the *Journal of Natural Philosophy, Chemistry, and the Arts* in December 1809.³⁷ In January 1810 he returned to Scotland where on 22 March 1810 he received a diploma from the Royal College of Surgeons of Edinburgh. He subsequently practised as a surgeon in Paisley, and was appointed medical practitioner to the Paisley Town Hospital in 1811 or 1812.³⁸ In August 1812, the *Scots Magazine and Edinburgh Literary Miscellany* announced the marriage on 20 July that year in Paisley of “Mr. Robert Lyall, surgeon, Paisley, to Mary, eldest daughter of Mr. John Aiton of Moscow.”³⁹

Lyall’s interests were manifold. There was obvious concern in the town at the pressure the large increase in population placed on local water sources - described in 1840 as “indifferent in quality and... very inadequate [in quantity].”⁴⁰ In 1814, a mineral spring was discovered on nearby farm called Candron, and Lyall, summoned to analyse it, recommended the water as “an aperients and corrective”⁴¹ and published a pamphlet about the spring⁴² - which led its waters to be valued by townspeople into the mid nineteenth century.⁴³

II) WHIGS AND TORIES AND POLITICAL REFORM

In 1815, Lyall travelled to St. Petersburg, Russia, where he was befriended by Alexander Crichton (1763-1856), one of many Scotsmen employed in Russia, and who was in charge of medical services in the imperial civil service.⁴⁴ In 1816, Lyall

³⁵ *The Medical and Physical Journal* 26. 154 (Dec 1811), p. 499.

³⁶ SWINTON, “Remarkable accomplishments of Dr Peter Roget,” pp. 916-921.

³⁷ John H. APPLEBY, “Lyall, Robert (1789–1831),” *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004 - <http://www.oxforddnb.com/view/article/17236> (07/03/13).

³⁸ *Ibid.*

³⁹ “Marriages-Deaths,” *The Scots Magazine and Edinburgh Literary Miscellany*, Vol. 74 (Aug 1812), 645.

⁴⁰ “Paisley” in *Penny Cyclopaedia*, *op. cit.*, p. 147.

⁴¹ The Ministers of the Respective Parishes under the superintendence of a Committee of the Society for the Benefit of the Sons and Daughters of the Clergy, *The New Statistical Account of Scotland* vol.7: *Renfrew-Argyle* (Edinburgh: William Blackwood and Sons, 1845), p. 147.

⁴² Robert LYALL, *An Essay on the chemical and medical qualities of Candron Well, Renfrewshire, with introductory observations on Waters in general* (Paisley: J. Neilson, 1814).

⁴³ *Prize-Essays and Transactions of the Highland and Agricultural Society of Scotland* vol.12 (1839), p. 447; “Paisley” in *Penny Cyclopaedia*, *op. cit.*, p. 147.

⁴⁴ E.M. TANSEY, “The Life and Works of Sir Alexander Crichton, F.R.S. (1763-1856): A Scottish Physician to the Imperial Russian Court,” *Notes and Records of the Royal Society of London* 38. 2 (Mar. 1984), p. 249; Norah H. Schuster, “English Doctors in Russia in the Early Nineteenth Century,” *Proceedings of the Royal Society of Medicine* 61 (Feb. 1968), pp. 185-9;

<http://www.baumanrarebooks.com/catalogues/July2009.pdf> (09/03/13); Glickman, “The Scot who served three tsars”; Hélène Andorre Hinson Staley and Robert Allen Devries, *Paper & Stone: A Leighton History in England & the United States* ([Bloomington, Ind.]: Xlibris Corp., 2011), p. 519; Hilary MARLAND, “Lee, Robert (1793–1877),” *Oxford Dictionary of National Biography* (2004) –

<http://www.oxforddnb.com/view/article/16306> (29/03/13); Robert LEE, *The Last Days of Alexander and the First Days of Nicholas (emperors of Russia)* (London: R. Bentley, 1854); see also Edward Daniel CLARKE,

graduated as a doctor and surgeon from the Imperial Medico-Surgical Academy,⁴⁵ following which he served a succession of aristocrats including the progressive agriculturist Dmitry Poltoratsky.⁴⁶ Countess Orloff-Tchésmenska,⁴⁷ General Natschokin, Marquis Pucci, Count Salazar, and Edward Penrhyn.⁴⁸ From his arrival in Russia, he also maintained journals that became the basis for a number of volumes that, Crichton, who left Russia in 1819 and shortly afterwards settled permanently in London, helped Lyall to publish after he also returned to settle in London in 1823.⁴⁹

Lyall's books had a lasting impact, being later considered by both foreigners and Russians alike as reliable sources on early nineteenth century Russia.⁵⁰ At the time of publication, however, they generated widespread public debate. Other British travelers, notably Edward Clarke, had earlier described Russia in a generally negative light,⁵¹ but in the unsettled political climate of the time Lyall's criticisms of Russians and their rulers aroused considerable controversy. His first book, *Character of the Russians* (1823), published jointly by William Blackwood (1776-1834) of Edinburgh and Thomas Cadell [Jnr] (1773-1836) of London, portrayed the Russian nobility as an idle class accustomed to a life of conspicuous consumption and relaxed sexual mores (Henry Mayhew reproduced Lyall's description of the 'Physical Club' of Moscow in his global review of prostitution in *London Labour and the London Poor*⁵²), and he considered Tsar Alexander I's imperial policies, notably in forging the Holy Alliance of Russia, Prussia and Austria, to be major obstacles to the spread of liberty in Europe. When, tongue in cheek, Lyall dedicated *Character of the Russians* to Alexander,⁵³ the reaction was sharp. On 5 April 1824, the Russian government declared a *ukáz*, or ban, on foreign writers who dedicated their works to the Tsar without his

Travels in Russia, Tartary, and Turkey (Edinburgh: William and Robert Chambers, 1839), p. 25, fn [editorial comment].

⁴⁵ TANSEY, "Life and Works of Sir Alexander Crichton," p. 249; Schuster, "English Doctors in Russia," p. 185; <http://special.lib.gla.ac.uk/teach/slavonic/slavonic.html> (09/03/13); O[liver], "Robert Lyall," p. 304.

⁴⁶ APPLEBY, "Lyall, Robert."

⁴⁷ CLARKE, *Travels in Russia, Tartary, and Turkey*, 24, fn ; Appleby, "Lyall, Robert"; O[liver], "Robert Lyall," 304; <http://www.baumanrarebooks.com/catalogues/July2009.pdf> (09/03/13); "Orloff" - http://en.wikipedia.org/wiki/Orlov%20Alexei_Grigoryevich_Orlov (07/04/13).

⁴⁸ O[liver], "Robert Lyall," p. 304; <http://www.baumanrarebooks.com/catalogues/July2009.pdf> (09/03/13).

⁴⁹ Francesca WILSON, *Muscovy. Russia through Foreign Eyes 1553-1900* (New York: Praeger, 1970), p. 190; TANSEY, "Life and Works of Sir Alexander Crichton," p. 251; "Crichton, Alexander" - http://en.wikisource.org/wiki/Crichton,_Alexander_%28DNB00%29 (26/03/13); George Clement BOASE, "Crichton, Alexander" *Dictionary of National Biography, 1885-1900*, Vol. 13 - http://en.wikisource.org/wiki/Crichton,_Alexander_%28DNB00%29 (18/11/13); Appleby, "Lyall, Robert"; O[liver], "Robert Lyall," p. 304; *Meehan's Monthly* vol.4 (1894), p. 79.

⁵⁰ See e.g. Josiah CONDER, *Russia* (London: James Duncan, 1830), 196-7; Wilson, *Muscovy. Russia through Foreign Eyes*, 190-201; Janet M. Hartley, *Alexander I* (London: Longman, 1994), 183-4; E.N. Deremedved', "Krym glazami angliiskogo puteshestvennika R. Laiella" (The Crimea through the Eyes of the English Traveller R. Lyall), *Kul'tura narodov Prichernomor'ia*, vol. 43 (2002), 163-169; G.S. KAUSHIEV, "Vklad angliiskikh puteshestvennikov v istoriko-kul'turnoe osvoenie Kryma (konets XVIII -- nachalo XIX veka)" (The Contribution of English Travellers to the Historic-Cultural Domestication of the Crimea from the Late 18th Century to the Early 19th Century), *Uchenye zapiski Tavricheskogo natsional'nogo universiteta im. V.I. Vernadskogo, "Istoricheskie nauki"* series, 23. 1 (2010): 100-113; Anatolii TORKUNOV, "Pis'mena istorii v realiakh sovremennosti" (The Letters of History in Modern-Day Realities), *Rossiiskaia gazeta* (16 Feb. 2009) - <http://www.rg.ru/2009/02/16/kavkaz-rossia.html> (18/04/13).

⁵¹ Edward DANIEL Clarke, *Travels in Various Countries of Europe, Asia and Africa 6 vols* (London: [Cadell and Davies], 1811-1823).

⁵² Henry MAYHEW, *London Labour and the London Poor* (London: Charles Griffin, 1861), 166.

⁵³ Dedication in Robert Lyall, *The Character of the Russians, and a detailed History of Moscow* (London: T.Cadell, 1823).

permission;⁵⁴ and on 14 April, Johann George de Benkhausen (d.1844), the Russian vice-consul in London wrote to *The Times* protesting that the dedication was unauthorized.⁵⁵ Lyall added heat to the controversy with his response, published in the *Times* on 20 April, in which he proclaimed: “It is of little importance to me, that my work is considered “hostile to Russia,” if the world give me credit for impartiality, truth, and independence”.⁵⁶ On confirmation of the *ukáz* (a ban also imposed by Prussia⁵⁷) Lyall commented in the *Morning Chronicle*:

*“The idea of a Tsar of Russia sending a prohibition to Englishmen, from the banks of the Neva, is so preposterous, as to have excited universal laughter, ridicule, and contempt; and I cannot but lament that his Imperial Majesty should have been so ill-advised by his Cabinet Council, as, by the publication of such a proclamation... a scroll which Liberty, the goddess of Englishmen, would trample under foot.”*⁵⁸

In Britain, the issue inevitably ignited an animated debate between Whigs and Tories, who were already hotly engaged in a battle for and against parliamentary reform. *The Quarterly Review*, a journal founded in 1809 by eminent London publisher John Murray (1778-1843) to counteract the “radically bad” principles⁵⁹ of the popular Whig *Edinburgh Review*, founded in 1802, damned Lyall’s *Character of the Russians* in an anonymous review that appeared in December 1824. It first cast aspersions on Lyall’s ethnic origins and qualifications:

*“Dr. Lyall, we understand, is one of that numerous, and generally speaking, meritorious body of Scotch physicians (including surgeons and apothecaries), who, at a very small expense of money and study, are enabled to write M.D. after their names: he arrived at St. Petersburg pennyless and friendless, in search of what Scotland could not afford him.”*⁶⁰⁶¹

The reviewer considered the work to be “trash” and Lyall “a prejudiced person” whose “intellectual acquirements... have scarcely reached the point of mediocrity: the style is mean and vulgar, the facts brought forward (supposing them to be such) are selected without taste or judgment, and the arrangement of the subjects is wholly without skill. The descriptions are sometimes ridiculously

⁵⁴ From *Galignani’s Messenger*, quoted in Robert Lyall, *Travels in Russia, the Crimea, the Caucuses, and Georgia* vol.2 (London: T. Cadell, 1825), 519; see also Review of Lyall’s *Travels in Russia*, and Holman’s *Travels*, in *Edinburgh Magazine and Literary Miscellany* (June 1825) 688.

⁵⁵ G. Benhausen to the Editor of *The Times*, 14 April 1824, *The Times* (15 Apr 1824), p. 3.

⁵⁶ Lyall to the Editor of *The Times*, London, 19 April 1824, *The Times* (20 Apr 1824), p. 3.

⁵⁷ Review of ‘Holman’s *Travels in Russia, &c.*’ in *The Scots Magazine and Edinburgh Literary Miscellany* 16 (June 1825), p. 689.

⁵⁸ Robert Lyall to the Editor of the *Morning Chronicle*, London, 1 June 1825 quoted in *Idem*, *Travels in Russia, the Crimea, the Caucuses, and Georgia* vol.2 (London: T. Cadell, 1825), 521; see also Review of ‘Holman’s *Travels in Russia, &c.*’, 688.

⁵⁹ John Murray to George Canning, 25 September 1807, quoted in John Barrow, *An Auto-Biographical Memoir of Sir John Barrow, Bart, Late of the Admiralty: Including Reflections, Observations, and Reminiscences at Home and Abroad, from Early Life to Advanced Age* (London: John Murray, 1847), 493. The founders of the *Quarterly Review* included George Canning (later a Conservative Prime Minister), Robert Southey (later Poet Laureate) and the novelist Sir Walter Scott – “The Quarterly Review” - <http://www.quarterly-review.org/> (19/04/13).

⁶⁰ ANON, “Review of The *Character of the Russians*, and a detailed History of Moscow, &c. By Robert Lyall,” *Quarterly Review* 31 (30 Dec 1824), 146-7.

⁶¹ *Ibid*, p. 146; an abbreviated version of the *Quarterly Review*’s notice is repeated in the review of “The *Character of the Russians*” by Lyall in *The London and Paris Observer* 40 (Paris, 5 Mar 1826), pp. 141-3.

inflated.”⁶²

The reviewer, who also questioned Lyall’s characterization of Russians as generally licentious, indolent, and unscrupulous, was particularly affronted by Lyall’s denigration of Alexander and admiration of Napoleon – two former allies turned foes⁶³:

“I differ,’ says our modest author, “from the Emperor Napoleon – and it is not often that I would venture to differ from so high a political authority!” – a person “who (as Doctor Lyall gravely assures us) ‘had no other object at heart than the happiness of Europe!’”⁶⁴

He continued, quoting Lyall:

“Had Napoleon known as well how to have acted his part [as Rostopchin], we should have had no Holy Alliance, nor any occasion for such a coalition; and probably Europe would have been as happy under the sublime genius of the most extraordinary man that ever drew breath, as she is, fettered by the limited, depressive, degenerating policy of repeated congresses.”⁶⁵

The reviewer ended with a broadside against radicals and the democratic impulse in general:

“Dr. Lyall, and persons of his liberal way of thinking, are so accustomed to dabble in idle speculations on revolutions, and representative governments, and the sovereign will of the people, that we are not in the least surprised at his contradictory opinions with regard to Russia; but if he for a moment supposes that Russia is arrived at that state of general knowledge, which fits her for a deliberative assembly of her people chosen to represent the several interests of her widely extended empire, his residence in that empire must have tended little to the sanity of his political views. What possible good, we would ask, could be expected from the delegates of the various nations and clans of different manners, feelings, language, religions, and customs – of Cossacks – Calmucs – Kirgisses – Monguls – Muscovites, &c! Such an assembly, in attempting to make laws, and administer justice, to meet the views of their respective constituents, would create a confusion equal to that at the building of Babel.

The Emperor Alexander, who is unquestionably one of the best informed and most intelligent personages in his empire, is said to be fully impressed with the happy state of that monarch, the responsibility of whose acts rests solely on the heads of his advisers; but, at the same time, he is also aware that his forty-five millions of subjects are by no means in a condition to receive the great boon of representative government. Whatever his views may be, his measures are evidently preparatory to that desirable end. Those indeed who have attended to the change which has been gradually operating since the expulsion of the French from Russia are sanguine in their hope of such a regeneration in the government of that mighty empire, as must ultimately give freedom to all classes of her subjects, not by violently “tearing in pieces the political hydra,” as Dr. Lyall in one of his fits of splenetic and inconsistent philanthropy wildly

⁶² ANON, “Review of The Character of the Russians,” pp. 147-8.

⁶³ HARTLEY, *Alexander I*, 62-136; Conder, *Russia*, 11.

⁶⁴ ANON, “Review of The Character of the Russians,” p. 146.

⁶⁵ *Ibid*, p. 147.

recommends, but by those sure and quiet measures, which revolutionary enthusiasm cannot or will not see, but which are contemplated with pleasure by the wise and the good.”⁶⁶

By contrast, the staunchly Liberal *Edinburgh Review* supported Lyall, later in the debate declaring the *Quarterly Review* assessment of his first book a “pitiful tirade”⁶⁷ that summoned

“the whole tribe of sleek, pampered, over-fed sinecurists and place-men, to rally round their oracle, and to make a firm stand against the innovating spirit of the age. Marches there out some sturdy defender of the principles of public liberty, who has the audacity to teach, that kings were made for the people, not the people for kings? The Quarterly straightway fastens on him with its envenomed tooth, and if it can detect no flaw in his logic, no assailable point in his doctrine, it forthwith impugns his motives, insinuates obliquely against his character, dissects his style, fixes on him some odious nickname, and labours to hold him up to ridicule and contempt... It flatters Austria and Prussia, palters to Russia, and only vilifies and traduces the United States of America! In short, it is the advocate and defender of all that is rotten, corrupt, oppressive, and galling in the old and legitimate despotisms, while it misrepresents, abuses, and affects to treat with derision, whatever is most healthful, vigorous, and beneficial in popular government.”⁶⁸

The *Edinburgh Review* also allowed Lyall the space to respond to the *Quarterly Review*. Lyall was quick to emphasise the reputation of Scotland in general and Edinburgh medical training in particular:

“I was not aware that it was a degradation to be a Scotchman – to belong to that nation, which, in proportion to its population, has produced more men of great talents – a greater quantum of mind, if I may so speak, than any other under heaven. Neither did I know that it was a disgrace to be a Scotch-made Physician. If I were so, I should glory in the title. After serving a regular apprenticeship, I was educated in the University of Edinburgh, avowedly the most celebrated medical school in the world.”⁶⁹

He also recognized the attack from the *Quarterly* reviewer to be chiefly political:

“his object is evidently to make out that I am a Radical, because I every where show myself the friend of liberty, and the enemy of despotism. This only demonstrates his ignorance of my principles of moderation, and my complete determination to avoid political party.”⁷⁰

Further, he wrote in January 1826 that:

“His Majesty Alexander was the originator, and is the grand pillar, of the Holy Alliance, is known to all Europe. Had that confederacy of sovereigns performs the promised duty of “becoming the guardians of the welfare of Europe,” it would have received general approbation. But it has become the very Demon of illiberality and oppression; it has defeated itself, and will sink into merited

⁶⁶ *Ibid.* p. 166.

⁶⁷ *Edinburgh Magazine and Literary Miscellany* 95 (Jun 1825), p. 687.

⁶⁸ *Edinburgh Magazine and Literary Miscellany* 16 (Mar. 1825), pp. 305-306.

⁶⁹ “Dr Lyall’s Answer,” p. 307.

⁷⁰ *Ibid.*

oblivion.”⁷¹

And when news of the Tsar’s death in December 1825 reached Britain, Lyall issued (anonymously) what was tantamount to an appeal for a revolution in Russia:

“The late insurrection [on the ascent of Nicholas to the throne], however long prepared, and however well organized, was taken by surprise, and hurried into action by extraordinary events, and has been defeated for a time; but the Tsar and the Russians should recollect that the spark of revolution is not extinguished: on the contrary, the spirit of reform has extended from the borders of Poland to the walls of China, and from the Neva to the Araxes.”⁷²

Events subsequently took on a bizarre twist. In March 1825, Lyall had issued a challenge to the reviewer of his first book that has appeared in the *Quarterly Review*:

“I now publicly call upon the writer of the misnamed reviewal of my work... to come forward openly, and verify his statements respecting them and myself, or to make an apology for his conduct. Unless this is done, he must allow me to brand him with the name of LITERARY DEFAMER.”⁷³

After a hiatus of almost a year, Lyall took up the issue again. In early February 1826, possibly intoxicated by his reputation as the symbol of reform, Lyall challenged John Murray, editor of the *Quarterly Review*, to a duel for failing to reveal the name of the reviewer of his *Character of the Russians*.⁷⁴ As the publisher, Murray certainly had the right to keep the identity of his reviewer secret. He and William Gifford (1756 -1826), his dwarf-like chief editor, had decided from the outset that all articles appearing in the *Quarterly Review* would be anonymous, both on the principle that they were the property of the journal, and to protect the author from attack. Most articles appearing in the *Quarterly* were directed to Gifford, its editor, who on his deathbed in 1826 tried to ensure the continued anonymity of authors by ordering that all correspondence in his possession relating to the *Quarterly* be destroyed.⁷⁵ Thus Murray informed Lyall

“that he was only responsible as publisher for the contents of the Quarterly Review – that if Dr Lyall felt himself aggrieved by that periodical, he had his remedy by bringing an action at law – that the giving up the name of the writer of the Reviewal in question, would be to sacrifice his professional character; and twice he repeated, that if he heard any further about a challenge, he would answer it by a Bow-street officer.”⁷⁶

In this instance, the secret reviewer was none other than John Barrow (1764-1848), a highly gifted man of humble origins who accompanied the first British embassy to China (1792-94), served as Second Secretary to the Admiralty (1804-45),

⁷¹ [Robert Lyall], “The Late Russian Autocrat,” *New Monthly Magazine and Literary Journal* 16. 61 (Jan. 1826), 87; see also Wilson, *Muscovy. Russia through Foreign Eyes*, p. 190.

⁷² “Nicolas, Emperor of Russia,” *New Monthly Magazine and Literary Journal* 16. 63 (Mar. 1826), p. 295.

⁷³ “Dr. Lyall’s Answer,” p. 312.

⁷⁴ “Dr. Lyall and Mr. Murray the Bookseller,” *London and Paris Observer* 40 (5 Mar 1826), pp. 149-50; “Dr. Lyall and Murray the Bookseller, of Albemarle Street, Piccadilly” in *John Bull* 271 (20 Feb 1826), p. 60.

⁷⁵ Samuel SMILES, *John Murray a Publisher and His Friends. Memoir and Correspondence of John Murray with an Account of the Origin and Progress of the House, 1768-1843* (London: John Murray, 1891), vol.2, p. 176; Karl G. PFEIFFER, “The Authorship of Certain Articles in the Quarterly Review” *Philological Quarterly* 11 (1932), pp. 98-100; Hill SHINE and Helen CHADWICK-SHINE, *The Quarterly Review Under Gifford. Identification of Contributors 1809-1824* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1949), XVII-XVIII.

⁷⁶ “Dr. Lyall and Mr. Murray the Bookseller,” p. 150; “Dr. Lyall and Murray the Bookseller, of Albemarle Street, Piccadilly” in *John Bull* 271 (20 Feb 1826), p. 60.

and with fellow naval officers John Franklin (1786-1847) and Francis Beaufort (1774-1857) founded the Royal Geographical Society (1830), and wrote the Mutiny of the Bounty (1831).⁷⁷ Murray considered Barrow who, over his entire career as reviewer wrote over 190 pieces,⁷⁸ to be “one of the pillars of the Review.”⁷⁹ In his turn, and despite his later avowal that “In all my critical labours, I avoided touching upon politics as much as possible,”⁸⁰ Barrow was a devotee of the ideals of the *Quarterly Review* which, he noted, “were adopted from its commencement, are founded on religion and morality, on loyalty to the throne, and patriotism to the country”⁸¹ and fundamental in “counteracting the more than Jacobinical poison scattered most industriously through the pages of the ‘Edinburgh Review.’”⁸² At the same time, Barrow, who had served in high office in the navy, was an inveterate opponent of Napoleon. Indeed, it was he who in 1815 suggested that Napoleon be exiled to St. Helena.⁸³

Lyall gained further renown and considerable notoriety for his intervention in the the *Gardner Peerage case, which came before the House of Lords in 1825, and which hinged on Lyall's “expert” medical evidence about the duration of human pregnancy.*⁸⁴ Seizing the opportunity created by the publicity surrounding the case, Lyall published a book in 1826 which gained a considerable academic reputation,⁸⁵ but which also contained a highly controversial passage:

“We see only one speedy and sure method of determining satisfactorily the knotty point in question [i.e. the duration of pregnancy], and we do not doubt that generations yet unborn will reverence our memory for our ingenuity in devising it. We recommend that a spacious building shall be immediately erected, in a healthy site, in the environs of this metropolis, which shall be surrounded by walls at least 100 feet in height; - that all aeronauts shall be forbidden from approaching the same edifice upon pain of death; that no males, except the privileged, shall have admission; that it shall be put under the care of a proper number of virtuous matrons selected from nunneries; and that the whole shall be governed by monastic regulations. This superb establishment shall be denominated, THE EXPERIMENTAL CONCEPTION HOSPITAL, in coincidence with its destination. Besides apartments for matrons, offices, &c., this institution shall contain separate rooms for fifty virgins, between the age of fourteen and forty-five, and for fifty unmarried women, who may have borne children, between the age of fifteen and forty-

⁷⁷ BARROW, *Auto-Biographical Memoir*; Christopher LLOYD, *Mr. Barrow of the Admiralty* (London, Collins, 1970); “Royal Geographical Society” – http://en.wikipedia.org/wiki/Royal_Geographical_Society (19/04/13).

⁷⁸ BARROW, *Auto-Biographical Memoir*, p. 502; Shine and Chadwick-Shine, *Quarterly Review Under Gifford*, XIII-XVII.

⁷⁹ John Murray to John Barrow, 10 January 1840, quoted in Barrow, *Auto-Biographical Memoir*, p. 502.

⁸⁰ BARROW, *Auto-Biographical Memoir*, p. 504.

⁸¹ *Ibid.*, p. 492.

⁸² *Ibid.*, p. 494.

⁸³ Liverpool to Castlereagh, 15 July 1815, quoted in Lloyd, *Mr. Barrow*, p. 90.

⁸⁴ Alfred Swaine TAYLOR, *A Manual of Medical Jurisprudence* (Philadelphia : Hemry C. Lea's Son & Co., 1880), p. 699.

⁸⁵ See e.g. RYAN, “Lectures on Obstetrics, and Diseases of Women and Children,” *London Medical and Surgical Journal* 1.8 (19 Mar 1836), 231; Samuel Merriman, *A synopsis of the various kinds of difficult parturition : with practical remarks on the management of labours* (London: John Churchill, 1838) XXVI; M.A. CROWTHER and Brenda M. WHITE, “Medicine, Property and the Law in Britain 1800-1914” *The Historical Journal* 31.4 (1988), pp. 860-1.

five. The directors of the hospital shall appoint ten of the most distinguished healthy physician-accoucheurs of London, between the age of twenty and fifty, each of whom shall be destined to administer physic and consolation to a certain number of these females, during a single nocturnal visit. The clerk of the hospital (one of the matrons of course) shall keep an exact register of all operations, and the results of the experiments shall be freely communicated to the world for the advantage of society, and especially for the purpose of affording our good British Parliament sure data upon which they shall be able to construct precise and just laws with regard to the legitimacy or illegitimacy of all children born in these realms, after the year 1830.”⁸⁶

The *Lancet* commented of this:

“Fifty virgins, and fifty unmarried women, in all 100 souls, - just five virgins and five women for each accoucheur’s “operations,” during a single nocturnal visit!” *Labor ipse voluptas, may be truly said; but we are apt to believe that few practitioners carry about with them enough of the “physic and consolation” to the dispense the Doctor’s prescription, at least we should prefer “private practice” to the laborious “privileges” of the Hospital staff?*⁸⁷

Thus, by 1826, Lyall had acquired considerable fame as a medical expert and symbol of mounting liberal pressure for political reform. In a society where patronage rather than merit decided all positions of influence, he was very aware that his future, and that of his large family, depended on the outcome of the General Elections to be held in mid-1826. Should the Liberals push the Tories from power, he stood to be appointed to a high salaried and influential position. Should the Tories maintain power, his prospects were bleak. Clerk of the Privy Council, Charles Greville (1794-1865) commented: “The elections have been particularly violent and the contests very numerous.”⁸⁸ The elections, which lasted over a month, from 7 June to 12 July 1826, saw the Tories under Robert Banks Jenkinson (1770-1828), 2nd Earl of Liverpool, notch up their fourth successive win over the Whigs with an increased majority. This marked a turning point for Lyall. On 8 November 1826, he wrote to George Canning (1770-1827), the Foreign Secretary, announcing that “being baffled in my plans at home, an application will be immediately made in my favour to Earl Bathurst by some kind friends, as I wish to fix myself and my family in one of our colonies.”⁸⁹ The “friends” referred to probably included Richard Butler, 2nd Earl of Glengall (1794-1858), and possibly Peter Roget (1779-1869). Henry Bathurst, third Earl Bathurst (1762-1834), *Secretary of State for War and the Colonies from 1812-27, was a friend of Gifford and supporter of the Quarterly Review.*⁹⁰ He was thus quite aware of the controversy surrounding Lyall. However, he was also a Tory of the old school and broadly sympathetic to Wilberforce

⁸⁶ Robert LYALL, *Introduction to The Medical Evidence Relative to the Duration of Human Pregnancy: As Given in the Gardner Peerage Cause, Before the Committee for Privileges of the House* (London: [printed for Burgess and Hill], 1826), XVII.

⁸⁷ Review of “Medical Evidence relative to the duration of Human Pregnancy, as given in the Gardner Peerage Cause, before the Committee for Privileges of the House of Lords in 1825-6, with introductory remarks and notes” (London: Burgess and Hill, 1826), by Robert Lyall in *The Lancet* 10.144 (June 1826), pp. 289-300.

⁸⁸ Entry, 2 July 1826, in Charles C. F. Greville, *The Greville Memoirs. A Journal of the Reigns of King George IV and William IV*, vol.1 (New York, D. Appleton, 1875), p. 83.

⁸⁹ Quoted in Edward J. Stapleton (ed.), *Some Official Correspondence of George Canning*, Vol. 2 (London: Longmans, Green, and Co., 1887), p. 22.

⁹⁰ BARROW, *Auto-Biographical Memoir*, p. 507.

and the evangelicals.⁹¹ He treated the request favourably and appointed Lyall to assume the post of British Resident Agent in Madagascar left vacant by the death of Hastie. In early January 1827, the *Literary Gazette* announced:

“Dr Lyall, whose work on Russia will be the more valued the more information we have from that country, has, we are glad to see it mentioned in the newspapers, been appointed to a situation at the court of Radamah, king of Madagascar where the talents of the resident will find ample scope for their exercise in investigating the natural history of the country, as well as in investigating such other matters as attract a literary and inquiring mind.”⁹²

In March 1827, the *Times* specified the objectives of his mission:

“Dr Lyall is appointed to proceed to the Court of Radama, King of Madagascar, in the double capacity of successor to the late Agent of Government, and Physician. The Doctor's chief duty will be to see that the treaty respecting the abolition of the slave trade, between England and his sable Majesty, shall be duly maintained; but he means to devote his leisure to the natural history of the island.”⁹³

And in 1828, it was announced in the House of Commons under the heading “Outfit and Equipage of Ministers, &c. at Foreign Courts”:

“Dr. Lyall; to provide for the expense of his outfit on proceeding to undertake his mission as British Agent to Madagascar, and to enable him to provide himself with such scientific instruments and other articles which he might require while employed upon this mission. £200.”⁹⁴

III) THE BRITISH AGENT IN MADAGASCAR

His new appointment transformed Lyall from Scottish beacon of political radicalism to a British Agent promoting the imperial policy of the Tory Party. Thereafter, he rejected any concept of liberal rights in favour of strict adherence to the established hierarchy in which he, as the representative of the English monarch in Madagascar, governed all British policy and personnel in the island. On 23 June 1827, Lyall sailed with his family from London, and on 2 October reached Mauritius, the base for his mission to Madagascar. This occurred in two distinct phases: from mid-1827 to mid-1828 during which time he met Radama I at Tamatave, the chief east coast port of Madagascar, and forged close relations with the government authorities on Mauritius; and from August 1828 to April 1829 when he tried to establish his mission at the Merina court.

Prior to Lyall's arrival, Lowry Cole (1772-1842), Governor of Mauritius, sent his nephew, Lieutenant Henry Cole (1800-1827), to Tamatave where, in July 1827 he unsuccessfully attempted to persuade Radama I to break a monopolistic trade agreement he had reached with the Mauritian (and thus “British”) firm of Blancard &

⁹¹ Keith WINDSCHUTTLE, “Abolition of the Slave Trade: the Australian Connection” Quadrant (April 2007) - <http://www.sydneyline.com/Abolition%20of%20slave%20trade.htm> (19/04/13).

⁹² “Varieties” in *The Literary Gazette, and Journal of the Belles Lettres, Arts, Sciences, &c.* 520 (6 Jan. 1827), 173; see also the *Morning Chronicle* 17938 (14 Mar. 1827).

⁹³ *The Times* (14 Mar 1827), 3; repeated in “Mission to Madagascar,” *The Asiatic Journal* (1 Apr. 1827), p. 587.

⁹⁴ “Sum expended under the head of Civil Contingencies, in 1827” in *Journals of the House of Commons* vol.83 (1828) ([London]: House of Commons, 1828), 683.

Cie., in contravention of the free trade spirit of the 1820 Britanno-Merina treaty. Cole died suddenly, probably of malaria, on 28 July 1827 and was buried at Tamatave. From the start, Lyall sought to assert his status. He sailed to Madagascar aboard the British warship HMS *Erin* and, on reaching Tamatave, which Radama was visiting, insisted that the Malagasy authorities provide horses for his use.⁹⁵ He then made preparations for his first encounter with the Merina sovereign. The details are recorded in his diary:

Having heard a great many reports at the Mauritius, and also numerous details of affairs from Mr. Campbell, which gave me the idea that the British Government had already done too much for Radama, and that the sycophants by whom he was said to be surrounded, by their fulsome praises, well-tuned flattery, and detestable deceit, had actually made the King forget himself, I determined to make my landing in Madagascar as imposing as possible. Well aware that parade and show – Gold and silver, brilliant uniforms and gaudy colours – generally speaking, have a great effect upon the minds of men, and an extraordinary influence over the opinions of savages and semi-barbarians; and bearing in mind, how much depends upon first impressions, I now was happy that I had expended a good deal of money for my equipment, and had it in my power to appear in a respectable manner at the Court of Radama.

*Having also learned that Radama had now assumed a haughty, independent, and authoritative tone and demeanour – that he imagined himself the greatest Monarch upon earth – that he seemed quite intoxicated with his power at home, and his renown [sic] abroad – and that he had treated the British Envoys, the late Mr. Cole and Mr. Campbell, with much indifference, neglect, and indignity, I had taken the resolution, from the moment of my arrival, to act with great caution, dignity, and independence, but at the same time, with every becoming deference and politeness, to treat at first with nobody but the King himself and, as Representative of His Majesty, the King of England, to claim precedence of every one at the King of Madagascar's Court.*⁹⁶

Shortly after his meeting with Radama, Lyall sailed for Mauritius. He returned to Madagascar in July 1828, intent upon establishing his post at the Merina court, as resident British Agent but on reaching Antananarivo on 1 August 1828 learned that Radama had died a few days earlier (on either 27 or 28 July).⁹⁷ Radama was succeeded by Ranavalona who kept Lyall at a distance. She had still not granted him an audience by mid-October when, in her first major address as monarch to the European residents of Antananarivo, Ranavalona chose to communicate through David Jones and David Griffiths, the veteran Welsh founders of the LMS mission to Imerina, rather than through Lyall. This constituted a major snub to Lyall's claim as British Agent to represent all British subjects in the island. He was, predictably, greatly offended.⁹⁸ On 29 November, Ranavalona sent Lyall a message indicating her formal rejection of the British treaty, prompting Lyall to write "My position is upon the whole disagreeable. I am not officially recognized by the Sovereign."⁹⁹ In mid-January 1829, Lyall noted

⁹⁵ "Journal of Mr. Lyall's Mission to Radama, King of Madagascar, in 1827," 4-5, 8b –British Library, Add ms 3408.

⁹⁶ *Ibid.* 9b-10a.

⁹⁷ Gwyn CAMPBELL, *David Griffiths and the Missionary "History of Madagascar"* (Leiden: Brill, 2012), p. 712.

⁹⁸ Entry for 13 Oct 1828, Lyall, "Diary 1828-1829" – National Archives, Kew (henceforth NAK), CO167-116.

⁹⁹ Entry for 29 Nov 1828, Lyall, "Diary 1828-1829" – NAK, CO167-116.

that “Different *ruses* have been employed to know ‘when I was going to Mauritius;’ but I perceived their drift and, in a very easy way, gave evasive answers to all questions, adding ‘I am not my own master; I must be guided by the orders of Government.’”¹⁰⁰ A few days later, he informed the English missionary Joseph Freeman, a close friend and supporter of Lyall, that his missionary colleagues (a reference to Jones and Griffiths) needed to submit to his authority as British Agent that the “English name may not be sullied.”¹⁰¹ In mid-February, in reference to what Lyall perceived to be the political interference of Jones and Griffiths, he wrote to the Governor of Mauritius:

“My situation here is most disagreeable, at a barbarous Court, and among European intrigues. The Skid [i.e. sikidy] governs the former, and the latter are totally destitute of principle. I should be glad to act with the Malagashes alone; but, I perceive, the tricks of those who call themselves Europeans in some of the measures of Government. I have, however, baffled many of their plans, by patience, watchfulness, anticipation, determination, and spirit; and by the same weapons it is probable that I have even neutralized some of the decrees of the Gods.

*The want of knowledge of etiquette here has made me sometimes assume high ground in order to maintain my own dignity and respectability, and that I might neither compromise the character of our King, of our Government, nor of our Country.”*¹⁰²

On 1 March 1829, Lyall again wrote to Mauritius with reference to both the Merina court, and Jones and Griffiths whom he accused of “interference” and “insolence”:

“I find it absolutely necessary to stand upon high ground with the Malagashes in respect of rank, conduct, correspondence, &c. for, with even greater ignorance they, especially the officers of the army, demonstrate all the pride and consequence of the Turks...

*I propose for Your Excellency’s approbation that in future I shall be called simply “British Resident”; a name more dignified than either British Agent or British Resident Agent... The announcement of this change, as a higher rank, granted me by Government, through Your Excellency, to the Queen, I am confident would have a good effect in future affairs, and therefore I hope that my proposition may merit approval.”*¹⁰³

On 9 March, Lyall noted in his diary: “I am quite certain that the Government here is wishing, and seeking a pretext to give me notice, that ‘I may return to Mauritius.’”¹⁰⁴ The same day, he wrote to Ranavalona:

“By a letter addressed by the Right Honorable the Earl of Bathurst to His late Majesty, Radama, of Glorious Memory; by a 2nd letter addressed by His Excellency, Sir. G.L. Cole, late Governor of the Mauritius (dated the 29th of September 1827); and by a 3rd communication from the same, to His Majesty; Radama was informed of my appointment by King George the Fourth, as British Resident Agent at the Court of Tananarivou; and, as such, I was duly received,

¹⁰⁰ Entry, 15 Jan 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” - NAK, CO 167-116.

¹⁰¹ Lyall to J.J. Freeman, 20 Jan 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” - NAK, CO167-116.

¹⁰² Lyall to Colville, Tananarivou 10 Feb 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” - NAK, CO167-116.

¹⁰³ Lyall to Colville, Tananarivou 1 Mar 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” - NAK, CO167-116.

¹⁰⁴ Entry, 9 Mar 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” - NAK, CO167-116.

recognized, and treated in the most distinguished manner by the late Monarch at Tamatave in the months of October and November of the year 1827...

I find it necessary here to add that, as I was appointed to fill the high Station of Resident at the Court of Madagascar, my Sovereign and Master alone can deprive me of that title, and so long as I continue faithfully to perform the functions of my Situation, I hope to merit general approbation. For this reason, I use my title in all official transactions, and not with a view to excite any uneasy or improper feelings in Your Majesty...

I have also to solicit that while here alone, representing a Mighty Nation and a most powerful Monarch in connexion with Sir Charles Colville G.C.B., Governor of Mauritius &c. &c. &c., that Your Majesty will cause all due distinction to be rendered to me, so long as I remain in Madagascar – By submitting to indignity, I should render myself unworthy the place I hold in His Britannic Majesty's Service and of the confidence of Government.”¹⁰⁵

Finally, on 25 March 1829, Ranavalona had Lyall arrested for sorcery, and in April she ordered him to leave the island. In June 1829, Lyall sailed to Mauritius where, until his death of malaria on 23 May 1831, he forlornly continued to use his title of “British Resident Agent to Madagascar.”¹⁰⁶

CONCLUSION

Hitherto, all published accounts of Robert Lyall have focussed on his short-lived role as British Agent to Madagascar, and have been used chiefly to highlight the conventional Eurocentric interpretation of Ranavalona I as a highly superstitious and xenophobic ruler. By contrast, this paper examines the upbringing, training and early career of Lyall. It reveals that from an early age he imbibed a singularly Scottish tradition of political radicalism, which was further developed during his time in Manchester and in Russia. Indeed, in a series of books published from 1823, Lyall’s condemnation of tsarist autocracy and calls for political reform, led him to become a highly public symbol of radicalism in the lead up to the 1826 General Elections in Britain. A Tory win in those elections doomed the hopes he had of obtaining a lucrative sinecure under the Liberals, but he did appeal successfully for a government post overseas, being appointed British Resident Agent to the court of Radama I of Madagascar. Thereafter, Lyall shed his radical beliefs, embraced his new role as representative of the English monarchy and the imperial interests of an unreformed Tory government. However, upon reaching Antananarivo, the seat of Merina power, he discovered that the Radama I had died, that Welsh missionaries Jones and Griffiths refused to submit to his authority, and that Ranavalona I, the new monarch, rejected the 1820 British treaty, and with it Lyall’s position as Resident British Agent. In 1829 he was expelled from the island, and in 1831 died on Mauritius of “Malagasy fever” (malaria).

¹⁰⁵ Memorial of Robert Lyall Esqre., British Resident Agent, addressed to Her Majesty Ranavalona, Queen of Madagascar, Tananarivo, 9 Mar 1829 - NAK, CO167-116.

¹⁰⁶ Lyall to Colville, Ambouihainou, 31 Mar 1829, Lyall, “Diary 1828-1829” – NAK, CO167-116.

A FORGOTTEN « HYBRID » ART : THE CARVED BED PANELS OF NINETEENTH-CENTURYIMERINA

Sarah FEE
Curator

Departement of World Cultures
Royal Ontario Museum, Toronto, Canada

Noël J. GUEUNIER
Maître de conférences
Ancien enseignant aux universités
de Toliara et de Strasbourg

Résumé : De nos jours, la gravure sur bois des Zafimaniry, des Sakalava et des Mahafale sont les plus connues des traditions artistiques de Madagascar. Ce sont aussi les mieux diffusées que ce soit dans le pays ou à l'extérieur. Il n'en allait pas de même dans les années avant 1950. Les spécialistes et les amateurs d'alors admiraient une sorte de gravures bien différente : les « bois de lit » merina. Depuis cette époque, ces panneaux de bois gravés, parfois sculptés en bas relief, ont largement cessé d'attirer l'attention. Le propos, modeste, de cet article est d'une part de raviver l'intérêt pour l'art ancien du bois en Imerina, et d'autre part de rediscuter les interprétations qui avaient été proposées alors de l'iconographie (assez surprenante) de ces œuvres. Les auteurs de l'époque coloniale croyaient pouvoir identifier facilement leurs thèmes, leurs personnages, et aussi leurs origines. Un examen de la bibliographie, des objets conservés, et des textes historiques qui s'y rapportent nous amènent à mettre en garde contre les hypothèses un peu rapides qui avaient été émises sur leurs datations, l'identification de leurs motifs, et leurs significations. Ce qu'on peut retenir sans craindre de se tromper est que la tradition des « bois de lits » gravés, développée dans le courant du XIX^{ème} siècle, a été associée aux changements rapides que connaissaient alors l'habitat et le mobilier, à des marques de statut social nouvelles, et aussi à une tendance générale vers l'adoption d'un style esthétique plus réaliste.

Mots-clés : culture matérielle, Merina, bois sculptés, lits, art.

Abstract: Today, the woodcarving of the Zafimaniry, Sakalava and Mahafale is the best known and most widely visible of Madagascar's traditions. But, before 1950, connoisseurs admired as well another kind of carving: the wooden bed panels of the Merina. Since that time, these panels have been largely lost from view. The modest objective of this article is to renew interest in historic Merina woodwork, and revisit

earlier speculations concerning the inspiration for their intriguing iconography. Although early authors confidently identified the scenes and figures and origins of the bed panels, following our review of the literature and a study of the known examples and historic texts, we caution against prematurely dating pieces, identifying motifs, or ascribing them meaning. What can be safely said is the tradition of carved Merina bed panels flowered in the nineteenth century, tied to rapid changes in domestic interiors and furnishings, to changing markers of status, and to a general shift toward realism in Malagasy arts.

Keywords: material culture, Merina, wood carving, beds, art

Today, the woodcarving of the Zafimaniry, Sakalava and Mahafale is the best known and most widely visible of Madagascar's traditions, both inside and outside of the island. But, before 1950, connoisseurs admired as well another type: the carved wooden bed panels of the Merina¹. Since that time, these panels have been largely lost from view².

The modest objective of this article is to renew interest in historic Merina carving, and revisit earlier speculations concerning the inspiration for their intriguing iconography. In this, we rely heavily on the objects themselves. The recent initiative of museums worldwide to place their collections online allows scholars unprecedented access to the pieces themselves. But the nineteenth-century written record remains largely silent on the boards: who made or used them, and what their motifs represented or signified. We therefore caution against prematurely dating pieces, identifying motifs, or ascribing them meaning. What can be safely said is the carved bed panel flowered in the nineteenth-century, tied to rapid changes in domestic interiors and furnishings, to changing markers of status, and to a general shift toward realism in Malagasy arts.

I) THE WIDESPREAD WOOD CARVING TRADITIONS OF MADAGASCAR AND CHANGING ACADEMIC FASHIONS

Although today associated with only select peoples of the island, woodcarving in the past was widespread in Madagascar³. Shaping wooden objects formed part of men's work, and objects of daily life were often artfully incised. The Betsileo, for instance, were observed to "carve geometric designs which are quite decorative not only on their funerary stelae, but also on the central posts of their homes, on the windows, shutters, bed boards, honey jars, water jar stands, handles of spoons, calabash and tobacco boxes"⁴. Elsewhere, men might additionally carve designs on wooden shelves, hair combs, mortars, lamp stands, shields, canes, headrests, coffins, wooden plates, weaving tools, trays and beds⁵.

¹ The historic Merina term for these carved boards is not known. *Hazu fisaka*, which appears in MQB catalogue records, simply means "board, plank."

² Interestingly, what appears to be a detail of a Merina bed board serves as the cover design for *Omaly sy Anio*, the journal of the History Department of the University of Madagascar, Antananarivo, published since 1975.

³ Early representatives of the London Missionary Society did not always provide flattering reviews of Malagasy woodcarving, perhaps because the Society's earliest proselytizing had been carried out in the Pacific islands where this art reached exquisite heights. SIBREE (1870, *Madagascar and its People. Notes of a Four Years' Residence*. London: The Religious Tract Society, p. 225) nevertheless exaggerated when he claimed a near "utter absence" of carving in Madagascar : "In one respect the Malagasy differ remarkably from all the Malayo-Polynesian tribes, which they so much resemble in other points, and that is, in the almost utter absence amongst them of the carver's or sculptor's art."

⁴ Alfred GRANDIDIER et al., 1928. *Histoire Physique, Naturelle, et Politique de Madagascar*, vol. 4, *Ethnographie de Madagascar*, vol. 4. Paris: Hachette et Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, p. 259.

⁵ Pierre CAMO, 1923. « Notes sur l'art indigène de Madagascar », *Latitude-Sud 18°. Cahier de littérature et d'art*, 2 : 1-10 ; Jacques FAUBLEE, 1946. *L'Ethnographie de Madagascar*. Paris : Editions de France et d'Outre Mer ; Anne LAVONDÉS, 1961. *Art Traditionnel Malgache: introduction à une exposition*.

In addition to the utilitarian, decorative, and geometric, Malagasy men sculpted three-dimensional objects associated with ancestral rites and healing, notably talismans (*ody, aoly*) and funerary art. The Sihanaka, Bara, Betsileo, Tanosy, Tandroy, Sakalava and Mahafale all historically had traditions of carving large wooden cenotaphs or tomb art, often in anthropo or zoomorphic forms. Sakalava and Mahafale funerary carvings are today the mostly widely known and praised. This in no small part relates to the “primitivist” aesthetic that emerged in the West from the 1910^s. Attempting to break with western academic art and society, European avant-garde artists looked to nonwestern arts for inspiration, usually seeking out what they thought to be the most removed from the West, and the most spiritually powerful. Not coincidentally, it is a Sakalava funerary sculpture, formerly owned by the avant-garde British sculptor Jacob Epstein, that was chosen to represent Madagascar at the Louvre in 2004⁶.

By the early 1920^s, members of the French intelligentsia resident in Madagascar were aware of the métropole’s growing fascination with “*l’art nègre*”⁷. Yet they retained a wider appreciation of woodcarving. Indeed some authors considered Sakalava sculpture to be rather crude, and relatively recent⁸. They praised instead Merina carved bed panels as a more “ancient” tradition and the pinnacle of the Malagasy woodcarver’s skill. What were these panels, and why would they elicit admiration ?

II) BEDS AND STATUS

Historically, in most areas of Madagascar, people did not use bedsteads. As a missionary observed in the 1860^s “*a Malagasy does not think a separate room at all indispensable for a sleeping apartment ; nor is a bed, in our sense of the word, an absolute requisite for his comfort. With a thin mat of straw he lies down contentedly on a hard floor*”⁹. This observation held true for Imerina in the first quarter of the nineteenth-century: “*In general, a coarse and strong matting, spread on the earth, constitutes the bed, table, and floor of the inhabitants*”¹⁰. To this day, sleeping on the floor remains the practice for many in the island.

Nineteenth-century sources tell us that beds were rare on the coast, and more common in Imerina, Betsileo and Sihanaka territories, a fact which some attributed to the cooler climate of the central highlands: a bed provided elevation from the damp ground and freed space for keeping livestock or storing goods¹¹. Into the mid nineteenth-century, houses in the central highlands (as throughout the island) consisted in a single rectangular room, thus making the bed (where used) a major focal point of the house interior.

Antananarivo: Institut de recherche scientifique de Madagascar.

⁶ Ironically, the latest work on Sakalava sculpted wooden funerary art by Sophie GODEFROIT and Jacques LOMBARD (2007, *Andolo. L’art funéraire sakalava à Madagascar*. Paris: Biro IRD) suggests that this artform was in fact a recent or invented tradition, and one influenced by European contact. The authors assert that it was the increased availability of fine carving tools from Europe from the late nineteenth-century that made possible the fine sculptures that collectors, dealers and artists have included under the rubric of “primitive art.”

⁷ See, for instance, CAMO 1923, *op. cit.* and Paul CAMBOUÉ. 1928. «Aperçu sur les Malgaches et leurs conceptions d’art sculptural », *Anthropos* (23) : 1-18.

⁸ R. BOUDRY, 1933. « L’art décoratif malgache », *Revue de Madagascar* (2), p. 39

⁹ James SIBREE, 1870. *Madagascar and its People. Notes of a Four Years’ Residence*. London: The Religious Tract Society

¹⁰ William ELLIS, 1838. *History of Madagascar*. 2 vols. London: Fisher, Sons, I p. 94.

¹¹ GRANDIDIER et al., 1928, *op. cit.* p. 259 ;Sakalava royalty, too, employed beds, James Hastie observing “neat bedsteads” in the home of Boina King Andrianasolo (in ELLIS, 1838, *op. cit.* II, p. 331).

The early Malagasy bed seems to have taken a number of shapes and styles. Amongst the Betsileo, it could be a closed cubicle: “*The bedstead is generally made of wood reaching from the ceiling to the floor, and paneled all round, except a small opening, very like the door of the house, through which the occupant creeps when he enters or rises*”¹². Amongst the Sihanaka, some houses contained a “*high bedstead consisting of some rush mats laid on cross-pieces of wood supported by four poles raised five or six feet above ground*”¹³. Early sources on the Merina reveal only that it was large, square, “*turned from dark wood*” and “*fixed in the northeast corner [of the house]*”¹⁴. Ellis¹⁵ explained that the bedstead was “*a fixture, the parts being driven into the ground*”. More research is necessary, but early descriptions of Merina beds as fixed structures in house corners suggest that originally they were not discrete furniture, but were instead an extension of house wall construction, a sort of shelf. In fact, linguistic evidence from across the island points to the bed having perhaps originated as part of the shelves used for storing goods: early terms for the bed (*kibany, farafara, kitrele*) are synonyms for shelves, or platforms, generally something flat and raised¹⁶.

But bedsteads were more than utilitarian objects, or a matter of luxury or comfort. Instead, beds materialized notions of rank and status and their cosmological underpinnings, reserved for elders, nobles, and rulers. As numerous studies have shown, the binary opposition of up/down is key to conceptualizing and performing hierarchy in Madagascar. Superiors (ancestors, kings, elders, men ...) physically place themselves above their subordinates. The bed was a means to this end. Its stature was increased by its placement: in Imerina, the bed was placed in the northeast corner of the house, the most sacred space. Associated with mystical strength and the ancestors, the northeast corner was reserved for storing talisman (*sampy*) and ancestral possessions and as the seating area for male elders¹⁷. The combination of height and orientation made the bed a prime manifestation of authority. It was allowed only to the eldest couple (e.g. grandparent) in the household, to nobles and rulers. Indeed, a bed’s height was commensurate with the owner’s social and political standing, the tallest beds being accorded to sovereigns¹⁸. James Sibree¹⁹ described a royal house in Ambohidratrimo as follows:

“*The roof is supported by three enormous posts, fifty or sixty feet high to the ridge, and nearly two feet in diameter. At one corner of the house is a square*

¹² G.A. SHAW, 1878. « The Betsileo: Country and People », *Antananarivo Annual* (3), p. 83.

¹³ C.F. MOSS, 1876. « Over Swamp, Moore, and Mountain: Being the Journal of a visit to Antongodrahoja, and home by Ambatondrazaka », *Antananarivo Annual* (2), p. 17.

¹⁴ SIBREE, 1870, *op. cit.* p. 204

¹⁵ William ELLIS, 1858. *Three visits to Madagascar during the years 1853-1854-1856: including a journey to the capital : with notices of the natural history of the country and of the present civilization of the people.* London: John Murray, p. 377.

¹⁶ A rumour current in 1960^s Madagascar held that a French colonial administrator had obtained one of his bedboards by removing it by saw from the house where he had been lodged by a Merina village chief (without bothering to inform the chief of his act); if the piece was truly removed with a saw, it would imply that the board was fixed, rather than mobile. Note that such reprehensible collecting practices were not peculiar to Madagascar but famously occurred elsewhere, as reported by Michel Leiris for Mali in *L'Afrique fantôme*.

¹⁷ François CALLET, 1908 [1878]. *Tantara ny Andriana eto Madagascar. Documents historiques d'après les manuscrits malgaches.* Antananarivo : Imprimerie Officielle, pp. 54-55 ; Joseph MULLENS, *Twelve Months in Madagascar.* Second edition, London: James Nisbet & Co, p1875, p. 244; SIBREE 1870, *op. cit.* p. 225 ; See, Jean-Louis ACQUIER (1997, *Architectures de Madagascar.* Paris : Berger-Levrault-Arthaud, p. 100) for useful diagrams showing the variety and contextual nature of household seating in Madagascar.

¹⁸ The auspicious and noble properties of the raised bed are evident in certain healing ceremonies (*bilo, sandrasite*) in the south and west of Madagascar, whose culminating moment has the patient climb a ladder to a raised platform, called *kitrele*, which is the same term used for “bed.”

¹⁹ SIBREE, 1870, *op. cit.* p. 176

*platform raised by posts ten or twelve feet above the ground. We were informed that this strange structure was the bedstead of the chief formerly the lord of the town and the surrounding country. Wondering how he managed to get into bed, we were pointed to one of the posts supporting the platform, which was notched at the angles. This served as a ladder for ascending to this couch*²⁰.

The beds in Andrianampoinimerina's palaces at Ambohimanga (Mahandrihono) and Antananarivo (Besakana and Mahitsielafanjaka) conform to this description, although Jully²¹ records the bed in the last palace was located just 2.5 meters from the ground. Quite possibly it was carved with geometric designs (*ibid*)²². However, it appears that into the end of the eighteenth-century, spatial considerations, rather than decoration, spoke the status of the bed owner. This would change in the early nineteenth-century, with the introduction of new signs of wealth, status, artisanal skills and iconography.

III) MERINA BED BOARDS (*BOIS DE LIT*)

In the study of Merina *bois de lit*, we dispose of four types of sources:

1- a few oblique contemporary passages from the nineteenth-century.

2- early short notices by Camo (1923), Camboué (1928), Fontoynont (1931)²³, Waterlot (1931)²⁴ and Boudry (1933)²⁵. Subsequent works generally took the bulk of their information from Camo, Fontoynont and Waterlot.

3- illustrations in Camboué (1928), Boudry (1933), Fontoynont (1931) and the catalogue of a 1960 exhibition in Antananarivo, "Madagasikara. Regards vers le passé" (likely authored in large part by Charles Poirier). Fontoynont's work includes the greatest number, 18 pieces from his private collection.

4- specimens and rubbings in museum collections: the Musée du Quai Branly (France), Musée d'Art et d'Archéologie (Madagascar), Barnes Foundation (USA), the British Museum (UK), Israel Museum (Tel Aviv)²⁶. The largest collection is today at the Musée du Quai Branly (MQB): 51 pieces, which include 25 objects and 26 rubbings. It inherited these works from two earlier museums, the former Musée de l'Homme and Musée des Arts de l'Afrique et de l'Océanie. Donors include Georges Waterlot, Raymond Decary, Jacques Faublée and Charles Poirier. The conditions under which the pieces (and rubbings) were collected in Imerina, could not be ascertained by the authors, but are crucial for future research.

According to early authors, the carved Merina bed panel formed the lateral (western) side of the bed that faced the room ; the second (eastern) lateral side (being pushed against the wall) was left uncarved. But if our supposition is correct, that the

²⁰ The *Tantara ny Andriana* attributes several royal deaths to falls from these elevated beds: King Andrianjaka murdered his rival brother by pulling him from his bed 15 feet above the ground, while King Andrianamasinavalona died when his wife accidentally pushed him over the edge (CALLET, 1908, *op. cit.* 2-78, p. 654).

²¹ Antony JULLY, 1898. « L'Habitation à Madagascar », *Notes, Reconnaissances et Explorations*, 4, p. 913.

²² *Ibid.*; The steps to a raised bed might be carved (Marcelle URBAIN-FAUBLÉE, 1963. *L'Art malgache*. Paris : Presses Universitaires de France. p. 107).

²³ A.M. FONTOYNONT, 1931. « De quelques manifestations artistiques malgaches anciennes », *Bulletin de l'Académie Malgache*, XIV : 33-38

²⁴ G. WATERLOT, 1925. « La sculpture sur bois à Madagascar », *L'Anthropologie*, 35 (1-2) : 134-135

²⁵ Georges-Henri LUQUET, in his 1930 work *Art Primitif* (Paris: G. Doin & Cie), illustrates eight details from Merina bedboards, some of which appear to come from Waterlot's rubbings.

²⁶ An unknown number of Merina bed panels were located at the Palais de la Reine Museum (Manjakamiadana) in Antananarivo which burned to the ground in 1995.

bed was integrated into the wall structure of the northeast corner (at least in some cases) then the bed required only two panels (western and southern), the other two sides (northern and eastern) being made by the house walls. In either case, only the one board was carved. It was made from a hardwood, from pallisandre, rosewood or ebony. A study of extant examples shows that bedboards take the form of a long flat plank, about 170 cm long x 20 x 4 cm wide with a depth of 4 to X cm (**Fig. 1**). A small subset have less width and greater depth, measuring ca. 180 x 12 x 7 cm. The two ends of the boards, or their sides, often include a device (a hole, slot, groove or tab) to join the piece to the other board(s) making up the bed. The heavy patina and wear of most boards indicate they were not produced for colonial fairs or the European market²⁷.



Figure 1 Overview of a figurative bedboard (from Boudry 1933 plate VII)

The design of extant Merina bedboards generally follow a standard design. The four edges of the board are lined with one or more rows of interlocking shapes, such as fretwork, arabesques or scrolling vine-like forms. Often large carved concentric squares embellish the two far ends and center, with the remainder of the space given over to other, large motifs. These motifs can be grouped into three broad categories: 1- the purely geometric, 2 - the textual, 3 - the figurative.

A small number of extant boards employ only geometric motifs at their center (**Fig. 2**). The most frequent is a large X shape alternated with other forms, such as stacked lines or rosaces (very occasionally, small human forms). These same shapes are commonly found in woodcarving throughout the island, and in other arts, notably beadwork and textiles. In some instances, such as MQB 71.1946.43.1, the motifs are deeply incised.

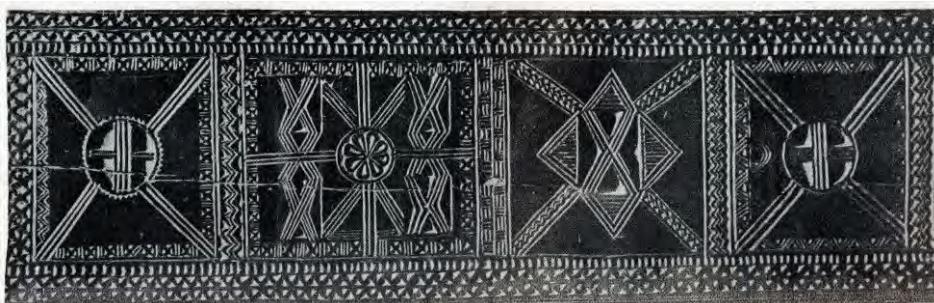


Figure 2 Detail of a bedboard with geometric motifs (from Boudry 1933 plate VI)

A single existing board features textual script. Piece MQB 71.1990.57.1049 spells out “Rasoaherina, reine de Madagascar” [original in French]. However, there is some doubt that this in fact a bedboard, as its back is also carved (with large lozenges),

²⁷ Colonial fairs, expositions and patronage, however, were not without their effects in the twentieth-century. CAMO (*op. cit.* 1923) and CAMBOUÉ (*op. cit.* 1928) note that Merina bedboards were popular amongst European collectors, and that Merina artisans in 1928 were willing to reproduce old designs for the right price. Boudry meanwhile reports that after the 1930 Colonial Exposition, Merina carvers began making and selling copies of the Mahafale style bedboards that had proven popular (URBAIN-FAUBLÉE, *op. cit.* 1963, p. 121).

and it lacks the holes, grooves or tabs to join it to other boards.

The great majority of extant bedboards belong to a third category: figurative scenes of zoomorphic and anthropomorphic forms. Whether this style was the most produced, or simply that most preferred by European collectors, remains unknown.

Two distinct carving styles can be identified:

1 incised outlines (Fig. 3). The perspective tends to be “naïve,” the figures presented frontally and floating freely in space.



Figure 3 Detail of a bedboard of the incised outline carving style (from Boudry 1933 plate VI)

2 bas-relief carvings (Fig. 4). Figures are typically placed on one plane and in profile. The carving is oftentimes extremely accomplished so as to indicate the hand of a professional.

Writings and actual pieces show that some of these bas-relief carvings (e.g. Barnes Foundation a108) had their cavities filled with white clay (kaolin), which had the effect of setting off the dark wood of the upraised figures.

A study of known illustrations and museum examples reveals a set of common motifs to both carving styles:

- one or two men (ostensibly officers) mounted on horses and wearing two-cornered hats.
- a row of military musicians in tall hats playing wind instruments and drums, sometimes with a standard bearer.
- a row of marching soldiers carrying bayonets, preceded or followed by several men (ostensibly officers) in two-cornered hats holding sabers, staffs or guns.
- a row of kneeling soldiers pointing bayonets, or firing a canon.



Figure 4 The left and right sides of a bedboard of the bas relief carving style (from Boudry 1933 plate VIII)

In all the foregoing scenes, the men are dressed in European-style military uniforms.

- a group of three or four women facing frontally. Several women in dresses and tufted hairstyles hold an umbrella or child in one hand, square objects in the other; several women, who appear to be servants, carry loads (probably water jars) on their heads.
- a crouching man milking a cow; a second man may restrain a calf nearby.
- rows of guinea fowl ; other domestic fowls that can be confidently identified as turkeys, chickens and ducks/geese.
- frontal view of a house or houses with crossed gable beams, or several conjoined house fronts which in some instances may represent palaces (Radama's "country" palace Soanierana?).
- one or two figures seated in high backed chair(s). Often it is an officer in a two-cornered hat, but may also be a man playing a zither (*valiha*), or a woman seated with a square object on her lap.
- two confronted bulls.

Other, less frequently occurring, figures include men bearing a palanquin, men with spears or wrestling, women pounding rice, soldiers firing canons, rosaces, lone or paired animals such as dogs, crocodiles, and goats. Plants and leaves (popular in contemporaneous Merina stone tomb carving and brocaded textiles) are rarely depicted, but appear in glorious detail in MQB 71.1934.106.42-43.

Individual figures and scenes may be arranged continuously or placed in discrete cartouches. Typical is Fontoynont's plate 8, shown here in Fig. 4. At each of the two ends is a cartouche filled with concentric squares ; at the center is a cartouche containing a square (filled with petal-like shapes) with circular forms on top. On the right half of the board is a military band of drums and horns ; flanking the band are figures mounted on horses in officers' dress and two-cornered hats and two foot soldiers in peaked hats, carrying bayonets, with one holding an umbrella over the officer. The left half of the board depicts 1- a crouching man milking a cow, its young calf nearby, 2- two ladies wearing striped dresses, one holding an umbrella and carrying a square shape in her hand²⁸ the other holding the hand of a child; a shorter women (ostensibly a servant) carries a water jar and holds an umbrella over this women, 3- two marching military officers in two-cornered hats and fitted and striped waistcoats who carry erect sabers, 4- two bulls confront one another, their horns locked. The carver has sensitively captured movement and space, the incessant march, the muscled standoff of the bulls, and the clashing of cymbals. Only the horses appear somewhat awkward in look and gait, perhaps due to their rarity in Imerina.

IV) ORIGINS, INFLUENCES, MEANINGS OF FIGURATIVE BEDBOARDS: CONSERVATIVE ASSESSMENTS

What do these scenes represent, why were they chosen, when were they made and what was their significance? These questions are not easily answered. Between 1923 and 1931 Camo, Camboué, Waterlot and Fontoynont confidently put forward several theses that have been repeated (and elaborated) in publications thereafter. If unable to offer novel answers to questions of origins, influences and significance, we

²⁸ Authors have suggested that this square is a book, perhaps the Bible, or a fan, basket or handkerchief. The first is unlikely before the adoption of Christianity at court in 1869, and would never be held below waist level. Nineteenth-century photographs of some elite Merina women show them holding a handkerchief, but the square could also represent a purse (*poketra*), as they were carried at this time (James RICHARDSON, 1885. *A New Malagasy-English Dictionary*. Antananarivo: The London Missionary Society).

nonetheless hope to provide a service in re-examining some of these earlier interpretations, in cautioning prudence, and in suggesting some lines for future research on Merina carved bedboards.

The inability to date museum pieces and the lack of contemporary historic commentary (which reveals practically nothing on who made or used bedboards) prohibits any certainty in dating the origins of carved bedboards or tracing stylistic change. A plaque affixed to a piece in the Barnes Foundation attributes it to the eighteenth-century. But this is most certainly erroneous. The few firsthand descriptions of late eighteenth-century Imerina make no mention of figurative bed panels. Indeed, a French witness to the opening of royal tombs in 1897 pointedly complained that only geometric ornamentation was to be found on objects in the earliest tombs, including the wooden throne of King Andrianampoinimerina²⁹. Waterlot³⁰ supposed that the Merina learned woodcarving after subjecting the Sakalava in the 1840s, an untenable assertion as Sakalava-Merina contact was strong and frequent from much earlier ; Nativel³¹, too, ties carved bois de lit to the reign of Ranavalona I (r.1828-1861), but without supporting evidence. Several other authors confidently link figurative bed panels to the reign of Radama I (r.1810-1828). Heidmann presented their life cycle as thus : « *Ils commençaient à se répandre sous Radama I^r et obtinrent leur plus grand succès sous Radama II ; puis ils cessèrent de plaire rapidement lorsque l'influence européenne devint profonde* »³². We revisit dating and Radama's likely influence at the end of this essay.

A tenet of Waterlot that needs to be challenged is his evolutionist perspective, which was widely repeated by others and exists to this day in online museum databases³³. All authors from Camo onwards asserted that the first bed panels had only geometric motifs (perhaps linked to Arab influence), which gave way over time to ever more naturalistic figures. Lending some support to this argument is Jully's observation on the lack of figural decoration on objects in early Merina royal tombs (noted above), as well as recent studies on the transformations of motifs on Merina silk textiles that document a move toward realism³⁴. But Waterlot went further by developing an evolutionary scheme for figurative boards: in a first phase, simple forms were done crudely ; the second saw a decrease in the size of the central motif ; the third phase saw bas-relief carving and more sophisticated imagery ; the fourth and fifth saw increasingly skilled carving until finally the central motif disappears and the scenes purely depict a so-called “la vie indigène.” However, Waterlot provided no evidence for his chronology - no justification for dating one board older than another. There is nothing to say that bedboard styles were not coterminous, the products of varying levels of skill or differences in taste. Notably, both the incised outline carving style and the bas-reliefs draw from the same stock set of motifs. Rather than represent

²⁹ JULLY, 1898, *op. cit.*, p. 932; However, Camboué illustrates a cane with a sculpted bull on top which he asserts belonged to Andrianampoinimerina.

³⁰ WATERLOT, 1931, *op. cit.*, p. 135

³¹ Didier NATIVEL, 2005. *Maisons royales, demeures des grands à Madagascar*. Paris : Karthala, p. 210.

³² Pierre HEIDMANN, 1937. « *Les Industries malgaches du bois* », *Revue de Madagascar*, 19, cited in LAVONDES, 1961, *op. cit.*, p. 6

³³ Marcelle URBAIN-FAUBLÉE (1963, *op. cit.* p.108) embellishes freely, writing “*At the start of the nineteenth-century, nobles wanted to introduce new designs to their bed boards. Their desire for innovation was such that they asked artisans to replace the monotone geometric designs with scenes of military parades. Unaccustomed to working with anything but ancestral motifs, the sculptors through simple engravings represented houses, horses, and humans, retaining geometric decoration for the edges... the first boards were rude, but were soon followed by better composed scenes and better execution, inspired by European imagery.*”

³⁴ Sarah FEE, 2013. « *The shape of fashion: the historic silk brocades (akotifahana) of highland Madagascar* », *African Arts*, 46(3), pp. 26-39.

evolutionary peak, the accomplished bas-relief carving is much more likely the work of a professional carver or workshop. The design and carving style of the bed panel shown in Fig. 4 (plate 8 in Fontoynont) is nearly identical to two other known examples: plate 4 in Fontoynont and piece A116 in the Barnes Foundation. These three incredibly similar works point to the hand of a single artist. Other groupings could be cited.

An unfortunate tendency in the literature has been the hasty identification of events, people, animals, and even plants. As typical examples, Fontoynont declares the central figure of one piece to be King Andrianampoinimerina, while Charles Poirier asserted that others show Ranavalona Ist, the prime minister or “*exercises d'équitation à l'école de cavalerie du Palais royal*”³⁵. Yet these authors do not justify their specific identifications. There is nothing to indicate that these figures (who appear repeatedly on boards in various guises and combinations) do not depict generic court life and military processions. Another careless practice is to classify certain motifs (e.g. cattle and fowl) as representing “*la vie indigène*” and oppose them to figures of “*European influence*” (e.g. horses and figures dressed in European-style clothing). Boudry³⁶ typically dismissed the latter as “*puerile imitations of European fashions*”. All of the scenes and figures, however, are arguably local ; they depict (urban) Merina society of the mid-nineteenth-century: by that time, European dress (both military and civilian), arms, and musical instruments were entrenched features of local life. The horse, too, had been assimilated as an honorific animal ; on Betsileo cenotaphs (*teza*) the image of a horse and rider was sometimes carved on the prestigious top portion where alternatively a bull might be portrayed³⁷.

What we feel to be a safe conjecture, given the current limited state of our knowledge, is that the figurative motifs globally embody signs of wealth, high status, and force in Imerina of the second and third quarters of the 19th century. The music and dance, men wrestling or brandishing weapons, crocodiles, fighting bulls, and women carrying water, pounding rice or tending children, are all (gendered) signs of energy and force, common tropes in Malagasy funerary art. The livestock, dress, accessories, arms, servants, chairs, *filanjana*, crossed gable beams, etc., meanwhile, all represent primary signs of wealth and elite standing. In this regard, further research is needed, but it may be that one of the most common motifs of Merina bed panels (thus far entirely ignored by scholars) represents the nineteenth-century fashionable Merina tomb: it is the square form which is set in a cartouche at the center (and/or ends) of many boards ; covered with petal-like forms and topped by a half medallion and what appear to be two large round water jars, it is strikingly similar to the new style of stone tomb (immense, ornate, carved with vegetal motifs) that likewise appeared in Imerina in the first half of the nineteenth-century.

One interpretation notwithstanding scrutiny is the thesis by Fontoynont that the wall paintings (“frescoes”) in Radama’s royal palace Tranovola (“Silver House”) served as the stylistic influence for several key scenes in figurative *bois de lit*: the military figures and group of frontal women. Radama commissioned a Creole carpenter from Mauritius named Legros to build Tranovola. It was the first building in the palace complex to have two stories, a verandah, and glass windows. Important to our story, the walls of its main room were covered with “frescoes.” According to Fontoynont, they

³⁵ *Madagasikara. Regards vers le passé*. 1960. Tananarive : Imprimerie Nationale, pp 83-84.

³⁶ BOUDRY, 1933, *op. cit.*, p. 37.

³⁷ A. ICHON, 1956. « Les ‘teza’ de la région d’Ambositra », *La Grande Ile militaire*, 34. réimprimé dans *Bulletin de Madagascar*, 1972, (316-317), pp. 700-701, +ill. p. 699 ; Noël J. GUEUNIER, 1976. « Sculpture et gravure sur bois chez les Betsileo (Madagascar) », *L’Ethnographie*, 71, pp 12-13.

were created in 1822 by André Copalle, a Creole artist from Mauritius³⁸. The paintings were divided into three horizontal bands, with vegetation and geometric figures at the top and bottom, and scenes of humans in the middle (Fig. 5). The last include military processions, circumcision events, and women dressed in tailored dresses. The fashion for painting interior house walls with figurative scenes appears to have spread. In the 1860s Sibree³⁹ observed that the

“large country-house belonging to the present secretary of state is a continuous line of figures around the walls, in the gallery of the chief room. These paintings represent a variety of characters and classes – military, judicial, agricultural, etc.; they are about a foot or a little more in height, and are very rude in drawing and colouring”.

It is certainly the case that the themes and conventions of the Tranovola wall décor are to be found in the majority of figurative *bois de lit*: military band processions in profile, mounted officers, canons, women portrayed frontally with a very distinctive round, puffed hair style⁴⁰.



**Figure 5 Scenes painted in the main salon of Radama's palace Tranovola
(from Boudry 1933 plate XI)**

This returns us to the tricky issue of dating the boards. Whether or not figurative

³⁸ According to FONTOYNONT (1931, *op. cit.*, pp. 34-35), originally Tranovola was decorated with paintings made directly on the wooden walls, executed under the direction of a man named Ramboatsivorona and depicting geometric figures, plants and vines. These were replaced with Copalle's 1820 paintings on paper which, by the early 1900th, were so damaged that General Grandier commissioned exact replicas painted on canvas to replace them.

³⁹ SIBREE, 1870, *op. cit.* p. 225

⁴⁰ Claims to precisely tie artistic conventions or themes of the Tranovola murals or bedboards to French prints known as Epinal (BOUNDRY, 1928, *op. cit.*, p. 37; Marius-Ary LEBLOND, 1907. « L'Art à Madagascar », *La Revue de l'Art Ancien et Moderne* 22, p. 134) is interesting but less convincing; in the 1800th highland Madagascar had access to a wide range of books, periodicals, prints, photo albums and paintings, and the authors do not show that Epinal prints were particularly popular in Imerina or with the painter Andre Coppalle, nor the stylistic conventions that link them.

bed panels emerged during Radama's reign (1810-1828) cannot for the moment be positively determined. However, Radama did introduce to Imerina major innovations that likely influenced their making, iconography and fashionability. From 1818 he famously welcomed British and Mauritian artisans, including several carpenters⁴¹. By 1826, one of these men, James Cameron, had introduced the saw and lathe and was overseeing 600 Merina apprentices⁴². Merina craftsmen reportedly made most of the wooden furniture that furnished royal palaces. Radama adopted European dress for himself and court so that within a decade elite Merina men and women were dressing in tailored clothing. He imposed European-style uniforms and accessories (hats, sabers ...) on his standing army, introduced horses and a military band playing European tunes and instruments (sending his musicians to Mauritius for training). As importantly, he lifted certain sumptuary laws and noble privileges such as traveling in palanquin (*filanjana*), which just may have included the use of the bed.

Radama's innovations forever shaped Merina material culture. Under his influence, ornamentation and style, in addition to cosmological spatial considerations, came to speak value and status in houses and furnishing. He decorated his Tranovola with sculptures, curtains, mirrors, paintings, wallpaper, clocks, tables, chairs and sofas, interior fashions which quickly spread to high society. In elite homes, into the 1840^s, the bed remained positioned in the main salon, although it now competed with chairs, tables and cabinets⁴³. But this was soon to change. Radama himself had adopted and encouraged the creation of a separate sleeping room. By the 1850^s, missionaries were cheered to observe that owners of the "better class of dwellings" were screening off the sleeping corner with a curtain or constructing a separate sleeping room altogether⁴⁴. The bed was no longer a visual focal point of the main room and, perhaps not surprisingly, the vogue for carved bedboards eventually faded, so that by 1923, they were already scarce for European collectors.

CONCLUSION: HYBRID OBJECTS

A product of its times, the early literature on Merina carved bed panels was ambiguous, both praising the artform as original and accomplished, but also maligning it as inauthentic, even a sign of degeneracy in Malagasy art, a result of ill-defined "imitation" and "European influence." However, it is these very "hybrid" arts that are today attracting scholars; they reveal the longstanding and ongoing connections between peoples, as well as artists' longstanding ability (and eagerness) to explore new methods, materials and subject matter. Today's scholarship on "entangled objects" views hybrid works through the lenses of appropriation, cultural authentication, and subversion on the parts of artists and patrons. In the instance of Merina bed panels, certain artistic conventions, tools, and possibly the training, may have originated with Europeans. But they were appropriated by local artists to depict wholly local scenes of (urban) Merina life of the nineteenth-century, and applied to an object of supreme significance in nineteenth-century Malagasy culture, the bed. The West's ongoing preference for what it deems "primitivist" art should not preclude the bedboards' being (again) recognized as a unique artform meriting display and study.

⁴¹ According to Campbell (Gwyn CAMPBELL, 2005. *An Economic History of Imperial Madagascar*. Cambridge University Press), royal guilds existed for carpenters (*mpandrafitra*) beginning under Radama I, but guild designations do not indicate if their work was limited to house construction or if it included cabinet making.

⁴² Gwyn CAMPBELL, 2013. *David Griffiths and the Missionary "History of Madagascar."* Brill, p. 679.

⁴³ NATIVEL, 2005, *op. cit.*, p. 210

⁴⁴ William ELLIS, 1867 *Madagascar Revisited*. London : John Murray, p. 251 ; ELLIS, 1858, *op. cit.*, p. 407

**ENTRE DROIT COMMUNAL,
ANTHROPOLOGIE PHYSIQUE ET ARCHÉOLOGIE :
LE PARCOURS DE L'ADMINISTRATEUR
ROBERT DAVID À MADAGASCAR**

Éric T. JENNINGS

Professor of History

Interim Director CEFMF

(Centre d'études de la France et du monde francophone)

University of Toronto

Résumé : Le présent article se penche sur trois thèmes mis en évidence par la carrière et les archives de l'administrateur des colonies Robert David, en poste à Madagascar sur deux décennies, de 1934 à 1954. Le premier concerne la réforme de l'organisation des collectivités malgaches, initiée pendant la période de Vichy (1940-1942 à Madagascar), puis mise en place dans l'après-guerre. Le second porte sur l'anthropologie raciale. Enfin, le troisième concerne un mystère archéologique encourant d'imposantes inscriptions rupestres dans la région de Fianarantsoa. Outre la *weltanschauung* d'un administrateur aux intérêts pluriels, cette analyse révèle des réseaux et des continuités insoupçonnées.

Mots-clés : Robert David, Régime de Vichy à Madagascar, administration locale, réforme communale, anthropologie raciale, inscriptions rupestres.

Abstract : *This article explores three themes revealed by the career and archives of a colonial administrator named Robert David, posted in Madagascar over two decades, from 1934 to 1954. The first concerns reform projects for Malagasy town structures, initiated under the Vichy regime (which in Madagascar ran from 1940 to 1942), then implemented in the postwar. The second involves racial anthropology. Finally, the third revolves around an archeological mystery involving imposing cliff markings in the region of Fianarantsoa. Besides shedding light on the weltanschauung of an administrator with multiple interests, this study reveals unexpected networks and continuities.*

Keywords : Robert David, Vichy period in Madagascar, local administration, communal reform, racial anthropology, cliff markings.

Les archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence ont récemment acquis les documents d'un administrateur qui fit carrière à Madagascar, un dénommé Robert David. Né en 1909 à Bordeaux, il servit continuellement sur la grande île entre 1934 et 1954, d'abord à Tuléar, ensuite à Tananarive, puis de nouveau dans le Sud, ensuite à Diego Suarez et enfin à Fianarantsoa.

Mon propos s'articule autour de trois trames présentes dans le fonds Robert David. La première concerne ses nombreuses contributions à la réforme de l'organisation des collectivités malgaches. Celle-ci fut conçue sous le régime Vichy, avant d'être finalement appliquée à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. La seconde porte sur son intérêt, à caractère autodidacte semblerait-il, pour l'anthropologie raciale. David appliquait cette dernière à ce qu'il nommait « le problème anthropobiologique malgache. » Les travaux de David sur ce thème, axés sur les questions de types sanguins, de mensurations crâniennes et de génétique, furent publiés en 1940. Relevons que dans ce cas, comme dans celui de la réforme communale, un courant essentialiste et réducteur semble avoir motivé et conditionné l'approche de Robert David avant, pendant, et après l'épisode vichyste à Madagascar (1940-1942). Enfin, je me penche sur les intérêts archéologiques de cet administrateur polyvalent, et notamment sur son interprétation de gigantesques inscriptions rupestres dans la région de Fianarantsoa, dont il prit connaissance en interrogeant les populations locales en 1953. Plusieurs spécialistes avancèrent un rapprochement entre ces mystérieuses inscriptions et l'Hébreux ancien. L'affaire impliqua archéologues et anthropologues, et connaît encore aujourd'hui des répliques.

Ces trois trames ressortent de dossiers qu'un administrateur a bien entendu soigneusement présentés, triés, et entretenus. En outre, chacune correspond à un poste géographique spécifique dans la carrière de l'intéressé : le Sud de l'île pour l'anthropologie, Tananarive pour la réforme communale, et Fianarantsoa pour les inscriptions rupestres. Elles révèlent par ailleurs d'intéressantes continuités dans l'approche de l'administration coloniale. Et surtout elles mettent en évidence les filtres réducteurs à travers lesquels un administrateur colonial métamorphosé en spécialiste autoproclamé de Madagascar a pu appréhender la grande île. À l'image d'Alfred Grandidier avant lui, ou de ses contemporains Raymond Decary et Henri Perrier de la Bathie, Robert David s'inventa en effet en spécialiste pluridisciplinaire et multidimensionnel de l'île rouge et de ses habitants, faisant preuve d'une même fascination pour ce qu'on pourrait appeler l'éénigme des origines malgaches.

Formé à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer (ENFOM) entre 1930 et 1933, David décrocha également un diplôme de l'école nationale des Langues Orientales vivantes qui enseignait notamment le malgache. Il débarqua à Madagascar en décembre 1934, à titre d'administrateur adjoint 3^{ème} classe. Le Bordelais gravit rapidement les échelons. Il devint administrateur en 1941, puis administrateur en chef en 1951. Entre 1935 et 1938, il fut adjoint au chef de la région de Tuléar. Il quitta ce poste pour servir au cabinet du gouverneur général à Tananarive. Il fut par la suite rapidement nommé chef du bureau politique et du bureau des informations. Entre 1940 et 1941, toujours dans la capitale malgache, il servit dans un premier temps à la direction des affaires administratives, en qualité d'adjoint au directeur de l'inscription maritime. On imagine que cette dernière mission dût comporter son lot de frustrations, étant donné l'important blocus maritime qu'imposait la marine britannique sur Madagascar pendant cette époque. C'est durant cette période, justement, qu'il se

passionna pour la question de la réorganisation des collectivités malgaches. En outre, il était alors chargé de réorganiser la bibliothèque de Tananarive et d'instituer son premier catalogue analytique. Puis, en 1941, David fut brusquement transféré à un poste rural, dans le district de Bétioky, au sud de Tuléar¹.

Comme la plupart de ses collègues, David sortit indemne de l'épuration très superficielle qui intervint à Madagascar après que celle-ci ait basculé à trois reprises : attaquée par les Britanniques en mai 1942 à Diego-Suarez, puis de nouveau à Majunga et à Tamatave en septembre 1942, ses forces vichystes résistèrent avant de se rendre en novembre 1942 ; Madagascar fut finalement remise par Churchill à la France combattante en janvier 1943. Elle passa ainsi en temps record du régime de Vichy, à l'occupation britannique, pour finir quelques mois plus tard sous le contrôle de la France combattante. En janvier 1943, la nouvelle administration française libre nomma Robert David au district de Diego-Suarez. D'après son dossier, il « assure la reprise de l'administration française à Diego-Suarez, interrompue depuis mai 1942. » Sans en avoir la preuve dans les archives, l'on ose imaginer que les Britanniques aient vu d'un mauvais œil la remise des pouvoirs à cet homme qui avait servi fidèlement l'administration pétainiste la veille, et qui, de ce fait, avait contribué à leur résister. Enfin, entre août 1947 et 1954, Robert David occupait la fonction d'administrateur-maire de Fianarantsoa. D'après son dossier, il « participe à la pacification de la zone Est du district passée à la rébellion » en 1947².

En d'autres termes, David fut à la fois acteur et témoin de nombreux temps forts de l'histoire malgache et coloniale, depuis la refonte des institutions communales à l'insurrection de 1947 en passant par la Seconde Guerre mondiale. Il est en outre frappant de relever la diversité des tâches qui lui incomberont et parfois même qu'il s'arrogea. Celles-ci comprennent les affaires politiques, les affaires maritimes, l'administration locale, la répression, et même le travail de bibliothécaire en chef. Le parcours de Robert David montre par ailleurs comment des administrateurs postés somme toute assez loin du sommet de l'échelle administrative parvinrent à s'inventer spécialistes de la grande île, et ceci en l'espace de quelques années seulement. Enfin, chez lui, expertise et polyvalence semblent avoir pu coexister sans contradiction dans ce cas, comme dans d'autres.

I) LA RÉFORME DU FOKONOLONA ET DE LA COMMUNE MALGACHE, 1940-1944

D'après Pierre Singaravélo, le statut d'expert fut cultivé à l'ENFOM dans le sillage de la Grande Guerre. Chez Robert David, il semble spécialement frappant dans le domaine du *fokonolona* et de la réforme des communes malgaches³. Les *fokonolonas*, ou communautés villageoises sur les hauts plateaux malgaches, avaient jadis géré des territoires circonscrits de manière commune. Défini par certains comme « un groupement ayant les mêmes intérêts et obéissant à des règles de vie communes » le *fokonolona* désignait à l'origine « un groupement uni par un lien de

¹ Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence) ci-après ANOM, EEII 8619.

² *Ibid.*

³ Pierre SINGARAVELOU, *Professer l'empire : Les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 109.

parenté⁴. » Solofo Randrianja observe qu'il peut être « compris comme une cellule politique de base favorisant la démocratie participative⁵. » Devenu une institution de dialogue et de gouvernance, le *fokonolona* fascina bon nombre d'allophones à la grande île. Après la conquête de Madagascar en 1895, le pouvoir colonial tenta à plusieurs reprises, et notamment à travers le texte qui nous intéresse ici, de l'accaparer et de l'instrumentaliser à ses propres fins. Du reste, le concept de *fokonolona* étant relativement fluide, l'on peut enregistrer d'audacieuses tentatives pour l'approprier. Ainsi que l'a montré Solofo Randrianja, l'un des pères du nationalisme malgache moderne, Jean Ralaimongo rapprocha communisme et *fokonolona*⁶. La récupération qu'entreprit Robert David était tout autre.

Nous l'avons dit : c'est lors de son passage au bureau du gouverneur général que Robert David se pencha sur la question du *fokonolona*, sans doute en effectuant au fil de la rédaction des recherches dans la bibliothèque de la capitale. Difficile de ne pas percevoir dans son obsession pour le *fokonolona* une conséquence de sa formation coloniale à l'ENFOM, où « le travail de codification des normes coutumières » occupait une place importante⁷.

Subsiste le mystère des très nombreux remaniements de ces textes dans les archives d'Aix, dont certains sont datés, d'autres pas. Gageons qu'il s'agit, sur la base des dates inscrites sur certaines pages, de diverses moutures d'un projet qui n'allait se concrétiser qu'en 1944. Qui plus est, la lecture du carton suggère une évolution entre des premiers textes assez théoriques, rédigés dans la bibliothèque de Tananarive, et d'autres ébauches plus étoffées, fruits sans doute du contact avec les populations dans le Sud puis dans le Nord de l'île. Cette montagne de versions recouvre un éventail important de structures communales malgaches, recélant un amoncellement de textes légaux, et surtout un premier jet de 1941 sur la réforme du *fokonolona*.

Cette première ébauche du texte sur la réforme communale se voulait manifestement au diapason des valeurs rurales, nostalgiques, essentialistes et hiérarchiques de la révolution nationale prônée par le maréchal Pétain. Ne forçons toutefois pas le trait. Comme le montrent les « archives David », les premières tentatives de remise à l'honneur du *fokonolona* remontent pratiquement au tout début de la colonisation, le général Théophile Pennequin ayant signé un rapport dans ce sens en 1899⁸. Toutefois, ces projets d'ingénierie sociale, ciblant la cellule villageoise malgache, avaient été relativement délaissés depuis le début du siècle, avant d'être impulsés et surtout réinventés sous Vichy.

Autre dimension remarquable du brouillon de 1941, le peu de ratures et de changements qu'allait finalement subir ce document avant de se muer en décret de novembre 1944 régissant l'organisation communale malgache. Cette genèse vichyste peut surprendre. En effet, sur le plan historiographique, George Condominas et Francis Arbousset ont tous deux perçu le décret de 1944 comme une mesure libérale, le produit d'un vent réformateur soufflant depuis Brazzaville et sa conférence

⁴ Georges CONDOMINAS, *Fokon'olona et collectivité rurales en Imerina*, Paris, ORSTOM, 1961, réédité en 1991, p. 23.

⁵ Solofo RANDRIANJA, éd., *Madagascar, le coup d'état de mars 2009*, Paris, Karthala, 2012, p. 37, note 61.

⁶ Solofo RANDRIANJA, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar*, Paris, Karthala, 2001, p. 358.

⁷ SINGARAVELOU, *op. cit.*, p. 306.

⁸ ANOM 210 APOM 1.

présidée par le général de Gaulle en 1944⁹. Et effectivement, les recommandations de la conférence de Brazzaville figurent bien en préambule du décret de 1944, réorganisant les collectivités à Madagascar. Toutefois, une juxtaposition de ce texte avec celui de 1941 révèle surtout de nombreuses convergences.

Les deux textes de 1941 et de 1944 se prévalent d'une éthique préservatrice, voire revigorante et nostalgique. Ainsi peut-on lire à l'article 1 de l'ébauche de mars 1941 : « le texte contenu [ici] propose de faire participer les communautés malgaches à leur propre administration intérieure en donnant à leurs meilleurs éléments le pouvoir d'agir que les *fokonolona* ne savent plus utiliser¹⁰. » Le même élixir de redressement qui était censé faire ressurgir les valeurs hiérarchiques et prérévolutionnaires en France métropolitaine, devait donc opérer une revalorisation du *fokonolona* à Madagascar. En effet, comme l'a montré Antonin Cohen, le mot de communauté se situait au cœur du projet vichyste de révolution nationale, s'affichant même comme une sorte de déclaration de droits maréchalienne. Le régime de Vichy organisa même une « journée d'études communautaires » au Mont-Dore en 1943. L'esprit communautaire à la sauce de Vichy avait pour ingrédients des valeurs comme la région et la cellule familiale, ainsi que la suppression de la lutte des classes¹¹.

Mais revenons à Madagascar. Le texte de 1941 versait dans cette vision pétainiste de la communauté. Il s'agissait pour les concepteurs de ce document de « donner à ces communautés une conscience villageoise qui prendra la place de la conscience du groupe tribal de plus en plus lâche. » Ainsi, le *fokonolona* semblait parer aux dangers de l'aliénation culturelle consécutive au contact colonial. D'ailleurs, dans ce domaine, l'étude historique qui précède le projet de décret apporte une interprétation intéressante du passé malgache. À l'en croire, « dans les dernières années de la monarchie hova des influences étrangères vinrent exercer des pressions sur les *fokon'olona*, en matière de religion et d'enseignement, et contribuèrent dans une large mesure à créer la situation voisine de l'anarchie que la paix française devait dénouer¹². » En d'autres termes, la déchéance de cette institution était imputable aux missionnaires britanniques, l'ennemi juré du présent comme du passé. Le pouvoir colonial français se voyait ainsi disculpé d'avoir dilapidé ce *fokonolona* tant prisé. Valsant du passé vers l'avenir, le texte se proposait toutefois de proscrire le terme même de *fokonolona*, tout en retenant ses principes, et ceci dans le but de le vider de son sens merina. Aux yeux de David, le *fokonolona* était en effet synonyme d'une « tentative d'hégémonie » de la part des habitants des hauts plateaux sur les populations côtières. Pourtant, il s'agissait essentiellement d'un fard nouveau pour une institution ancienne. Il fallait en clair « reprendre l'ancienne organisation du *fokonolona* pour l'adapter aux conditions actuelles¹³. »

Les archives de Robert David permettent surtout d'esquisser une genèse très précise du texte de 1941. Parmi ses papiers, l'on retrouve ses notes détaillées à la lecture de l'ouvrage de François Perroux, publié justement en 1941, et intitulé *Vers un ordre et une économie communautaires*. Les idées de Perroux, un proche d'Emmanuel

⁹ CONDOMINAS, *op. cit.*, pp. 167-168 (168 pour la citation d'Arbousset).

¹⁰ ANOM 210 APOM 1.

¹¹ Antonin COHEN, « Vers la Révolution Communautaire : rencontres de la troisième voix au temps de l'ordre nouveau », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2004, 2, n°51-52, pp. 141-161.

¹² ANOM 210 APOM 1.

¹³ ANOM 210 APOM 1.

Mounier et du Personnalisme, allaient s'avérer influentes pour Jean Monet et pour la planification économique d'après-guerre. Relevons toutefois la remarque de Philip Nord, qui insiste sur le fait que Perroux avait plus que Mounier embrassé l'idéal du corporatisme, et qu'il admirait à ce titre, mais aussi pour son autoritarisme et sa « virilité », le régime de Salazar au Portugal. Perroux allait ensuite rejoindre la Fondation Alexis Carrel dans le Paris occupé¹⁴. Ce n'est que dans les derniers mois de l'occupation que Perroux allait abjurer le pétainisme, grâce en partie à une évolution vers la pensée de Keynes. Jusqu'alors, comme le souligne Antonin Cohen, Perroux avait favorisé un état maréchaliste reposant sur « des groupes concrets issus de la vie », à savoir la famille, la profession et la nation¹⁵.

Ce qui retient notre intérêt ici, c'est justement la tonalité pétainiste des passages de Perroux soulignés et relevés par David. Prenons par exemple l'extrait suivant de Perroux, que David devait considérer comme transposable au *fokonolona* : « Des écrivains allemands ont fait une comparaison féconde et belle entre les sociétés, moules institutionnels, et les communautés, unions à base d'amour, qui peuvent ou non s'y loger. La famille, la commune, le métier, l'ordre seraient ainsi tantôt de simples sociétés, tantôt des communautés, suivant les intentions, les dispositions d'âme, les orientations de tout l'être de ceux qui y participent. » Ou encore, « l'existence subjective des communautés est la résultante de faits de conscience [...] Le sentiment d'une collaboration à des œuvres communes et d'une combinaison organique des parties en un tout, composent le sentiment de communauté. » David saisit également certains des éléments explicitement antirépublicains chez Perroux, comme la réflexion suivante : « que l'inégalité politique, économique et sociale exclue la fraternité, c'est une des nombreuses absurdités que la Troisième République a contribué à répandre¹⁶. » Les divers auteurs allemands de la seconde moitié des années 1930, abondamment cités par Perroux, figurent eux aussi en bonne place dans les notes de David. *Heimat*, famille, ordre et métier s'entrelacent ainsi, avant d'être projetés sur la communauté malgache.

Le rapprochement entre *fokonolona* et révolution nationale allait faire du chemin. J'ai montré ailleurs combien les autorités vichystes à Madagascar tentèrent de jouer sur le passé malgache en comparant Pétain aux grands rois merina, ou en assimilant les hiérarchies malgaches à celles de la France du maréchal¹⁷. Plus surprenant encore, certains proches du régime allaient tenter d'appliquer cette même formule réductrice en métropole également. En avril 1944, F. H. Lem, qui avait travaillé au ministère des Colonies sous Vichy, publiait un article dans la revue *France, revue de l'état nouveau*, consacré au *fokonolona*, « Une institution malgache traditionnelle. » Selon Lem, le *fokonolona* pouvait servir d'antidote à l'individualisme et à l'égoïsme des « sociétés modernes. » Lem assimilait le *fokonolona* « à la fois à nos syndicats agricoles et à nos sociétés de secours mutuels. » Il faisait l'éloge de ce qu'il considérait être ses principes de base : « solidarité, entraide, sympathie réciproque, mutualité. » Il y percevait la preuve d'une « conception des devoirs réciproques ». Faisant grand usage du leitmotiv de grande civilisation déchue, Lem suggérait que le

¹⁴ Philip NORD, *France's New Deal : From the Thirties to the Postwar Era*, Princeton, Princeton University Press, 2010, pp. 38-39 et 97-100.

¹⁵ Antonin COHEN, « Du corporatisme au Keynésianisme : continuités pratiques et ruptures symboliques dans le sillage de François Perroux », *Revue française de science politique*, 2006, p. 562.

¹⁶ ANOM 210 APOM 1.

¹⁷ Éric JENNINGS, *Vichy sous les tropiques*, Paris, Grasset, 2004, p. 92-100.

fokonolona avait jadis, à l'époque précoloniale, permis des projets d'irrigation et des travaux publics à grande échelle, qui étaient désormais devenus impossibles car « l'esprit de mutualité s'est relâché. » Lem reconnaissait avoir puisé ses renseignements dans les pages du *Journal de Madagascar* de 1942, qui résumait et distillait alors les réflexions de Robert David sur la réforme communale malgache. Et Lem de conclure : « Les principes communautaires de la révolution nationale devaient trouver, à Madagascar, un terrain éminemment favorable sur le plan de l'administration des collectivités indigènes. Le chef de la colonie sut alors dégager des institutions traditionnelles les moyens nécessaires pour que la discipline sociale règne de nouveau, pour que le sens des responsabilités collectives soit restauré, pour que les efforts de tous coopèrent à l'intérêt général, pour que le travail devienne la loi commune¹⁸. » En somme la réforme communale malgache serait l'extension logique du pétainisme à Madagascar.

Certes, le texte de 1944 n'est pas une copie exacte de l'ébauche de 1941. À titre d'exemple, quelqu'un ratura les lignes du document de 1941 relatives à l'application à Madagascar des réformes métropolitaines en matière de politique municipale, à savoir l'abrogation pure et simple du droit de vote, et la permission octroyée à l'administration de nommer des maires à sa guise. Pourtant, même en marge de ces sections, David se permit une critique subtile de la réforme de 1944 qui à ses dires n'a « pas osé aller jusqu'au bout par la création de communes malgaches. » En effet, David était déçu que soit éliminé le paragraphe suivant : « Le projet permet de substituer au *Fokonolona*, de façon progressive, la commune malgache d'étendue plus grande pouvant aller jusqu'à l'actuel canton, administrée sous le contrôle direct du chef de district par un fonctionnaire indigène assisté d'une délégation communale. Cette assemblée qui est désignée administrativement, n'a pas le rôle uniquement consultatif des conseils de notables ; elle peut décider dans des cas déterminés, sous réserve d'approbation par le chef de district. » En 1944, cet étalage de désignations et nominations et cette carence de représentativité démocratique valut à ce que soit rajouté en marge : « élection à substituer à la désignation¹⁹. »

La posture paternaliste et antidémocratique de David n'allait pas évoluer fondamentalement avec le temps. Même s'il ne revêt pas sa signature, il semble probable que le rapport sur l'insurrection malgache de 1947 dans le carton de Robert David ait été rédigé par lui. Or, ce document allait puiser dans la période 1940-1945 pour cerner les origines de la crise de 1947. Pourtant, ce n'est pas le régime de Vichy qui s'y trouve pointé du doigt. On y lit notamment : « La défaite de 1940 avait fait baisser le prestige de la France. La succession des différents gouvernements de la Métropole avait créé une confusion que les dirigeants MDRM ont exploitée [...] L'attribution de "droits" et la diffusion de "mots" et d'idées généreuses en soi ne furent pas comprises de la masse primitive non préparée à les recevoir²⁰. » En d'autres termes, ce serait l'avènement au pouvoir du Gouvernement Provisoire issu de la France Combattante, puis le discours républicain de la Quatrième République, et surtout l'esprit plus libéral de la Conférence de Brazzaville en 1944 et l'abolition

¹⁸ F.-H. LEM, « Une institution malgache traditionnelle : Le *Fokonolona* » *France, Revue de l'Etat nouveau*, 20 avril 1944, pp. 82-87.

¹⁹ ANOM 210 APOM 1.

²⁰ ANOM 210 APOM 1, Insurrection, étude sur la rébellion de 1947, p. 3.

du travail forcé en 1946, les principaux responsables de la révolte qui ébranla Madagascar en 1947.

II) LE « PROBLÈME ANTHROPOBIOLOGIQUE MALGACHE »

Les intérêts de David ne se bornaient certainement pas à la question de communauté. Dans le numéro 23 du *Bulletin de l'Académie malgache* daté de 1940, il signait un article en deux parties intitulé « le problème anthropobiologique malgache. » David en avait bouclé la rédaction en septembre 1940, deux mois seulement après la débâcle de 1940 et l'avènement du régime de Vichy²¹.

La guerre avait littéralement rendu possible la première partie de son étude. Robert David explique en effet qu'en avril et mai 1940, il avait profité de la mobilisation pour mener « de nouvelles recherches sur les groupes sanguins des populations de Madagascar. » À cette époque, des recrues militaires et des ouvriers de toute l'île s'apprêtaient à embarquer pour l'Europe pour contribuer à l'effort de guerre. David saisit l'opportunité pour effectuer des analyses sanguines sur 2 476 hommes Malgaches ainsi regroupés. Il identifia trois gènes pour son étude, puis compara les résultats obtenus par « tribu. » Il transféra ensuite les données obtenues à l'échelle mondiale, alignant ses chiffres avec les mêmes gènes chez des Javanais, des habitants de Nouvelle-Guinée, chez des Aborigènes Australiens, des Africains du Haut-Katanga et du Moyen-Congo, notamment²².

En clair, David se plongeait au cœur du débat sur l'origine des Malgaches, pour savoir s'ils étaient Africains ou d'origine indonésienne, voire micronésienne. Faisant usage d'une science relativement nouvelle (la génétique moderne était alors à ses débuts) David anticipait en un sens une approche récente, l'angle génétique étant revenu aux devants des modèles explicatifs de la question des origines malgaches, tandis que d'autres approches, linguistiques et archéologiques, par exemple, se sont avérées peu concluantes²³. Ce qui frappe le plus toutefois, c'est que cet administrateur dont le dossier ne rapporte pas la moindre formation médicale, effectuait de telles analyses avec semblerait-il l'aval de ses collègues, qui lui ouvrirent le champ pour effectuer plus de deux mille prises de sang sur des militaires.

L'échantillonnage interpelle tout particulièrement. Comme Ludwik et Hanna Hirschfeld, qui avaient mené une campagne encore plus vaste de prise de sang auprès de soldats notamment malgaches en Salonique pendant la Première Guerre mondiale, Robert David appuyait son étude sur des sujets recrutés, aux ordres de la France, profitant de la mobilisation pour parvenir à ses fins²⁴. Si David citait les travaux des Hirschfeld et empruntait leur méthode de prélèvement, il ne partageait cependant pas

²¹ Robert DAVID, « Le problème anthropobiologique malgache » *Bulletin de l'Académie malgache* tome XXIII (1940-1941), p. 2-28. L'article est contenu dans le carton ANOM 210 APOM 1.

²² *Ibid.*

²³ Pour une approche génétique récente, voir : Murray P. COX, Michael G. NELSON, MERYANNE K. TUMONGGOR, François-X. Ricaut et Herawati SUDOYO, « A small cohort of Island Southeast Asian women founded Madagascar », *Proceedings of the Royal Society*, 2012.

²⁴ Sur l'usage de l'armée d'Orient stationnée à Salonique comme laboratoire géant, voir Jacob MIKANOWSKI, « Dr. Hirschfeld's War : Tropical Medicine and the Invention of Sero-Anthropology on the Macedonian Front » *Social History of Medicine*, 25 :1, pp. 103-121.

leurs conclusions, puisque dans leur article de 1919 (paru à la fois dans *L'Anthropologie* et *The Lancet*), les Hirschfeld réfutaient tout lien entre gène et race²⁵. David ne maîtrisait manifestement pas cette nouvelle science qu'était la génétique et comme nous allons le voir, il s'appuyait de surcroît sur les travaux d'anthropologues racistes dont les théories étaient déjà largement rejetées à son époque²⁶.

Que concluait David par rapport aux origines des Malgaches ? Dans son article de 1940, il affirmait que ses données génétiques démontraient la probabilité que la grande île ait été peuplée de navigateurs venus d'Asie du Sud ou d'Océanie. Il ne rejetait pourtant pas complètement l'hypothèse africaine. Il venait conforter les théories de Gabriel Ferrand qui avait avancé l'idée de vagues migratoires successives, l'une issue de l'Océan, l'autre d'Afrique. En somme, David hésitait.

La seconde partie de l'article de Robert David ne présente pratiquement pas de ressemblance avec la première, hormis son intérêt pour la question des origines malgaches. Dans cette deuxième section, il amasse des données anthropométriques et sérologiques prélevées sur les Mahafaly du Sud-Ouest de Madagascar. Il verse alors dans la pire sorte d'anthropologie physique, celle qui se situe dans la mouvance de l'antisémite notoire George Montandon, que la nouvelle étude d'Alice Conklin dépeint comme largement discréditée déjà en 1940²⁷. Outre que Montandon et ses consorts figurent en très bonne place dans les notes de bas de page de Robert David, relevons l'obsession mensuratrice de l'administrateur : la seconde partie de son article regorge de mesures d'iris et de cranes, d'analyses de pigmentation, de cheveux et de peau. Enfin, preuve tangible s'il en est, à la note 2 de cette seconde partie, David indique que « les applications des méthodes biométriques ont été faites d'après les indications contenues dans l'ouvrage de G. Montandon, *L'Ologénèse humaine*. » David estime que ses propres recherches confirment dans la sphère « anthropobiologique » ce que Ferrand a pu découvrir dans le domaine de la linguistique : une période « prénégroïde » aurait précédé à Madagascar une phase « négroïde » avant de laisser place à une période Indonésienne, puis enfin à une « phase Malaisienne » pré-Merina²⁸.

Il est sans doute révélateur qu'au fil des dernières pages de l'article, David ait évoqué sa frustration à ne pouvoir détruire ce qu'il appelait la preuve physique de ses théories. En réalité David avait effectué des fouilles sur les tombes, heurtant de ce fait les cultures locales. Il écrit : « J'ai interrogé les plus vieux habitants des rares villages de la zone côtière et des agglomérations entre Betsioky et la mer ; certains et les plus nombreux déclarent ignorer totalement l'existence des sépultures dont le site est protégé par un *fadi* (sic.). Les autres disent que ce sont les tombes des compagnons d'un roi maroserana venu faire la conquête du pays à l'ouest de Betsioky, il y a une soixantaine d'années, morts au cours de la campagne. Mais l'état de conservation des squelettes et des objets ne paraît pas en faveur de l'hypothèse d'une époque aussi ancienne²⁹. » La citation permet de restituer la réaction de quelques Mahafaly devant les enquêtes de

²⁵ *Ibid*, p. 118.

²⁶ Robert DAVID, « Le problème anthropobiologique malgache », *op. cit.* Cette histoire ne s'arrête pas en 1940-1941. En 1950, dans son poste à Fianarantsoa, Robert David faisait ronéographier un *Essai de bibliographie des groupes sanguins*.

²⁷ Alice CONKLIN, *In the Museum of Man: Race, Anthropology and Empire in France, 1850-1950*, Ithaca: Cornell University Press, 2013.

²⁸ Robert DAVID, « Le problème anthropobiologique malgache », *op. cit.*

²⁹ *Ibid*.

Robert David. Certains paraissent l'avoir induit en erreur, d'autres semblent avoir eu recours à d'autres méthodes pour préserver les tombes, comme celle d'invoquer des *fady* ou tabous. L'on imagine aisément que de telles pratiques d'opposition douce ou de subversion aient également pu accompagner la collecte de sang à laquelle s'était livré l'administrateur dans la capitale.

III) DE MYSTÈRIEUSES INSCRIPTIONS RUPESTRES

Notre dernière rencontre avec Robert David confirme sa fascination pour le mystère des origines malgaches, elle-même sans doute nourrie par une quête d'authenticité qui colora ses premiers travaux sur le *fokonolona*.

En août 1953, David reçut un rapport de Jean Devic. Ce dernier remerciait David pour le soutien dont il avait fait preuve dans le dossier des inscriptions rupestres d'Alakamisy. Le rapport est en fait le compte-rendu d'une mission comprenant Devic ainsi que l'anthropologue et archéologue Louis Molet (lui aussi hanté par la question des origines malgaches), un administrateur du nom de Chenet travaillant au service de l'information, et un certain Dietrich du service de géologie. Ils arrivèrent à Alakamisy dans la région de Fianarantsoa le 14 août. Un mois auparavant, Devic avait trouvé le rocher dit Ivolamena, grâce à l'aide de plusieurs informateurs malgaches. L'équipe au complet releva que le rocher était haut d'environ 80 mètres. La falaise se situait en outre sur la ligne de partage des eaux de la grande île. Les membres de la mission remarquèrent des « caractères morphologiques tels que l'on hésite à les attribuer à l'érosion. Il y a, en conséquence de fortes probabilités pour que ces gravures soient attribuables à la main de l'homme. » Chenet avança alors l'hypothèse suivante, pour le moins osée au regard des inscriptions telles qu'elles figurent sur les photos accompagnant le rapport : « l'inscription d'Ivolamena est déclarée paraître imputable aux caractères d'écriture dérivés de l'alphabet phénicien avec quelques probabilités pour que les signes qui la composent puissent se rattacher aux signes sud-arabiques dits Sabéens³⁰. »

Quelques kilomètres plus loin, à Ambohimiera, devant une autre falaise, Molet « croit y reconnaître une inscription rappelant beaucoup les caractères hébreïques. » Le lieu-dit en Malgache, n'était autre que Vohisoratra, c'est à dire « la montagne aux écritures. » La correspondance entre Devic et David révèle que le premier avait contacté l'administrateur le 4 août, donc avant que la mission ne se mette en marche, lui demandant d'enquêter sur l'existence possible de cette deuxième falaise portant des inscriptions. David avait en fait mené enquête au préalable, défrichant le chemin en interrogeant des Malgaches sur place dans sa circonscription. L'administrateur touche-à-tout semble avoir raffolé de ce type de mission mystérieuse.

En réalité, Robert David avait été renseigné dès le 16 juillet par un « notable » Malgache du nom de Martin Rajafimoliatatra (orthographe incertaine). Ce dernier émettait déjà l'hypothèse que l'inscription de Vohisoratra puisse remonter « au temps du Roi Salomon, qui a envoyé sur la surface du globe les Israélites à la recherche des

³⁰ ANOM 210 APOM 1.

pierres précieuses pour l'édification de Jérusalem. » Et ceci un mois avant que Molet ne rejoigne le notable malgache dans son interprétation. Rajafimoliatatra précisait par ailleurs que Devic venait de passer sur les lieux. Il précisait que Devic avait pu observer la première inscription à Alakamisy, mais pas l'autre à Vohisoratra³¹. Devic devait donc la « découverte » du second site, comme le premier, à un interlocuteur malgache.

L'équipe dépendait d'informateurs locaux de bout en bout. Cette lettre déterminante de Martin Rajafimoliatatra, comportait même un dessin des caractères ornant la falaise. Notons en outre que l'équipe Devic obtint d'autres précieux renseignements par l'intermédiaire du traducteur M. Randrianasolo, qui les dirigea vers un lieu qu'ils fouillèrent à proximité d'Alakamisy.

Les enjeux de cette affaire sont multiples, ses rebondissements également. Elle connut d'abord une certaine notoriété locale, Devic s'arrogeant la gloire de la découverte. Il donna en effet une communication sur le sujet à l'Académie malgache. Puis, il écrit un article paru dans *Tana Journal* le 17 juillet 1953 faisant l'éloge de cette « sensationnelle découverte. » Seule trace des informateurs malgaches dans ces colonnes : la mention de « bruits circulant dans la région de Fianarantsoa sur l'existence de lettres taillés dans la pierre³². »

Relevons ensuite l'hypothèse d'une filiation hébraïque à Madagascar. Cette théorie, très ancienne, avait fait régulièrement surface depuis qu'Etienne de Flacourt l'avait avancée au XVIII^{ème} siècle. Maintes fois reprises par des missionnaires britanniques et norvégiens, notamment, cette genèse n'était évidemment pas unique à Madagascar : Iroquois, Papous et d'autres encore furent souvent renvoyés à Salomon, notamment par des missionnaires. Puis, au XIX^{ème} siècle, l'antienne était reprise à de toutes autres fins par des antisémites, mais aussi par des organisations humanitaires, qui la retournèrent et la manipulèrent pour donner la formule suivante : comme les Malgaches possédaient des racines juives, Madagascar pourrait de nouveau servir de terre de peuplement pour les Juifs. La généalogie hébraïque malgache n'était donc pas innocente, ou tout au moins possérait-elle une longue histoire³³.

Notons enfin la dimension contestée de ces deux « découvertes, » et ce jusqu'à nos jours. En 1962, Pierre Vérin se montrait fort sceptique par rapport aux fameuses « inscriptions. » S'appuyant sur les travaux de géologues, ainsi que sur ceux de Théodore Monod, Vérin évoquait la forte possibilité qu'il s'agisse en réalité d'un phénomène d'érosion naturelle donnant l'illusion d'une écriture³⁴. Sous la première présidence de Didier Ratsiraka (1975-1993), pourtant, la filiation hébraïque allait refaire surface. Selon Marc Spindler, à l'occasion d'un discours donné en janvier 1989 consacré à l'ancienneté des Malgaches, Ratsiraka aurait pointé du doigt la falaise d'Ambohimiera dont l'écriture serait « proto-hébraïque. » Et de supputer qu'il pourrait s'agir de l'emplacement d'Ophir d'où provenait l'or de Jérusalem, avant

³¹ ANOM 210 APOM 1.

³² « Sensationnelle découverte d'inscriptions rupestres, » *Tana Journal* 17 juillet 1953.

³³ Éric JENNINGS, « Writing Madagascar back into the Madagascar Plan », *Holocaust and Genocide Studies* 21 : 2 (Automne 2007), p. 187-217 ; Adrien MATHIEU, « Le Projet "Madagascar" : Une tentative de colonisation juive. Les décideurs français, 1936-1939 », *Revue d'histoire diplomatique* (2011), pp. 157-180 ; Pierre BREST, « Madagascar et la question juive (1936-1941) », n°2, septembre 2005, pp. 45-78.

³⁴ Pierre VERIN, « Rétrospective et problèmes de l'archéologie, » *Asian Perspectives*, University of Hawai'i iPress, 1962, 6 (1-2), p. 207.

d'effectuer un rapprochement entre plusieurs mots malgaches et hébreux devant l'assistance « médusée³⁵. » L'archéologue Rafolo Andrianaivoarivony, de l'Université d'Antananarivo m'a par ailleurs indiqué que le président Ratsiraka avait confié à l'universitaire Fred Ramiandrasoa la tâche d'enquêter sur les origines des inscriptions rupestres. Le rapport qui en découla serait toutefois demeuré secret, et reste en tout cas introuvable³⁶. Enfin, d'après une source internet, les falaises feraient aujourd'hui l'objet de convoitises, opposant d'une part la population locale à d'autre part des groupes religieux comme une branche de la FJKM, ou Église de Jésus Christ à Madagascar venant y effectuer des pèlerinages. Peut-être cet intérêt est-il suscité par ce rapprochement avec Ophir, car il y est notamment question d'or caché³⁷.

CONCLUSION

Si le cas de Robert David n'est pas nécessairement représentatif, l'on est toutefois tenté de voir en lui l'incarnation d'une dernière génération « d'experts » coloniaux sur Madagascar formés à l'ENFOM dans les années 1930. À la fois spécialisé et encyclopédique dans ses centres d'intérêt, David était surtout pétri d'une obsession sur l'origine des Malgaches, et marqué par un courant essentialiste des années 1930 et 1940. Ces deux forces motrices propulsèrent et conditionnèrent à la fois ses textes légaux sur le *fokonolona*, ses écrits « anthropobiologiques » et son intérêt pour des traces archéologiques censées apporter des pierres à l'édifice de l'élucidation des origines malgaches. Robert David cumulait allégrement les rôles de « roi de la brousse, » de force de l'ordre, d'ethnographe, d'archéologue, de juriste, de détective, de médecin, d'historien, de linguiste, de généticien et de sociologue. Façonné autant par l'éthos maurassien de ses années formatrices, que par les innombrables toiles orientalistes qui l'entouraient dans son quotidien (représentant Madagascar, mais surtout l'Indochine, le Maghreb et la Terre Sainte)³⁸, ce Malgachisant autoproclamé participa à de nombreux épisodes du crépuscule de la colonisation française dans la grande île.

³⁵ Marc SPINDLER, « L'usage de la bible dans le discours malgache » dans Jean-Dominique DURAND et Régis LADOUS, *Mélanges offerts à Jacques Gadille*, Paris, Beauchesne, 1992, p 218. Précisons que le discours du Président a été publié dans *Midi Madagascar* du 7 janvier 1989.

³⁶ Mel de l'intéressé à l'auteur, juillet 2013.

³⁷ <http://maitso.over-blog.com/article-le-rocher-qui-parle-a-alakamisy-ambohimaha-fianarantsoa-madagascar-50291238.html> (consulté en août 2013).

³⁸ Les effets personnels de l'administrateur furent mis aux enchères en 2010. Voir : www.interenchères.com/medias (consulté en août 2013).

II. Connaissance de l'océan Indien



Raymond Decugis, en septembre 1939 [Ordre de la Libération].

RAYMOND DECUGIS, COMPAGNON DE LA LIBÉRATION

Pierre BREST
Docteur en Histoire
Académie de La Réunion

Résumé : Haut fonctionnaire sous Vichy, Raymond Decugis sera couvert d'honneurs à titre posthume pour avoir été la seule victime tuée en participant au ralliement de La Réunion à la France Libre, le 28 novembre 1942. Son engagement et les circonstances de sa mort sont restés assez peu connus. Quoiqu'il ait été élevé à la dignité de *Compagnon de la Libération* (le plus rare et prestigieux des titres militaires) son action n'eut en réalité aucun impact sur le déroulement des évènements dans l'île. Son importance est peut-être à chercher ailleurs, dans la volonté pour De Gaulle d'affirmer la légitimité de la France combattante et d'asseoir le mythe de l'insurrection nationale.

Mots-clés : Ralliement de La Réunion, France Libre, Compagnon de la Libération.

Abstract : *Raymond Decugis, a high-ranking civil servant under the Vichy regime will posthumously be covered with honours for being the only victim to have been killed when Reunion Island joined Free France on November 28 1942. The circumstances of his joining the movement and of his death remain unclear to this day. Although he was promoted “Compagnon de la Libération”, the rarest and most prestigious french military distinction, his actions had actually no impact on the events that took place in the island. The significance of his action may lie elsewhere, namely in General De Gaulle’s desire to assert the legitimacy of fighting France and to sit the myth of the french national uprising.*

Keywords : *Free France, Réunion Island joining France libre, « Compagnon de la Libération ».*

Acteur du ralliement de La Réunion à la France Libre le 28 novembre 1942 et, à cette occasion, seule victime tuée au combat, Raymond Decugis fut couvert d'honneurs à titre posthume. Mais, quoiqu'il ait été élevé aux plus hautes distinctions, son engagement et les circonstances de sa mort sont restés très mal connus.

Soixante dix ans après, grâce aux témoignages recueillis auprès de Réunionnais et de membres de sa famille, voici le portrait d'un compagnon de la Libération atypique.

I) DECUGIS, HAUT FONCTIONNAIRE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

Raymond Decugis est né en 1907 près de Toulon. Admis en 1926 à l'École normale supérieure et à Polytechnique, il opte pour cette seconde institution. Lieutenant de réserve dans le Génie et diplômé de l'École des Ponts et Chaussées en 1931, il est affecté l'année suivante à Madagascar en tant qu'ingénieur des travaux publics, chargé successivement de l'équipement du port de Tamatave, de la construction de celui de Majunga et de l'ouverture de la route de Diégo-Suarez. En 1934 il épouse à Majunga une Réunionnaise établie dans la Grande Île.

À la déclaration de guerre, plutôt que de l'envoyer combattre en France, les autorités militaires le mobilisent dans le Génie à l'État-major de Tananarive. Là, selon ses proches, il aurait entendu l'Appel du 18 juin 1940 et n'aurait pas caché ses sympathies gaullistes :

« Raymond Decugis a été un Gaulliste de la première heure. Je l'ai bien connu car il m'était allié du fait de son mariage avec une de mes cousines germaines. Au mois de juillet 1940 je me trouvais chez eux à Tananarive où Raymond Decugis était en poste à la Direction Générale des Travaux Publics. Dès qu'il avait eu connaissance de l'Appel du 18 juin il s'était rallié entièrement au général De Gaulle. Chez lui il en parlait sans cesse avec sa femme, moi-même, ses amis (...). J'ai revu Raymond Decugis quelques mois plus tard lors de son départ pour La Réunion où il rejoignait son nouveau poste de Directeur des Travaux publics de l'île. Ses sentiments n'avaient pas changé, il était toujours un fervent Gaulliste et ne s'en cachait pas »¹.

Un cousin affirme même qu'*« en prévision d'une subversion contre le gouvernement de Madagascar acquis à Vichy, Raymond me demanda si j'accepterai de tenir un poste au central téléphonique »*². Selon sa femme, ce serait la raison de sa mutation : *« Raymond, dès le 18 juin 1940, avait entendu l'appel du général De Gaulle (...). Ne cachant pas ses opinions, il fut expédié à La Réunion (...) par la trahison d'un chef »*³. Le couple et ses deux filles arrivent dans l'île en novembre 1940 à bord du *Ville de Rouen*⁴.

¹ Témoignage écrit de Suzanne Baron en avril 1991. [Archives I. Decugis-Ruffat]

² Témoignage écrit de Jean Baron en avril 1991. [Archives I. Decugis-Ruffat]

³ Lettre de madame Decugis adressée à ses beaux-parents le 17 août 1944. [Archives I. Decugis-Ruffat]

⁴ Listes de passagers, cote 122W762. Archives départementales de La Réunion.



Raymond et Irène Decugis à Tamatave vers 1940 [Archives I. Decugis-Ruffat]

Quoi qu'il en soit de ses opinions politiques, le gouverneur de La Réunion apprécie ce fonctionnaire dévoué et compétent auquel il a confié les fonctions de directeur des chemins de fer et du port de La Réunion (CPR), en plus de celles de chef du service des travaux publics. Il lui délègue ses pouvoirs pour la signature de marchés et, en avril 1941, écrit même au ministre des Colonies, à Vichy, pour signaler qu'il serait « *heureux que cet ingénieur particulièrement distingué soit promu* », ce qu'il

obtient peu après⁵. Se conformant à la demande de son administration centrale, Decugis souscrit en janvier 1942 une déclaration de non appartenance à la franc-maçonnerie⁶, et par là même donne un motif supplémentaire de satisfaction au chef de la Colonie. À plusieurs occasions, le gouverneur Aubert indique que son collaborateur « *a toute [sa] confiance* », par exemple lorsqu'il s'est agi, le 8 mai 1942, de couler la drague *le Boutteville* afin d'obstruer le chenal d'accès au port de la Pointe-des-Galets, sur instruction de Vichy, dans le but d'empêcher un éventuel débarquement anglais. Non sans arrière pensée politique, le chef de la gendarmerie affirmera l'année suivante que « *le responsable de la destruction de la drague est M. Raymond Decugis* » qui, à cette occasion, commit « *une faute professionnelle énorme* » que le gouverneur attribua à « *une erreur de jeunesse de M. Decugis* » ; « *M. Decugis paraissait satisfait de son exploit* », ajoute le capitaine de gendarmerie⁷. Pourtant, dans une lettre écrite un peu plus tard, le commandant du contre-torpilleur Léopard, lui aussi compagnon de la Libération et soucieux de rendre hommage au chef des Travaux publics, même s'il ne l'a jamais rencontré, affirme au contraire que Decugis était réticent à saborder la drague mais que, « *menacé d'être destitué s'il persistait à désobéir (...), pour rester à la tête d'un organisme qu'il dirigeait et qui pouvait être si précieux aux Alliés le jour venu, il se résigna à exécuter cet ordre* »⁸.

On a là un exemple du dilemme auquel Decugis et bon nombre d'autres hauts fonctionnaires ont été confrontés : jusqu'à quel point collaborer avec le régime sans se compromettre ? Dans une colonie où, en partie du fait de l'isolement de l'île, on ne compte aucune action collective de Résistance et où les engagements individuels sont rares, les élus et les cadres de l'administration n'expriment aucune défiance à l'égard du régime (hormis le secrétaire général Angelini et l'ingénieur météorologue Mondain, rapidement déclassés et mutés à Madagascar). Plus tard, le gouverneur mis en place par le général De Gaulle justifiera la collaboration des hauts fonctionnaires avec son prédécesseur :

« *L'attitude de ceux qui, en 1940, ont adhéré au régime de Vichy fut déterminée ni par l'intérêt ni par des préoccupations politiques. Il était conforme aux traditions locales d'accepter, lorsqu'ils furent sollicités de le faire, de prêter leur concours au gouverneur Aubert ; les Réunionnais, s'ils furent Pétainistes ou vichystes, le furent plus par intérêt et opportunité que par conviction personnelle* »⁹.

Néanmoins, des voix vont s'élever en 1944 pour réclamer le châtiment des hommes les plus compromis dans la politique répressive de l'État français à La Réunion ; à cette occasion, Decugis ne sera pas épargné puisque, après sa mort, il lui sera reproché d'avoir répercuté auprès de son personnel une circulaire adressée par Aubert à tous les chefs de service, relative aux devoirs des fonctionnaires et à l'obligation qui leur est faite d'être fidèles et loyaux envers le régime de Vichy :

« *(...) Vous devez être les agents permanents et actifs de la Révolution nationale. Vous ne pouvez plus laisser passer, sans les dénoncer (...), les*

⁵ Cote 2M66, Fonds des Travaux Publics. Archives départementales de La Réunion.

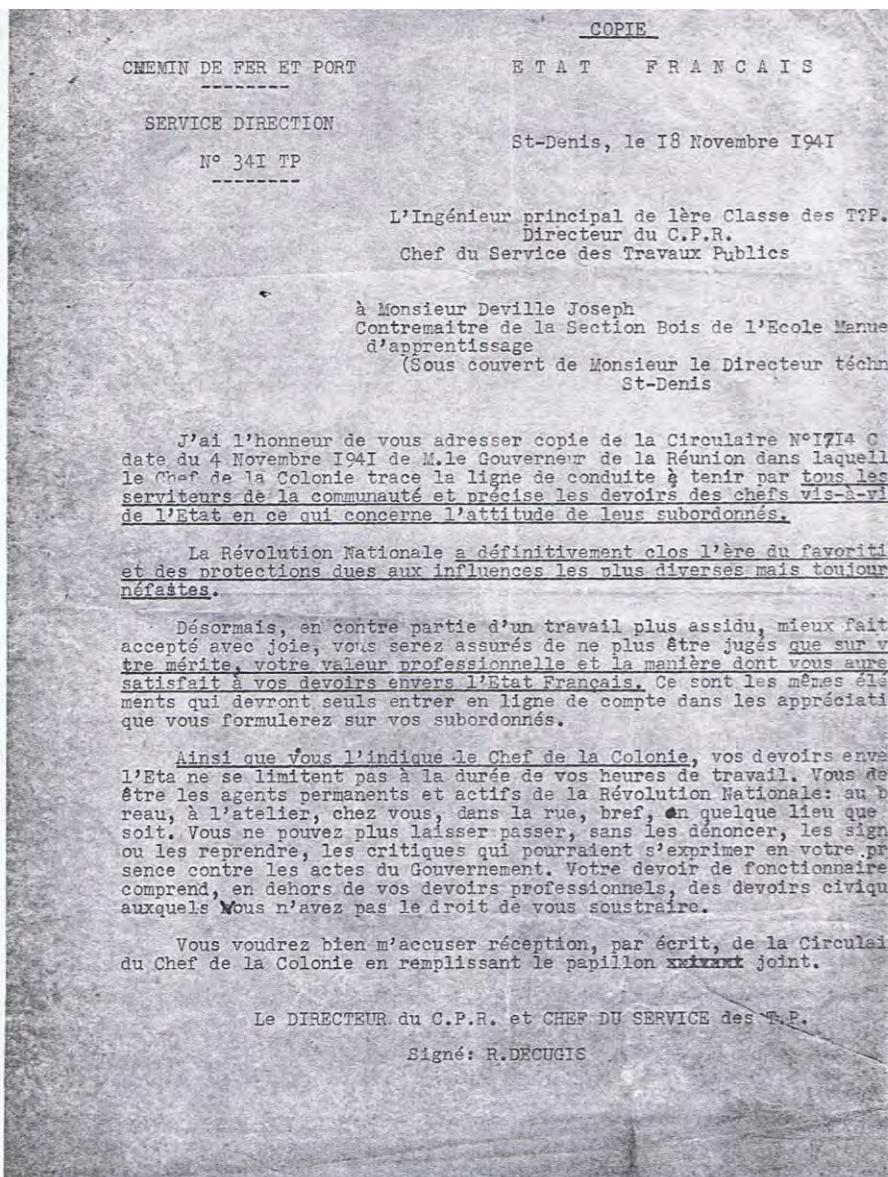
⁶ *Idem*.

⁷ Rapport dactylographié du capitaine Parriaux, le 23 octobre 1943. Copie de l'original fournie par Yvon Lucas.

⁸ Lettre dactylographiée du capitaine Richard-Evenou adressée à madame Decugis. [Archives I. Decugis-Ruffat]

⁹ Lettre du gouverneur Capagorry au Procureur général de Saint-Denis le 16 avril 1945. Cote 122W770, Archives départementales de La Réunion.

critiques qui pourraient s'exprimer en votre présence contre les actes du gouvernement »¹⁰.



Note adressée par Decugis à un de ses collaborateurs le 18 novembre 1941, qui sera produite lors d'un procès tenu à Tananarive en 1944

Decugis a pourtant toujours adopté une attitude attentiste, s'abstenant notamment d'afficher ses opinions, à la différence de beaucoup de notables et hauts fonctionnaires de la colonie qui prennent position publiquement en faveur de la

¹⁰ Courrier de Decugis adressé le 18 novembre 1941 à ses subordonnés en accompagnement d'une circulaire du gouverneur Aubert. [Archives I. Decugis-Ruffat]

révolution nationale. Son nom, par exemple, n'apparaît jamais parmi ceux des participants aux cérémonies officielles : prestations de la Légion des volontaires, Quinzaine impériale, inauguration de plaques en l'honneur du Maréchal, œuvres caritatives du Secours National, fête de Jeanne d'Arc, conférences publiques, etc.

S'il se garde de critiquer ouvertement le régime, en 1942 Decugis va progressivement sortir de son apparente neutralité, sans doute sensible à l'évolution du conflit mondial. C'est ainsi que l'analysera plus tard un proche de sa femme :

*« C'est du côté de l'évolution intime d'un haut fonctionnaire responsable devant les autorités en place qu'il faut chercher le cheminement de Raymond Decugis. Qu'il ait eu, au fur et à mesure des événements mondiaux un sentiment croissant en faveur des alliés et de De Gaulle a toujours été ce que ma belle-mère a expliqué à ses enfants et à moi-même. Et il faut la croire ! Rien ne sert de rechercher une attitude secrète et radicale de gaulliste et anglophilie pour expliquer les positions de Raymond Decugis, son attitude face aux événements le 28 novembre 1942 et sa nomination de Compagnon de la Libération »*¹¹.

Effectivement, sa femme signale qu'à la maison « *il n'attendait que l'arrivée des Français ou des Anglais* ». Selon elle, les idées politiques de son mari étaient connues mais personne n'osait lui tenir tête car il était très respecté ; elle ajoute que « *la veille du jour affreux* », le gouverneur lui aurait dit, dans son bureau : « *je sais que vous n'avez pas les mêmes idées que les miennes, mais je considère que vous êtes un grand Français* »¹². Cette confidence faisait peut-être suite à la prise de position clairement affirmée par Decugis lorsqu'il demanda au gouverneur à pouvoir assister au procès de son épouse.

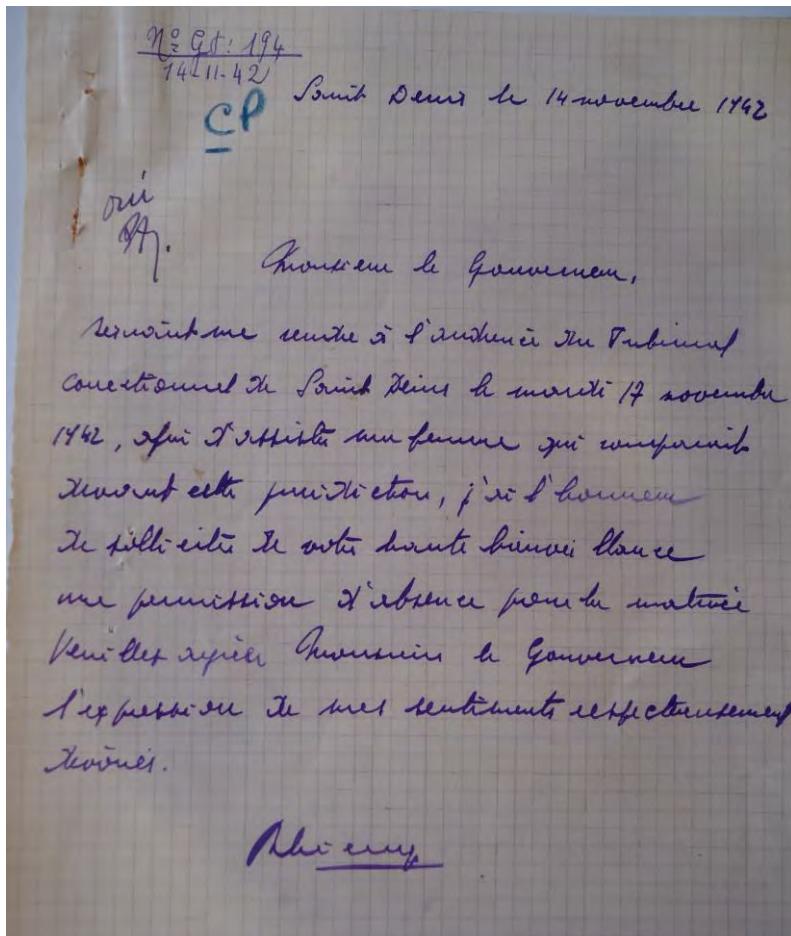
Comme une quinzaine d'autres femmes de Saint-Denis, Irène Decugis s'était singularisée le 11 novembre 1942 par son engagement en faveur de la France Libre ; ce jour-là, accompagnée de ses filles aînées, elle déposait une gerbe de fleurs au pied de la statue de Garros, conformément à la consigne lancée par De Gaulle sur les ondes de la BBC, appelant les Français à manifester devant les monuments aux morts. L'écoute de la radio anglaise, malgré un arrêté du gouverneur l'interdisant, et la fréquentation d'autres femmes gaullistes, notamment au sein du Tennis club de Bourbon, prouvent incontestablement les sympathies de madame Decugis pour la dissidence. Le dépôt de fleurs va lui valoir maille à partir avec la justice. (Voir Annexe)

Loin de chercher à cacher l'engagement de son épouse, Raymond Decugis écrit à deux reprises au gouverneur pour solliciter une autorisation d'absence le 17 novembre de façon à se rendre « *à l'audience du tribunal correctionnel de Saint-Denis afin d'assister [sa] femme qui comparait devant cette juridiction* »¹³.

¹¹ Courriel de monsieur Philippe Doyon, en août 2013, précisant que « *le témoignage que je vous apporte aujourd'hui (...) est fondé sur les conversations nombreuses que j'ai pu avoir avec ma belle-mère Irène Mainguy-Decugis, épouse de Raymond, et ce tout au long des années 1959 à 1980* ».

¹² Lettre de madame Decugis adressée à ses beaux-parents le 17 août 1944. Il semble toutefois peu probable que Decugis ait été reçu par Aubert le 27 novembre 1942, le gouverneur étant alors retranché dans sa résidence de Hell-Bourg.

¹³ Lettres manuscrites de Decugis avec une réponse positive du gouverneur dans la marge. Fonds des Travaux Publics, cote 2M66. Archives départementales de La Réunion.



Lettre de Decugis au gouverneur pour solliciter un congé afin d'assister au procès de sa femme. [A.D.R.]

II) LA MORT DE DECUGIS

Le 28 novembre 1942 à l'aube, 90 fusiliers marins des Forces navales françaises libres (FNFL) débarquent du contre-torpilleur Léopard, occupent Saint-Denis sans rencontrer de résistance et installent un nouveau gouverneur, Capagorry. Réveillé par un coup de canon tiré depuis le navire peu après 5 heures, Raymond Decugis se précipite au devant des soldats qui s'avancent sur le Barachois en longeant sa maison :

« Lorsque les marins du Léopard débarquèrent, ils virent venir vers eux un homme qui pleurait de joie. Enfin vous voilà, disait-il, et vous êtes Français, c'est encore plus beau. Depuis le temps que nous vous attendions. Je m'appelle Decugis, je suis directeur des Travaux publics et du Chemin de fer. Tout mon matériel est à votre disposition, tout mon personnel aussi et moi-même. (...) Je suis prêt à faire toutes les missions que vous m'ordonnerez »¹⁴.

¹⁴ Lettre du capitaine Richard-Evenou adressée aux Réunionnais en 1944, avec copie à madame Decugis. Plus tard, Evenou déclarera que « monsieur Decugis nous avait rallié dès 8 heures » (in MAREK, *Une île dans la guerre*) et le général De Gaulle écrira que « Decugis a été l'un des premiers à rallier les Forces françaises libres, lors du débarquement à La Réunion » (*Mémoires de Guerre*, tome II).

Madame Decugis se souvient qu'« *il revint un moment après, les larmes aux yeux, me disant : "ils sont chics tout de même ; ce ne sont que des gens de chez moi : des Français". Il était très ému* »¹⁵.



Le Léopard

À la tête des Français Libres installés dans l'hôtel Moderne de Saint-Denis, le commandant de corvette Barraquin est en contact téléphonique avec le syndicaliste Léon de Lepervanche qui vient de s'emparer de la mairie, de la poste et de la gendarmerie du Port. De Lepervanche lui signale qu'il contrôle la ville à l'exception de la batterie côtière tenue par une douzaine d'hommes commandés par le lieutenant Hugot. À 14 h, le Léopard, qui s'est positionné en face du Port, bombarde la Pointe-des-Galets pour faire cesser la résistance de cette batterie.



Le port de la Pointe des Galets et la Butte Citronnelle avec sa batterie côtière

A. La mission de Decugis

En entendant les coups de canon tirés par le contre-torpilleur, Decugis se rend à l'hôtel du gouvernement pour proposer au commandant Barraquin d'aller « *parler avec*

¹⁵ Lettre de madame Decugis adressée à ses beaux-parents le 17 août 1944.

son ami le lieutenant Hugot »¹⁶ et tâcher de le convaincre de déposer les armes afin de mettre un terme à un combat fratricide. Selon l'Ordre de la Libération, c'est « *en se portant vers une batterie côtière qui tirait sur le Léopard* » que Decugis aurait été tué ; cette affirmation est partiellement erronée car la batterie de la Pointe-des-Galets avait tiré vers 10 h du matin une salve d'obus non pas sur le contre-torpilleur, qui mouillait encore devant Saint-Denis et se trouvait hors de portée de ses deux canons de 90, mais sur une vedette qui allait le rejoindre¹⁷ !

Le commandant des FNFL accepte la médiation de Decugis et, pour lui laisser le temps de mener à bien sa mission, donne l'ordre au Léopard de suspendre le feu jusqu'à 16h30. Pour l'accompagner au Port, Barraquin lui adjoint l'enseigne de vaisseau Moreau, un officier coutumier des missions dangereuses. En effet, après s'être évadé d'un camp allemand à Lorient et avoir gagné l'Angleterre à bord d'un canot volé, le 1^{er} juillet 1940, Hubert Moreau avait été le premier agent depuis l'armistice à être envoyé sur le sol français pour le compte de l'Intelligence service britannique et du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) gaulliste¹⁸. Après avoir accompli trois opérations de renseignement en Bretagne, il avait été chargé en 1941 de mettre sur pied à Quimper une filière d'évacuation de parachutistes britanniques.

Pourquoi Decugis s'est-il porté volontaire pour cette mission ?

- Parce qu'il est gaulliste et désireux de se mettre au service de la France Libre. Dans ses Mémoires de Guerre, De Gaulle mentionne en effet le concours de « *Decugis et un groupe local rempli d'ardeur* » (en l'occurrence les communistes et syndicalistes du Port).
- Parce qu'il possède une voiture ; il y a bien un millier d'automobiles à La Réunion mais, par manque d'essence, la circulation est limitée aux véhicules prioritaires. Par ailleurs, la route du Port lui est familière ainsi que ses postes de guet, à tel point qu'il « *avait empêché pas mal de stupidités demandées par les militaires sur cette fameuse route* »¹⁹.
- Parce qu'il connaît bien Hugot. Ils appartiennent tous deux à l'administration coloniale et sont membres de la commission consultative du travail et de l'agriculture mise en place par Aubert. Tout le monde (Hugot lui-même ; le capitaine du Léopard ; le docteur Benoit et la fille de Raymond Decugis) s'accorde pour affirmer que les deux hommes sont très proches, Moreau parlant même d'« *amis intimes* »²⁰ et madame Decugis déclarant que son mari « *estimait beaucoup le lieutenant en question* ». Une amitié quelque peu surprenante car si Decugis est incontestablement gaulliste, Hugot, lui, est foncièrement maréchaliste, comme le prouvent sa présence à certaines cérémonies officielles et son refus de rallier la France Libre tout au long de la journée du 28 novembre 1942 : contacté dès le matin par de Lepervanche, il n'accepte pas de négocier avec les dissidents, fait tirer sur une vedette qui cherchait à rejoindre le Léopard, qu'il sait pourtant être un navire des Forces Françaises Libres, puis attaque la milice du Port, ralliée aux gaullistes, au prétexte qu'elle serait communiste, et enfin

¹⁶ Témoignage de l'amiral Evenou dans B. MAREK et G. BOURAU-GLISIA, *Une île dans la guerre* (1992). Hugot confiera au même Marek que « *Decugis était un bon ami à moi* ».

¹⁷ Sur son site informatique, l'Ordre de la Libération commet une autre erreur en affirmant que « *le Léopard entre dans le port de Saint-Pierre de La Réunion, où il installe le nouveau gouverneur de l'île* ». Par ailleurs, il indique à tort que Decugis fut décoré de la Croix de guerre.

¹⁸ Pierre TILLET, « Tableau de l'historique des agents infiltrés en France, de 1940 à 1945 », p. 15. (site Internet « Historique 2^{ème} GM. Infiltrations en France »).

¹⁹ Lettre de madame Decugis adressée à ses beaux parents le 17 août 1944.

²⁰ Interview parue dans *Le Peuple* du 2 décembre 1942. Cote 1 Per 81/44, Archives départementales de La Réunion.

cherche à fuir en train pour rejoindre les troupes restées fidèles au gouverneur pétainiste. Et lorsque Aubert quittera La Réunion, cinq jours plus tard, il embrassera publiquement Hugot, venu le saluer une dernière fois sur le Barachois²¹.

B. Circonstances de la mort

Réfugié à Hell-Bourg avec une partie de ses collaborateurs et plus d'une centaine de militaires, le gouverneur a proclamé Saint-Denis « *ville ouverte* » et « *la résistance à opposer, transférée à l'intérieur de l'île* » afin de repousser une éventuelle tentative d'occupation de la colonie par les Britanniques, prévisible depuis que ceux-ci ont débarqué à Madagascar et contraint son gouverneur à capituler, le 5 novembre²². Prévenu de l'arrivée du Léopard, Aubert confirme sa décision de résister dans un télégramme adressé à tous les maires de La Réunion le 28 novembre à 10h30 : « *Forces gaullistes débarquées sur la côte à 4h30. (...) Ai informé ministre que me proposais exécuter plan défense île* »²³.

Au préalable, le gouverneur a fait renforcer la seule batterie côtière de La Réunion, située au Port et commandée par Hugot, et fait démonter un tronçon de la voie ferrée entre la capitale et La Possession. Dans le but de contrôler l'accès à la zone stratégique que constitue le port de la Rivière-des-Galet, des postes de surveillance ont été installés sur l'unique route reliant Saint-Denis à l'Ouest de l'île ; ils sont tenus par de jeunes recrues, par exemple Max Desventes, fils du maire pétainiste de La Possession, installé dans la descente menant à cette bourgade. En amont, un autre point de contrôle a été établi à La Montagne, dans un virage à hauteur du 16^{ème} km, au lieu-dit Affouches. Ce poste est tenu par cinq soldats commandés par le lieutenant Théodora. Ces hommes savent-ils qu'un débarquement de troupes a eu lieu le matin même ? C'est vraisemblable puisque la vigie de La Montagne l'a signalé à l'aube et qu'un communiqué de radio Saint-Denis en fait autant toutes les demi-heures²⁴. Le maire de La Possession, averti par le gouverneur, a dû lui aussi faire prévenir les militaires, dont un poste de commandement se trouve en direction de la Roche Écrite (par où passe le sentier reliant les deux sièges du gouvernement de l'île, Saint-Denis et Hell-Bourg). Au 16^{ème} km, les soldats ont dressé un barrage avec des pierres et une charrette renversée, et se sont installés un peu plus haut pour surveiller la route sans être vus, ce qui indique qu'ils redoutent d'être attaqués.

Après avoir rassuré sa femme en lui annonçant qu'il se rendait à son bureau à la demande du nouveau gouverneur, Decugis quitte Saint-Denis par la route (la voie ferrée étant inutilisable) vers 14h20, accompagné du lieutenant Moreau, sans assister à la prise d'armes qui va débuter peu après sur le Barachois. Les deux hommes ne sont pas armés et leur voiture est reconnaissable à son fanion de véhicule officiel de l'administration. À 15h, l'automobile stoppe à hauteur du 16^{ème} km devant l'obstacle érigé en travers de la route et, sous la pluie, ses occupants en sortent pour dégager la chaussée.

Dans une interview parue quatre jours plus tard, le lieutenant Moreau déclare que,
« *ne voyant personne, nous courûmes écarter la charrette. Alors que, en courant,*

²¹ *Le Peuple*, 5 décembre 1942. Cote 1 Per 81/44, Archives départementales de La Réunion.

²² Circulaire n° 1787 C du 6 octobre 1942

²³ MAREK, *op. cit.*, p. 68.

²⁴ Hugot reconnaît avoir été averti « *peu après 5h du matin* » que le navire en rade de Saint-Denis était français, tandis que pour un autre témoin « *c'est à 7 heures, devant la mairie du Port, [que] nous avons appris que c'était la France Libre qui avait débarqué* ». [MAREK, *op. cit.*, pp. 64-65].

nous retournions vers la voiture, deux coups de feu furent tirés sans sommation. Le premier ricocha sur la route entre nous deux et je sautai dans le fossé en disant à monsieur Decugis d'en faire autant ; à ce moment, le deuxième coup de feu fut tiré toujours sans sommation et monsieur Decugis s'écroula en se tenant la poitrine. Je levai alors les bras et criai au tireur de se montrer. Je vis alors 5 ou 6 hommes sur une crête à environ 250 m. de moi. Regardant monsieur Decugis, je vis qu'il était mort. (...) Les soldats me dirent alors que c'était moi qu'ils avaient visé en exécution de leur ordre de tirer sur tout militaire »²⁵.

Il est vrai que l'enseigne de vaisseau Moreau est un soldat aguerri, habitué à être sur ses gardes, tandis que Decugis fait confiance à sa connaissance des lieux et des militaires de la région, ce qui l'aurait même amené à se retourner pour savoir ce qui se passait, avant d'être abattu d'une balle dans la poitrine²⁶.



Monument érigé au 16^{ème} km de la route de La Montagne.

Au volant d'une voiture arborant le fanion officiel de la colonie, en costume gris et sans arme, Decugis ne pouvait être assimilé à un ennemi, ce qui fera dire à sa veuve que « *le poste de La Montagne avait reçu l'ordre express de M. Pillet (le directeur de cabinet du gouverneur Aubert) de tirer sur tout civil qui accompagnerait les Gaullistes* », et qu'il s'était agi par conséquent d'un crime. À moins, comme en a couru le bruit, que Decugis ait été atteint par une seconde balle perdue qui aurait également ricoché sur la route non asphaltée ? Les soldats étant vraisemblablement embusqués derrière le parapet qui surplombe le ruisseau à très peu de distance de là, il leur était difficile de rater leur cible. Si ce fut cependant le cas, une telle maladresse serait à mettre sur le compte de l'inexpérience de l'auteur du tir, peut-être un tout jeune soldat, le caporal Théophile Souris²⁷.

²⁵ Interview de Hubert Moreau dans *Le Peuple* du 2 décembre 1942.

²⁶ Selon les médecins légistes, « *la balle qui l'atteignit pénétra obliquement au dessous de la clavicule droite pour sortir plus bas à gauche près du cœur* » (*Le Peuple*, 30 novembre 1942).

²⁷ Information communiquée à madame Decugis-Ruffat (fille de Raymond Decugis) par le sénateur Paul Vergès et confirmée par tous les deux en septembre 2013. Contactée, la famille de Souris n'a pu fournir aucune indication, hormis le fait qu'il avait été mobilisé à la caserne Lambert de Saint-Denis et qu'il serait mort à 31 ans.

Arrivé peu après sur les lieux de l'embuscade et mis au courant de l'identité du mort, le chauffeur d'un camion transportant du charbon de bois part annoncer la nouvelle à Saint-Denis.²⁸ Une heure plus tard, à 16h05 selon Moreau, l'évêque de La Réunion arrive spécialement pour parlementer avec les militaires et donner l'absolution au mort, puis « *il repartit aussitôt vers Saint-Denis* », laissant le cadavre « *mouillé et sanglant au bord de cette route, sur deux planches, un pauvre sac lui protégeant la face* » de la pluie. Quant à Moreau, prisonnier des soldats, il est emmené à travers bois jusqu'à Hell-Bourg, où il arrivera le lendemain soir. Le gouverneur Aubert enverra alors un câble à Vichy pour annoncer que « *l'ingénieur Decugis, parti sans ordre, a été tué* »²⁹.

Informé de l'échec de la tentative de médiation, le commandant du Léopard met fin à la trêve à 17h en donnant l'ordre de bombarder à nouveau la Pointe-des-Galets. Au même moment, partie chez des amis pour les préparatifs d'un banquet en l'honneur de la Libération, madame Decugis apprend que son mari était allé négocier la reddition de la batterie du Port ; de retour de La Montagne, l'évêque cherche à la joindre pour la prévenir du drame mais ce n'est qu'à 17h30 qu'elle apprendra la nouvelle. À partir de ce moment-là, « *mes amis sont tous arrivés, ne m'ont pas quittée. Une foule s'était massée silencieuse devant notre maison et en un instant la joie avait cessé dans la ville* »³⁰.

C'est seulement le lendemain matin, après que le corps ait été autopsié par trois médecins puis qu'une toilette mortuaire ait été effectuée par des amis proches, qu'Irène Decugis récupère la dépouille de son mari, enterré le soir même au cimetière de Saint-Denis³¹.

C. Hommages

Selon le quotidien *Le Peuple*, « *les obsèques se déroulèrent le soir au milieu d'une très nombreuse affluence : marque de la sympathie unanime de la population. M. le gouverneur Capagorry, accompagné de M. le Secrétaire général Rivière (...) y assistait. Un détachement de fusiliers marins rendait les honneurs* »³². L'autre journal réunionnais, *Le Progrès*, signale également qu'« *une foule imposante rendait un ultime hommage au disparu (...). Au cimetière, M. J. Rivière, Secrétaire général, adressa un ultime adieu au disparu en termes émouvants, au nom du gouvernement, et M. Nida au nom du personnel des T.P. et du C.P.R.* ». En réponse, « *Madame Irène Decugis et ses enfants remercient très sincèrement le gouverneur, les autorités civiles et militaires et toutes les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie à l'occasion de leur grand malheur* ».

Un an plus tard, à l'occasion de la célébration du premier anniversaire de la « libération » de La Réunion, une stèle en hommage à Raymond Decugis est inaugurée sur le lieu du drame³³ ; à cette occasion le gouverneur adresse une lettre à sa veuve, affirmant que « *la colonie entière conservera pieusement le souvenir de son sublime sacrifice* »³⁴.

²⁸ Témoignage oral fourni par un habitant de La Montagne, selon lequel le chauffeur s'appelait monsieur Colette.

²⁹ Lettre de madame Decugis adressée à ses beaux-parents le 17 août 1944.

³⁰ *Idem*.

³¹ Quelques mois plus tard, Decugis sera inhumé à Tananarive, où sa femme était retournée vivre avec ses quatre enfants.

³² Cote 1 Per 81/44, Archives départementales de La Réunion.

³³ Sur la stèle figurent une croix de la Libération (un glaive avec la croix de Lorraine) et la devise de l'Ordre : « *patriam servando victoriam tulit* » (« *en défendant la Patrie, il a remporté la victoire* »).

³⁴ Depuis lors, chaque année, le 28 novembre, la préfecture veille à faire fleurir le monument.



Détail de la stèle au 16^{ème} km

Dans un message adressé aux Réunionnais en 1944, le commandant du Léopard présente une version assez singulière du sacrifice de Decugis, mort « *pour sauver un ami en danger* » et, à propos du rôle de celui-ci dans l'affaire de la drague coulée au Port, réfute le témoignage à charge du capitaine de gendarmerie qui, lui, était pourtant présent lors de l'évènement. Le capitaine Richard-Evenou déplore surtout qu'« *il se trouve des gens assez infâmes pour taxer Decugis, après coup, de collaboration, pour le représenter comme un serviteur de Vichy (...). Leurs calomnies indignes circulent à Saint-Denis comme à Tananarive. C'est une ignominie, Decugis n'a jamais été un collaborateur !* »³⁵.

Au même moment, dans une pétition qui circule à Saint-Denis, « *les termes de ce document [la note de Decugis à son personnel, le 18 novembre 1941] parurent tels que le bruit a été répandu (...) que Decugis n'était pas profondément gaulliste. Madame Decugis, qui juge avec raison ces rumeurs calomnieuses, demande aux amis et connaissances de son mari de s'inscrire en faux contre semblables allégations* », ce que vont faire trente-sept notables de la ville, lesquels, dans une « *attestation de droiture de Decugis envers la France combattante* », déclarent que le directeur du CPR « *ne pouvait que répéter ce qu'elle [la circulaire] disait (...). Ne pas l'envoyer, c'était commettre une désobéissance grave et, à coup sûr, être suspendu de ses fonctions. Fallait-il que Decugis donnât cette preuve de dévouement à la cause gaulliste ?* »³⁶.

Véritable brevet de gaullisme, cette attestation insiste sur la nécessité qu'a connue Decugis de composer avec sa hiérarchie, de « *pratiquer cette politique du moindre mal* » consistant à répercuter les directives du gouverneur et de son chef de cabinet, au prix « *des tourments toutes les fois qu'il fallait faire un acte qui pouvait être interprété comme l'acceptation d'un régime qu'il détestait* »³⁷. À sa décharge, on peut noter que, dans le courrier incriminé, Decugis se contente d'« *adresser copie de la circulaire du 4 novembre 1941 de M. le Gouverneur de La Réunion* », qu'il résume en sept phrases seulement (alors que la note de Aubert faisait deux pages) sur un ton neutre et sans aucun commentaire personnel, se bornant à demander à ses subordonnés

³⁵ Lettre du capitaine Richard-Evenou adressée aux Réunionnais, avec copie à madame Decugis.

³⁶ Pétition dactylographiée le 25 décembre 1944. Parmi les trente-sept signataires figurent quatre des femmes qui manifestèrent le 11 novembre 1942 à l'appel du général De Gaulle. [Archives I. Decugis-Ruffat]

³⁷ Pétition dactylographiée le 25 décembre 1944.

de lui en accuser réception par écrit³⁸.



Le gouverneur Capagorry remettant à M^{me} Decugis la croix de la Libération, en présence de sa fille aînée. [Archives I. Decugis-Ruffat]

Pour le second anniversaire de la mort de Decugis, le gouverneur adresse le télégramme suivant à sa veuve : « *28 novembre 1942, Raymond Decugis scella de son sang ralliement Réunion à France Combattante – Stop - Vous exprime Madame en ce doulooureux anniversaire pensée pieuse qui nous réunira autour stèle érigée sa mémoire. Capagorry* ». Depuis Madagascar, madame Decugis lui répond que « *Raymond Decugis mourut pour France Combattante et général De Gaulle* »³⁹.

À ces hommages locaux s'ajoute la reconnaissance de la nation : à titre posthume, Raymond Decugis est élevé à la dignité de compagnon de la Libération en décembre 1942, puis fait chevalier de la Légion d'honneur en juin 1955.

³⁸ On constate la même loyauté envers Vichy et le gouverneur Aubert de la part de tous les édiles et directeurs de services de la colonie sans exception, y compris de Raymond Vergès, maire de Salazie et chef du service de Santé. Quoique progressiste et connu pour ses « *idées avancées* » (Aubert dixit), dans une circulaire du 12 novembre 1941 Vergès avertit son personnel que les opposants camouflés doivent se démettre et ne plus compter sur la moindre indulgence.

³⁹ *La Démocratie*, 29-30 novembre 1944. Cote 1 Per 84/2, Archives départementales de La Réunion.

COPIE

DECRET N° 675

portant attribution de la Croix de la Libération à titre posthume

- - - -

Le Général de Gaulle, Chef de la France Combattante,
Président du Comité National,

Sur la proposition du Commissaire National aux Affaires Etrangères
et aux Colonies,

Vu l'Ordonnance n° 7 du 16 Novembre 1940, créant l'Ordre de la
Libération,

Vu l'avis du Conseil de l'Ordre de la Libération du 25 décembre 1942,

DECRET :

ART. 1er - La Croix de la Libération est décernée à titre posthume à
M. Raymond DECUGIS, Chef du Service des Travaux Publics de La Réunion,
pour le motif suivant :

" Fonctionnaire animé d'un patriotisme ardent, a été l'un des
premiers à rallier les Forces Françaises Libres, lors du débarquement
à La Réunion.

" A été mortellement blessé en se portant vers une batterie
côtière qui tirait sur le "Léopard" pour l'amener à cesser le feu".

ART. 2 - Le Commissaire National aux Affaires Etrangères et aux Colonies
est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal
Officiel de la France Combattante.

Fait à Londres, le 25 décembre 1942
S/ Charles de GAULLE

Pour le Chef de la France Combattante
Président du Comité National

Le Commissaire National aux Affaires Etrangères et aux Colonies.
Signé: CAPAGORRY R.

Pour copie certifiée conforme
Le Gouverneur de La Réunion.
Signé: CAPAGORRY

a été mis

20.1.1965



Copie du décret attribuant la Croix de la Libération à Decugis le 25 décembre 1942.
[Archives I. Decugis-Ruffat]

C. Un crime impuni

Le coupable de la mort de Decugis et ses compagnons ne seront jamais traduits en justice, conformément à la volonté de Capagorry de tourner définitivement la page sur les excès du régime antérieur et d'en amnistier les crimes :

« *J'ai promis publiquement, les 28 et 30 novembre 1942, avec l'approbation du Comité National Français, que les personnes qui avaient participé, antérieurement à mon arrivée, à cette action [au service de l'État Français] ne seraient pas inquiétées, si ces personnes se rangeaient sincèrement derrière le général De Gaulle* »⁴⁰.

⁴⁰ Lettre confidentielle du gouverneur Capagorry au procureur général de Saint-Denis, le 16 avril 1945. MAREK, *op. cit.*, p. 78.



Prise d'armes sur le Barachois le 3 décembre 1942 : à l'occasion du départ de l'ex gouverneur Aubert, celui-ci, accompagné de Capagorry, du capitaine Evenou et du commandant Barraquin, passe en revue les FNFL et les soldats ralliés. [D.R.]

C'est ce que vont faire bon nombre de notables pétainistes en versant de l'argent au profit de la France combattante ou en rejoignant opportunément les FFL, échappant par là même à la menace d'indignité nationale. Les quelques plaintes déposées pour réclamer le châtiment des fonctionnaires les plus compromis dans la politique répressive de l'État français à La Réunion sont déclarées non recevables par le procureur de la République⁴¹.

Même volonté de pardonner dans la presse : deux jours après la mort de Decugis, *Le Progrès* ne doute pas que « *les Réunionnais, dont la noblesse de sentiment ne s'est jamais démentie jusqu'ici, sauront une fois de plus se mettre au-dessus de ces petites contingences de la vie et ne pas se laisser aller à de vaines représailles* ». L'autre quotidien, *Le Peuple*, fait preuve de la même indulgence en qualifiant le décès d'un homme abattu par Hugot de « *mort accidentelle au Port le 28 novembre* » et en formulant le vœu de prompt rétablissement pour « *notre jeune et distingué compatriote Émile Hugot, blessé au Port samedi* ».

L'évêque de La Réunion, pétainiste notoire compromis dans la politique répressive du gouverneur Aubert, appelle également à une absolution générale, et il n'est pas jusqu'à l'officier FFL Moreau pour déclarer qu'alors qu'il était prisonnier à Hell-Bourg, « *les conversations que j'eus avec tout le monde ne m'ont pas permis de découvrir une seule personne ayant de l'animosité contre nous* », c'est-à-dire envers la France Libre⁴².

⁴¹ Ces plaintes émanaient principalement de de Lepervanche. La chambre civique de La Réunion acquitte les principaux collaborateurs, à l'exception du chef de cabinet d'Aubert, révoqué en septembre 1944 avec maintien d'une pension ! De son côté, le tribunal militaire de Tananarive prononce la mise à pied pour deux ans de l'ancien procureur général et la Cour de justice de Paris relaxe l'ex-gouverneur en juillet 1945.

⁴² *Le Peuple* du 2 décembre 1942. Cote 1 Per 81/44, Archives départementales de La Réunion.

III) DECUGIS, COMPAGNON DE LA LIBÉRATION

Le 25 décembre 1942, moins d'un mois après sa mort, Decugis était décoré à titre posthume de la Croix de la Libération, devenant par là même un compagnon de la Libération, le plus prestigieux des titres militaires, décerné parcimonieusement entre janvier 1941 et janvier 1946 à un peu plus de mille combattants.

Convaincu que « *les Français ont besoin d'être encouragés, stimulés* », le général De Gaulle avait créé l'Ordre de la Libération dans le but de « *récompenser les personnes ou collectivités qui se sont signalées dans l'œuvre de la libération de la France et de son empire* ». Il suivait personnellement les nominations dans cet ordre, en fonction de ses affinités, ce qui explique que les Français Libres aient été privilégiés (on compte seulement un quart de Résistants parmi les décorés), particulièrement les officiers (plus de la moitié du total des 1036 compagnons).



De même le chef de la France Libre voulait-il que, sauf exception, la Croix de la Libération soit solennellement remise au cours d'une prise d'armes par lui-même ou, à terme, par un autre membre de l'Ordre désigné par ses soins ; à La Réunion, c'est le nouveau gouverneur qui fut chargé de cette mission.

Informé par Capagorry des circonstances du ralliement de La Réunion à la France combattante, De Gaulle décerne à Decugis la Croix de la Libération au titre de la Résistance intérieure et de la France Libre. Une telle distinction à double titre est particulièrement exceptionnelle, seuls 52 compagnons l'ayant obtenue.

Croix de la Libération

Quels services hors pair Decugis a-t-il rendus à la Résistance ? Le décret lui décernant la Croix en mentionne deux :

« *Fonctionnaire animé d'un patriotisme ardent, a été l'un des premiers à rallier les Forces Françaises Libres, lors du débarquement à La Réunion.* »

« *A été mortellement blessé en se portant vers une batterie côtière qui tirait sur le « Léopard » pour l'amener à cesser le feu ».* »

En proposant à De Gaulle de le décorer, Capagorry a sans doute été sensible au fait que Decugis était un haut fonctionnaire qui avait spontanément proposé ses services et ceux de son administration à un moment critique puisqu'on ne pouvait pas prévoir, le 28 novembre à l'aube, si le ralliement de La Réunion serait couronné de succès. D'où, dans le décret, les précisions « *fonctionnaire* » et « *un des premiers* ». Par ailleurs, Capagorry ne pouvait qu'apprécier la proposition de Decugis visant à négocier afin d'éviter des combats fratricides dans une île dont lui-même venait de prendre la direction.

Pourtant, l'engagement de Decugis au service de la France Libre peut sembler bien modeste si on le compare à celui de figures emblématiques comme Pierre Brossolette et Jean Moulin par exemple, décorés deux mois plus tôt. De

Gaulle le résume d'ailleurs à son « *concours au détachement du Léopard* [qui] *eut tôt fait de régler l'incident* » [de la batterie côtière], et conclut de façon laconique : « *Decugis y fut malheureusement tué* »⁴³. Un engagement d'autant plus modeste qu'il n'a en rien influencé le cours des évènements militaires ce jour-là : le combat fratricide qu'il souhaitait éviter au Port eut lieu malgré tout, faisant trois morts (deux tués par un obus tiré depuis le Léopard et un troisième abattu par Hugot).

Peut-on avancer l'hypothèse d'un Decugis « *combattant de l'ombre* », engagé dans la Résistance avant l'arrivée du Léopard ? Cette éventualité est peu plausible non seulement car elle n'est pas évoquée par l'Ordre de la Libération, mais encore car elle n'est étayée par aucun témoignage, notamment dans l'entourage des rares Résistants à La Réunion que furent peut-être de Lepervanche, Vinh San et de Villèle. La pétition rédigée en décembre 1944 en hommage à Decugis mentionne bien « *ce qu'il a fait de plus risqué pour communiquer avec les Forces Françaises Libres* »... mais n'apporte aucun exemple concret d'engagement, pas plus qu'on en trouvait deux ans plus tôt dans les éloges funèbres prononcés lors de son enterrement ou dans la lettre adressée à ses parents par sa femme, dans laquelle elle décrivait leurs deux années passées dans l'île.

Aussi, même s'il est évidemment difficile de proportionner la reconnaissance au degré d'engagement des hommes, ou de hiérarchiser leur bravoure et leurs faits d'armes, rien n'explique qu'avec un engagement somme toute modeste, Raymond Decugis ait été élevé à la dignité de compagnon. Plus surprenant encore, son action, à classer logiquement dans la catégorie des engagements au service de la France Libre, lui a valu une double citation (France Libre et Résistance intérieure) à la différence de trois autres compagnons qui participèrent non seulement au ralliement de La Réunion mais à plusieurs autres opérations militaires, et qui n'ont pourtant été distingués qu'à un seul titre : celui de la Résistance intérieure pour le gouverneur Capagorry, et celui de la France Libre pour Cadéac d'Arbaud et Jules Evenou⁴⁴.

L'importance de l'engagement de Decugis est peut-être à chercher ailleurs que dans son action « *pour sauver un ami en danger* »⁴⁵. Il existe en effet une autre hypothèse, à classer parmi les « *pieuses légendes* »⁴⁶ qui ont accompagné la mystique de la France Libre : au moment où il élève Decugis au titre de compagnon de la Libération, De Gaulle vient d'obtenir du gouvernement britannique la reconnaissance de la souveraineté de la France Libre sur Madagascar et La Réunion, mais voit son rôle de chef de la France combattante toujours déprécié par les Américains qui lui préfèrent l'amiral Darlan (assassiné la veille du décret décernant la croix de la Libération à Decugis) avant d'imposer le général Giraud pour organiser l'effort de guerre dans l'Empire.

⁴³ Charles DE GAULLE, *Mémoires de Guerre*, tome II.

⁴⁴ Jules Evenou, dit Richard, engagé dans les FNFL en juillet 1940 et commandant du Léopard, fut élevé à cette distinction une semaine après Decugis. Promu en janvier 1946, Jean Cadéac d'Arbaud s'était engagé dans les FNFL en mai 1941 ; fusilier-marin à bord du Léopard, il participa ensuite aux combats en Italie puis au débarquement en Provence et enfin à la libération de la France. Jean Capagorry, administrateur au Gabon, qu'il rallia à la France Libre en septembre 1940, puis au Congo, et enfin gouverneur de La Réunion, devint Compagnon en octobre 1944 au titre de la Résistance Intérieure ... alors qu'il n'avait jamais mis les pieds sur le territoire métropolitain de toute la guerre ! Decugis fit partie des 54 compagnons distingués à double titre.

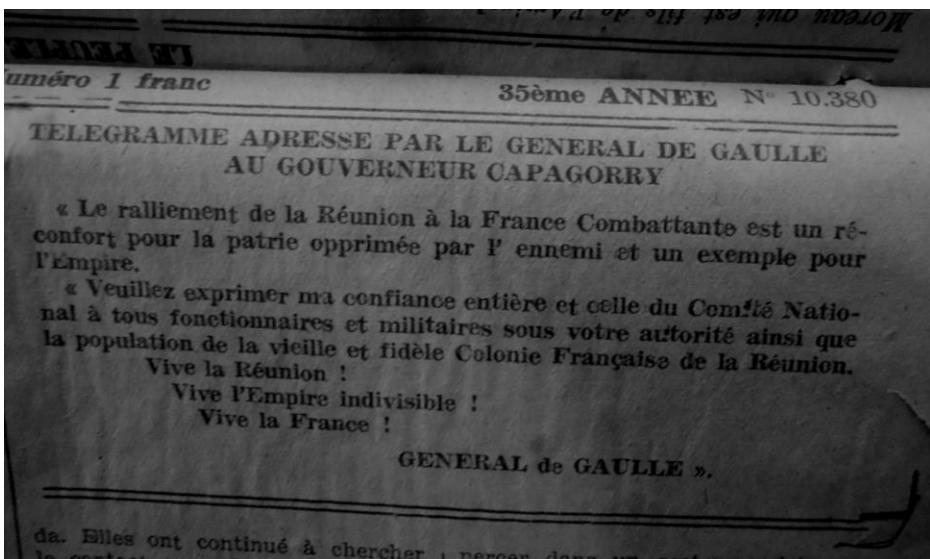
⁴⁵ Déclaration du capitaine Richard-Evenou adressée aux Réunionnais en 1944, avec copie à madame Decugis.

⁴⁶ Selon l'expression de Henri Michel, fondateur du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, dans « *Bibliographie critique de la Résistance* ».



Prise d'armes à Alger le 2 décembre 1942. Aux côtés des chefs militaires Alliés (Eisenhower et Cunningham), leurs interlocuteurs français, rivaux de De Gaulle : l'amiral Darlan (à gauche) et le général Giraud (à droite).

Dans la lutte politique qui secoue Alger et la métropole, le soutien de tous les opposants à Vichy est capital pour De Gaulle, afin de lui permettre d'affirmer les ambitions et la légitimité de la France combattante tout autant que pour asseoir le mythe de l'insurrection nationale. Il a besoin d'exemples d'engagement de patriotes sous sa bannière, partout en France et dans l'Empire.



Manchette du quotidien *Le Peuple*, le 30 novembre 1942 [A.D.R.]

C'est pourquoi, même à La Réunion où il n'y a guère eu de Résistants, il lui faut trouver des modèles, aussi bien pour satisfaire l'amour-propre de la population

et l'inciter à rallier le combat national que pour traduire dans la réalité le rêve gaullien d'une France toute entière résistante, à l'avant-garde de laquelle figureraient les compagnons de la Libération. Decugis serait donc, dans cette perspective, un faire-valoir : à défaut d'avoir appartenu à un réseau de Résistance ou fait partie des 52 755 membres répertoriés des FFL, il symbolise quand même l'esprit de sacrifice des « *volontaires de l'aube* », de ces hommes dont l'action est « *un réconfort pour la patrie opprimée par l'ennemi et un exemple pour l'Empire* »⁴⁷. Son engagement justifie l'hommage que lui rend, au nom du général De Gaulle, le gouverneur Capagorry lorsqu'il écrit à sa veuve : « *Votre mari a servi la Patrie jusqu'au sacrifice suprême, mais sa mort a fait beaucoup pour que, sur ce petit coin de terre française, la Patrie, la vraie, celle qu'il aimait tant, fût sauvée* »⁴⁸.

ANNEXE

Madame Decugis et l'« affaire » du dépôt de fleurs au monument aux morts de Saint-Denis le 11 novembre 1942⁴⁹.

Les faits

Le communiqué de De Gaulle à la radio anglaise, appelant les Français à se recueillir devant les monuments aux morts le 11 novembre 1942, a été suivi d'effet dans plusieurs localités de La Réunion, notamment à Saint-Louis et à Saint-Pierre, où des Anciens combattants se rassemblent avec le maire à leur tête.

À Saint-Denis, il ne s'est pas agi d'un défilé mais de l'action individuelle d'une vingtaine de personnes, essentiellement des femmes, venues déposer des fleurs et se recueillir devant le Monument de la Victoire ou la statue de Roland Garros. Leur geste est sans conteste politique puisque les deux années précédentes, à la même date, aucune cérémonie n'avait eu lieu : il s'agit bien, ce 11 novembre 1942, de répondre à la consigne donnée par le général De Gaulle. La démarche de ces femmes n'est pas forcément concertée, le dépôt de gerbes se faisant à des heures très variables et devant deux monuments différents. Leur détermination n'est pas non plus identique : tandis que certaines, troublées par la présence de policiers, renoncent au dernier moment à déposer leurs bouquets, se présentent sans fleurs ou même agissent anonymement avant l'aube ou le lendemain, d'autres viennent en groupes de quatre ou cinq femmes, bien décidées à être vues et à provoquer les agents de police. Quelques curieux restent en retrait, à l'exception d'un homme qui s'approche pour se recueillir ostensiblement et qui, comme plusieurs femmes, ne manque pas d'afficher son mépris pour les représentants de l'ordre présents. M^{me} Decugis est parmi les plus frondeuses, n'hésitant pas à apostropher un policier pour lui demander s'il est interdit de prier ; sur une nouvelle intervention de l'agent, M^{me} Decugis a répondu « *si vous êtes chargé d'empêcher de déposer des fleurs au monument, retirez-les si vous le voulez* ».

Un commissaire et au moins sept agents ont été mobilisés pour faire face aux « *incidents relatifs au 11 novembre* », et « *toutes les fleurs retirées de ces deux monuments ont été déposées au Commissariat* » ... comme pièces à conviction !

⁴⁷ Télégramme adressé à Capagorry le 29 novembre 1942, reproduit le lendemain dans *Le Peuple*.

⁴⁸ Lettre du 28/01/1943. [Archives Irène Decugis-Ruffat]

⁴⁹ Les faits nous sont connus grâce aux rapports du chef de la gendarmerie de Saint-Denis et du chef de la Sûreté de La Réunion. Séries 1M et 4M, Archives départementales de La Réunion

Seize personnes sont nommément mentionnées dans le procès-verbal établi par le commandant de gendarmerie, parfois « *désignées par des chauffeurs de taxi* » lorsque les représentants de l'ordre ne les ont pas reconnues, ce qui est rare car toutes appartiennent à des familles de notables de Saint-Denis. C'est d'ailleurs sur cet aspect que vont insister les avocats chargés de leur défense quelques jours plus tard.

Le procès

À l'exception des passants restés en retrait et d'une femme « *passée près du monument qu'elle a regardé* », toutes les personnes mentionnées dans le rapport de gendarmerie sont convoquées le 17 novembre devant le tribunal correctionnel, c'est-à-dire un homme et quatorze femmes de différents âges, sans compter les deux enfants qui accompagnent M^{me} Decugis, sans doute ses filles aînées, âgées de quatre et six ans. Le chef de la Sûreté, à qui on doit un rapport sur le déroulement de l'audience, signale que « *l'élément féminin domine aussi bien sur les bancs (devenus trop petits) que dans la salle* », et que le public est « *en grande majorité composé des anglais* [il faut entendre par là des Mauriciens] *ou pro anglais* ».

La presse rappelle qu'il est reproché aux inculpés « *d'avoir, à Saint-Denis, sciemment accompli sous forme collective ou individuelle, un acte constituant une manifestation contre le gouvernement français, en obéissance à la radio britannique ou dissidente* ». Tout au long de la matinée, les trois avocats et leurs clients vont s'efforcer de démontrer l'accusation afin d'éviter un procès politique. Le défenseur de M^{me} Decugis nie toute action gaulliste de ses clientes, insiste sur le geste patriotique des prévenues, et déclare que « *tous les accusés sont essentiellement de bons français. (...) M^{me} Decugis est la fille d'un colonel* ». Un autre avocat se dit « *profondément attristé de voir l'élite d'une vieille terre française sur le banc du Tribunal* ». La défense cherche à démontrer que l'arrêté du gouverneur interdisant des cérémonies a été respecté, car le dépôt de fleurs n'en est pas une, et par conséquent « *aucun des prévenus n'accepte la responsabilité d'une manifestation* ». L'autre reproche, celui d'« *avoir écouté la radio étrangère* », est tout aussi infondé selon les avocats. D'ailleurs l'accusation n'insiste pas sur la violation de l'interdiction de la réception de la radio anglaise dans des lieux privés, passible de deux ans de prison depuis un arrêté de novembre 1941. Il est vrai que « *le réquisitoire du procureur est très sobre* ».

De leur côté, sûres de leur bon droit en n'ayant rien fait d'autre que d'« *accomplir leur devoir, dicté par le sentiment français* », les prévenues font preuve d'une grande assurance dans le prétoire. Si l'on en croit le chef de la Sûreté, « *elles paraissent prendre un bain de félicité et ont l'air de regretter (...) l'absence des sun-lights* ». Sans leur donner raison pour leur « *geste pieux en souvenir des morts* » de la Grande Guerre, assimilé à un trouble de l'ordre public, les juges condamnent les quinze accusés à une amende de mille francs. Même si le jugement déçoit les nombreuses personnes venues soutenir les prévenues (entraînant une exclamnation immédiatement réprimée par le « *gendarme, faites évacuer la salle* » prononcé par le Président) le verdict peut sembler clément si on le compare à la prison ferme dont avaient écopé six mois auparavant Roger Guichard et le Prince Vinh San, pour s'être recueillis devant la statue de la République à l'Hôtel de ville de Saint-Denis, conformément à une consigne gaulliste diffusée par radio Londres à l'occasion du premier mai 1942.

Comment expliquer cette clémence ?

Tout d'abord par la personnalité des prévenues : il s'agit exclusivement de femmes de notables de la colonie, appartenant pour certaines au très chic Tennis club de Bourbon. Comme le relève un propos entendu dans le public et rapporté par le chef de la Sûreté, « *les maris de toutes les accusées sont ceux qui ont le plus largement profité du régime* ». Il y a en effet parmi elles les épouses de grands patrons (notamment le directeur de la Compagnie marseillaise et celui des Sucreries coloniales) et de hauts fonctionnaires : chefs du service de Santé, des Eaux et Forêts, des Travaux Publics... Pour sa part, M^{me} Decugis n'hésite pas à faire savoir que son mari est apprécié du gouverneur : faisant allusion à une lettre « *par laquelle le Chef de la Colonie félicitait Decugis et son personnel de l'opération effectuée* » pour obstruer le chenal du port, le chef de la gendarmerie affirmera l'année suivante que « *M^{me} Decugis, avant même le 28 novembre 1942, avait donné une très large publicité à cette lettre* ». Et comme si la position sociale de leurs clientes ne suffisait pas, les avocats mettent en valeur le lien qui les unit à la Patrie en soulignant leur état d'orpheline de guerre, de pupille de la nation ou de filles d'officiers.

Le contexte militaire explique également la relative clémence du tribunal : depuis l'armistice signé à Madagascar douze jours plus tôt par le gouverneur Annet, un débarquement britannique à La Réunion semble imminent, et avec lui le ralliement de la colonie à la France Libre. Dans ces conditions, l'opportunisme et la prudence sont de mise et ont pu conduire les juges à faire preuve d'indulgence en ne suivant pas le réquisitoire du procureur. Quant à ce dernier, il n'a plus rien à perdre car ultérieurement il lui serait difficile de faire oublier son engagement pétainiste, rappelé au cours du procès lorsque le bâtonnier « *fait allusion aux fonctions de propagandiste du procureur Piétri* ». Une menace à peine déguisée ?

L'importance de l'« affaire du 11 novembre »

La détermination d'une vingtaine de personnes à vouloir transgresser un arrêté du gouverneur est admirable. En refusant de rester plus longtemps dans l'attentisme, elles ont pris une voie que par ailleurs très peu de Réunionnais ont suivie, celle de la dissidence. En effet, comme le reconnaîtra peu après Capagorry, « *les faits de Résistance proprement dite furent rares* » dans la colonie. Leur attitude est d'autant plus digne d'éloge que l'appartenance sociale de ces femmes et de cet homme les avait jusque là tenus à l'écart des revendications, des engagements politiques et des combats idéologiques. En affirmant leurs sympathies gaullistes, non seulement ils se coupaient du cercle de leurs fréquentations mais, en plus, ils pouvaient craindre de s'aliéner les autorités religieuses aussi bien que l'administration coloniale et les édiles (notamment le maire, Barau, prompt à faire retirer les gerbes de fleurs). En outre, en allant à l'encontre du régime et de son ordre établi, les contestataires savaient qu'ils pouvaient être inquiétés par la police et déférés devant la justice. Même si le fait passa inaperçu sur le moment, deux de ces femmes (Olga de Villèle et Louise Fanucci) avaient d'ailleurs eu l'une son père et l'autre son mari arrêtés 8 mois plus tôt à l'usine de Savannah et condamnés par le tribunal militaire de Tananarive à deux ans de prison pour complicité d'espionnage dans « *l'affaire Simpson* ».

L'action de ce petit groupe de manifestants a été prise très au sérieux par le pouvoir, qui dépêche sur les lieux une bonne demi-douzaine de policiers dès 5 h et demi du matin. La semaine suivante, même le public venu assister au procès sera suspecté d'anglophilie, ce qui justifiera que soit dressée la liste des personnes présentes à l'audience. Il est vrai que les plaidoiries, sans critiquer le régime, avaient évoqué « *la brute germaine* » et que le verdict avait été accueilli avec réprobation.

LES INSURGÉS FACE AUX MILITAIRES DANS LE DISTRICT D'ANDEVORANTO/BRICKAVILLE A MADAGASCAR (1947-1948)

Tovonirina RAKOTONDRABE

Professeur des Universités

Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences humaines

Université de Toamasina¹

Résumé : Cette contribution se propose d'étudier l'insurrection de 1947 sur une partie de la côte centre-est (district d'Andovoranto-Brickaville) en retraçant la chronologie et les caractéristiques du mouvement et en essayant d'en dégager les enjeux au niveau local. L'analyse de la répression de la « rébellion » par les forces coloniales, principalement d'origine marocaine, laisse apparaître ses faiblesses, tout en montrant son aspect éclaté. Les méthodes de pacification et de reconquête menée par les autorités françaises font de 1947 la dernière campagne militaire coloniale à Madagascar. La contribution fait ressortir les logiques de violence inhérentes au contexte colonial.

Mots-clés : insurrection anticoloniale, insurgés *Marosalohy*, 1947, Brickaville, décolonisation, répression coloniale, violence coloniale, tirailleurs marocains.

Abstract: This paper aims to study the 1947 anticolonial insurrection on a part of the central eastern coast of Madagascar (district of Andovoranto-Brickaville) by relating the movement chronology and main features and by drawing what is at stake on local level. The repression of the uprising by the colonial forces, mainly made up of Moroccan soldiers, shows its weaknesses and broken up features. The pacificatory measures led by French authorities make 1947 as the last colonial military campaign in Madagascar. The paper draws the nature of violence in the colonial context.

Keywords: anticolonial insurrection, *Marosalohy* rebels, 1947, Brickaville, decolonization, colonial repression, colonial violence, Moroccan soldiers.

¹ Cet article est la version remise à jour d'une contribution ayant bénéficié de l'appui du projet Campus « 1947 et la décolonisation de Madagascar », financé par le Ministère français des affaires étrangères par le biais du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France à Antananarivo. Il a fait l'objet d'une communication présentée au colloque international « Colonisations et répressions, XIX^{ème}-XX^{ème} siècles » organisé par le laboratoire SEDET de l'Université de Paris 7 – Denis Diderot, 15-17 novembre 2007. Les principales sources utilisées se trouvent d'une part en France, au Château de Vincennes, Service historique de l'Armée de terre (SHAT) devenue depuis Service historique de la Défense, près de Paris. Ensuite, aux Archives Nationales d'outre-mer (ANOM) à Aix-en-Provence. Et d'autre part, aux Archives de la République malgache (ARM), sises à Tsaralalâna, Antananarivo.

Situé à la lisière de la zone en état de siège définie après le déclenchement de l'insurrection « nationale » le 29 mars 1947, le district d'Andevoranto/Brickaville ne présente pas moins toutes les caractéristiques d'un espace insurrectionnel entre 1947 et 1948, même s'il n'est pas compris officiellement dans la zone des opérations militaires proprement dites. En essayant d'aller au-delà du décalage fréquent entre mémoire, pour ne pas dire devoir de mémoire, et travail de reconstitution historique, notre propos consiste à apporter quelques éclairages à toute une série d'interrogations, qui nous paraissent basiques, pour la compréhension et l'explication d'une insurrection qui continue de marquer l'inconscient collectif à Madagascar.

En suivant une approche monographique, qui permet d'éviter les généralisations hâtives, nous avons tenté de « coller » au terrain du mouvement insurrectionnel. Comment se sont formées et développées les bandes insurgées ? Qui sont les insurgés qui ébranlent les fondements de l'autorité coloniale ? Comment est mise en œuvre la campagne de répression militaire, avec quels moyens et dans quels objectifs ? Au cœur de notre démarche se trouve l'analyse des ressorts de la violence en situation coloniale.

Carte n° 1 Carte de localisation



I) DU COTÉ DES INSURGÉS : ENTRE RÉVOLTE ET BANDITISME SOCIAL

A. Émergence et développement d'un espace insurrectionnel

Le district est centré sur Andevoranto jusqu'en 1947. Le caractère excentré de ce centre administratif par rapport au principal axe de communication que constitue le chemin de fer Tananarive-Côte Est (TCE) est mis en exergue par le déroulement de la répression militaire. Andevoranto est définitivement abandonné comme chef-lieu au profit de Brickaville sur le TCE en 1949. L'espace insurgé, subdivisé en deux zones principales, est caractérisé par un extrême éclatement.

Au nord, un premier axe Maroseranana-Fetraomby et un second correspondant à la région des graphites, enclavée et difficile d'accès². Dans un compte-rendu de tournée à Seranantsara au début du mois d'octobre 1947, c'est-à-dire dans la première phase de la répression, les militaires mentionnent que les indigènes affirment n'avoir vu ni militaire, ni administrateur, ni médecin, ni instituteur, ni commerçant depuis 1920 et concluent : « *les indigènes ont été abandonnés et beaucoup vivent dans la misère* » et que « *les habitants de cette région ont vraisemblablement été tous rebelles ou sympathisants* »³. Il s'agit ainsi d'une zone sous administrée qui n'en demeure pas moins le point de départ du soulèvement dans le district. Ce constat contredit une idée reçue, car dans cette zone c'est l'absence de l'administration qui a favorisé l'insurrection. Le général en chef Raboda⁴, initiateur local du mouvement, y a constitué sa bande et donne le signal de la rébellion.

Au sud se trouve la zone traversée en son milieu par le chemin de fer TCE sur l'axe Brickaville-Anivorano-Fanovana. Au nord du TCE, les cantons de Lohariandava, Anivorano et Brickaville, au sud ceux de Ranomafana, Vohibooazo et d'Andevoranto. C'est la zone la mieux tenue sur le plan administratif où la petite colonisation créole, d'origine réunionnaise, est assez présente. Cette zone constitue le principal foyer de l'insurrection et Brickaville devient le refuge des colons ayant abandonné leurs concessions face aux assauts des insurgés. Elle se trouve dans la mouvance de la figure légendaire du général Paul Be et de l'un de ses successeurs, le colonel Dimilahy. Elle reste le principal foyer insurrectionnel du district jusqu'à la fin du premier trimestre 1948.

Le début de l'insurrection dans le district est en léger décalage par rapport à la date du 29 mars 1947. C'est seulement à partir du 9 mai 1947 que le district entre dans le mouvement insurrectionnel avec l'attaque de Fetraomby, le 13 mai, et celle d'Anivorano, le 15 mai, par une cinquantaine d'insurgés menés par Raboda. Jusqu'au 21 mai, les concessions des environs d'Anivorano et de Brickaville subissent les attaques sporadiques de bandes insurgées. Ces dernières longent ensuite le chemin de fer TCE en attaquant les gares de Junck (21 mai) de Rogez (26 mai) et de Mouneyres (1^{er}, 4 et 10 juin). C'est à ce moment qu'a lieu l'affrontement le plus violent entre forces coloniales et forces insurgées au pont de Manambaro, le 28 mai, au cours duquel la section du lieutenant Béky tombe dans une embuscade tendue par la bande de Paul Be : une dizaine de tirailleurs malgaches, dont le lieutenant Béky, et une soixantaine

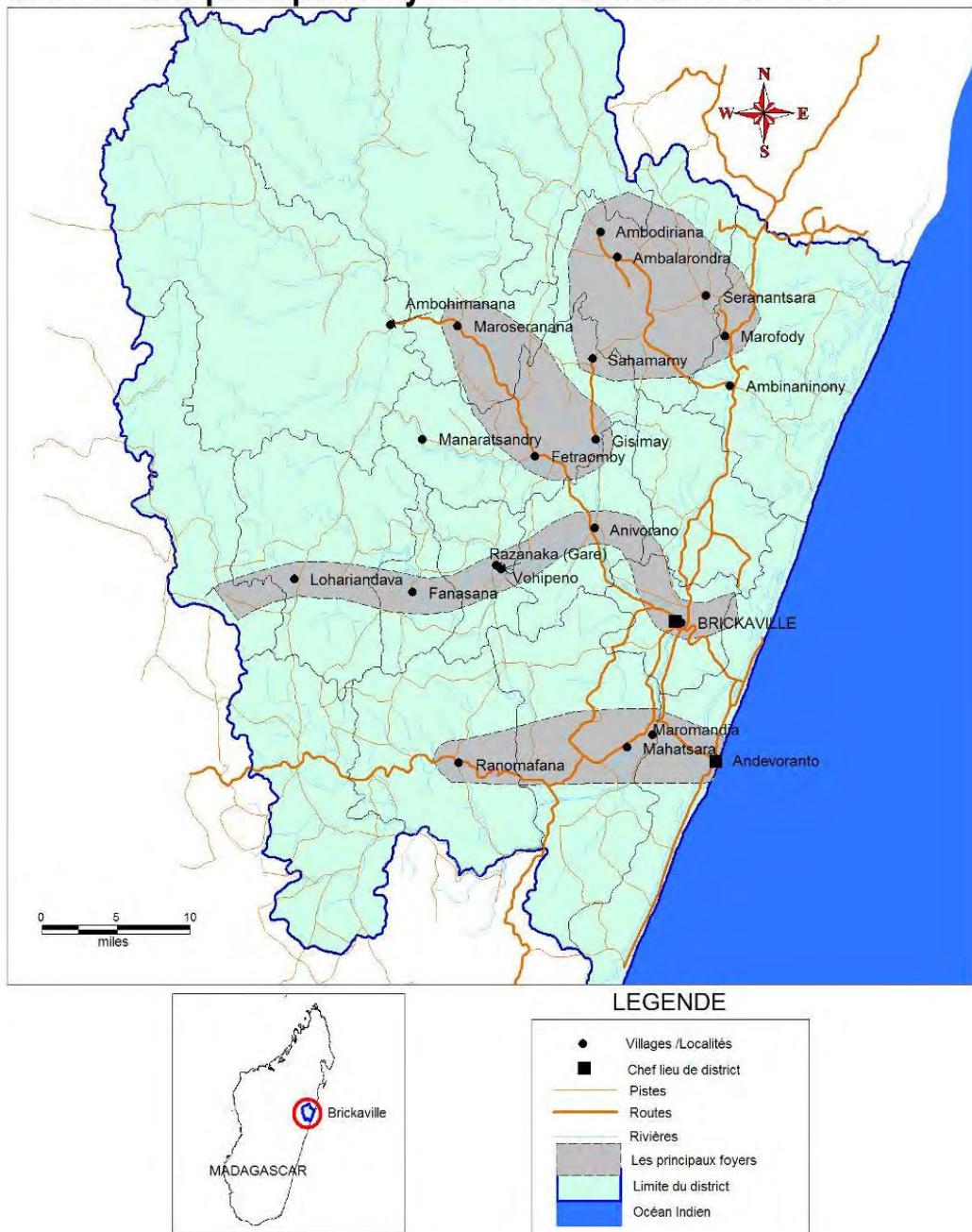
² À l'aube du XX^{ème} siècle, cette région, dont les principaux centres sont, du nord au sud, Ambodirina, Seranantsara et Sahamamy, reste encore enclavée.

³ SHAT, Vincennes, 7U 550/6, Compte-rendu Seranantsara, 01/10 au 07/10/1947.

⁴ Raboda est le principal chef insurgé du district à côté de la figure emblématique du général Paul Be. Si ce dernier est resté dans la légende dans la région de Brickaville, il est sûrement nécessaire de mener des enquêtes orales de terrain dans le nord du district pour reconstituer le personnage du premier.

d'insurgés sont tués. Les *Marosalohy*⁵ récupèrent deux fusils mitrailleurs de la section et contrôlent, pour un moment, la zone comprise entre le Rianila et l'Iaroka.

Carte n° 2 Les principaux foyers de l'insurrection en 1947



⁵ « Ceux qui sont armés de sagaies », nom donné aux insurgés par la population.

Les deux principaux centres administratifs, Andevoranto et Brickaville, ne sont menacés que tardivement. Le premier assaut sur Andevoranto, dirigé par le colonel Dimilahy, adjoint de Paul Be, a lieu le 28 juin 1947 et le second, mené par ce dernier en personne, se passe dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août. Brickaville, où se concentrent les forces de défense du district ne subit une première attaque que le 14 février 1948 et une seconde dans la nuit du 4 au 5 mars 1948, soit un an après le mot d'ordre « national » du 29 mars 1947. Le mouvement insurrectionnel s'essouffle vers la fin du deuxième semestre 1948 après l'arrestation et/ou la mort de ses principaux leaders⁶. Le reflux du mouvement coïncide d'ailleurs avec la multiplication des expéditions punitives menées par les *Marosalohy* contre les villages qui refusent de ravitailler les bandes insurgées. C'est le cas du village d'Ambodimpolomosy qu'ils incendent dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet 1948, car certains habitants ne veulent plus poursuivre leur ravitaillement ; deux habitants (Ratsimba et Lekajama) sont même sommairement exécutés par les insurgés en représailles.

B. La multiplication des bandes insurgées : géographie du soulèvement

À partir des auditions des insurgés au moment de leur arrestation⁷ et des archives militaires⁸, il est possible de dégager au moins trois mouvances à l'intérieur de l'espace insurgé, de part et d'autre du chemin de fer TCE.

D'abord, la mouvance du général Raboda qui déclenche l'insurrection dans le district à partir du canton de Maroseranana, pour l'animer ensuite dans les cantons de Fетraomby, d'Anivorano et d'Ambalarondra. À partir de la contre-offensive militaire coloniale en octobre 1947, Raboda se replie dans le secteur de Moramanga où il ne sera arrêté que début mai 1949 et il ne fera plus parler de lui dans le district. Dans sa mouvance se trouvent le général Damena et le colonel Manga, ce dernier étant le responsable du secteur de Sahamamy. Celui-ci vient à la rescoussse des troupes du général Boda en participant à l'assaut contre Anivorano, le 15 mai 1947, avec environ 400 hommes. En 1948, il écume la région des graphites en s'attaquant aux principaux exploitants, à savoir les établissements Rostaing à Sahamamy et Gallois à Ambodirina, avant de se heurter aux éléments du Régiment des tirailleurs marocains lors de l'attaque de Gisimay, au cours de laquelle il est blessé ; il se rend le 29 mai 1948⁹.

Un peu plus à l'Est, autour de Seranantsara, opère la mouvance du général Lesampy. La particularité de cette mouvance consiste en la présence en son sein du plus grand sorcier du mouvement insurrectionnel dans le district en la personne de Amady-Injay dit Lezama, d'origine sénégalaise¹⁰. C'est lui qui fabrique les « *fanafody* » (amulettes) et les « *gri-gri* » destinés aux « *miaramila* » (soldats -de l'insurrection-), dont le but est de « transformer en eau » (*rano*) les balles des troupes coloniales. Les chefs insurgés d'autres mouvances viennent se ravitailler auprès de Injay pour « protéger » leurs soldats. Injay étant considéré comme « *le plus grand sorcier de la région* ». Il est arrêté le 1^{er} juin 1948 par le chef de canton de Marofody.

⁶ Paul Be (tué le 26 décembre 1947), colonel Manga (tué le 30 mai 1948), général Lesampy (arrêté le 2 juin 1948), général Leberazafy (tué le 07 juillet 1948), général Panobelina (arrêté le 28 mai 1948).

⁷ Archives de la République de Madagascar (ARM), Série D 875 à D 887.

⁸ Service historique de l'Armée de terre (SHAT), Série 7U et 8H.

⁹ ARM, D 887, P.V de Manga, 30/05/1948.

¹⁰Curieusement, il ne nous a pas été possible de trouver des renseignements concernant les activités antérieures à l'insurrection de Lezama. Une véritable anthropologie historique de la sorcellerie pendant le soulèvement reste à mener.

La principale mouvance qui agit dans la partie Sud du district est dirigée par l'emblématique général Paul Be et son adjoint, le colonel Dimilahy. Cette mouvance anime l'insurrection sur l'axe Andevoranto-Brickaville, au cœur du district. Même si Paul Be est tué très tôt, lors d'un assaut des insurgés contre le village de Mahatsara le 26 décembre 1947, les renseignements militaires évaluent encore l'effectif de sa mouvance à environ 1000 hommes début 1948. En possession d'armes de guerre récupérées sur la section du lieutenant Beky en mai 1947, la bande de Paul Be « terrorise » le Sud du district jusqu'à la fin du premier trimestre 1948. Même s'il meurt précocement, de tous les chefs militaires de la rébellion, Paul Be est celui qui est vraiment resté dans la légende et dans les traditions orales et son histoire reste entièrement à reconstituer.

À côté de ces grandes mouvances évoluent des bandes mineures, souvent autonomes les unes par rapport aux autres et souvent par rapport aux principales mouvances évoquées ci-dessus. Telles les troupes du général Panoelina qui agissent surtout à l'ouest du district, dans le canton de Lohariandava, de part et d'autre du chemin de fer TCE, jusqu'à la capture de leur chef fin mars 1948. Trois camps d'insurgés sont aussi le point de départ des actions rebelles dans les cantons d'Andevoranto et de Vohiboazo : celui de Mahela dirigé par le général Leberazafy jusqu'à sa mort en juillet 1948, celui de Sahatakoly dirigé par le colonel Maro et celui de Avilona qui concentre une partie de l'armée de Paul Be.

Le mouvement insurrectionnel dans le canton de Ranomafana est animé par le général Todiassy qui ne sera arrêté qu'en octobre 1948. Parmi les camps dépendant de Todiassy figure celui de Marovola confié au colonel Lemisy (environ soixante-dix hommes). Ce dernier est un ancien militaire de la classe 1919, médaillé avec pension¹¹ ; il est arrêté début septembre 1948. L'une des caractéristiques du mouvement insurrectionnel dans le district est la multiplication de « petites bandes » autonomes et agissant quelquefois dans la même zone. C'est ainsi que dans la région des graphites autour du poste de Seranantsara, c'est la mouvance de Lesampy qui anime l'insurrection. Mais autour de celle-ci gravitent au moins deux bandes : celle de Rongo qui se soumet le 17 septembre 1947 à Marofody et celle de Lemarao¹².

Une des caractéristiques essentielles de l'insurrection dans le district est qu'elle est loin d'être monolithique et qu'elle est marquée par une très grande dispersion. La rébellion manque très nettement de coordination, comme si les bandes de *Marosalohy* se sont constituées de manière spontanée, à l'instigation de chefs de guerre charismatiques mais isolés et agissant en solitaires, dans un contexte d'exacerbation des revendications nationales, mais qui se développent dans le cadre d'enjeux strictement locaux, conférant ainsi à l'insurrection un aspect « primaire » très accentué.

C. Violence et dynamique locale de l'insurrection

Le mode opératoire des bandes insurgées repose sur deux principes : guérilla et extrême mobilité dans l'espace. Le scénario appliqué par les *Marosalohy* est quasi-identique dans les campagnes du district. Armées de sagaises et rarement de fusils de chasse récupérés lors de précédentes expéditions, les insurgés se lancent à l'assaut des villages et des concessions, de préférence la nuit, afin d'accroître l'effet de surprise dans un triple objectif. D'abord, pour se ravitailler en denrées de première nécessité (sucré et sel, riz et volaille, pétrole) et pour se procurer des

¹¹ ARM, D 887, P.V audition de Lemisy, 08/09/1948.

¹² SHAT, Vincennes, 7U 550, Compte rendu périodique Capitaine Raynaud (3^{ème} Compagnie, 2^{ème} RTM) 02/10/1947.

zébus, le tout destiné à assurer la survie des camps de rebelles (*toby*) principaux et secondaires éparsillés dans les zones insurgées. Car l'extrême mobilité des bandes ne leur permet pas de s'adonner à des activités agricoles permanentes. Ensuite, le but est d'enrôler des « *miaramila* » (soldats, combattants) afin de renforcer l'effectif des bandes. Sur l'ensemble des procès-verbaux des auditions des insurgés lors de leur arrestation, le tiers affirme avoir été enrôlé de force dans le mouvement lors de raids de *Marosalohy* sur les villages¹³. Enfin, l'autre objectif est de rechercher et de punir les « traîtres » et les « partisans »¹⁴ ou les villageois rétifs au ravitaillement des bandes. Les malgaches employés sur les concessions coloniales sont particulièrement ciblés. C'est le cas de Rainitamanta, accusé d'être un « mouchard » du colon Edouard Payet à Tampina et celui de Varomanana, travailleur chez le colon Claude Micouin à Sahanondra, dans le canton de Brickaville. Tous les deux sont condamnés à mort par le général Letody et sommairement exécutés lors des expéditions sur les deux concessions¹⁵.

Deux autres chefs de guerre s'illustrent particulièrement par leur cruauté pendant les expéditions qu'ils dirigent, comme s'ils voulaient donner l'exemple à leurs *miaramila*. D'abord Lesampy, chef de la mouvance du nord-est du district, et responsable de la condamnation à mort et de l'exécution de Tsaramanana, accusé d'être un indicateur du colon Edouard Payet, au camp rebelle d'Ambodibonara en septembre 1947. Le soldat Lemiaraka Justin, qui fait partie du peloton d'exécution, précise ensuite que Lesampy fait jeter son cadavre dans le fleuve Rongaronga¹⁶. Ensuite, Todiassy principal chef de bande sur l'axe du TCE à l'Ouest d'Anivorano et responsable de l'assassinat de la veuve du colon Payet et de son enfant de deux ans, fuyant les bandes insurgées au sud de la gare de Géraud en avril 1947. Reinigritte, nommée « colonelle » par Todiassy est témoin de la cruauté du massacre¹⁷ et mentionne aussi l'assassinat du dénommé Liame, chef de quartier à Marofody, fusillé par Todiassy en personne puis tué à coups de sagaie par ses soldats¹⁸. Des notables, appartenant au PADESM¹⁹, subissent un sort identique, tel André Paul arrêté par les insurgés à Manarantsandry et jugé à Maromandia devant le général Paul Be et son état-major, condamné puis exécuté.

Il ne s'agit pas ici de dresser un martyrologe des victimes de l'insurrection ni, plus loin, de la répression. Ni de réduire l'insurrection à une simple forme de brigandage ou de banditisme social, autrement dit à une expression « primaire » de la révolte anti-coloniale. Notre propos est juste de montrer que les voies de fait, qui accompagnent l'action des *Marosalohy* (pillages, incendies, exécutions sommaires et assassinats) se trouvent dans la dynamique même du mouvement insurrectionnel dans lequel les enjeux locaux et la prégnance des rapports sociaux occupent une place de choix dans le comportement des acteurs, le tout dans le contexte colonial. Les hommes-

¹³ ARM, D 887.

¹⁴ Dénomination des indigènes « partisans de la France », hostiles au mouvement insurrectionnel. Les traîtres ici sont les membres de l'administration indigène (chefs de quartier, délégués cantonaux) et du PADESM.

¹⁵ ARM, D 887, Instruction mai-juin 1949 Tamatave, P.V Lemiaraka, 01/05/1948.

¹⁶ *Ibidem*, P.V Lemiaraka Justin, 01/05/1948.

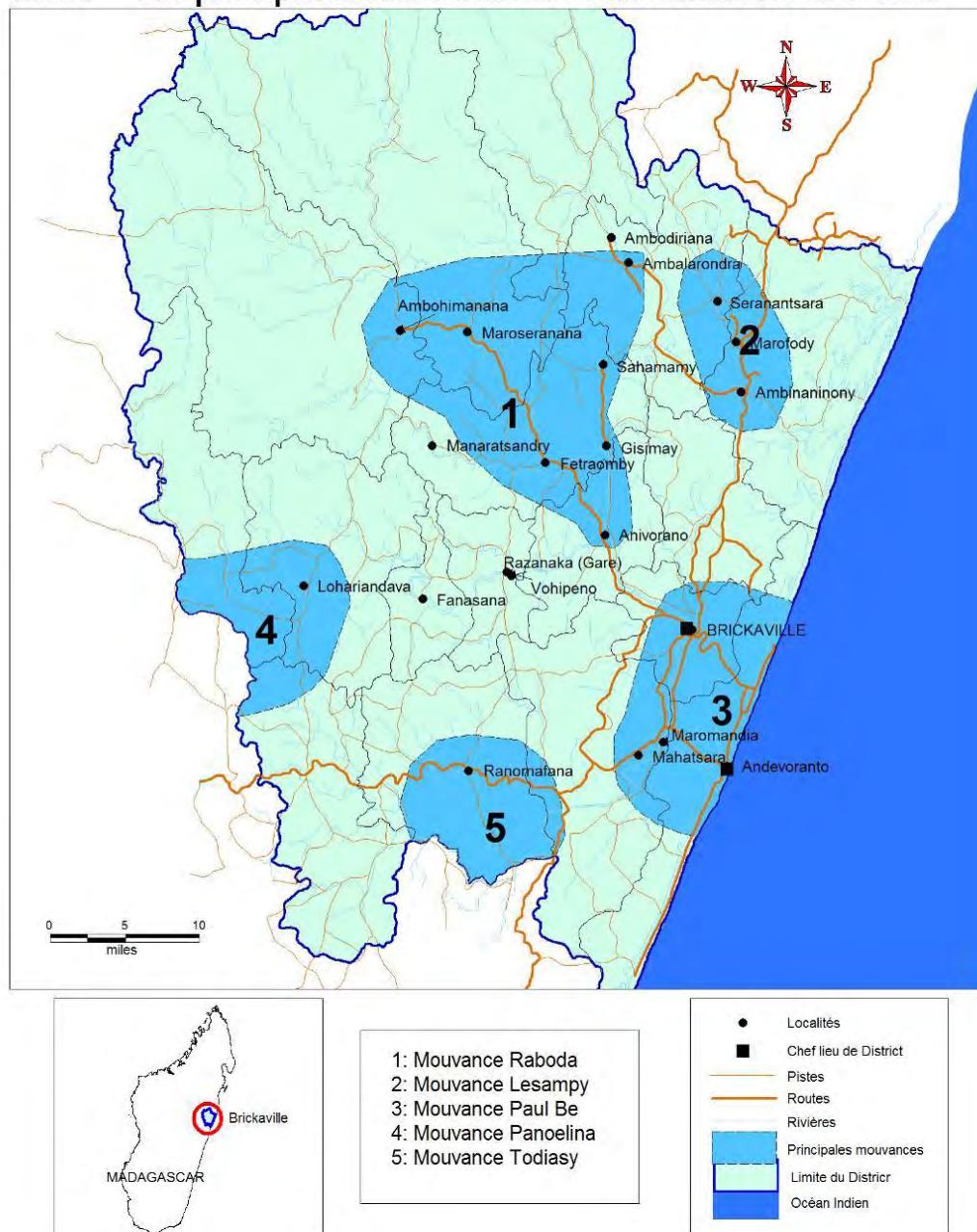
¹⁷ Reinigritte, d'origine antaimoro, est une des rares femmes entrée et ayant joué un rôle dans le mouvement insurrectionnel. Elle mentionne que Todiassy tue l'enfant et le présente ensuite à sa mère au bout d'une sagaie. Puis il ouvre le ventre de la mère, enceinte, pour en sortir le fœtus avant de sagayer le corps. Voir ARM, D 887, Instructions mai-juin 1948, P.V Reinigritte, 22/06/1948.

¹⁸ Reinigritte, témoin de la scène, précise qu'un soldat, Zanamilala « *lui a fait l'ablation des parties viriles entièrement* ». Puis, acte extrême d'humiliation et paroxysme de la violence symbolique contre l'autorité coloniale, « *je les ai prises et l'ai forcé à les avaler* ».

¹⁹ Parti des déshérités de Madagascar.

liges de l'administration, considérés comme les représentants autochtones de l'ordre colonial, sont humiliés en public et punis symboliquement pour l'exemple. En ce sens, répondre à la question « insurgé, qui es-tu ? » peut nous apporter un éclairage.

Carte n° 3 Les principales mouvances de l'insurrection en 1947-1948



Un échantillon d’insurgés constitué à partir des procès-verbaux établis lors de leur arrestation²⁰ permet de dresser un profil du *Marosalohy* dans le district de Brickaville. L’écrasante majorité est formée de paysans cultivateurs, autochtones *betsimisaraka*, n’ayant pas d’antécédent judiciaire. Les deux-tiers de l’échantillon sont illettrés et se déclarent engagés volontaires dans les bandes insurgées. Les jeunes (entre 15-30 ans) ne représentent que moins du tiers des échantillons tandis que les tranches d’âge intermédiaires et adultes (de 30 à 60 ans) constituent plus des deux-tiers de l’effectif, la tranche modale étant celle entre 30 et 35 ans.

Le mouvement insurrectionnel, à la fois rural et autochtone, peut soulever toute une série d’interrogations. Les caractéristiques du mouvement contrastent avec l’enracinement plutôt urbain et « petit-bourgeois » du MDRM²¹, accusé d’être l’instigateur du mouvement par le pouvoir colonial. Même si, par ailleurs, le MDRM possède une base électorale incontestable dans les campagnes de la façade orientale, en tant que porteur du discours dominant sur la souveraineté nationale, aucun lien net et avéré de la plupart des insurgés avec le parti ne peut être établi de manière claire. Beaucoup profitent de l’insurrection pour piller et pour se ravitailler (riz, sel, volaille). Des chefs de guerre trouvent même dans l’insurrection une occasion pour se constituer des troupeaux de zébus enlevés lors des expéditions menées contre les villages. C’est le cas du colonel Manga, adjoint du général Raboda de la mouvance Maroseranana-Fetraomby, qui « possède un troupeau important grâce à la rébellion » et dont « l’enrichissement » est dénoncé par ses lieutenants²².

Le conditionnement des *miaramila* joue un rôle important dans leur comportement. Les hommes valides, enrôlés de force lors des expéditions dans les villages, sont amenés dans les camps pour y recevoir l’onction des « sorciers » lors d’une cérémonie rituelle constituée de deux moments. D’abord, le serment du *ranombolamena*²³ au cours duquel les recrues jurent de combattre les *vazaha* (Européens) et leurs auxiliaires. Ensuite, la remise de la sage et de l’*antsy* (coupe-coupe) pour devenir un vrai *Marosalohy*. Leur conditionnement et leur illettrisme aidant, la plupart des insurgés ont-ils vraiment pu assimiler les objectifs déclarés de l’insurrection à travers les messages tenus par les cadres du mouvement ? Ces derniers eux-mêmes n’ont-ils pas réinterprété ces objectifs dans le contexte local à travers des enjeux de la vie coloniale au quotidien : rancœurs envers le chef de quartier, règlements de compte interpersonnels, réponses aux brimades des colons ? En ce sens, même si l’objectif affirmé par les leaders du mouvement est de libérer la colonie toute entière des jougs de l’oppression coloniale et de restaurer la souveraineté nationale, 1947 nous paraît être un mouvement national inachevé avec la juxtaposition d’insurrections régionales voire locales, vu le poids des rapports sociaux entre les acteurs qui nourrissent la dynamique du mouvement insurrectionnel.

²⁰ Le dossier D 887 déposé aux Archives d’Antananarivo a permis d’identifier 124 insurgés du district : nom, âge, profession, résidence, situation matrimoniale, niveau d’instruction, situation par rapport au service militaire, easier judiciaire, origine ethnique, mode de recrutement, principaux faits de guerre. Sans être absolument exhaustive, l’analyse de cet échantillon permet de dégager des tendances.

²¹ Mouvement démocratique de la rénovation malgache.

²² ARM, D 887, Instruction 1947-1948 Tamatave, P.V Bary 14/05/1948.

²³ Littéralement « eau d’or ».

II) LES FORCES COLONIALES A LA RECONQUETE DU DISTRICT

A. Le déploiement du dispositif militaire et la phase dure de la répression

Jusqu'en juillet 1947, deux mois après le début du mouvement et avant l'arrivée des premiers renforts de métropole, l'essentiel des forces coloniales est réparti sur l'axe du TCE : Brickaville, Anivorano, Tampina, Mouneyres, Junk, Rogez²⁴. En dehors de cet axe, la présence de militaires n'est signalée qu'à Andevoranto, encore chef-lieu de district, avec un détachement parachutiste, une vingtaine de tirailleurs malgaches et quelques gardes indigènes²⁵. Le commandement de ces troupes est assuré par le capitaine Perrault basé à Anivorano. Il ressort de cet état que l'armée coloniale n'est pas du tout présente dans les deux foyers originels de l'insurrection dans le district, à savoir les cantons de Maroseranana et de Fetraomby d'une part, et ceux de la région des graphites (Ambalarondra et Marofody) d'autre part. Il faut souligner l'importance des soldats originaires d'autres colonies, les Sénégalaïs notamment, dans le district.

Avec la campagne de répression du mouvement insurrectionnel, la présence de soldats coloniaux se renforce avec la mise en place du Bataillon de tirailleurs sénégalais de renfort n°1 (BTSR), dont une compagnie est installée à Anivorano et auquel est assigné le « nettoyage » des cantons d'Anivorano et de Brickaville²⁶. Cette compagnie est épaulée par une section de tirailleurs somalis dont un accrochage avec l'armée du général Paul Be à Mahatsara le 26 décembre 1947 coûtera la vie à ce dernier.

Les mois de juin à septembre 1947 correspondent à la phase « dure » de la répression militaire car ils coïncident avec la phase de grande vitalité des bandes de *Marosalohy*, au moment où le mouvement insurrectionnel s'étend dans le district. Cette phase dure, correspond à un moment de panique avéré au niveau des autorités coloniales, est menée par des forces coloniales mobiles envoyées dans le district. C'est le cas de la colonne Joubert autour de Brickaville et du commando François de la Marine entre Brickaville et Andevoranto, à un moment où les chefs de l'insurrection arrivent à mobiliser de 300 à 600 hommes lors de leurs expéditions. Ainsi, le 20 juin 1947 au matin, le commando François, appuyé par un détachement de parachutistes, attaque le Poste de Commandement (PC) insurgé de Maromandia au nord-ouest de Brickaville, tuant 41 insurgés et détruisant le camp. Le bulletin quotidien souligne « *les feux nourris et des contre-attaques énergiques des rebelles* »²⁷. Une deuxième opération meurtrière a lieu le 29 juin 1947 lorsque l'armée du général Paul Be (environ 800 combattants) prend d'assaut Andevoranto, chef-lieu du district, au petit matin. La contre-attaque menée par le commando François fait 72 morts chez les insurgés. Dans leur repli, ces derniers sont cueillis par un groupe de fusiliers-marins et par des colons européens et laissent une trentaine de morts sur le terrain²⁸, soit en tout une centaine de

²⁴ ARM, D 887, Correspondances, État des troupes par Jeanson, chef du district d'Andevoranto, 11/06/1947. Brickaville : un groupe « mitrailleuse », un groupe « fusil mitrailleur », 11 gardes indigènes et une centaine de colons armés.

-Anivorano : 2 sections de Sénégalaïs avec armes automatiques, 5 gardes indigènes, une trentaine de colons armés.

-Tampina : un groupe « FM » de Sénégalaïs, 1 groupe « FM » de tirailleurs malgaches.

-Mouneyres : une section de Sénégalaïs avec armes automatiques.

-Junck : un groupe « FM » de Sénégalaïs et de Comoriens.

-Rogez : un détachement de Sénégalaïs.

²⁵ *Idem*.

²⁶ Le BTSR n°1 n'est dissout que le 24 octobre 1949.

²⁷ SHAT, Vincennes, 8H 181, *Bulletins quotidiens*, État de siège 1947-1950, 21/06/1947.

²⁸ *Ibidem*, 04/07/1947.

morts durant cette seule journée.

L'essentiel des opérations militaires de reconquête et de pacification du district, à partir d'août 1947, revient aux Marocains²⁹ qui sont chargés de « nettoyer » la région et d'y éteindre les principaux foyers insurrectionnels. D'abord, le 1^{er} Bataillon du 1^{er} Régiment de tirailleurs marocains (1/1RTM) qui débarque à Tamatave le 8 août 1947 et arrive à Brickaville le 9 août. De là, les Marocains ratissent la région des graphites, c'est-à-dire les cantons de Seranantsara et de Marofody³⁰. Ils attaquent le camp d'Andrafianjavatra, fief de Lesampy, qu'ils incendent le 22 août et organisent la première grande cérémonie de soumissions dans les deux cantons à Marofody le 24 août, au cours de laquelle plus d'un millier d'habitants se rendent aux forces coloniales. Descendant vers le canton de Fetraomby, une section s'installe à Gisimay début septembre tandis que la 6^{ème} compagnie ratisse le canton de Brickaville en détruisant deux camps insurgés importants, Sahatakoly et Avilona de la mouvance Paul Be.

Ensuite, le 2^{ème} Bataillon du 2^{ème} RTM (2/2RTM) qui prend la relève du 1^{er} RTM débarque à Tamatave le 13 et 14 septembre 1947³¹. L'objectif qui lui est assigné est de contrôler la voie ferrée TCE, la région des graphites, la route de Tamatave vers Tananarive, entre Brickaville et Périnet. Son PC est installé à Brickaville et deux de ses compagnies opèrent dans le district ; la 1^{ère} puis la 3^{ème} compagnie à Anivorano et surtout la compagnie d'accompagnement (CA) à Brickaville et le long du TCE à partir de fin septembre 1947. Elle assure la défense de la ville à un moment où règne « *une psychose de peur* » car « *les fahavalos étaient partout* »³², Brickaville étant devenu le refuge des petits colons réunionnais et mauriciens du district et celui de l'administration, et transformé en centre militaire important et relativement en forteresse difficilement accessible aux bandes insurgées³³. À partir de septembre 1947, Brickaville devient, en quelque sorte, l'épicentre des opérations militaires de répression et ne sera jamais mise en danger par les *Marosalohy* jusqu'à la fin du soulèvement vers le milieu de l'année 1948.

B. Vers une stratégie de reconquête coloniale

Les tirailleurs marocains du 2^{ème} RTM s'attèlent à pacifier et à sécuriser le district par la normalisation de la vie quotidienne des colons et des villageois : réouverture des écoles, soins apportés aux malades, remise en état des voies de communication (routes et ponts), réinstallation des commerçants chinois, reconstruction de villages, reprise des activités agricoles³⁴. La démarche s'inspire de la méthode progressive, dite de la « tâche d'huile », qui réussit si bien à Gallieni au début du siècle : il s'agit de marquer les esprits par la mise en place symbolique de la présence française. La 1^{ère} et la 3^{ème} compagnie se déplacent entre septembre et octobre 1947 par la création des postes militaires qui « rassurent » les villageois : Seranantsara, Ambinaninony, Ambalarondra dans la région des graphites ; Maroseranana, Fetraomby, Gisimay dans le foyer originel de l'insurrection ; Anivorano, Vohibazaha et

²⁹ Pour l'action des troupes marocaines, voir Jean FREMIGACCI, « Bataillons marocains en campagne à Madagascar », pages 41 à 96, in Frédéric GARAN, *Défendre l'Empire*, Vendémiaire, 2013.

³⁰ SHAT, Vincennes, 7U 543, 1^{er} B.M/1^{er} RTM, JMO- Rapports 1947-1949.

³¹ Voir SHAT, Vincennes, 7U 550, cartons 3,4,6 et 7 sur le 2/2 RTM.

³² SHAT, Vincennes, 7U 550/6, Historique de la CA du 2/2 RTM par le Capitaine Tréjan, 20/04/1948.

³³ *Ibidem*, compte-rendu du lieutenant Beldame, 14/10/1947. Brickaville est défendu par la CA du 2/2 RTM composée de 3 officiers, 17 sous-officiers, 8 caporaux, 36 tirailleurs. Son armement : des fusils 36, des pistolets mitrailleurs, des grenades, 2 mitrailleuses de 12-7, 2 fusils mitrailleurs et un groupe de mortiers de 81.

³⁴ SHAT Vincennes, 7U 550, compte rendus journaliers 1947-1948 1^{er} compagnie, 2/2 RTM, 29/09 au 28/10/1947.

les gares du TCE (Mouneyres, Junck, Rogez et Fanovana) ; Vohitranivona, Ranomafana et Ampasimbe sur la route de l'Est (vers Tananarive). Entre septembre et octobre 1947, les ralliements se multiplient à cause des actions de la 1^{ère} compagnie le long du TCE et entre le fleuve Iaroka et le TCE. Le capitaine Humbert, commandant la compagnie, dénombre 7 853 ralliements et souligne la réouverture des pistes et la reconstruction des ponts³⁵. Tandis que la 3^{ème} compagnie occupe la vallée de Sahalivo grâce aux postes d'Ambalarondra et d'Ambinaninony, et la haute vallée de la Rongaronga avec le poste de Seranantsara. À l'Ouest, elle tient les vallées de l'Iampanga (poste de Maroseranana) et de la Rianila (Poste de Fетraomby)³⁶. Le capitaine Reynaud, commandant la 3^{ème} compagnie souligne que les cantons de Fетraomby et de Maroseranana comptent 110 villages et 10000 habitants sur les 13542 ralliements estimés de la zone. Or ce sont les principaux foyers originels de l'insurrection animés par le général Raboda.

Deux facteurs contribuent à expliquer la stagnation puis la baisse de vitalité du mouvement insurrectionnel à partir d'octobre 1947. Primo, la phase dure et violente de la campagne militaire entre juillet et septembre a vite montré l'inégalité matérielle des forces en présence. Car la supériorité en armement des troupes coloniales n'est que relative par rapport aux *salohy* des insurgés. Dans la panique qui suit le début de l'insurrection, les militaires adoptent une stratégie de confrontation qui peut s'avérer payante militairement mais politiquement inefficace car accentuant les mouvements de fuite des populations vers la forêt. L'arrivée des Marocains inaugure une nouvelle stratégie, celle de la reconquête par la pacification, rappelant celle déployée par Gallieni entre 1896 et 1904. Secundo, du fait de l'autonomie des bandes insurgées, le mouvement insurrectionnel présente une forte tendance à l'éclatement et à l'enclavement, d'autant plus que les contraintes logistiques, notamment de ravitaillement, ne sont pas négligeables. La « sécurisation » des villages par les Marocains tarit progressivement leur source de ravitaillement, donc leur capacité à continuer la résistance.

La stratégie de reconquête et de pacification repose sur l'action politique et la négociation d'une part et sur l'utilisation des ressources locales d'autres part. C'est la méthode adoptée par le capitaine Humbert, commandant le 1/2 RTM, qui insiste sur l'utilisation d'émissaires, d'unités de partisans encadrés³⁷ et d'unités constituées d'anciens rebelles « repentis » qui négocient avec les villageois, les civils en fuites et réfugiés dans la forêt, voire avec certains chefs insurgés. Cette méthode s'accompagne d'actions de normalisation de la vie quotidienne de la population et de remise en état des voies de communication avec la participation des habitants. En novembre 1947, le capitaine Raynaud, commandant la 3^{ème} compagnie du 2/2 RTM se félicite du rétablissement des voies d'accès entre Marofody et Seranantsara (région des graphites) et entre Maroseranana, Fетraomby et Anivorano (principal foyer insurrectionnel de la mouvance Raboda), grâce à la mobilisation de la main-d'œuvre civile. Et d'en expliquer le principe :

« Ces travaux ont été demandés aux indigènes en "paiement" de leur soumission, en leur faisant comprendre qu'ils serviraient d'abord à eux et que c'était une preuve de leur collaboration loyale avec les militaires qui, seuls, ne pouvaient assurer toutes les charges de la sécurité et de la mise en état du pays »³⁸.

³⁵ SHAFT, 7U 550/6, Rapport sur les unités 1947-1948.

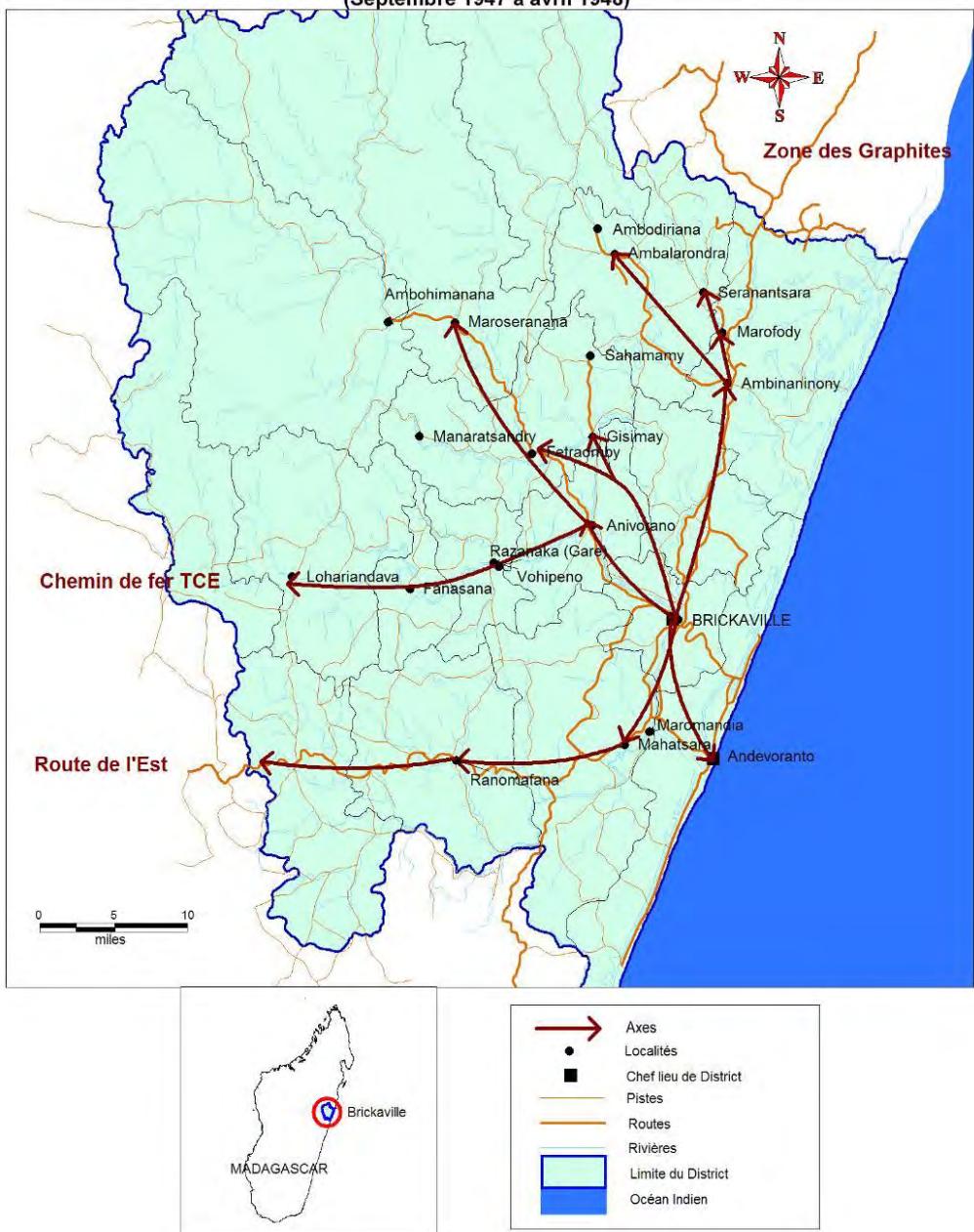
³⁶ *Idem*.

³⁷ *Idem*.

³⁸ SHAT, Vincennes, 7U 550/6, 2/2 RTM, 1947-1948, Compte-rendu du capitaine Raynaud, 14/11/1947

Carte n°4 Les principaux axes géographiques de la répression

(Septembre 1947 à avril 1948)



La stratégie de la tâche d'huile n'a jamais été aussi bien formulée, sous couvert d'une politique d'association à caractère volontariste. Entre temps, la 3^{ème} compagnie crée deux marchés, l'un à Maroseranana et l'autre à Fetraomby. Cette stratégie aboutit à la réoccupation progressive des villages abandonnés pendant la

phase dure de l'insurrection : 64 villages sont ainsi ré-habités dans le canton de Fетraomby et 47 dans le canton de Maroseranana³⁹. Et la zone est considérée comme pacifiée début 1948.

C. Les derniers sursauts du mouvement insurrectionnel

Il faut cependant noter que malgré la relative efficacité de cette stratégie, les bandes insurgées se permettent encore quelques coups d'éclat. Le plus spectaculaire est l'embuscade tendue par les *Marosalohy* à une mission civile autochtone de pacification au Sud de Brickaville le 23 septembre 1947. Parmi les membres, trois sont tués, deux ont pu s'échapper et le reste est fait prisonnier dont onze s'échappent plus tard pour rejoindre le poste militaire de Ranomafana. La garnison de Brickaville mène une action de représailles à 20 Km au Sud à Ambinanindrano contre des bandes armées de fusils et d'un fusil mitrailleur : quatre tirailleurs sont tués et trois autres blessés⁴⁰. Dans la nuit du 23 au 24 janvier 1948, une centaine de combattants insurgés commandés par le colonel Dimilahy prennent d'assaut le village d'Ambodiara à la sortie Sud de Brickaville, tuent quatre habitants, enlèvent un certains nombre de villageois et incendent la moitié du village, soit une vingtaine de cases, après avoir volé « *une grosse quantité de vivres* »⁴¹. Poursuivis par un peloton de spahis marocains, les assaillants arrivent à se disperser.

À la fin de l'année 1947, le bilan des opérations menées par les éléments du 2/2 RTM reste encore mitigé. Pour la 1^{ère} compagnie, l'activité des quatre postes qu'elle a installées⁴² a amené « *la désorganisation ou la disparition des principaux groupements rebelles de la région* » et « *a créé un climat favorable aux soumissions et au peuplement dans un délai assez court* »⁴³. Cependant, toute la région au Nord, au Sud et à l'Est de Ranomafana reste incontrôlée et « *subit encore fortement l'influence des éléments rebelles (Paul Be)* ». Le capitaine Humbert réaliste, reconnaît encore les limites de la pacification « *par suite de la crainte inspirées aux populations par les militaires, conséquence de la dure répression des mois précédents* »⁴⁴.

La situation est quasi-identique dans les zones attribuées à la 3^{ème} compagnie. Au Nord, l'ensemble du canton de Maroseranana, avec la vallée de la Rianila, est ré-habité et réorganisé et de nouveau accessible grâce à l'ouverture de la route Anivorano-Fетraomby. Cette partie nord est surveillée par trois postes militaires⁴⁵. Au sud, une région difficile à tenir car éloignée des postes et où « *la troupe passée, les bandes reprennent leur vie, leurs cultures, leur pillages* »⁴⁶. Le capitaine Raynaud propose alors de redéployer les postes de Maroseranana et de Gisimay vers Ambositromby afin de « *procéder au nettoyage méthodique de la zone sud de la région d'Anivorano qui n'a jamais pu être contrôlée* »⁴⁷.

³⁹ *Idem*.

⁴⁰ SHAT, 8H 114, Bulletin quotidien 1947, 26/09/1947.

⁴¹ SHAT, 7U 550, Compte-rendu du chef bataillon Devise, 24/01/1948.

⁴² Beforona, Ampasimbe, Marovato et Ranomafana.

⁴³ SHAT, Vincennes, 7U 550/6, 2/2 RTM, Comptes rendu hebdo par capitaine Hubert (1^{ère} compagnie), 25/12/1947.

⁴⁴ *Idem*.

⁴⁵ Maroseranana, Fетraomby et Gisimay.

⁴⁶ SHAT, Vincennes, 7U 550/6, Rapport du capitaine Raynaud sur la situation dans la zone d'Anivorano, 13/12/1947.

⁴⁷ *Idem*.

L'administrateur Guesde, chef de la province de Tamatave ne s'y est pas trompé quand il affirme début 1948 que, malgré une « *amélioration extrêmement nette de la situation* », dans les districts du sud⁴⁸ la rébellion garde « *une vitalité dangereuse* »⁴⁹. Il estime que sur les 80 000 habitants du district, 21 000 sont contrôlés, soit à peine le quart et principalement dans le secteur nord, c'est-à-dire au nord de la ligne de chemin de fer. Car dans le secteur sud, la rébellion n'est pas matée ; autrement dit, « *la moitié du district est encore en dissidence* »⁵⁰. Pour preuve, cinq écoles sur dix-huit sont ouvertes soit moins du tiers et trois postes médicaux sur cinq sont ouverts. Et sur les quatorze cantons du district, seuls six ont des chefs⁵¹, soit moins de la moitié. Quant à la colonisation européenne, elle est dans « *un état médiocre* », les colons ayant abandonné leurs concessions et s'étant réfugiés surtout à Brickaville, devenue une place forte. Guesde donne une description pertinente des *Marosalohy* du district :

« *Adversaires particulièrement énervants, en général pauvrement armés mais servis par une connaissance approfondie du pays, d'une mobilité extrême et, dans certains zones, d'une agressivité déroutante* ».

Il explique le caractère relativement élevé des pertes humaines par les assauts en formation massive des insurgés qui deviennent des cibles faciles pour les armes automatiques aux mains des forces coloniales. Entre fin février et début mars 1948, les bandes insurgées reprennent du poil de la bête et harcèlent Brickaville et sa périphérie⁵². Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 1948, les bandes de la mouvance Dimilahy narguent la garnison de Brickaville en réussissant une opération spectaculaire à 6 Km au sud de la ville. Elles prennent d'assaut trois villages récemment soumis qu'elles incendent et, surtout, elles enlèvent quatre-vingt-dix habitants dans leur retraite. Le Haut Commissaire De Coppet, à la veille d'être relevé, ne peut que conclure amèrement mais lucidement :

« *Politiquement, ces succès des insurgés sont gros de conséquence. Un incident comme celui de l'attaque de trois villages récemment soumis, avec un enlèvement de près d'une centaine de Malgaches, n'incite évidemment pas la population encore contrôlée par les rebelles à opérer son ralliement. Économiquement, le climat d'insécurité qui persiste empêche tout retour à une vie normale et toute reprise de la mise en valeur* »⁵³.

À partir d'avril 1948, la répression militaire reprend le dessus au sud du district. La première compagnie du 2/2RTM est épaulée par les tirailleurs sénégalais du BTSR n°1 et soutenue par le redoutable Détachement motorisé autonome (DMA)⁵⁴. L'arrivée du DMA dans le district sonne le glas des bandes de *Marosalohy*, conférant une plus grande et plus rapide mobilité aux troupes de pacification. L'Escadron de reconnaissance (ER) installe des postes à Ranomafana, à Manambonitra et à Vohiboazo le 15 avril, tandis que la 2^{ème} compagnie du Bataillon

⁴⁸ Andevoranto, Vatomandry et Mahanoro.

⁴⁹ ANOM, Aix, Affaires politiques 3259, Chef province Tamatave au gouverneur général, 19/01/1948.

⁵⁰ *Idem*.

⁵¹ Andevoranto, Maroseranana, Anivorano, Fетraomby, Anjahana et Marofody.

⁵² CAOM, Aix, Affaires politiques 3259, Rapport de quinzaine du Haut Commissaire 06/03/1948. Le 26 Février, un village à 10 Km au nord est attaqué. Le 27 février, la sucrerie Labourdonnais est prise d'assaut ; les *Marosalohy* tuent le gendarme Guittot (chef de poste) et incendent 12 cases. Les 28 février, 3 mars et 5 mars : attaques repoussées sur Brickaville.

⁵³ *Idem*.

⁵⁴ SHAT, Vincennes, 7U 2903/2, Journal de marches et des opérations 01/03 au 29/08/1948.

d'infanterie du DMA (BIDMA) débarque à Anivorano le 16 avril 1948. Les opérations menées par le DMA dans le district, en appui aux tirailleurs marocains et sénégalais ne se terminent que le 14 août 1948. Harcelées par les militaires et progressivement coupées de leurs bases potentielles de ravitaillement, les bandes insurgées se désagrègent progressivement entre juin et septembre 1948, tandis que les populations restées dans les villages ou en fuite dans la forêt se rallient. Les soumissions se multiplient autour des principaux camps insurgés à savoir Mahela et Sahatakoly. Ainsi, le 26 avril 1948, 1370 insurgés se soumettent à Mahela et 279 à Ranomafana⁵⁵. Les principaux chefs du mouvement sont tués ou se soumettent, les villages se repeuplent. Au mois d'octobre 1948, le district de Brickaville est pratiquement pacifié et les foyers insurrectionnels du district s'éteignent après un mouvement qui aura duré un an et demi.

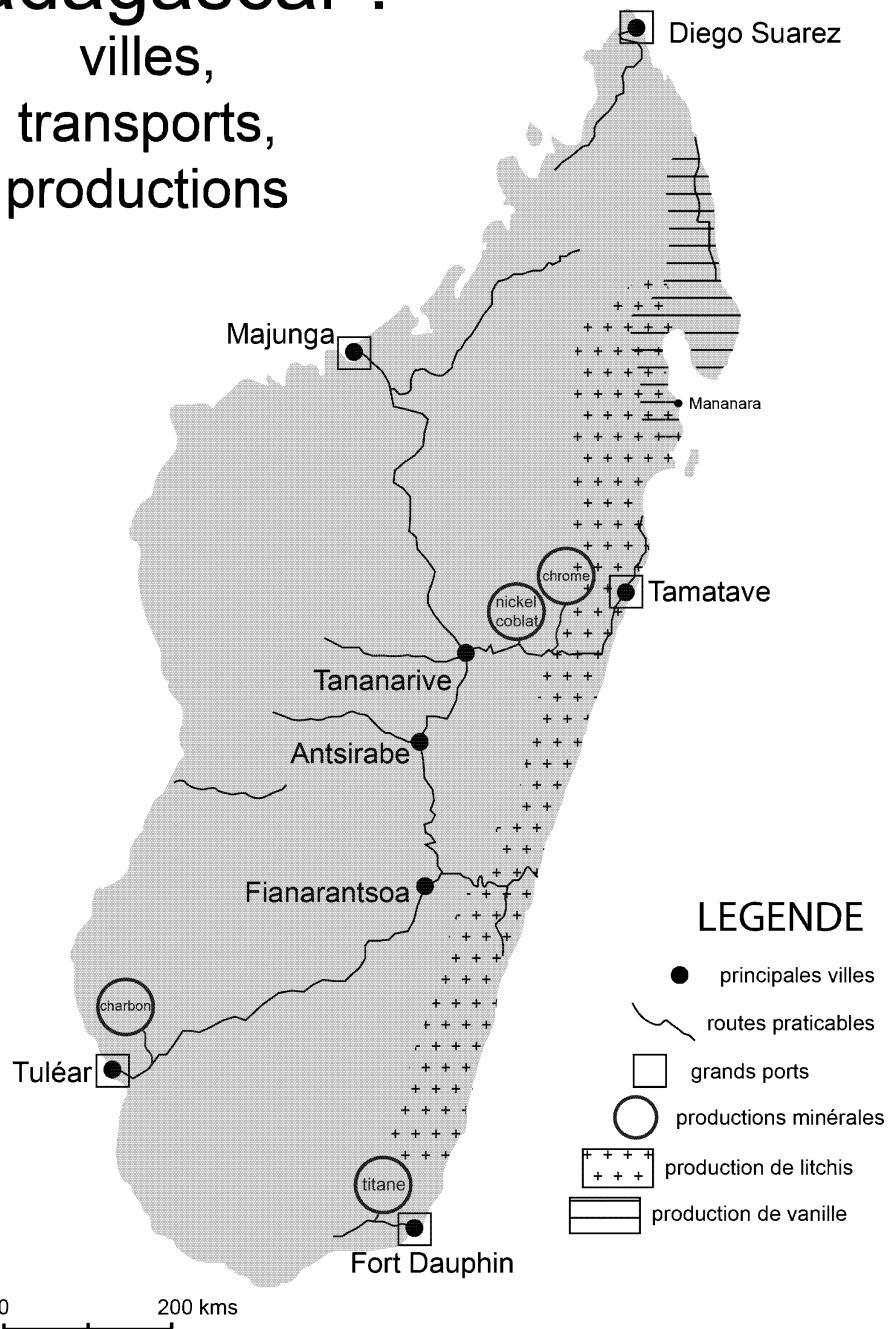
Les caractéristiques du mouvement insurrectionnel dans le district d'Andevoranto/Brickaville nous montrent que « 1947 » est loin d'être monolithique et qu'il est nécessaire de nuancer les discours nationalistes présentant 1947 comme la grande insurrection « nationale » de l'histoire contemporaine de Madagascar et comme le creuset d'une conscience nationale longtemps réprimée. En fait, plusieurs « 1947 » se superposent et ne convergent pas souvent : celui de ces milliers de paysans insurgés qui subissent la répression militaire, celui de ces milliers de militants du MDRM « victimisés » par la répression policière, celui de ces milliers de femmes, de vieillards et d'enfants qui ont trouvé refuge dans la forêt et dont un grand nombre mourront de misère physiologique. Cette profusion de représentations du vécu de « 1947 », due à la multiplicité des situations collectives et des trajectoires individuelles des acteurs, est à l'origine d'amalgames et de confusions dans son interprétation. Une véritable compréhension de 1947 passe ainsi par la reconnaissance de la diversité et de la vitalité des « temps locaux » dans l'analyse de l'insurrection⁵⁶.

⁵⁵ SHAT, Vincennes, 8H 181/3, Renseignements quotidiens : 01/04 au 30/06/ juin 1948.

⁵⁶ Voir Jean FREMIGACCI, « L'Insurrection de 1947 dans la région de Mananjary », *Tsingy* n°12, pages 10 à 36, *Tsingy* n°13, pages 68 à 100 et *Tsingy* n°14, pages 107 à 162.

III. L'enseignement scolaire dans l'océan Indien

Madagascar : villes, transports, productions



Document 2

UN PMA DANS LA MONDIALISATION : MADAGASCAR

UNE ADAPTATION POUR LES PROGRAMMES DE QUATRIÈME

Vincent SCHWEITZER
Doctorant en géographie
Académie Nancy-Metz

Pourquoi Madagascar ? Après le programme français de 5^{ème} qui était consacré à « *sociétés et développement durable* » où les élèves découvrent les contrastes du monde, en 4^{ème} les « *approches de la mondialisation* » leur donnent des clés de compréhension, des explications : la production et les aménagements de transport, l'attractivité avec les migrations et le tourisme, le rôle des *centres* ou des *firmes multinationales*, la puissance de certaines régions et de certains Etats comme les Etats-Unis. Après avoir découvert ce qu'est un *pays émergent*, l'« *étude du cas d'un pays pauvre (PMA)* » est délicate à réaliser. Dans les manuels édités à ce jour, les cas choisis ne peuvent pas être mis en œuvre correctement si l'on se limite, pour son information, aux documents reproduits. Il faut bien reconnaître le peu de monographies récentes consacrées à des pays pauvres¹. Un pays pauvre, comme tout pays du reste, est une sorte de grand « meccano » qui relie les aspects commerciaux, diplomatiques, sociaux, mais aussi culturels².

Cette étude de Madagascar présente et commente des documents précis. Elle met certes en évidence la faiblesse des indicateurs pour le pays, mais elle souligne surtout la difficulté d'organiser le développement. En effet, Madagascar a des atouts qui devraient lui servir pour s'intégrer au mouvement de mondialisation : des ports proches de routes maritimes très fréquentées, une population assez homogène, une grande métropole qu'est la capitale Tananarive, un territoire très fertile et riche en minéraux. Toute proche, l'île Maurice n'a-t-elle pas réussi son développement, elle ? La situation de Madagascar empêche donc de s'arrêter à des explications simplistes :

¹ Les ressources pour la classe de 4^{ème} (DGESCO) mentionnent le travail de Fabrice FOLIO, « Regards sur le Mozambique contemporain », <http://echogeo.revues.org/8313>

² La séquence proposée est faite pour une durée de 4 heures. Les mots techniques qui ont pu être définis en amont du programme de 4^{ème} sont soulignés en **pointillés**. De même, pour les notions qui ont reçu une définition précise en 5^{ème} (par exemple celle de **développement durable**). Les notions nouvelles sont en italique soulignées en trait plein (exemple : **corruption**). Les deux vidéos sont consultables en ligne sur le site de vidéos en ligne Dailymotion, ils s'appellent « vanille extrait 1 » et « vanille extrait 2 ». Une présentation sous forme de diapositives est disponible en ligne sur le site :

http://www.ac-nancy-metz.fr/enseign/HistGeo/Ressources_pour_enseigner/Quatrieme%20geo.html

elle oblige même à entrer dans la subtilité du tiers monde contemporain. L'étude de cas peut donc être structurée autour de la problématique « *le pays pauvre qu'est Madagascar s'insère dans la mondialisation, mais pour l'instant est-ce vraiment une chance pour lui ? ou au contraire est-ce que la mondialisation actuelle entretient l'île dans sa pauvreté ?* ». Ou alors plus simplement « *Madagascar tire-t-elle profit ou subit-elle la mondialisation actuelle ?* ».

I) PRÉSENTATION D'UN PAYS : MADAGASCAR

Il faut d'abord une présentation générale du pays, à travers une carte et un tableau. Pour commencer la séquence, les élèves se posent la question de savoir ce qu'il advient des pays qui ne correspondent à aucune catégorie de pays vue en classe : ni riches, ni en développement, ni émergents ? Sur un planisphère, on repère alors Madagascar, en la situant par rapport aux continents, aux mers, aux lignes imaginaires mais aussi aux climats, aux densités de population... Après cela, on s'interroge sur les particularités du pays à l'aide du tableau ci-dessous. Il s'agit ici, tout simplement, de mettre le tableau en phrase : les commentaires viennent alors naturellement. Ce premier temps met en évidence un attendu du programme, c'est-à-dire les « *caractéristiques essentielles d'un PMA* » (richesse en PIB/habitant, IDH, nombre d'habitants et densité, croissance démographique forte, clivage capitale /brousse).

	Madagascar	Tananarive ³	France
PIB/hab	900 \$	2500 \$ (estimation)	32 800 \$
IDH ajusté aux inégalités	0,308	Donnée non disponible	0,792
Densité de pop (hab/km ²)	36	19 626	114
Espérance de vie	61 ans	68 ans	81,6 ans
Croissance de la pop	+ 2,8%/an	+ 4,6%/an	+0,5%/an
Nombre d'habitants	20 000 000	2 001 589	65 000 000

Document 1 : comparaison des principaux indicateurs de développement
France – Madagascar – Tananarive

Données de 2010, 2011 et 2012. Pour Tananarive, le nombre et la densité de population datent de 2005

Les réponses que les élèves mettent en évidence doivent toucher à 4 aspects essentiels :

1-la pauvreté : les Malgaches sont 40 fois moins riches que les Français ! Il faudra faire attention ici, comme pour le chapitre de 5^{ème} consacré à la pauvreté dans le monde, à rendre l'indicateur PIB/hab compréhensible aux élèves, sans pour autant trahir son sens précis. Pour cela, on peut dire aux élèves qu'il correspond approximativement au revenu moyen.

2-le mauvais état de santé à expliciter par des exemples pour que la réalité puisse être perçue concrètement : il signifie que des maladies anodines en Occident (grippe, infection...) tuent souvent, en particulier les enfants et les personnes âgées. Les accidents de la circulation, du travail sont fréquents et souvent graves.

³ L'essentiel des chiffres pour Tananarive (dans le sens de la commune-centre, qui concentre environ les 2 tiers de la population de l'agglomération) vient du Guide statistique de poche, Institut National de la Statistique de Madagascar (INSTAT), 2005.

3-le mauvais niveau de formation : on peut évoquer tout de suite le fait que les plus qualifiés sont souvent partis (on évoquera peut-être l'expression de « fuite des cerveaux »), pour la plupart en France. Les 200 000 Malgaches habitant en France ont un revenu global comparable aux revenus de toute l'île !

4- le clivage capitale / province très fort car les différences entre la capitale et le pays sont importantes.

À travers ce premier temps de l'étude de cas les élèves ont fait la « *description des caractéristiques essentielles* »⁴ d'un **PMA**. Ce temps peut aboutir à une définition simple de PMA comme Pays Moins Avancé, qui a une grande pauvreté, de dures conditions de vie quotidienne, et peu de perspectives d'amélioration à court et moyen terme. On réutilise ici l'IDH, indicateur qui a été vu en 5^{ème} (partie 2 thème 4). Il est en effet toujours utile pédagogiquement de revenir sur des notions déjà abordées et de les utiliser dans un autre contexte. Il faut bien reconnaître que le **développement** (vu sous ses différents aspects à l'occasion de l'étude d'un pays émergent) ne caractérise pas, ou pas encore, ce PMA. Cela amène naturellement les élèves à s'interroger sur le pourquoi d'une telle situation. Une des capacités des élèves doit en effet être d'« expliquer » ces caractéristiques.

II) LA DIFFICILE RECHERCHE D'EXPLICATIONS À L'ÉCHELLE NATIONALE

Ces difficultés s'expliquent-elles par le réseau de transport ? S'expliquent-elles par le manque de productions primaires que les élèves appellent peut-être « ressources naturelles » ? Pour répondre à ces premières questions, une carte simple peut apporter des réponses (voir document 2 page 132).

L'étude de cette carte permet de progresser sur deux points :

- D'abord, elle permet de se débarrasser directement de l'idée du manque de « ressources naturelles ». Même si les élèves sont censés maîtriser, dès leur arrivée en 4^{ème}, l'idée que ce ne sont pas les productions primaires qui font la richesse, il est néanmoins important de le redire. Madagascar est en effet le 1^{er} exportateur mondial de vanille, de litchi, de vannerie en raphia qu'on retrouve partout en Occident. Il y a de grandes mines qui produisent beaucoup (3% du nickel mondial, 7% du cobalt...) et exportent aux quatre coins de la planète⁵. La carte ne fait pas apparaître l'existence d'exportation de services (*call centers*, surtout à Tananarive) et de vêtements (surtout pour les Etats-Unis, ainsi que pour la marque « Quechua » de Décathlon) qui se font en régime de zone franche. Ces deux dernières catégories sont très mal en point du fait des sanctions économiques liées à la crise politique qui dure depuis 2009, en outre elles représentent une part infime du PIB⁶. Il y a aussi l'exportation de bois de palissandre violet (« bois de rose ») qui est illégale mais qui rapporte beaucoup⁷.

⁴ BOEN, programme de 4^{ème} d'histoire géographie éducation civique.

⁵ On ne perdra pas de vue que l'Afrique est le continent le plus extraverti sur le plan économique. Le commerce avec d'autres régions du monde fait 45% de son PIB, contre 12% pour l'Europe, 15% pour l'Asie. Stephen SMITH, *Atlas de l'Afrique*, Autrement, 2009, p 13.

⁶ Pour la situation du régime de zone franche, voir l'article « Madagascar » in François BOST, *Atlas mondial des zones franches*, Belin Reclus, 2010

⁷ Sur le trafic de bois tropical, voir Marie-Claire SMOUTS, *Forêt tropicale, jungle internationale*, 2001. Voir aussi les travaux de Jean-Marc RODA, du CIRAD <http://publications.cirad.fr/auteur.php?mat=4059&nom=Jean-Marc+RODA>

- Ensuite de nuancer, ou de valider mais en partie seulement l'explication par la faiblesse du **réseau de transport**. En effet, ce réseau existe même s'il n'est pas dense. Il permet la circulation à l'intérieur du pays et l'existence de plusieurs grands ports, desservis par de grandes lignes maritimes régulières, permet l'accès en ligne directe à l'Afrique du Sud, l'Inde, Singapour, Maurice, La Réunion, la Chine, Taïwan...

Mais pourquoi ces productions n'apportent-elles pas de richesse ni de développement à Madagascar ? La carte des principales productions d'exportation et du réseau de transports montre ici ses limites, car à cette échelle on ne peut pas trouver d'explications. Si sur le papier, Madagascar devrait s'enrichir, et même se développer, le raisonnement à plus grande échelle est nécessaire. L'étude du travail d'un producteur de vanille, dont Madagascar est le 1^{er} producteur et exportateur mondial, permet d'identifier les principaux freins au développement. Ces freins sont très concrets, ils sont sur le terrain et dans le milieu social.

III) COMPRENDRE LA PAUVRETE DE MADAGASCAR EN SUIVANT LA FILIERE VANILLE

C'est le troisième temps de l'étude, qui s'appuie sur un extrait vidéo. Cependant, il est possible d'utiliser cette source d'informations, qui suscite un fort intérêt des élèves, en induction de l'étude de cas, dès le démarrage du chapitre. Pour cette phase de l'étude, il faut d'abord rappeler ce qu'est la vanille, une liane à l'arôme mondialement connu, utilisé dans de multiples produits du quotidien sur la planète entière, et qui nécessite beaucoup de travail (pollinisation à la main, cuisson, séchage...). Ce premier moment réveille l'intérêt des élèves. Comment est produite cette précieuse plante ? On peut alors visionner deux extraits du film documentaire « La course à la vanille » de Th. PORTAFAIX, 2003. Les élèves peuvent suivre le questionnaire suivant :

- A- Comment caractériser l'environnement traversé ?
- B- Quels sont les signes de la pauvreté visibles sur les extraits ?
- C- Quels problèmes le pays a-t-il pour exploiter la vanille ?

Document 3 : Deux extraits du film documentaire « la course à la vanille »

Dans l'extrait 1, on fait connaissance avec un Français habitant à Madagascar qui dans un entrepôt de vanille à Tamatave, présente son métier. On le suit ensuite, lui en moto et son équipe en véhicule 4X4, parcourir 200 km vers le Nord jusqu'à Mananara, où a lieu la collecte. La route est extrêmement difficile, les véhicules sont abimés. Les paysages sont superbes mais la pauvreté de la population des villages traversés est très nette. Arrivé à Mananara, on voit le collecteur de vanille s'installer dans une chambre d'hôtel, faire une réunion de préparation avec ses collecteurs malgaches.

Dans l'extrait 2, on voit l'entrepreneur en vanille rendre une visite au sous-préfet de Mananara, alors qu'aux portes du bureau des dizaines de collecteurs se pressent « dont beaucoup n'auront pas l'autorisation de collecte ». Puis il va, armé d'un fusil, jusqu'à l'aéroport recevoir l'énorme somme d'argent liquide qui a voyagé, faute de banque sur place, dans les bagages d'un employé de la société. La première question permet de réactiver des connaissances de 6^{ème} (« habiter le monde rural ») et de 5^{ème} (le développement durable). On peut préciser que l'acheteur de vanille doit aller en brousse pour collecter la vanille qui y est produite, par les exploitations familiales. La question sur les signes de pauvreté amène les réponses suivantes :

- Cases en bois fin (qu'on appelle « case en *falafa* »), avec pièce unique pour toute la famille.
- Habits misérables des enfants, haillons.
- Présence des enfants dans les villages pour voir passer les 4X4 : pas d'école, ou peu d'école. Les jeunes en brousse ressentent beaucoup d'ennui et ne connaissent que le village et son finage.

Mais il faut aller plus loin que l'approche matérielle de la pauvreté : on peut s'interroger sur la vie dans un village en brousse, et notamment sur le fait que dans un village de brousse où la vie collective est très intense, celui qui devient riche est instamment sollicité pour les soins d'urgence, pour les fêtes de tout le village, ne peut pas cacher son argent qui fatallement disparaît⁸. Résultat, il y a rarement volonté de s'enrichir⁹. C'est l'aspect culturel de la grande pauvreté en brousse que l'on touche ici. Les élèves peuvent voir aussi dans le peu d'**équipements** un signe de pauvreté de l'Etat : la route est chaotique, il n'y a pas de pont. Il n'y a pas non plus de banque, pas assez de policiers... Ces derniers aspects d'une pauvreté collective ont cependant plus leur place dans les réponses au grand C.

- Mauvais état des routes, pas de ponts, pas d'entretien, donc énorme perte de temps et d'argent dans le transport. On peut ici explorer le document 2, et constater que les régions productrices de vanille (en hachures horizontales) ne sont pas reliées aux ports, ni aux bonnes routes. À grande échelle, il y a donc un mauvais réseau de transport, des aménagements insuffisants.
- Pas de sécurité, pas de banque.
- On imagine aisément qu'il n'y a pas de garantie de qualité des gousses de vanilles achetées en brousse.
- **La corruption.** Le passage sur la rencontre du préfet (début de l'extrait 2) n'explique pas la pratique généralisée de la corruption des fonctionnaires. Pourtant elle existe, il est indispensable de monnayer sa demande pour obtenir le permis de collecte, et si les élèves ne le devinent pas c'est au professeur de le dire. Cette corruption limite le nombre de producteurs de vanille, elle ouvre la voie à des règlements de comptes, des tracasseries administratives infinies pour ceux qui ne payent pas assez ou pas aux bonnes personnes... Tout cela fragilise la filière.
- Il n'est pas question de plantation de vanille dans l'extrait, la production est uniquement familiale. Cette production familiale est drainée par une multitude d'intermédiaires que l'on voit en préfecture se presser pour espérer obtenir une licence de collecte. Dans un espace aussi enclavé et aussi faiblement administré, ceux qui ont tenté de faire des économies d'échelle ont tous échoué : il n'y a ni cadastre efficace, ni administration pour faire respecter des contrats de travail, ni police pour lutter contre le vol... Les agronomes surnomment donc Madagascar le « *pays de l'échantillon* »¹⁰
- Le grossiste que l'on suit dans le reportage est étranger au pays, sa société américaine aussi. Cette situation est tout à fait ordinaire, et elle pose problème à Madagascar : les bénéfices qu'ils font partent à l'étranger, l'Etat n'encadre pas la

⁸ Henri DE LAULANIE, *Le riz à Madagascar*, 2004

⁹ Aurélie COTTIN, « *La redistribution des richesses dans un contexte de développement rural dans la région d'Analajirofo* » Tsingy n°7, octobre 2007

¹⁰ Maryline LOQUET, Centre Technique et Horticole de Tamatave (CTHT)

production, contrôle mal les quantités produites, les taxe mal à cause de la corruption, ne peut donc pas inciter à monter en qualité.

- Jean Tendeur, lui, habite à Madagascar depuis longtemps. Il réunit deux conditions indispensables à la réussite d'une grosse collecte de vanille : il a beaucoup d'argent à investir et connaît les routes, les personnes avec qui travailler, un peu la langue... Seuls les plus riches de l'île en effet, peuvent investir autant d'argent, avoir des véhicules tout-terrain, des moyens de communication (ici téléphone satellite : il n'y a pas de téléphone, ni portable ni fixe qui fonctionne, à Mananara). On peut donc voir dans cet acteur de la filière un héritage de la colonisation française. Il reste en effet 30 000 Français vivant à Madagascar. Pour l'anecdote, la société qui est suivie dans ce film a cessé de produire de la vanille dès l'année suivante : trop peu de production, qualité mal maîtrisée, prix d'achat mal négociés... Les grossistes de vanille les plus importants à Madagascar sont de vieilles familles commerçantes d'origine indienne et chinoise (présents sur l'île depuis 3, 4 voire 5 générations). Ceux-ci maîtrisent mieux la langue, sont mieux intégrés à la société locale, ont réactivé des liens familiaux avec le pays d'origine qui leur fait trouver facilement des débouchés étrangers plus ou moins déclarés aux douanes. Inutile de préciser que tout le reste de la filière est dans les pays riches : extraction des principes actifs, conditionnement pour la vente au consommateur final... c'est donc l'essentiel de l'argent généré par la filière qui échappe au pays. La fixation des prix se fait en aval de la filière, en Occident, entre quelques grands négociants et des sociétés d'agroalimentaire, des groupes de parfumerie. Etonnant pour un pays qui est le 1^{er} producteur mondial de vanille, mais on est là dans une illustration de *l'inégalité des termes de l'échange* entre pays riches et pauvres.

On peut faire ici un parallèle avec la filière litchi, puisque Madagascar est aussi le 1^{er} exportateur mondial, mais là, ce sont les centrales d'achat des supermarchés européens qui donnent le ton. De la même manière, est-il besoin de préciser que la vanille, comme le litchi, ne rapportent pas plus à Madagascar que les productions considérables de chrome, de nickel, de cobalt, de titane qui sont produites par de grands groupes miniers¹¹ ? Le cas de la vanille nous fait donc découvrir que les échanges internationaux, tels qu'ils sont organisés pour l'instant, ne suffisent pas à générer du développement pour un PMA comme Madagascar¹², et encore moins du développement durable.

Cette manière d'entrer dans la réalité de la pauvreté du PMA qu'est Madagascar amène donc les élèves à tordre le cou à quelques explications simplistes de la grande pauvreté : non, ce n'est pas seulement un manque d'infrastructures routières et portuaires qui explique la pauvreté de Madagascar : si c'était le cas, les quatre ports qui peuvent recevoir la plupart des navires de haute mer en feraient une île prospère. Non, ce n'est pas le manque de ressources « naturelles » qui explique la pauvreté, car l'île en est bien dotée... Ce n'est pas non-plus seulement le passé colonial, ni seulement le prix souvent jugé trop bas des matières premières... il s'agit plutôt d'une combinaison de ces causes, d'une accumulation de petits handicaps qui bloquent le développement, et

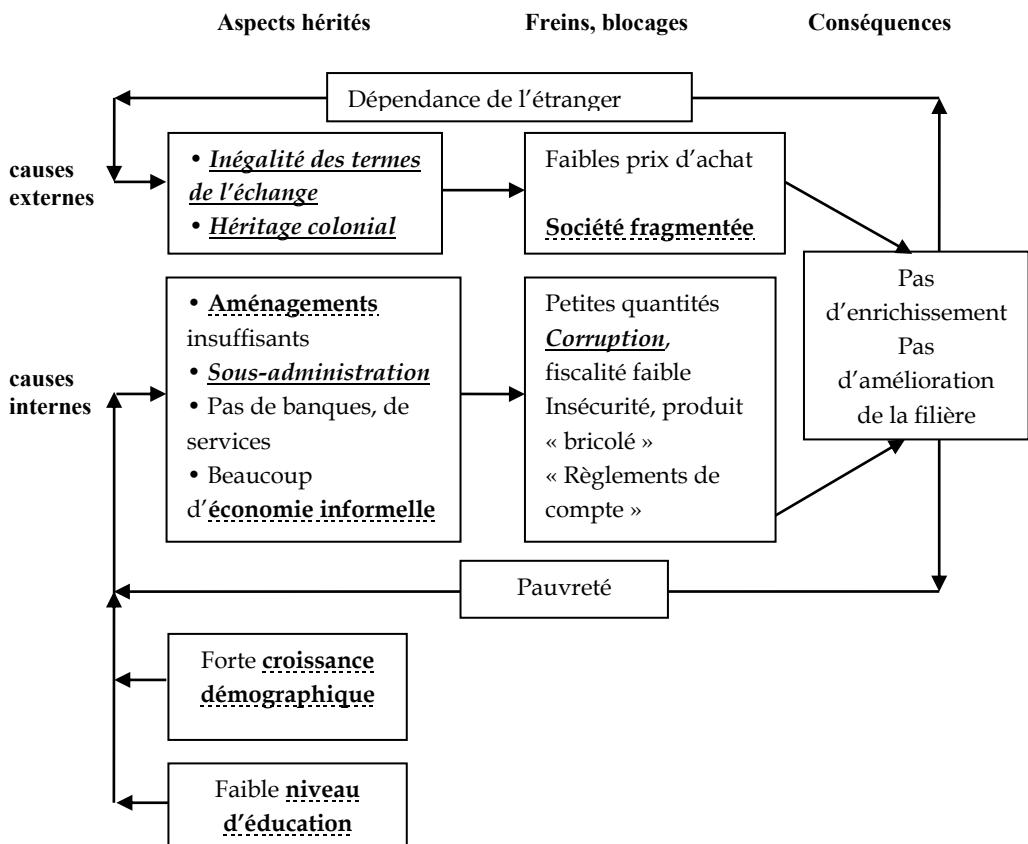
¹¹ Suite à une acquisition boursière, les usines de production de nickel, de cobalt et de composant de titane de Madagascar n'appartiennent plus qu'à une seule multinationale Anglo-Australienne, Rio Tinto. Le chrome continue d'être exploité par la société indépendante Kraomita.

¹² Pour être complet sur la question du développement généré par les filières exportatrices comme la vanille, on se réfèrera à Jean-Pierre RAISON, « *Madagascar, vers une nouvelle géographie régionale* » *L'Information géographique*, mars 2000, pp 1-19

ce depuis des décennies. Résultat, une accumulation de retards qui est aussi cumulative que le processus de développement.

Dans la trace écrite de cette troisième séance du cours il faut donc aller plus loin que la simple énumération des différents causes directes de la pauvreté (lâcheté du réseau de transports, corruption, sous-administration en brousse et donc fiscalité inefficace, faible niveau de formation, de santé publique...). En effet, ces causes directes ne sont elles-mêmes que des aspects de la pauvreté ; on peut donc mettre en évidence l'idée que la société d'un pays comme Madagascar est bloquée dans la pauvreté par ces causes, qui se conjuguent avec des causes externes. Ces causes externes ont un dénominateur commun, c'est l'héritage colonial qui a laissé une société fragmentée d'une part (Sylvie BRUNEL parle alors pour les sociétés africaines de « sociétés désarticulées »¹³). D'autre part, comme l'inégalité des termes de l'échange. L'impression d'un système de blocage du développement vient alors à l'esprit, il est possible d'en dessiner les contours.

**Schéma : le cercle vicieux de la pauvreté
empêche la filière vanille de se développer à Madagascar**



¹³ Sylvie BRUNEL, *L'Afrique, un continent en réserve de développement*, 2005

Ce système est complexe, mais l'essentiel est d'arriver, avec les élèves, même s'il manque des éléments, à distinguer causes externes et causes internes, ainsi qu'à mettre en évidence l'idée que la stagnation de la filière vanille est à la fois une conséquence et une des causes de la situation de PMA. Les deux cases ajoutées en bas du système (au sujet de la **croissance démographique** et du **niveau d'éducation**) sont nécessaires : elles peuvent être trouvées dans les documents par les élèves, elles ne sont que la réactivation de notions qui ont été précisées en 5^{ème}.

Partant de ce constat on peut alors suivre le chemin de la réflexion en faisant dégager aux élèves des pistes à suivre pour réussir le **développement durable** de Madagascar. Même si cette étape n'est pas explicitement suggérée au professeur par les instructions officielles, elle nous semble importante car elle active le sens civique de la géographie, elle permet aux élèves de pratiquer une véritable géographie citoyenne. Il s'agit en effet de donner à l'esprit des élèves, prompts à s'indigner de la grande pauvreté, certains outils du *comment faire* pour arriver à un monde plus juste. Tout d'abord, en reprenant le système dessiné, les élèves n'oublient pas que le changement doit se faire de l'intérieur (causes internes / marché intérieur) comme de l'extérieur (causes externes/ marché mondial). Il est important de prendre conscience que pour sortir du cercle de la pauvreté, il n'y a pas de recette unique miracle : il faudrait la conjugaison de plusieurs actions, à différentes échelles, et dans plusieurs domaines. Attention cependant, il ne faut pas perdre de vue que certains fondamentaux, qui n'évoluent que très lentement, jouent un rôle dans le système : le poids d'une démographie très dynamique mais qui est encore subie, avec une forte mortalité ; le faible niveau d'éducation qui ne se corrige pas en une seule génération scolarisée...

Néanmoins, afin d'éviter un inventaire désordonné de solutions possibles, il semble important de mettre l'accent sur :

- À l'échelle mondiale, l'amélioration des termes de l'échange afin de permettre l'insertion des filières dans le commerce mondial.
- Aux échelles nationale et locale, l'amélioration de la gouvernance (lutte contre la corruption, construction d'aménagements, niveau d'éducation...).

Cette étape finale est importante, elle permet aux élèves de passer d'une géographie descriptive à une *géographie citoyenne*, donc active, où l'idée et l'action politique ont toute leur place. C'est certainement cette manière d'apprendre le monde qui est pertinente pour former de futurs citoyens.

IV) GÉNÉRALISATION : MADAGASCAR DANS LA CATÉGORIE DES PMA

Après l'étude de cas proprement dite, et maintenant que la notion de pays pauvre est vue dans ses différentes dimensions, il est intéressant de revenir aux planisphères du livre que les élèves commencent à connaître puisque la moitié de l'année est passée. Cela permet de situer, à l'échelle mondiale, le phénomène PMA¹⁴, qui est en Afrique sub-saharienne, dans les marges des mondes indiens et chinois, dans les marges latino-américaines. Il ne faudrait pas que les élèves sous-estiment le nombre de PMA ainsi que l'ampleur des territoires concernés, et de la population. Les élèves peuvent encore faire des amalgames sur faiblesse de la densité/faiblesse du revenu, ou

¹⁴ Rappelons que la définition des PMA est faite par l'ONU, est revue chaque année dans son rapport sur le développement humain.

régions tropicales/régions pauvres, c'est au professeur de corriger ces erreurs récurrentes à l'occasion de cette généralisation. L'indicateur à utiliser ici est l'IDH : celui-ci a précisément été créé par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1970, c'est le meilleur outil de mesure du développement, donc de classement, donc de définition de la catégorie des PMA en deçà d'un certain seuil¹⁵. Dans son rapport 2013, le nom PMA (traduction acronyme pour Least Developed Countries) disparaît au profit de « pays à IDH faible », mais il s'agit toujours d'une catégorie recouvrant le quartile des pays du monde à plus faible IDH, c'est-à-dire le dernier quart du classement. En 2013 comme depuis les années 1970, il y a donc une quarantaine de pays, (précisément 45 en 2013), dont l'IDH est inférieur à 0,535. Avec 0,483 en 2013, Madagascar se situe légèrement au-dessus du niveau du groupe des PMA (0,466) mais bien en deçà de la moyenne mondiale (0,694).

Il est aussi nécessaire, pour éviter la confusion PMA-pauvreté dans le monde, de rappeler aux élèves que dans les pays émergents subsistent des poches de pauvreté qui peuvent parfois s'accentuer. Parfois ces poches sont des régions, ou des provinces beaucoup plus grandes que Madagascar tant du point de vue de la masse démographique que de l'étendue : c'est le cas des provinces pauvres du Guizhou en Chine (174 000km², 35 millions d'habitants), du Bihar en Inde (94 000km², 103 millions d'habitants), ou du Nordeste au Brésil (1 558 000 km², 53 millions d'habitants). Cette pauvreté ne se résorbe pas forcément, même si elle se situe dans des pays émergents, elle s'accentue parfois¹⁶.

V) DEUX VARIANTES POUR APPROFONDIR MADAGASCAR, UN PMA

Avant d'achever cette proposition pédagogique, nous proposons deux variantes qui permettent d'approfondir deux aspects. Le traitement en classe de ces variantes ne semble pas compatible avec le temps de cours à consacrer au thème, cependant, en fonction de la sensibilité des élèves et de l'enseignant, il peut être possible d'approfondir.

1°) D'abord, du côté de la démographie particulièrement morbide, cette image étonnante d'un tombeau dans la région de l'Androy (« pays des épines », entre Fort Dauphin et Tuléar sur la carte doc 2).

Ici, la disette est récurrente, il n'y a pas de route qui mène à la capitale, la saison sèche est très longue (voir la végétation visible ; la photo est prise en saison humide). Les indicateurs sanitaires sont les plus mauvais du pays, c'est ici que sont recrutés les personnes qui font, en ville (**exode rural**) les métiers les plus pénibles de l'île : tireurs de pousse-pousse, dockers, gardiens... Ici, en brousse, les cases sont en bois pour les moins pauvres et en paille pour les autres. Les gens sont éleveurs de chèvres ou de zébus. Ils en ont 2, 3, 10, et ce seul patrimoine est sacrifié à la mort du titulaire pour la cérémonie. La construction du tombeau, qui lui est en béton, coûte beaucoup plus que la case de la famille¹⁷. Attitude a priori incompréhensible pour notre société riche et

¹⁵ Pour la méthode de calcul, chaque année réajustée, et la tentative de perfectionner cet indicateur (IDH « corrigé des inégalités », IDH corrigé des « inégalités de genre »...), voir le rapport annuel du PNUD.

¹⁶ Voir pour le cas de l'évolution de la pauvreté en Inde, Christophe JAFFRELOT, *L'inde, l'envers de la puissance : inégalités et révoltes*, CNRS éditions, 2012

¹⁷ Sophie GODEFROIT, Jacques LOMBARD, *Andolo : l'art funéraire sakalava à Madagascar*, 2007.

moderne. Mais cette attitude, ces constructions et donc ce paysage sont le résultat concret d'une logique de précarité bien décrite par les sociologues où l'« investissement » dans les choses de la mort est plus important que l'investissement dans les choses de la vie, tant la mort est présente¹⁸. On est donc ici très loin de la logique capitaliste qui prévaut dans la mondialisation, mais cela permet d'identifier un blocage social à l'enrichissement, et donc au développement. Sur ces tombeaux, des moulages de béton représentent un bateau, au loin un avion. Le défunt a peut-être travaillé sur un bateau, ou à l'aérodrome, à moins qu'il ne s'agisse que d'une image du destin de son âme après la mort (les moulages représentent toujours des moyens de transport). À gauche, un tombeau plus classique aux motifs décoratifs. Parmi les pierres qui enfouissent les corps, les cornes des zébus sacrifiés lors des funérailles ressortent.



Document 4 : tombeaux dans le sud de Madagascar

2°) La seconde variante de l'étude de cas porte sur l'instabilité politique.

Madagascar démontre aussi, depuis janvier 2009, que la vie politique d'un PMA est très instable. Comme l'article de *Jeune Afrique* le précise, le tout jeune maire de Tananarive a poussé le président Marc Ravalomanana à la fuite en mars, et depuis cette date gère le pays au nom d'un « gouvernement de transition » qu'il

¹⁸ Pour une présentation synthétique de la logique de précarité dans les sociétés africaines, voir Clair MICHALON, *Déférences culturelles, mode d'emploi*, 1997.

préside. Le parallèle avec la prise du pouvoir par Marc Ravalomanana, qui avait lui-même renversé le président Ratsiraka dans des circonstances très semblables en 2002, est frappant. En janvier 2009, alors que le gouvernement vient de fermer la chaîne télévisée de « TGV » Andry Rajoelina, ses partisans occupent quasi-continuement la place du 13 mai et l'avenue de l'Indépendance. Après des semaines de crise, des dizaines de morts à déplorer lors de pillages et d'un massacre perpétré par la garde présidentielle, le pouvoir tombe et Andry Rajoelina retrouve une foule toute acquise, malgré l'illégitimité de son coup de force, sur le bas de l'avenue de l'indépendance (photo).

Document 5 :

Andry Rajoelina, « président » de la transition



« L'ancien maire d'Antananarivo dirige depuis mardi soir la transition politique à Madagascar. Plus tôt dans la journée, le chef de l'Etat Marc Ravalomanana avait démissionné et transféré ses pouvoirs à un « *directoire militaire* ». Un directoire qui s'est rapidement désisté en faveur d'Andry Rajoelina, apparemment suite à des pressions.

Il n'a pas volé son surnom de « TGV ». Andry Rajoelina est devenu mardi soir, à 34 ans, président de la transition politique à Madagascar. Le chef de l'opposition a été promu par le « *directoire militaire* », à qui le chef d'Etat démissionnaire Marc Ravalomanana avait transféré ses pouvoirs ».

Habibou BANGRE
Article paru dans *Jeune Afrique* – 18/3/2009

Derrière lui, trois éléments du pouvoir : le lieu de pouvoir (l'avenue de l'indépendance, il est précisément devant le chantier de reconstruction de l'hôtel de ville, dont la destruction avait été déjà le déclencheur de la 1^{ère} crise politique en 1972), l'armée qui décide du jour et de l'heure du basculement politique, et la foule

mobilisée. La population pauvre des bas quartiers (au sens propre, les bidonvilles étant dans les nombreuses zones inondables de la capitale) s'est beaucoup mobilisée et a largement contribué à cet événement. Il est évident que les anciens clivages sociaux ont rejoué dans ce rapport de force de l'été (austral) 2009¹⁹. Avec les élèves il est possible de travailler avec ce court texte et cette photo. Les deux documents illustrent bien l'instabilité politique, mais l'expliquent peu. Ceci n'est pas un problème, puisqu'en 4^{ème} on se contentera de faire un lien, même tenu, entre pauvreté et instabilité politique. Pas besoin d'entrer dans la complexité des explications de la vie politique malgache. On peut cependant apporter à la connaissance des élèves les conséquences, négatives et nombreuses, de cette crise politique qui dure depuis 2009 : fermeture quasi-immédiate de la plupart des entreprises qui travaillaient en régime de zone franche pour l'exportation, arrêt de la plupart des programmes des ONG et des services de coopération des pays du Nord, interruption brutale de la lutte contre l'abattage des forêts tropicales, contre la chasse aux espèces protégées... Il aura fallu presque cinq ans, jusqu'aux élections présidentielles de décembre 2013, pour revenir à une normalité institutionnelle. Et même si l'« instabilité » ne caractérise plus la vie politique malgache, les événements récents montrent que l'on ne peut toujours pas vraiment parler pour autant de « stabilité ».

CONCLUSION

Finalement, l'île de Madagascar ne tire pas encore profit de la mondialisation actuelle, dans le sens où aucun processus de développement à l'échelle nationale n'est enclenché²⁰. Cependant, son insertion dans les réseaux internationaux lui permet, bon an mal an, de ne pas sombrer dans le chaos. Pour réellement en profiter, il faudrait non seulement une meilleure gouvernance, mais aussi des règles plus justes pour le commerce international. Le programme de 4^{ème} « aspects de la mondialisation » est un tout qui s'équilibre. L'absence d'une réflexion sur un PMA, comme sa présentation négligée, laisseraient dans l'esprit des élèves une succession de pays gagnants ou en passe de gagner dans la mondialisation actuelle, qui définissent comme une recette de réussite. Or cette recette unique de la réussite n'existe pas, c'est ce que démontre le cas d'un pays pauvre comme Madagascar, qui est pourtant très extraverti économiquement. L'étude de ce PMA et en particulier le détour par la filière vanille permet aux élèves d'aller « au plus près du réel »²¹, d'identifier les multiples effets de la pauvreté sur le territoire, mais aussi d'entrer dans la complexité des explications. Il permet aussi de réinvestir les notions indispensables vues en 5^{ème} qui sont les différents aspects du développement durable, donc du développement humain. Enfin la dimension culturelle est abordée, ce qui permet de préparer le terrain au thème suivant du programme portant sur la mondialisation et la diversité culturelle.

¹⁹ Pour une analyse plus fine des clivages sociaux et des « groupes statutaires » qui ont joué lors de cette crise, on se référera à Catherine FOURNET-GUERIN, *Vivre à Tananarive. Géographie du changement dans la capitale malgache*, Karthala, 2007. Pour la culture politique, voir Françoise RAISON-JOURDE, *Les souverains de Madagascar*, Karthala, 1983.

²⁰ Une mise au point précise de la notion de développement adaptée à l'Afrique se trouve dans la dernière édition mise à jour de Philippe HUGON, *L'économie de l'Afrique*, La Découverte, coll. Repères, 2009, p. 27.

²¹ « Aide à la mise en œuvre des programmes – L'étude de cas en géographie » DGESCO, juillet 2011.

Édition, graphisme et mise en pages par



promedia@moov.mg

Imprimé à Madagascar
par MADPRINT Antananarivo
roi@moov.mg

Édition : 1^{er} semestre 2014
Code : PMC2605 (9 788909 200699)

Sur le thème « Les hommes et la nature », *Tsingy* a publié :

JAORIZIKY, *Vohibary, village betsimitaraka : Etude d'un terroir* (Tsingy n°3)

Max GUEROUT, *Les esclaves oubliés de Tromelin*, (Tsingy n°6)

Th. LAVITRA & Al., *La pêche et l'élevage du concombre de mer à Madagascar*, (Tsingy n°9)

Jean-François GERAUD, *Paris 1861, Valoriser la médecine « indo-malgache »*, (Tsingy n°10)

Benoît E. SAKAIZA, *L'incertain décollage du tourisme à sainte Marie*, (Tsingy n°12)

Pierre BREST, *A propos du manuscrit adressé ... par Bouchet, le 10 août 1770*, (Tsingy n°13)

Claire HARPET, *Le lémurien de Mayotte : élément pour une reconstitution historique des migrations humaines*, (Tsingy n°13)

Delphine BURGUET, *La graine et l'apéritif ou l'indigène et le savant*, (Tsingy n°15)

Barthélémy MANJAKAHERY, *Les Bara et la mer*, (Tsingy n°16)

Numéros thématiques déjà publiés :

- Démographie à Madagascar (Tsingy n°4)
- Les femmes dans l'océan Indien (Tsingy n°5)
- Religions et Sociétés dans l'océan Indien (Tsingy n°7)
- « Dossier 1947 » (Tsingy n°8)
- Les Hommes et la Mer (Tsingy n°9)
- La violence dans les sociétés de l'océan Indien (Tsingy n°11)
- La côte Est de Madagascar (Tsingy n°12)
- Voyages et Missions dans le S. O. de l'océan Indien (Tsingy n°13)
- Madagascar et La Réunion, 1^{ère} partie (Tsingy n°14)
- Madagascar et La Réunion, 2^{ème} partie (Tsingy n°15)
- Les migrations dans l'océan Indien (Tsingy n°16)

« TSINGY »

Les Tsingy sont une formation calcaire.

L'érosion forme des lames très fines de plusieurs mètres de haut,
créant de véritables forêts minérales.

Les plus grands ensembles de Tsingy à Madagascar se trouvent dans
l'Ouest (Bemaraha) et dans le Nord (Ankarana).

Voir photo d'arrière plan de la couverture.